

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LE
CRIME D'EMPOISONNEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 22 décembre 1896, à 2 heures 1/2

PAR

Raoul SAUTTER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PLANIOL, Professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, Professeur.
SALEILLES, Professeur.

— * —

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

ÉTUDE

SUR LE

CRIME D'EMPOISONNEMENT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE

SUR LE

CRIME D'EMPOISONNEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 22 décembre 1896, à 2 heures 1/2

PAR

Raoul SAUTTER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. PLANIOL, Professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, Professeur.
SALEILLES, Professeur.

✱

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

PLAN DE CETTE ETUDE

	Pages
INTRODUCTION	1
Notions historiques.	5
Observations statistiques	74
ETUDE JURIDIQUE. — Gravité du crime d'empoisonnement. —	
Idées générales	85
L'empoisonnement constitue un crime spécial; il est assimilé	
à l'assassinat	85
a) Préméditation	85
b) Peine. — Etude des législations étrangères.	88
Définition du crime d'empoisonnement.	92
Faits constitutifs du crime d'empoisonnement.	98
I. — Elément matériel : attentat à la vie ; action de faire	
absorber une substance vénéneuse à quelqu'un.	98
a) emploi d'une substance vénéneuse	99
b) aptitude de cette substance à donner la mort.	107
c) absorption de la substance par la victime	123
II. — Elément intentionnel : volonté de donner la mort	124
a) l'intention de tuer existe seule	125
b) l'intention de tuer n'existe pas.	128
De la tentative en matière d'empoisonnement.	129
a) Délit manqué	131
b) Crime impossible.	140
Distinction des actes préparatoires et de la tentative	166
Position des questions au jury.	185
L'empoisonnement est commis par plusieurs individus.	198
De la prescription de l'action publique en matière d'empoisonnement lent	212

Explication et interprétation de l'art. 317 § 4 du Code pénal .	215
L'individu poursuivi pour crime d'empoisonnement et acquitté de ce chef, peut-il être traduit ensuite en police correc- tionnelle et condamné en vertu de l'art. 317, § 4 du Code pénal ?	232
Délit de falsification de substances alimentaires (analyse rapide)	242
De l'empoisonnement des animaux.	251
Importance de l'étude de la médecine légale en cette matière	255
Notions de médecine légale. — Histoire des poisons.	256
Division des poisons.	264
Droits et devoirs des experts; leur nomination; les écueils qu'ils peuvent rencontrer dans l'accomplissement de leur mission.	267

INTRODUCTION

Quand on parcourt attentivement la liste des articles du Code qui répriment les attentats contre les personnes, on est frappé de ce fait que le législateur ne tient pas en général compte du procédé employé pour donner la mort. Dans deux cas cependant, le législateur fait du procédé employé pour donner la mort une cause d'aggravation de la peine. Ces deux cas sont prévus par les articles 303 et 301 du Code pénal. Par le premier de ces articles, le Code envisage l'hypothèse où un malfaiteur a employé des tortures ou a commis des actes de barbarie pour faciliter l'exécution de son crime; il assimile un tel malfaiteur à un assassin et le punit de mort. Le second cas prévu par l'article 301, a trait au crime d'empoisonnement; ce crime est qualifié par la loi : l'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances capables de donner la mort; les procédés employés pour donner la mort constituent donc ici le crime et occupent une place prépondérante.

D'après l'article 302, le crime d'empoisonnement est passible de la peine de mort; nous sommes donc en

présence d'un meurtre en quelque sorte aggravé, puisque aux termes de l'article 304, § 3 du Code pénal, le meurtre simple n'emporte que la peine des travaux forcés à perpétuité ; on peut dire par conséquent qu'aux yeux de la loi française actuelle, le meurtre simple est un meurtre atténué en ce sens que le législateur présume que le meurtre simple est toujours l'effet d'un emportement passager, sans cela il entraînerait la peine de mort, or il n'en est pas de même de l'empoisonnement, qui étant le meurtre calculé par excellence, devait être puni de mort.

Le crime d'empoisonnement, par sa lâcheté, par son hypocrisie, par la facilité de son exécution, par la longue préméditation qu'il suppose, est des plus dangereux. Vieux comme le monde, ce crime semble parfois sommeiller ; il se réveille et fait d'affreux ravages aux jours où la civilisation paraît la plus corrompue et les mœurs les plus relâchées. Aux époques de barbarie et de violence, on n'en entend plus parler. Quand il est facile de se défaire d'un ennemi par la force, on ne recourt pas au poison. De la chute de l'empire romain aux républiques italiennes du moyen âge, l'histoire n'en fait plus guère mention. De même sous la Terreur, alors qu'on fusillait, qu'on guillotinaient, qu'on noyait, qu'une dénonciation était un arrêt de mort, on n'empoisonnait pas. En temps ordinaire même, il y a des périodes d'accalmie, puis tout à coup le poison se manifeste de nouveau en jetant partout l'épouvante, multipliant les soupçons, donnant lieu à des légendes plus effrayantes que la vérité elle-même.

NOTIONS HISTORIQUES

L'usage du poison était très fréquent dans l'antiquité. A Athènes, on en faisait boire aux condamnés à mort : les Athéniens, amoureux jusqu'au bout de la forme, repoussaient l'idée d'un supplice qui eût altéré la noblesse et la beauté du corps humain. Avec la ciguë, point de ces convulsions atroces qui tordent les membres et font grimacer le visage, mais simplement un engourdissement qui raidit peu à peu les extrémités et remonte insensiblement jusqu'au cœur. C'est ainsi que mourut Socrate. L'État était le dépositaire et le dispensateur du poison, et l'on ne pouvait en prendre sans son autorisation. Ceux à qui la vie semblait un fardeau trop pesant, allaient devant la curie, exposaient les raisons qu'ils avaient de quitter la vie et demandaient l'autorisation d'en finir avec elle. Ceux dont les motifs étaient trouvés valables recevaient cette permission, et on leur délivrait une tasse de ciguë.

Les empoisonnements criminels ne sont pas moins nombreux dans l'histoire ancienne que dans l'histoire moderne ; c'est ainsi que l'historien Flavien Josèphe, nous apprend que les Juifs avaient une telle horreur du crime d'empoisonnement qu'il était défendu à tout in-

dividu de cette nation de conserver du poison dans sa maison, sous peine d'être condamné à l'avaler et à subir ainsi la mort qu'il était présumé avoir eu l'intention de donner à d'autres.

Tite-Live, nous raconte (1), qu'en l'an 423 de Rome (329 avant J.-C.), la mort subite de plusieurs personnes de la plus haute noblesse causa de l'étonnement, puis de la crainte, lorsque la cause de ce mal public fut révélée par une esclave qui avertit le préteur que ces morts soudaines n'étaient pas, ainsi qu'on l'avait cru jusqu'alors, la conséquence d'une « intempérie de l'air », mais bien l'effet d'un certain breuvage dont se servaient les plus nobles matrones romaines pour se défaire de ceux qui leur déplaisaient ; l'esclave ajoutait que si on voulait la suivre et lui promettre qu'il ne lui serait fait aucun mal, elle indiquerait les coupables ; on arrêta ainsi une vingtaine de femmes chez qui on trouva une quantité de drogues suspectes. Se voyant découvertes, ces femmes soutinrent que ces médicaments étaient des remèdes pour la santé, mais leur culpabilité apparut à tous les yeux, lorsque sur l'ordre du préteur, elles durent boire les breuvages qu'elles avaient préparés ; toutes, en effet, moururent en peu d'instants ; bientôt d'autres coupables, leurs complices, tombèrent sous la main de la justice, en sorte que soixante-dix autres femmes de la plus illustre naissance furent encore punies de mort.

Mais ce sont surtout les princes, les tyrans qui sont

(1) Tite-Live, *Histoire romaine*, *Décade* 1, livre VIII, n° 18.

victimes de tentatives criminelles. Ainsi Alexandre tend à son médecin Philippe la lettre où l'on accuse celui-ci de vouloir l'empoisonner, et d'une main ferme, il porte le breuvage à ses lèvres. Trop souvent, malheureusement, les souverains ont à leur tour recours au poison pour se débarrasser de ceux qui les gênent. C'est un champignon donné par Agrippine à Claude qui rend celui-ci immortel, et le place au rang des dieux. Néron, après avoir comblé de faveurs la trop fameuse Locuste, pour qu'elle lui fournît le poison qui devait foudroyer Britannicus sur le seuil de la demeure impériale, finit par ordonner la mort de la célèbre empoisonneuse, craignant qu'elle n'exercât son art funeste contre lui-même. Puis, c'est Caligula qui empoisonne à sa table ceux dont il convoite les biens.

Pline nous rapporte le fait suivant relativement à Cléopâtre. Un soir, dit-il, à la fin du repas, Cléopâtre détache une rose de sa couronne et l'effeuille dans une coupe qu'elle tend en souriant à Antoine. Celui-ci l'approche de ses lèvres ; elle l'arrête et fait boire le vin empoisonné à un esclave qui roule sur le tapis, se tortillant dans des douleurs mortelles.

D'après Tacite, les poisons de Locuste étaient un moyen de gouvernement. Ils étaient si perfectionnés qu'ils pouvaient tantôt faire vieillir la victime dans une longue imbécillité, tantôt la faire tomber comme foudroyée.

Quels étaient ces poisons ? Théophraste parle de l'aconit, Philostrate du lièvre de mer (*lepus marinus*). Les empereurs Néron et Domitien s'en servaient pour se débarrasser de ceux qui leur faisaient ombrage. Les

dames romaines, lasses de leurs époux, dit Juvénal, employaient le venin d'un crapaud rouge.

Cette habitude des empoisonnements devait être répandue, puisque Mithridate avait eu soin de se familiariser avec le poison. Un historien raconte que, sous les premiers Césars, des individus se promenaient sur le forum tenant à la main des aiguilles dont ils piquaient les passants et que ceux-ci tombaient aussitôt foudroyés par le poison subtil dont ces aiguilles étaient imprégnées. Juvénal nous montre les empoisonnements sévissant dans la ville de Rome et faisant trembler ceux dont l'héritage pouvait être convoité. Enfin, un dernier témoignage de l'usage fréquent que les Romains faisaient du poison, soit pour les autres, soit pour eux-mêmes, ce sont ces bagues qu'on peut voir à Naples parmi les antiquités retrouvées à Pompéi; la plupart ont d'énormes chatons dans lesquels on renfermait du poison, précieuse ressource pour ceux qui ne voulaient pas tomber vivants entre les mains de leurs ennemis.

Enfin, la mémoire nous est restée d'un procès fait à un romain du nom d'Oppianicus, accusé d'empoisonnement et du plaidoyer que, dans la circonstance, Cicéron prononça en faveur d'un jeune affranchi, nommé Scamandre, qui avait préparé et fourni le poison (1).

D'ailleurs, certaines particularités de procédure subsistèrent longtemps à Rome en matière d'empoisonnement. Ce crime avait été si fréquemment commis, soit

(1) Voir plaidoyer, *Pro Scamandro*; 74 avant J.-C.

par des femmes qui voulaient se débarrasser de leurs maris, soit par des esclaves qui désiraient la mort de leurs maîtres, que la juridiction domestique fut longtemps conservée pour connaître de cet attentat et même après la promulgation de la loi des XII Tables, elle continua d'occuper une place prépondérante en cette matière ; c'est ainsi que l'histoire nous raconte que Publia et Lucinia, nobles matrones romaines, ayant été accusées d'avoir empoisonné leurs maris, furent condamnées à mort par une sentence rendue par leurs parents (1). Cependant il paraît certain que l'institution des questions perpétuelles en l'an 604 substitua définitivement, même en matière d'empoisonnement et de crime domestique, la justice sociale à la justice privée.

Au reste, les homicides par le poison devinrent bientôt si fréquents à Rome que le dictateur Cornélius Sylla crut nécessaire, en l'an 671, d'ériger l'empoisonnement en crime spécial, de le distinguer de l'assassinat et du parricide et d'élever à huit le nombre des préteurs.

La loi Cornélienne punissait de la peine capitale ceux qui confectionnaient, vendaient, achetaient ou procuraient du poison, tout aussi bien que l'auteur du crime lui-même (2) et elle châtiait de la relégation les droguistes qui livraient imprudemment des drogues malsaines capables de devenir des toxiques (3).

Sous l'Empire, la crainte causée par le crime d'empoisonnement n'avait fait que croître, ainsi que

(1) Dubois : *Histoire du droit criminel*, t. V.

(2) *Dig. ad. leg. Corneliam de sicariis*, l. 5 pr.

(3) *Dig. id.*, l. 5 § I et l. 5 § III.

l'on a pu en juger par les exemples que nous avons cités plus haut ; aussi, ne sommes-nous pas surpris d'entendre Antonin s'écrier au Code (livre IX, tit. 18, l. 1) : *Plus est hominem extinguere veneno quam occidere gladio.*

Peu à peu, cependant, on tendit à confondre l'empoisonnement avec les crimes de sortilège et de magie ; nous n'en voulons pour preuve que l'intitulé du titre que Justinien consacre, au Code, aux crimes par le poison ; cet intitulé porte, en effet : *de Maleficiis et Mathematicis et ceteris similibus*. D'ailleurs, cette confusion s'explique rationnellement ; c'étaient, en effet, toujours des drogues nuisibles, souvent des poisons, que les devins et les sorciers remettaient sous le nom de philtre, de poudre pour l'amour, de poudre de succession, à ceux qui venaient les consulter sur le moyen de reconquérir l'amour ou la faveur de telle personne ou sur les chances de mort d'un parent ou d'un ennemi ; ces substances soi-disant inoffensives étaient remises par les devins à leurs clients avec ordre de prononcer des paroles cabalistiques, mais, en réalité, c'était bien plutôt le poison que le diable qui vous exauçait ; nous verrons, un peu plus loin, ces idées reparaitre en France vers la fin du moyen âge.

L'Italie moderne s'est montrée la digne héritière de l'Italie ancienne ; c'est chez elle que s'est perfectionné l'art de l'empoisonnement et c'est de là qu'il s'est répandu dans le reste de l'Europe. Le principal poison était l'*acqua tofana* qu'on employait encore au commencement de ce siècle, mais l'on en connaissait plus

de soixante différents ; d'ailleurs, à cette époque, les poisons étaient, à Naples, l'objet d'un trafic presque public. La célèbre Tofana vendait son eau dans de petites fioles portant l'image de saint Nicolas de Bari. C'était, paraît-il, une préparation à base d'arsenic, inodore et sans couleur, ayant le privilège de ne laisser aucune trace ; cinq à six gouttes suffisaient pour donner une mort immédiate ; une goutte, administrée toutes les semaines, faisait périr au bout de deux ans et rendait mortelle toute maladie survenue dans l'intervalle. Menacée, la Tofana se réfugia dans un couvent qui voulut faire respecter son droit d'asile ; elle y fut saisie, mais la liste de ses acheteurs était telle, qu'on n'osa pas lui faire de procès : elle fut étranglée dans sa prison.

Au seizième et au dix-septième siècle, on savait couper une pêche avec un couteau d'or empoisonné d'un seul côté ; on partageait cette pêche avec la femme dont on était jaloux ; on pouvait manger sans danger la partie qui avait été touchée par le côté sain du couteau, l'autre moitié donnait la mort.

Un prince Savelli avait une clef avec laquelle il empoisonnait ceux de ses gens dont il voulait se défaire. La poignée de cette clef avait une petite pointe imperceptible qu'on frottait d'un certain poison. Le prince disait à l'un de ses gentilshommes, en lui remettant cette clef : « Un tel, allez me chercher un papier dans telle armoire ». La serrure ne jouait pas bien ; le gentilhomme faisait avec la main, sur la clef, un petit effort auquel la serrure céda. Mais, sans s'en

apercevoir, il s'était un peu écorché la main avec la petite pointe et vingt-quatre heures après, il n'était plus.

Parmi toutes les petites cours italiennes, il n'en est pas une qui ne compte dans ses annales de nombreux empoisonnements, à commencer par ceux de Bianca Capello et de son époux le grand-duc François de Médicis (1587). Mais toutes sont distancées par la cour de Rome ; elle a acquis sous ce rapport une célébrité que nul ne saurait lui contester. Le poison des Borgia est connu de tous. Alexandre VI empoisonne les cardinaux, ses ennemis, pour se venger d'eux, et les cardinaux, ses amis, pour s'emparer de leurs biens. On sait que c'est en voulant empoisonner le cardinal de Cometo qu'il trouva la mort ; le domestique se trompa et servit au pape et à son fils une bouteille de vin empoisonné. Après lui, beaucoup de papes ont succombé au poison, victimes de cardinaux impatients de régner ou désireux de se venger ; tel fut, entre autres, le sort de Léon X et de Clément XIV. On pourrait citer des exemples plus récents et Pie IX a dû, plus d'une fois, montrer une grande circonspection dans le choix de ses aliments.

A Venise, du xv^e au xviii^e siècle, le conseil des Dix salariait les empoisonneurs qui le débarrassaient des ennemis de l'État.

A cette même époque les empoisonnements n'étaient pas moins fréquents en Angleterre. Ceux dont voulait se défaire le tout-puissant ministre de Henri VII, Leicester, étaient atteints d'une maladie mortelle qui débute par des étternuements : on l'appelait le *rhume de*

Leicester. Sous le règne de Henri VIII, l'empoisonnement qui, jusqu'alors était simplement puni de la potence comme un meurtre prémédité, fut érigé par ce prince en crime spécial : voici à quelle occasion. Cet esprit passionné, toujours prêt à céder aux impressions du moment, conçut une violente indignation contre la scélératesse d'un cuisinier, nommé John Roose, qui fut convaincu d'avoir jeté du poison dans une marmite remplie de bouillon préparé pour les domestiques de l'évêque de Rochester et pour les pauvres de la paroisse. Sous l'influence de ce fait particulier, Henri VIII demanda à son parlement une loi générale, destinée à frapper les empoisonneurs d'une pénalité symbolique et atroce. Cette pénalité consistait à les plonger dans l'eau bouillante jusqu'à ce que mort s'ensuivit. Le parlement vota ce statut en y ajoutant une disposition rétroactive qui en faisait l'application à John Roose lui-même. Le droit commun était violé par une telle rétroactivité, en même temps que l'humanité l'était plus outrageusement encore par l'introduction dans la loi anglaise d'un aussi barbare supplice. D'ailleurs ce statut, espèce de loi *ab irato* d'un despote, fut aboli sous Edouard VI.

En Allemagne les mœurs n'étaient guère plus douces ; en effet Henke (1) cite le cas d'une femme qui fut enterrée vive en 1487 pour avoir empoisonné son mari ; de son côté Celtès s'exprime ainsi sur les supplices qui sont réservés aux empoisonneurs ou plutôt aux empoi-

(1) Pages 286-289, *Histoire de l'Eglise*, 1818-1825.

sonneuses à la fin du moyen âge : « Les femmes, dit-il, qui commettent certains crimes, comme d'exciter des folies furieuses par des philtres et des substances vénéneuses, sont condamnées à divers supplices : on les submerge cousues dans un sac, on leur ôte la vie par le feu ou bien on les enterre vives dans la terre, et cependant toutes ces peines et toutes ces tortures n'empêchent pas qu'elles n'entassent crime sur crime ; leur esprit pervers est plus fécond à inventer de nouveaux forfaits que celui des juges à imaginer des supplices qui leur correspondent. »

C'est d'Italie que vint en France l'usage des empoisonnements ; la première trace que nous en trouvions dans l'histoire de notre pays date de l'année 1390 ; à cette époque une vaste conspiration qui prit le nom de complot des Ladres, répandit la frayeur à Paris et dans le pays Chartrain dont on disait que les fontaines et les puits avaient été empoisonnés, sans que l'on ait jamais exactement su le but que poursuivaient les organisateurs de la conspiration ; mais laissons parler sur ce sujet le religieux de Saint-Denis (1) qui nous donnera quelques détails intéressants. « Dans le courant de juillet 1390, dit-il, le bruit se répandit que les fontaines et les puits avaient été empoisonnés dans le pays Chartrain et qu'ils le seraient bientôt dans les autres provinces du royaume. On attribuait ce crime à quelques misérables qui vivaient au jour le jour en demandant l'aumône de porte en porte. On fut justement alarmé.

(1) Edition Bellaguet, t. 1, p. 682-85, Paris, 1852

de cette atrocité sans exemple, et l'on apprit de bonne source que ces individus, voulant se soustraire à l'indigence, s'étaient laissé séduire par de belles promesses. Ils portaient sur eux, dans des morceaux de linge et dans de petites boîtes une poudre empoisonnée et cherchaient sans cesse l'occasion d'en infester toutes les eaux bonnes à boire. Mais comme on les voyait rôder trop souvent autour des maisons des riches, on arrêta en plusieurs endroits tous ceux qu'on put rencontrer, et on les mit en prison, en attendant qu'on eût distingué les innocents des coupables. On leur arracha par les tortures l'aveu de la vérité. Ils déclarèrent que le poison était composé d'ongles et de chair de pendus, mêlés avec du sang de crapaud ou d'animaux immondes et autres matières impures, que tous ceux qui en goûtaient succombaient après avoir languï pendant un an et perdu peu à peu leurs cheveux et qu'au moindre attouchement leur peau se levait et se détachait facilement de la chair. On soupçonna les frères prêcheurs ou jacobins d'avoir composé ce poison ; ce qui donna lieu à ce bruit, c'est qu'après l'acquittement des innocents, au moment où les principaux coupables, condamnés à mort par le prévôt de Paris, présentaient leur tête au bourreau, ils déclarèrent qu'ils ne connaissaient point ceux qui avaient composé le poison, mais que c'étaient des gens qui portaient un long manteau noir par-dessus une robe blanche comme des religieux ; d'autres personnes accusaient les Anglais de Cherbourg de ces crimes et d'autres en rendaient responsables les gens de Flandre qui voulaient, disait-on, se venger du roi de France. »

Bref, cette affaire prit bientôt tant d'importance que par mandements royaux du 17 août et du 12 septembre 1390, trois commissaires du roi furent envoyés dans la Touraine, le Blesois et le Vendômois, puis au Mans et à Rouen avec ordre d'instruire spécialement contre les empoisonneurs de fontaines. On découvrit bientôt la manière dont les instigateurs du complot opéraient : ils rassemblaient de pauvres diables, leur promettaient de l'argent et les chargeaient de parcourir la contrée en jetant dans chaque puits ou fontaine qu'ils rencontreraient, des noix contenant une poudre empoisonnée. Bientôt Jehannin le Fournier, Jehan de Bloys, Julien Bernier, Pierre de Thoulouse, Etienne de Domachien, Raynaut de Poilly qui fut mis cinq fois à la question, enfin Martin le Breton qui reconnut avoir empoisonné quarante puits, tombèrent entre les mains de la justice et furent tous condamnés comme traîtres, coupables du crime de lèse-majesté, à être décapités et pendus ; ils furent exécutés le 26 septembre et le 1^{er} octobre 1390 (1).

Un autre individu, nommé Jehan le Porchier, fut, vers le même temps, trouvé porteur d'herbes soi-disant empoisonnées ; accusé d'avoir voulu empoisonner le roi Charles VI et M. de Touraine, il fut, le 26 juillet 1390, condamné à être traîné et pendu.

A la même époque, le roi Charles de Navarre qui devait lui-même périr empoisonné par sa belle-mère, animé d'une haine féroce, résolut d'empoisonner ses cou-

(1) Registre criminel du Châtelet de Paris.

sins les ducs de Berry et de Bourgogne, et pour mettre à exécution cet affreux dessein, il attira à lui un Anglais, nommé Jean Delstein, et le poussa au crime en lui promettant une magnifique récompense. Delstein reçut du roi un poison en poudre et passa en France où, pendant quinze jours, il se mêla aux courtisans des ducs, mais comme on le vit plus d'une fois s'approcher des plats avec trop d'empressement on l'arrêta et on le livra au prévôt de Paris, qui le fit mettre à la torture pour lui arracher la vérité ; il avoua ses criminelles intentions et assura que l'effet de cette poudre était si terrible que, pour peu que les ducs en eussent goûté, ils se seraient sentis comme dévorés d'un feu intérieur qui leur eût arraché des cris et leur eût fait redouter le contact des hommes comme pouvant les blesser... ils n'auraient d'ailleurs pas survécu plus de trois jours... Pour faire un exemple, on coupa la tête du misérable et on la planta au bout d'une lance ; on attacha ses bras et ses jambes aux quatre portes principales de la ville, et on suspendit son tronc au gibet.

Louis XI, recourant à ce moyen qui s'accordait bien avec sa politique, avait empoisonné Agnès Sorel et, en 1472, son frère le duc de Berry ; on sait qu'il abrégéa les jours de son père Charles VII qui, par crainte du poison, se laissa mourir de faim ; en 1536, Montecuculli offrit un breuvage empoisonné au dauphin, fils de François I^{er} et fut, en conséquence, écartelé ; mais c'est de Catherine de Médicis que date la série des empoisonnements ; les Français, instruits par les Italiens, raffinèrent dans l'art de se venger de leurs ennemis et de se débarrasser

de ceux qui les gênaient ou dont ils convoitaient l'héritage.

C'est surtout sous Louis XIV, lorsque la noblesse, depuis longtemps corrompue par la royauté, s'est ruinée au milieu de l'oisiveté dorée de Versailles, qu'on parle de la poudre de succession. On empoisonne avec un bouquet, avec une paire de gants, avec une lettre, avec un flambeau même ; le pape Charles VII avait été tué à l'aide d'une bougie dont la mèche était empoisonnée.

Saint-Simon rapporte que Madame, belle-sœur de Louis XIV et fille de Charles I^{er}, roi d'Angleterre, se trouvait à Saint-Cloud par une brûlante soirée de juin ; elle demande une tasse d'eau de chicorée, la boit, rougit, pâlit et s'affaisse : elle était empoisonnée ; c'est peu d'années après qu'on découvrit la célèbre affaire de la marquise de Brinvilliers qui est restée tristement célèbre dans les annales judiciaires (1).

L'émotion que causa à Paris, en 1676, la découverte des crimes de la Brinvilliers fut extrême ; une lettre de Madame de Sévigné, datée du 26 juin 1676, en fait foi. Tout d'abord, la marquise de Brinvilliers occupait dans le monde un rang élevé ; son père, Dreux d'Aubray, sieur d'Offémont, était en 1666, au moment où il fut empoisonné, lieutenant civil ; son frère aîné, empoisonné également, l'avait remplacé dans cette charge ; un deuxième frère, qui eut le même sort, était conseiller au parlement. Citons encore une sœur de la marquise,

(1) Nous avons emprunté les principaux détails du récit qui va suivre au livre si intéressant de M. Clément, *la Police sous Louis XIV*, Paris 1866.

Thérèse d'Aubray, qui survécut aux tentatives dont elle fut l'objet.

La Brinvilliers avait pris pour amant, en 1659, un nommé Godin de Saint-Croix, ami de son mari ; leur liaison devint bientôt publique, le marquis de Brinvilliers n'en prit nul souci, mais il n'en fut pas de même des frères de la marquise et de son père qui, après lui avoir fait d'inutiles reproches, finit par obtenir contre Saint-Croix, en 1665, une lettre de cachet.

Enfermé à la Bastille, Saint-Croix y fit la connaissance d'un italien nommé Exili ou Egidio qui lui apprit l'art de composer des poisons. Au bout d'un an, Saint-Croix sortit de prison, prit Exili à son service et se livra, sous sa direction, à la fabrication des poisons. Peu de temps après, le 16 janvier 1666, le lieutenant civil Dreux d'Aubray mourait presque à l'improviste à l'âge de soixante-six ans. Le 15 juin 1670, Antoine d'Aubray qui avait succédé à son père comme lieutenant civil, avec des attributions réduites, mourut aussi en très peu de jours dans les mêmes circonstances et il fut bientôt suivi de son frère, conseiller au parlement. Des soupçons d'empoisonnement coururent alors, mais sans que l'on sache pourquoi, la justice ne se livra à aucune information. Peut-être, n'aurait-on jamais rien découvert, et ces crimes seraient restés impunis, si un événement imprévu, survenu deux ans plus tard, en 1672, n'avait fait éclater le scandale. Certains auteurs ont raconté de la façon suivante l'événement qui précipita la catastrophe : un jour que Saint-Croix, enfermé seul dans son laboratoire, le visage couvert d'un masque

de verre, la tête penchée sur un fourneau, fabriquait ses poisons les plus subtils, son masque éclata et la vapeur du poison l'étendit roide mort ; ceci expliquerait comment il mourut sans avoir détruit des papiers si compromettants pour sa maîtresse ; d'autres auteurs expliquent cette imprudence, en disant que Saint-Croix, privé à l'improviste de ses facultés par la maladie, ne voulut se confier à personne du soin de détruire des papiers dont la découverte l'aurait infailliblement compromis, s'il avait survécu.

Le jour même de sa mort (31 juillet 1672), les scellés furent apposés chez lui, et parmi ses papiers, dans une certaine cassette, on découvrit une lettre par laquelle Saint-Croix priait et même suppliait ceux qui ouvriraient ce coffret, de le remettre, ainsi que tout ce qu'il contenait, à la marquise de Brinvilliers ; or, dans cette cassette, il y avait encore un grand nombre de paquets et de petites fioles qui, soumis à l'analyse, révélèrent qu'ils contenaient du poison.

Les investigations de la justice, aidées par le hasard, amenèrent l'arrestation d'un nommé Lachaussée, ancien domestique de Saint-Croix, qui était au service du conseiller d'Aubray, à la mort de celui-ci. Soumis à la torture, Lachaussée accusa formellement la Brinvilliers d'avoir participé aux empoisonnements des membres de sa famille. En conséquence, un arrêt de la Tournelle, en date du 4 mars 1673, condamna par contumace la Brinvilliers à avoir la tête tranchée ; le même arrêt condamnait Lachaussée, déclaré coupable « d'avoir empoisonné le dernier lieutenant civil

et le conseiller, à être rompu vif et à expirer sur la roue, après avoir été préalablement appliqué à la question ordinaire et extraordinaire pour avoir révélation de ses complices ».

En apprenant l'arrestation de Lachaussée, la Brinvilliers s'était enfuie à Londres, puis, ne s'y sentant pas en sûreté, car le roi Louis XIV avait introduit contre elle une demande d'extradition, elle s'était réfugiée dans un couvent de la ville de Liège.

Elle fut ramenée à Paris le 26 avril 1676, à la suite d'un subterfuge imaginé par un policier nommé Desgrez, lancé à sa poursuite. Desgrez, en se déguisant sous le costume d'un abbé, réussit à entrer dans le couvent; là il vit la marquise et, grâce à sa tournure qui était, dit-on, élégante, il se fit aimer de cette vertu peu farouche; un beau soir, il lui donne un rendez-vous à l'une des portes de la ville, la marquise s'y rend sans méfiance; aussitôt arrivée, Desgrez la fait monter en voiture et la dirige vers la frontière, sous bonne escorte.

A Rocroi, elle trouva un conseiller de la grand'-chambre du parlement, nommé Palluari, que le roi avait désigné pour l'interroger et pour commencer l'instruction de l'affaire avant même qu'elle n'ait atteint la capitale (1).

L'affaire fut suivie avec l'intérêt le plus passionné par le public, vivement ému de tant de crimes révélés à la fois. L'instruction fit entendre entr'autres un té-

(1) Voir lettre de Corbinelli à M^{me} de Grignan, du 15 avril 1676 dans le Recueil des *Lettres* de M^{me} de Sévigné. Edition des grands Ecrivains de France.

moins nommé Briancourt, ancien amant de la marquise, qui avait entendu dire à celle-ci qu'il existait des moyens de se défaire des gens quand ils déplaisaient et qu'on leur donnait « un coup de pistolet dans un bouillon »; puis, montrant une petite boîte, elle avait dit : « Voilà de quoi se venger de ses ennemis ! Cette boîte n'est pas grande, mais elle est pleine de successions. » Des légendes ne tardèrent pas à courir sur la Brinvilliers et sur les résultats de l'instruction qui était menée très secrètement, et l'opinion publique, toujours prête à ajouter à l'histoire, en vint à se convaincre que la Brunvilliers, dans le désir d'épouser Saint-Croix, avait plusieurs fois essayé d'empoisonner son mari, mais comme Sainte-Croix ne voulait pas d'une femme aussi méchante, il administrait du contre-poison au mari qui put ainsi rester en vie (1).

Cependant la marquise de Brinvilliers nia tout avec une grande hauteur ; elle supporta la question sans faiblesse et les tourments ne lui arrachèrent aucun aveu.

Déclarée coupable par arrêt du 16 juillet 1676, d'avoir fait empoisonner M. de Dreux d'Aubray, son père, Antoine d'Aubray, lieutenant civil et Nicolas d'Aubray, ses deux frères, et d'avoir attenté à la vie de Thérèse d'Aubray, sa sœur, elle fut condamnée à faire amende honorable devant la principale porte de l'Église de Paris, nu-pieds, la corde au cou et à avoir ensuite la tête tranchée en place de Grève, son corps brûlé et ses cendres jetées au vent.

(1) M^{me} de Sévigné, *Lettres*, 1^{er} mai 1676.

Se voyant perdue, elle se décida alors à avouer la vérité à l'abbé Pirrot, son confesseur; elle reconnut qu'elle avait dû consacrer huit mois à l'empoisonnement de son père, car il lui fallut s'y reprendre à dix fois (1).

A six heures du soir, elle sortait de la Conciergerie, en chemise, la corde au cou; elle fut alors conduite devant Notre-Dame où elle fit amende honorable; on la jeta ensuite dans un tombereau, sur de la paille et on la conduisit à l'échafaud; elle y monta résolument, eut la tête tranchée, puis son corps fut jeté au feu et ses cendres au vent.

Le roi avait, d'ailleurs, donné des ordres à Colbert pour que le châtiment infligé à la Brinvilliers fut rigoureux et jugé sans faiblesse (2).

L'exécution de la marquise, place de Grève, attira une foule énorme qui désirait, à tout prix, voir la célèbre empoisonneuse; parmi cette foule se trouvait M^{me} de Sévigné qui, depuis la fenêtre d'une des maisons voisines du pont Notre-Dame, vit passer la lugubre charrette et put prendre ainsi des notes qui devaient lui permettre de rendre compte, d'une manière pittoresque, mais sans grande commisération, d'un aussi lugubre spectacle (3).

Lebrun vit aussi la célèbre marquise se rendre au supplice et en dessina un portrait qui se trouve au musée du Louvre.

(1) Mme de Sévigné, *Lettres*, 17 et 22 juillet 1676.

(2) Lettre de Louis XIV à Colbert, 28 juin 1676.

(3) Voir Mme de Sévigné, *Lettres*, 17 et 22 juillet 1676.

Dans cette même affaire se trouvait compromis Reich de Penautier, receveur général des États du Languedoc, accusé d'avoir empoisonné un sieur Saint-Laurent de Hannivel, receveur général du clergé, dont il avait obtenu l'importante situation. L'opinion publique, poussée par la veuve et les enfants de Saint-Laurent de Hannivel, s'était nettement prononcée contre lui, car il avait été vivement accusé par la Brinvilliers; d'ailleurs de graves inculpations pesaient, en effet, sur Penautier qui avait été très lié avec Saint-Croix et dans les papiers duquel on avait trouvé des lettres à son adresse. Est-ce grâce à la protection de Harlay de Champvalon, archevêque de Paris, ou à celle de Colbert qui appréciait beaucoup l'activité et l'intelligence de ce commis, ou grâce à ses immenses richesses, ainsi que semble le croire M^{me} de Sévigné, qui insinue que Penautier aurait répandu en largesses 100.000 écus pour innocenter son cas (1), ou encore est-ce faute de preuves certaines ? Toujours est-il que Penautier, après une détention de douze mois, fut acquitté et remis en liberté en juin 1677.

C'est à cette occasion qu'on fit paraître le quatrain suivant, qui montre assez que l'on n'avait pu guère donner le change à l'opinion publique qui continuait à considérer Penautier comme coupable d'empoisonnement.

Si Penautier, dans son affaire,
N'a rencontré que des amis
C'est qu'il a bien su se défaire,
De ce qu'il avait d'ennemis.

1) M^{me} de Sévigné, *Lettres*, 29 juillet 1676.

Si pour paraître moins coupable
Il fait largesse de son bien,
C'est qu'il prévoit bien que sa table
Ne lui coûtera jamais rien.

Faut-il, dans les récits auxquels nous arrivons maintenant, voir un effet de cette « humeur empoisonnante » dont parle M^{me} de Sévigné dans sa lettre à M^{me} de Grignon, du 17 juillet 1676 ? Nous ne savons ; toujours est-il qu'un an environ après l'exécution de la Brinvilliers, le 21 septembre 1677, un billet sans signature, trouvé dans un confessionnal de l'église des Jésuites de la rue Saint-Antoine, mit, de nouveau, tout Paris en émoi en annonçant qu'il existait un projet d'empoisonner le roi et le dauphin.

Après quelques mois de recherches, la police mit la main sur deux individus : Louis Vanens et Robert de la Mirée, seigneur de Bachimont en Artois, dont la conduite paraissait suspecte. Le premier, non content de chercher le grand-œuvre, fabriquait aussi des philtres qu'il vendait à des entremetteuses, à des sages-femmes, et il fut soupçonné d'avoir empoisonné le duc de Savoie. Bachimont se livrait au même commerce.

Grâce à ces découvertes, le lieutenant général de la police, La Reynie, fit arrêter plusieurs personnes, entre autres : la femme La Bosse, une femme nommée La Vigoureux, un certain Nail et une femme Lagrange ; enfin, le 12 mars, à l'issue de la messe célébrée à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, il procéda à l'arrestation de dame Catherine Deshayes, femme d'un joaillier nommé Antoine Monvoisin ou Voisin.

A partir de ce jour et sur les révélations de la Voisin, l'affaire des poisons prit des proportions inattendues et compromit les membres des premières familles de France ; aussi, pour éviter le plus possible le scandale que devait causer, dans le public, la révélation des turpitudes des plus hauts personnages de la Cour et pour soustraire, dans la mesure du possible, l'affaire à la publicité, le roi, le 7 avril 1679, institua spécialement pour juger les affaires d'empoisonnement une Chambre royale, composée de conseillers d'État et de maîtres des requêtes ; cette Chambre, à laquelle le peuple donna les noms de Chambre ardente ou Chambre des poisons, devait siéger à l'Arsenal.

En poursuivant ses investigations, cette Chambre dut bientôt décréter d'accusation ou faire renfermer à la Bastille la duchesse de Bouillon, la princesse de Tingry, dame du palais de la reine, la marquise d'Alluye, l'ancienne maîtresse de Fouquet, la comtesse du Roure, M^{me} de Polignac, le duc de Luxembourg et enfin un prince de la maison de Bourbon : le comte de Clermont ; on racontait encore, dans le public, que la comtesse de Soissons, la nièce du cardinal de Mazarin, qui avait été l'une des premières maîtresses du roi et était devenue surintendante de la reine, avait dû quitter précipitamment Paris pour éviter la prison (1).

En apprenant de telles accusations, le roi montra une grande fermeté ; il fit venir la Reynie à Saint-

(1) M^{me} de Sévigné, *Lettres*, 24 janvier 1680.

Germain, le 27 décembre 1679, et lui recommanda, ainsi que la Reynie l'a raconté lui-même dans ses mémoires, « de pénétrer le plus avant qu'il serait possible dans le malheureux commerce du poison, afin d'en couper la racine et de faire une justice exacte, sans aucune distinction de personne, de condition et de sexe ».

Au duc de Luxembourg, qui lui parlait du décret de prise de corps, rendu contre lui, le roi répondit que s'il était innocent, il n'avait qu'à aller en prison, car il avait nommé de si bons juges pour régler ces affaires, qu'il leur en laissait toute la conduite (1). Devant cette assurance, le duc de Luxembourg se constitua prisonnier à la Bastille, tandis que M^{me} d'Al-luye, plus prudente, quittait Paris précipitamment pour se rendre à Namur.

Bientôt les accusés avouèrent que la vie du roi, celle du dauphin, de Colbert, de M^{lle} de la Vallière, de la duchesse de Fontanges, avaient été en danger et accusèrent la duchesse de Vivonne et M^{me} de Montespan elle-même d'avoir trempé dans ces complots.

La femme Voisin était une ancienne accoucheuse qui avait imaginé de spéculer sur la crédulité publique, en faisant les cartes et en tirant des horoscopes ; bientôt elle y adjoignit le commerce de la vente des philtres et des poisons. Arrêtée, la Voisin dénonça deux dames de la cour : la comtesse du Roure et M^{me} de Polignac qui, disait-elle, l'avaient consultée sur le moyen d'obtenir l'amour du roi et de se défaire de

(1) M^{me} de Sévigné, *Lettres*, 26 janvier 1680.

M^{lle} de la Vallière ; elle prétendit même que la comtesse de Soissons, désespérée de voir que, malgré tous les sortilèges et enchantements, Louis XIV restait insensible à ses charmes, aurait dit : « S'il ne revient pas et si je ne puis me défaire de cette femme, je pousserai ma vengeance à bout et je me déferai de l'un et de l'autre » (1).

M^{me} de Tingry était accusée d'infanticide, et quant à la duchesse de Bouillon, elle dut avouer qu'elle avait demandé à la Voisin du poison, afin de faire mourir son mari et de la poudre d'amour afin de s'attacher le jeune duc de Vendôme qu'elle aimait. Enfin, le duc de Luxembourg n'était accusé de rien moins que d'avoir fait empoisonner, à l'armée, un intendant des contributions de Flandre (2).

Pour donner une prompte satisfaction à l'opinion publique qui réclamait le châtement immédiat des coupables, le parlement, par arrêt du 6 février 1679, condamna à mort Nail et la femme Lagrange, reconnus coupables d'avoir préparé des poisons, dont la cause parut pouvoir être jugée à part.

Un an plus tard, le 22 février 1680, la Voisin fut condamnée à avoir la main percée d'un fer chaud, puis coupée, et, après avoir subi la question ordinaire et extraordinaire, elle fut brûlée vive sur la place de Grève en présence de M^{me} de Sévigné, toujours avide de pareils spectacles (3).

(1) M^{me} de Sévigné, *Lettres*, 31 janvier 1680.

(2) Lettre de Bussy-Rabutin ; 27 janvier 1680.

(3) M^{me} de Sévigné, *Lettres* 23 février 1680.

Remarquons d'ailleurs qu'il est difficile d'expliquer pourquoi, dans une affaire aussi complexe, la justice se dessaisissait du principal coupable quand ses complices attendaient encore leur arrêt ; c'était une singulière manière de simplifier la procédure.

En effet, après la mort de la Voisin, alors que le public pensait que cette malheureuse affaire allait recevoir une solution prompte et rapide, de nouvelles révélations, émanées de quatre accusés : la fille Voisin, la femme Filastre, et deux prêtres nommés Lesage et Guibourg, vinrent de nouveau jeter le trouble dans tous les esprits. :

La fille Voisin avoua, en effet, que sa mère avait eu le projet de remettre un placet au roi et, par ce stratagème, de l'empoisonner au moyen de poudres qu'elle devait glisser dans sa poche et sur son mouchoir. Elle ajouta, sans en donner cependant de preuves que, pendant de longues années, sa mère avait été en commerce avec M^{me} de Montespan et que chaque fois que cette dame « craignait quelque diminution aux bonnes grâces du roi » la Voisin en était informée, faisait dire des messes et lui donnait des poudres pour l'amour qu'elle devait faire prendre au roi ; qu'à la fin, fatiguée de toutes ces pratiques, M^{me} de Montespan avait résolu de porter les choses à l'extrême, et que deux affidés de sa mère : Romani et Bertrand, arrêtés tous deux, avaient entrepris de s'introduire chez M^{lle} de Fontanges pour lui vendre des étoffes et des gants empoisonnés. La fille Voisin parla encore d'une messe dite par l'abbé Guibourg en présence d'un seigneur anglais

qui avait promis 100,000 livres, si l'on parvenait à empoisonner le roi.

De son côté l'abbé Guibourg déclara avoir dit à l'intention de M^{me} de Montespan, sur le corps d'une femme nue, des messes où, après l'immolation d'un jeune enfant dont le sang était soigneusement recueilli, il avait passé sous le calice un écrit où M^{me} de Montespan demandait l'amitié et la continuation des faveurs du roi et voulait même obtenir la répudiation de la reine afin de pouvoir épouser le roi.

Enfin l'abbé Lesage avoua qu'en 1675 M^{me} de Montespan cherchant à se maintenir, avait reçu de la Voisin des poudres qui, prises à haute dose, auraient constitué un véritable poison ; en effet des mélanges contenant de l'arsenic et du sublimé auraient été remis dans ce but à la demoiselle Desceillets, femme de M^{me} de Montespan, par un nommé Vautier qui était artiste en poisons ; il certifiait en outre que M^{me} de Vivonne avait signé avec la duchesse d'Angoulême et Madame de Vitry, un écrit par lequel les trois amies faisaient un pacte pour attenter à la vie de M^{me} de Montespan.

Quant à la fille Filastre, elle avoua pendant la torture qu'un homme, dont elle ne savait pas le nom, était venu lui demander des poudres afin d'empoisonner Colbert. Celui-ci d'ailleurs avait été l'objet en 1669 d'une tentative d'empoisonnement de la part d'un de ses valets qui disparut complètement. Colbert fut longtemps à se remettre de ce danger et en 1672 il se plaignait encore de son estomac (1).

(1) Iung, *la Vérité sur le Masque de Fer* (les empoisonneurs).

Dans une lettre de Louvois adressée à Louis XIV, en date du 8 octobre 1679, nous voyons encore que Lesage avait accusé M. de Luxembourg d'avoir demandé la mort de sa femme et celle du maréchal de Créquî et M. de Feuquières d'avoir voulu obtenir de la Voisin qu'elle empoisonnât l'oncle et le tuteur d'une jeune fille qu'il voulait épouser.

Des bruits de poison circulèrent aussi au sujet de la mort mystérieuse de la duchesse de Fontanges qui disparut à vingt ans en 1681, après avoir languî pendant un an atteinte d'un mal qui défiait la médecine, et la princesse Palatine, malgré l'opinion contraire de M^{me} de Sévigné qui attribue la mort de la duchesse à des couches malheureuses, ne craignait pas d'écrire : « La Fontanges est morte. parce que, dit-on, la Montespan l'a empoisonnée dans du lait ; je ne sais si c'est vrai, mais ce que je sais bien, c'est que deux des gens de la Fontanges moururent et on disait publiquement qu'ils avaient été empoisonnés. »

Bientôt d'autres bruits circulèrent au sujet de la mort de M. de Lamoignon qui avait présidé le procès de la Brinvilliers et qui était mort empoisonné, disait-on, par la comtesse de Soissons ; celle-ci d'ailleurs n'en était pas à son coup d'essai, car on l'avait déjà accusée de l'empoisonnement de son mari le comte de Soissons, mort subitement le 20 juin 1673 (1) ; cependant devant ces accusations qui atteignaient les plus hauts et les plus illustres personnages de la Cour, la Reynie ne

(1) Iung, *la Vérité sur le Masque de Fer* (les empoisonneurs).

savait que faire, d'autant plus qu'il devenait urgent de terminer au plus vite une affaire qui suscitait des commentaires peu obligeants dans les gazettes étrangères.

Aussi, sur l'ordre du roi, la Chambre de l'Arsenal se décida, le 20 février 1682, à rendre son arrêt; sur deux cent quarante-six ou deux cent quatre-vingt-six prévenus (suivant les historiens) trente-six furent punis de mort après avoir subi la question ordinaire et extraordinaire; c'étaient la Filastre, la Vigoureux qui furent brûlées vives, une madame de Carada, plusieurs prêtres, un sieur Jean Maillard, auditeur des comptes, que l'arrêt de condamnation qualifie de criminel de lèse-majesté, car il était accusé de tentative d'empoisonnement sur la personne du roi et sur celle de Colbert; parmi les autres prévenus, les uns furent condamnés à la prison soit perpétuelle, soit temporaire, aux galères, à l'exil; quatre-vingts accusés furent condamnés au bannissement, d'autres furent détenus arbitrairement et non jugés jusqu'à la fin de leurs jours. Tous étaient condamnés pour le fait d'empoisonnement, de sortilèges et de messes impies. Il y avait enfin d'autres prévenus dont le roi fit surseoir l'exécution du jugement et ce n'étaient pas les moins coupables, car on comptait parmi eux la fille Voisin, les prêtres Lesage et Guibourg, une femme Chapelain et plusieurs autres dont les dépositions avaient été accablantes pour mesdames de Vivonne et de Montespan, mais ceci s'explique notamment en ce qui concerne Lesage, par la promesse que Louvois en personne lui

avait faite : qu'il aurait la vie sauvée, s'il faisait des aveux complets (1) et il est probable que des engagements de même nature avaient été pris avec ces autres prévenus.

M^{me} de Dreux, accusée d'avoir offert 6,000 francs à la Voisin pour se défaire de son mari, fut bannie à perpétuité du royaume et ses biens furent confisqués; M^{me} de Bouillon reçut une lettre de cachet lui ordonnant de se retirer à Nérac, tandis que M^{me} d'Alluye fut exilée à Amboise (2).

Quant à la comtesse de Soissons, qui avait d'elle-même quitté précipitamment Paris en apprenant les terribles révélations de la Voisin sur son compte, elle se rendit à Namur et à Anvers où on refusa de la recevoir disant : qu'on ne voulait point de cette empoisonneuse (3); elle se réfugia alors à Madrid et parvint à gagner la confiance de la reine d'Espagne que Saint-Simon l'accuse d'avoir empoisonnée.

Enfin la Chambre ardente eut à se prononcer sur le cas du duc de Luxembourg; elle reconnut qu'il avait été la dupe d'un intendant qui, de son chef, aurait fait à Lesage et à Guibourg des demandes criminelles dans l'intérêt prétendu de son maître; en conséquence l'intendant fut condamné aux galères perpétuelles et Luxembourg fut acquitté, mais il reçut du roi l'ordre de s'éloigner de la Cour.

Enfin la Chambre de l'Arsenal ayant rempli sa

(1) Lettre de Louvois à la Reynie, 18 octobre 1679.

(2) Lettre de M^{me} de Sévigné, 16 février 1680.

(3) Lettre de M^{me} de Sévigné, 21 février 1680.

tâche fut dissoute par le roi au mois de juillet 1682.

Au reste d'autres soupçons relatifs à des empoisonnements avaient encore circulé; c'est ainsi notamment qu'on crut que Fouquet, dont la mort fut assez mystérieuse, avait été empoisonné dans la prison de Pignerol où il était enfermé, le 6 avril 1680; une lettre de Madame de Sévigné qui décrit les symptômes qui ont précédé sa mort et une autre lettre de Louvois à Cinq-Mars, alors gouverneur de la prison de Pignerol, en date du 10 juillet 1680, donnent un certain crédit à cette opinion (1).

En ce qui concerne Mesdames de Vivonne et de Montespan, Colbert fit étouffer l'accusation qui planait sur elles, soit qu'il craignit de compromettre des personnes avec lesquelles sa famille était alliée (2), soit qu'il voulût éviter à la royauté l'humiliation qui aurait résulté pour elle de la comparution devant la Chambre des Poisons de la mère des princes légitimés.

Telle est résumée à grands traits, cette mémorable affaire des poisons; les cours étrangères souffraient d'ailleurs à la même époque du même mal, et il suffit de citer en Savoie l'empoisonnement du duc Emmanuel II, en 1675 (affaire Vanens), et en Pologne la tentative d'empoisonnement dont la reine de ce pays fut l'objet en 1677 (3).

(1) Iung, *La Vérité sur le Masque de fer* (les empoisonneurs).

(2) On sait, en effet, qu'une des filles de Colbert avait épousé le duc de Mortemart, fils de la duchesse de Vivonne dont M^{me} de Montespan était la belle-sœur.

(3) Voir Lettre de Louis XIV à la reine de Pologne, 2 décembre

Le souvenir de ces faits resta longtemps dans les esprits; puis tout à coup il se raviva lorsqu'on vit s'éteindre subitement et mystérieusement tous les membres de la famille de Louis XIV qui lui étaient le plus chers. Le duc d'Orléans qui aimait la chimie fut accusé d'employer le poison pour se frayer un chemin au trône; aux funérailles du duc de Bourgogne il fut sur le point d'être mis en pièces par le peuple. Les accusations atteignirent aussi la duchesse de Berry qu'on disait ennemie de la duchesse de Bourgogne, si brusquement emportée par la mort en même temps que son mari. Quant à celui qui devait être Louis XV, il ne réussit, dit-on, à être sauvé que grâce à un contrepoison que lui fit prendre sa gouvernante.

D'ailleurs, devant cette série de crimes épouvantables, Louis XIV n'avait pas hésité, et en 1682, au moment où il prononçait la dissolution de la Chambre ardente, il promulgait un Édit ayant pour objet « la punition des empoisonneurs et devins », qui constitue, ainsi que le dit fort bien M. Garraud, « un véritable code répressif de l'empoisonnement » (1).

Auparavant, le crime d'empoisonnement était volontiers confondu avec ceux de sorcellerie et de magie et les empoisonneurs étaient assimilés aux enchanteurs et invocateurs de diables au point de vue de la répression; les criminalistes du moyen âge ne faisaient d'ail-

1677, dans *la Vérité sur le Masque de Fer* (les empoisonneurs) de Jung.

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, t. IV, p. 270.

leurs en ceci que suivre l'exemple que leur avaient donné Justinien et les jurisconsultes des dernières années de Rome, au reste nous avons expliqué comment le commerce du poison n'était qu'une des branches d'une industrie fort répandue alors et qui avait pour but : la mystification d'un public souvent lettré, toujours très puissant.

Ainsi, Bouteiller consacre un assez long chapitre aux enchanteurs et invocateurs de diables : « On ne doit pas, dit-il, leur laisser approcher le seuil de la maison et ils doivent être expulsés de la société des honnêtes gens ; car leurs arts sont faux et diaboliques. S'ils sont en récidive et qu'ils fassent du mal à autrui, avec leur science, ils sont condamnés à la peine du feu comme coupables de sortilèges. Ceux qui les hantent, sont à punir ; ceux qui les accusent sont dignes de louange et de récompense » (1). Ceux qui ont recours aux sortilèges des enchanteurs pour nuire à autrui, sont punis comme eux, de la peine capitale, « car on ne saurait douter qu'il y a de tels et si hardis enchanteurs qui troublent les éléments par enchantements, et font par ce, mourir les gens et appellent les diables en les conjurant pour accomplir leur volonté et subjuguier leurs ennemis par art diabolique ». Quant à ceux qui invoquent le démon et abusent des songes, quand ils sont pris « ce faisant, ils sont condamnés à avoir les côtés et le corps tourmentés de broches de fer ».

Jousse est encore plus formel sur ce point ; il con-

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, liv. I, fol. 89.

sacre un chapitre spécial de son ouvrage aux magiciens et aux sorciers ; il fait même remonter la condamnation de leur pratique au temps des Hébreux et il cite des passages des Ecritures-Saintes qui défendent de les consulter (1) puis il établit le lien qui existait à cette époque entre les sorciers et les empoisonneurs en les confondant dans la même réprobation : « Le Parlement de Paris, dit-il, ne punit point ces sortes de criminels (c'est-à-dire les magiciens et les devins) comme sorciers, mais comme malfaiteurs et imposteurs qui abusent de la religion pour tromper les gens simples ou qui, par de mauvais breuvages, poison ou autres maléfices, causent la maladie ou la mort des bestiaux et quelquefois même des personnes. »

Si l'on en croit d'ailleurs le même jurisconsulte, cette assimilation paraît avoir existé en Gaule, car dit-il, « suivant les capitulaires de Charlemagne, ceux qui étaient coupables de sortilège, de magie, de divination et d'invocation de démons ; de maléfices, d'enchantelements, ou d'avoir composé des breuvages pour se faire aimer ; et, en général, tous ceux qui étaient convaincus d'art magique étaient punis comme les homicides, empoisonneurs et voleurs ».

Quant à la punition des empoisonneurs, c'est la mort si les breuvages empoisonnés ont été donnés aux hommes, tandis que c'est la peine des galères si les maléfices ne se sont étendus que sur les bêtes ; cependant si le dommage a été si considérable qu'il a occa-

(1) Voir, *Lévitique*, chap. 19, v. 31 ; *Deutéronome*, chap. 18, v. 10, 11 et 12.

sionné la ruine de quelqu'un les maléfices pourront être punis de mort.

Enfin, le même auteur nous rappelle que la Caroline (1) condamne l'empoisonneur à la roue comme un assassin, si c'est un homme ; si c'est une femme, elle doit être précipitée dans l'eau ; de plus, les coupables doivent être traînés sur la claie au lieu du supplice et, avant l'exécution, tenaillés avec des fers plus ou moins ardents selon l'état des personnes et la gravité du fait.

De son côté, Muyart de Vouglans (2) nous apprend que le droit canonique prononçait contre les ecclésiastiques coupables d'empoisonnement la dégradation et l'abandonnement au bras séculier ; à l'appui de son dire il cite des passages de Duperray (3) qui rapporte les dispositions de plusieurs conciles, entr'autres de ceux d'Arles et d'Avignon prononçant les peines de la dégradation et de l'abandonnement au bras séculier, non seulement contre les auteurs, mais encore contre les complices de ce crime ; de plus ces conciles recommandaient une grande prudence pour la découverte des auteurs du crime d'empoisonnement, rappelaient l'importance des présomptions en cette matière et défendaient la vente du poison si ce n'est sur l'ordre du magistrat.

D'ailleurs l'assimilation entre les crimes de sorcellerie, de maléfice, d'empoisonnement apparaît avec évi-

(1) Art. 150.

(2) *Institutes* au droit criminel.

(3) *Traité de l'état et de la capacité des ecclésiastiques*, l. V. chap. VII, max. 16.

dence dans le préambule même de l'édit de juillet 1682. En voici les termes : « L'exécution des ordonnances des rois, nos prédécesseurs, contre ceux qui se disent devins, magiciens et enchanteurs, ayant été négligée depuis longtemps ; et ce relâchement ayant attiré, des pays étrangers dans notre royaume, plusieurs de ces imposteurs, il serait arrivé que, sous prétexte d'horoscope et de divination et par le moyen des prestiges des opérations des prétendues magies, et autres illusions semblables, dont ces sortes de gens ont accoutumé de se servir, ils auraient surpris diverses personnes ignorantes ou crédules, qui se seraient insensiblement engagées avec eux, en passant des vaines curiosités aux superstitions ; et des superstitions aux impiétés et aux sacrilèges ; et par une funeste suite d'engagements, ceux qui se sont le plus abandonnés à la conduite de ces séducteurs se seraient portés à cette extrémité criminelle, d'ajouter le maléfice et le poison aux impiétés et aux sacrilèges, pour obtenir l'effet des promesses de ces séducteurs et pour l'accomplissement de leurs méchantes prédictions. Ces pratiques étant venues à notre connaissance, nous aurions employé tous les soins possibles pour faire cesser et pour arrêter par des moyens convenables, les progrès de ces détestables abominations... etc ».

L'édit de 1682 prononce la peine de mort :

1° Contre ceux qui se sont servis de poison, soit que la mort s'en soit suivie ou non ;

2° Contre ceux qui ont composé ou distribué du poison ;

3° Contre les auteurs et complices de ce crime.

Le même édit répute auteurs et complices « ceux qui ayant connaissance qu'il a été travaillé à faire du poison ou qu'il en a été demandé ou donné, ne le dénoncent pas incessamment ». Pour engager à faire ces dénonciations, l'édit déclare que les dénonciateurs ne seront passibles d'aucune peine, pas même des intérêts civils, dans le cas où les personnes comprises dans leurs dénonciations, viendraient dans la suite à être déchargées de leurs accusations, lorsqu'ils auront déclaré et articulé des faits ou des indices considérables qui seront trouvés véritables et conformes à leurs dénonciations (1).

Puis l'édit s'occupe des moyens préventifs « propres à empêcher les progrès de ce crime » ; dans ce but il détermine :

1° Les espèces de poison qu'il est permis d'avoir et de vendre ;

2° La qualité des personnes qui peuvent vendre ou acheter des poisons ;

3° Les formalités particulières que doivent observer ceux qui les vendent, les emploient ou les gardent chez eux.

Parmi les poisons, l'édit autorise la vente de ceux qui entrent dans la composition des remèdes comme l'arsenic, le réalgar, l'orpiment, le sublimé et le commerce des eaux-fortes et de certains animaux venimeux comme les vipères, les crapauds ; par contre, il

(1) Art. 4 et 5 de l'édit, dans Muyart de Vouglans. *Lois criminelles*, p. 186.

défend aux particuliers, sous peine de mort, et aux médecins, chirurgiens ou apothicaires, sous peine de punition corporelle, de vendre et d'avoir chez eux des substances vénéneuses qui n'entrent dans la composition d'aucun remède et qui sont toujours pernicious et mortels ; de plus, l'édit permet aux épiciers, sous certaines précautions qu'il prend soin d'énumérer, de vendre les poisons dont il a autorisé le commerce ; d'ailleurs, les médecins, chirurgiens, apothicaires, épiciers-droguistes et teinturiers ont seuls le droit de faire usage de ces poisons ; enfin, il n'est permis qu'aux médecins, professeurs en chirurgie et maîtres-apothicaires d'avoir des laboratoires pour préparer les poisons, tandis que les distillateurs et vendeurs d'eau-de-vie sont seuls à pouvoir fabriquer des eaux-fortes.

L'art. 6 de l'édit s'exprimait d'ailleurs ainsi : « Seront réputés au nombre des poisons, non seulement ceux qui peuvent causer une mort prompte et violente, mais aussi ceux qui, en altérant peu à peu la santé, causent des maladies, que lesdits poisons soient simples et naturels ou qu'ils soient composés et faits de main d'artiste. »

D'après les articles 4 et 5, ceux qui prêtent leur conseil, leur ministère, leur aide pour commettre ce crime, ceux qui composent, apprêtent ou distribuent les poisons sont punis de mort lorsqu'ils réduisent leur dessein en acte, en faisant quelque chose qui puisse tendre à causer la mort. Ceux qui les vendent, sachant l'usage qu'on en doit faire, ne seront traités comme empoisonneurs que si le dessein de celui qui voulait empoisonner a été mis à exécution et suivi de mort, autre-

ment ils doivent être punis d'une peine moindre. Si celui qui a acheté, composé ou préparé du poison, a été empêché de commettre son crime, il ne doit pas être puni de mort, mais seulement d'une autre peine grave. La peine sera encore moindre que dans le cas précédent, si c'est le repentir qui a empêché l'agent d'exécuter son dessein.

Enfin Jousse, qui commente l'édit (1), ajoute deux remarques importantes : la première, c'est que ceux qui empoisonnent l'eau d'un puits ne doivent être punis de mort que si quelqu'un a succombé à la suite de l'absorption de l'eau de ce puits, sans quoi ils ne seront passibles que d'une autre peine arbitraire ; la seconde, c'est que le crime d'empoisonnement, comme le paricide et les crimes de lèse-majesté humaine ou divine, n'est pas « gracieable, parce que ce crime est si énorme qu'il est indigne de toute indulgence ».

Telles sont les dispositions principales de ce fameux édit de juillet 1682 ; nous nous bornerons simplement à constater pour le moment, que le seul fait de l'emploi du poison constitue déjà le crime ; se servir du poison est une pratique criminelle ; en conséquence, une fois le poison administré, comme une fois les pratiques de magie observées, le coupable avait beau se repentir, le crime était consommé, la peine encourue (art. 4) ; de plus, jusqu'à ce que le poison ait été administré, toute une série d'actes constituent la tentative d'empoisonnement (art. 5).

(1) Jousse, *Traité de la Justice criminelle*, t. IV, p. 43.

En lisant attentivement cet édit, on peut remarquer que s'il prend grand soin d'énumérer les cas dans lesquels la peine de mort sera encourue, il ne marque point précisément « le genre de mort que doivent subir les coupables », ainsi que le fait observer Muyart de Vouglans (1); il en était résulté une grande diversité dans le choix des supplices qui étaient infligés aux empoisonneurs; aussi ce même Muyart de Vouglans, désireux de soustraire à l'arbitraire des juges une aussi grave matière, avait établi les distinctions suivantes que nous lui empruntons (2) : « Lorsque, dit-il, ce crime se trouve joint à l'impiété et au sacrilège ou qu'il est employé sous prétexte de magie, les tribunaux infligeront la peine du sacrilège ou de la magie, c'est-à-dire la peine du feu vif.

« S'il est commis dans la personne d'un souverain, c'est la peine du crime de lèse-majesté au premier chef; ces peines sont au nombre de neuf et s'exécutent dans l'ordre suivant :

1° L'amende honorable ;

2° Le poing coupé ;

3° Le tenaillement aux mamelles, bras, cuisses et gras de jambe sur lesquels on jette du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la poix-résine brûlante, de la cire et du soufre fondus ensemble ;

4° Le démembrement du corps du criminel par le trait de quatre chevaux ;

(1) *Lois criminelles* p. 186.

(2) *Institutes au droit criminel*.

5° Les membres ramassés, jetés au feu pour être consumés et les cendres jetées au vent ;

6° La confiscation de tous les biens ;

7° La démolition et le rasement de la maison où est né le coupable avec défense d'y faire, à l'avenir, aucun bâtiment ;

8° Le bannissement à perpétuité des père et mère du criminel avec défense de jamais rentrer dans le royaume à peine d'être pendus et étranglés, sans autre forme de procès ;

9° enfin défense à ses frères, sœurs, oncles et autres parents de jamais porter son nom.

« Si la victime est un prêtre, l'auteur du crime doit subir la peine du sacrilège ; à l'appui de ce dire, Muyart de Vouglans cite le cas d'un chanoine de Laval qui fut condamné à être brûlé vif pour avoir versé du poison dans le calice du doyen, quoique celui-ci n'en fût pas mort.

« Si c'est un maître qui a succombé, le valet, auteur du crime, doit subir le supplice de la roue.

« Si la coupable est une femme qui a voulu se débarrasser de son mari, elle doit être condamnée à la potence ou avoir la tête tranchée si c'est une femme de condition distinguée.

« Enfin si c'est un fils qui empoisonne son père ou sa mère, il doit être puni comme parricide et subir en conséquence la peine de la roue précédée de l'amende honorable et de l'amputation du poing. »

En dehors de ces cas, la peine ordinairement appliquée était celle du feu ; c'est en effet cette peine que

nous verrons surtout appliquée à partir du xviii^e siècle aux coupables d'empoisonnement ; au reste, c'était la peine qui, de tout temps, avait frappé les devins, les sorciers et les magiciens.

L'assimilation entre ces divers crimes était si commune alors, que l'on en trouve des traces même dans les écrits des auteurs du xvii^e siècle ; d'un côté, c'est une comédie fort médiocre de Thomas Corneille intitulée : *la Devineresse ou les faux Enchantements* (1) qui ne dut le succès de ses quarante-sept représentations qu'à des allusions à peine voilées aux événements qui passionnaient alors la cour et la ville ; d'un autre côté c'est le bon La Fontaine lui-même qui, parlant des dames de son temps comme Juvénal parlait des dames romaines, les montrait s'empressant vers ces offices suspects.

..... Avait-on un amant,
Un mari vivant trop au gré de son épouse,
Une mère fâcheuse, une femme jalouse ;
Chez la Devineuse on courait (2).

Au xviii^e siècle le crime de poison se démocratise ; ce ne sont plus les hauts personnages de la cour que visent d'illustres empoisonneurs, mais des gens du vulgaire qui, animés par la jalousie, la haine, la vengeance ou la cupidité, empoisonnent des personnes de leur monde et de leur condition.

En 1732, ce sont les femmes Eugénie Picq et Marie Texier que le parlement de Paris condamne à être

(1) Thomas Corneille en collaboration avec de Visé, *la Devineresse ou les faux Enchantements*, comédie en 5 actes, en prose (Paris 1679).

(2) La Fontaine, fable *les Devineresses*.

brûlées vives, après avoir été appliquées à la question ordinaire et extraordinaire, avec confiscation de leurs biens. L'arrêt du 3 mars 1732 (affaire Picq) est précédé d'un arrêté de règlement par lequel le parlement rappelle les apothicaires et épiciers de la ville d'Auxerre à l'observation de l'édit de juillet 1682 et particulièrement aux prescriptions qui règlent la vente des substances vénéneuses.

En 1733, Marie Véroneau, en 1734, Pierre Guet, en 1753, Maneval, sont condamnés pour crime d'empoisonnement à être brûlés vifs après avoir fait amende honorable.

Le 11 janvier 1759, Barbe Leleu qui a empoisonné plusieurs personnes, subit la peine du feu ; cet arrêt contient un nouveau règlement qui renvoie aux dispositions de l'édit de 1682.

En 1762, c'est le bourreau de la ville de Lyon que le nommé Casse tente d'empoisonner ; arrêté, Casse est, pour cette simple tentative, condamné à être brûlé vif et ses cendres jetées au vent.

Le 18 août 1767, Marie Sottom, femme d'un boulanger, est pendue, puis son corps est brûlé, car elle a empoisonné plusieurs femmes et volé un enfant de trois semaines.

Par arrêt du 9 mars 1775, le parlement condamne la domestique Maugras à faire amende honorable « ayant écrit au devant et derrière portant ces mots : empoisonneuse de dessein prémédité », puis elle est amenée sur la place publique de la ville de Soissons, attachée à un poteau avec une chaîne de fer et

brûlée vive pour avoir empoisonné, dans des aliments, la femme Regnault, sa maîtresse.

Le 29 mai de la même année, le parlement condamne Jean Fouasson à être rompu vif et à être ensuite jeté dans un bûcher ardent pour avoir empoisonné sa belle-mère et ses beaux-frères. A la suite de cet arrêt le parlement fait un règlement d'après lequel il rappelle les précautions prises par l'édit de 1682 au sujet de la vente des poisons.

En 1777 le nommé Desrues, qui a empoisonné la femme de la Motte et son fils afin de s'emparer d'une terre qu'il convoitait, est condamné à faire amende honorable devant la principale porte de Notre-Dame de Paris « afin de déclarer, étant à genoux, nu-pieds, nu-tête, en chemise, la corde au cou, tenant en ses mains une torche de cire, à haute et intelligible voix, que méchamment, témérairement, et comme mal avisé, il a empoisonné la dame de la Motte et son fils, dont il se repent et en demande pardon à [Dieu, au roi et à justice ; puis à avoir les bras, jambes, cuisses et reins rompus vifs, et être à l'instant jeté dans un bûcher ardent pour que son corps y soit réduit en cendres et ses cendres jetées au vent ».

Enfin, le parlement de Toulouse fit précéder d'un règlement l'arrêt qu'il rendit le 27 février 1778 contre la femme Claire Raynaud, convaincue, à l'aide de son complice, Pierre Coulet, d'avoir empoisonné son mari. Après avoir supporté avec le plus grand courage la question ordinaire et extraordinaire, la malheureuse fût brûlée vive et ses cendres jetées au vent.

A la même époque, des malfaiteurs répandus dans les villes et les campagnes, ayant fait prendre à plusieurs personnes qu'ils avaient accostées sur les routes ou chez lesquelles ils s'étaient introduits sous divers prétextes, une liqueur narcotique, assoupissante et pernicieuse, procurant à la plupart un sommeil léthargique accompagné de convulsions et de délire, des arrêts du parlement, notamment le 4 janvier 1783, condamnèrent les nommés Decroix, Carrier, Plet et leurs complices à avoir les membres rompus vifs, puis à être jetés dans un bûcher ardent.

Ce procès très important qui fit grand bruit à l'époque, provoqua une déclaration royale en date du 14 mars 1780 qui, en approuvant la sévérité des peines prononcées par le parlement, ordonna que ceux qui seraient convaincus de s'être servis de vénéfices, de poison ou de plantes vénéneuses, que la mort s'en soit suivie ou non et sous quelque dénomination que ces plantes soient connues, seraient punis de mort et que les juges pourraient même aggraver le genre de supplice en prononçant cumulativement la peine de la roue et celle du feu ; la même déclaration, en ordonnant l'entière exécution de l'édit de 1682, notamment de l'art. 6, renouvelait les injonctions faites par cet édit aux médecins, chirurgiens, pharmaciens et apothicaires, faisait défense à tous autres qu'aux pharmaciens et apothicaires de tenir chez eux aucun poison et ordonnait à ceux-ci d'observer, à l'égard des plantes vénéneuses, les précautions prescrites par l'édit 1).

(1) Voir le texte exact de l'ordonnance dans Guyot, *Répertoire de Jurisprudence*, mot *Poison*.

D'ailleurs, le crime d'empoisonnement ne sévissait pas seulement en France, les colonies elles-mêmes étaient infestées « d'artistes en poison », comme on les appelait alors; c'est ainsi qu'en 1780 un si grand nombre d'empoisonnements furent commis par des esclaves dans l'île de la Martinique, qu'on dut établir dans cette colonie une Chambre ardente pour juger les coupables.

Pendant la période révolutionnaire le poison ne fait plus parler de lui; faut-il attribuer cette accalmie du plus lâche des forfaits à la désorganisation qui régnait alors dans les services publics et qui rendait fort difficile la découverte des crimes d'empoisonnement; ou bien faut-il rendre gloire de ce résultat au désordre social lui-même qui, permettant aux coupables de recourir avec impunité au poignard et à la violence, les détournait d'une voie plus lente et plus difficile? Nous ne savons; toujours est-il que la crainte des empoisonnements semble, pendant quelque temps, bannie des esprits; les lois reflètent ce calme relatif et c'est ainsi que le Code pénal du 25 septembre 1791, écartant les supplices odieux que l'ancien droit avait réservés aux empoisonneurs, ne frappe plus ceux-ci que de la peine de mort (1); toutefois la loi ordonnait que le coupable d'empoisonnement serait conduit au lieu du supplice, revêtu d'une chemise rouge (2); enfin, d'après la loi du 18 pluviôse de l'an IX, les Cours spéciales étaient incom-

(1) Code, 25 septembre 1791, deuxième partie, tit. II, sec. 1, art. 12.

(2) Code, 25 septembre 1791, première partie, tit. I, art. 4.

pétentes pour connaître du crime d'empoisonnement qui n'était pas compris dans la classe des assassinats prémédités dont parlait cette loi, mais faisait l'objet d'une qualification spéciale (1).

L'article 12, sect. I, tit. II, deuxième partie du Code du 25 septembre 1791 s'exprimait ainsi au sujet du crime d'empoisonnement :

« Art. 12. — L'homicide commis volontairement par poison sera qualifié crime d'empoisonnement et puni de mort.

Les articles 15 et 16 du même Code prévoyaient en ces termes la tentative du même crime :

Art. 15. — L'homicide par poison quoique non consommé, sera puni de la peine de mort, lorsque l'empoisonnement aura été effectué ou lorsque le poison aura été présenté ou mêlé avec des aliments ou breuvages spécialement destinés, soit à l'usage de la personne contre laquelle ledit attentat aura été dirigé, soit à l'usage de toute la famille, d'une société ou des habitants d'une maison, soit à l'usage du public.

Art. 16. — Si toutefois, avant l'empoisonnement effectué, ou avant que l'empoisonnement desdits aliments ou breuvages ait été découvert, l'empoisonneur arrêtait l'exécution du crime, soit en supprimant lesdits aliments ou breuvages, soit en empêchant qu'on en fasse usage, l'accusé sera acquitté.

A ces dispositions le Code pénal de 1810 qui nous régit aujourd'hui, a substitué les suivantes :

(1) Voir sur ce point un arrêt de cassation du 4 août 1808.

Art. 301. — Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et qu'elles qu'en aient été les suites.

« Cette définition de l'empoisonnement, a dit le tribun Faure dans l'exposé des motifs, est plus complète que celle adoptée par la loi de 1791, en ce qu'elle comprend tout moyen dont on aurait fait usage pour commettre ce crime, et ne borne pas les tentatives au cas où le poison aurait été présenté ou mêlé avec des aliments ou breuvages. Il est tant de moyens que la scélératesse peut inventer et dont l'histoire offre l'exemple, qu'il était indispensable de recourir à des termes généraux. »

Art. 302. — Tout coupable d'empoisonnement sera puni de mort.

« Si nous ne trouvons pas dans l'article 302, une disposition analogue à celle de l'article 16 du Code de 1791, a dit le même orateur, c'est que l'article 2 du nouveau Code a suffisamment prévu et défini les tentatives de crime ; et qu'il résulte évidemment de cet article 2 qu'aucune tentative ne sera considérée comme le crime même, lorsqu'elle aura été arrêtée par la volonté de l'auteur, et non par des circonstances fortuites et indépendantes de sa volonté. »

Nous ne nous étendrons pas davantage, pour le moment, sur l'explication de ces deux articles du Code qui résument tout le droit de notre époque sur le crime

d'empoisonnement; nous avons seulement voulu les faire suivre du commentaire officiel qui les accompagnait, afin de montrer le but qu'avait poursuivi le législateur de 1810 en modifiant le libellé des textes antérieurs sur cette importante matière; nous aurons à voir dans la seconde partie de cette étude ce qu'il faut penser de la définition légale et la portée qu'il convient d'assigner aux termes de la loi.

On sait les craintes d'empoisonnement qui assaillaient constamment l'esprit cependant si ferme de Napoléon I^{er}; deux curieuses anecdotes prises l'une au début de sa gloire, l'autre au déclin de son règne, nous montreront que de tout temps il craignit d'être empoisonné (1).

« Peu de temps après le traité de Campo-Formio, alors que la gloire du général Bonaparte commençait à poindre et que le vainqueur de l'Italie était reçu avec enthousiasme par le peuple, avec une feinte reconnaissance par le Directoire, les soupçons d'empoisonnement commencèrent à hanter son esprit; en effet, au dîner que les Directeurs donnèrent en son honneur au Luxembourg, le général Bonaparte n'osa toucher presque à aucun plat « pensant que cette abstinence lui était imposée en présence des dangers, dont il croyait sa vie menacée ». Quelques pages plus loin, le chancelier Pasquier insinue que c'est la crainte de ce danger qui lui fit désirer de s'éloigner d'un gouver-

(1) Nous empruntons les deux anecdotes qu'on va lire à l'ouvrage si intéressant intitulé : *Mémoires du Chancelier Pasquier*, t. I, p. 133.

nement qu'il croyait capable de tout et d'entreprendre au loin la campagne d'Égypte.

Passons maintenant en 1813 (1). « L'empereur, aussitôt après la bataille de Dresde, avait envoyé l'ordre au général Vandamme, de s'emparer du défilé, dont le corps sous son commandement se trouvait peu éloigné. Lui-même, le surlendemain, partit pour se mettre à la tête de sa garde et de la meilleure partie de ses troupes qu'il avait déjà fait avancer dans la même direction. Il était certain, après trois jours de marche, d'arriver dans les plaines de Bohême recueillir les fruits de sa dernière victoire ; on ne voit guère, en effet, ce qui aurait pu l'en empêcher... Aussi mon étonnement fut-il très grand, dit M. Daru, le ministre, secrétaire d'État, de voir bientôt tout le quartier général opérant un mouvement rétrograde et d'apercevoir Napoléon reprenant la route de Dresde... Le surlendemain matin, j'eus l'explication de ce changement de plan qui fut fatal au général Vandamme ; comme je me présentais devant l'empereur et comme je manifestais la surprise que m'avait causée ce changement de résolution, l'empereur m'expliqua que, la surveillance, il avait été surpris dans sa marche par des douleurs d'estomac si violentes qu'il lui avait été impossible d'aller plus loin et qu'il avait été obligé de se faire ramener en arrière. — Cela n'était cependant, ajouta-t-il, qu'une indisposition causée par un malheureux ragoût dans lequel on avait mis de l'ail que je ne puis supporter ; mais

(1) *Mémoires du Chancelier Pasquier*, t. II, p. 85.

j'avais lieu de craindre que ce mal ne fût beaucoup plus grave. » Dans le fait, il s'était cru empoisonné ; c'était une crainte qu'il concevait assez facilement. « Et voilà, ajouta-t-il, à quoi tiennent les grands événements ! Ceci sera peut-être irréparable. »

En 1814 quand, après des efforts héroïques, abandonné et trahi de tous, l'empereur se vit contraint d'abdiquer, il tenta de se détruire dans la nuit du 12 au 13 avril. « Le poison qu'il employa, écrit le chancelier Pasquier (1), enfermé dans son nécessaire depuis la campagne de Russie, était probablement trop vieux ; il manqua son effet après lui avoir causé de très vives douleurs. L'épouvante fut grande parmi ceux qui l'entouraient... Porté, comme l'était Napoléon, à croire à la fatalité, il est probable que le mauvais succès de cette tentative se sera présenté à son esprit comme un signe que le cours de ses grandes destinées n'était point accompli, et qu'il devait se réserver pour celles qui l'attendaient encore. Une fois fixé sur cette pensée, toutes ses incertitudes cessèrent, et le 13 au matin, il donna sa ratification à l'acte d'abdication. »

L'année même de la promulgation du Code pénal, une délicate affaire d'empoisonnement, qui devait passionner les esprits et mettre en jeu les plus intéressantes questions que soulève la matière, donna lieu à une décision de principe que nous aurons à examiner en détail un peu plus loin ; c'est, en effet, en 1810, que la jeune M^{me} Levallant, âgée de vingt ans,

(1) *Mémoires du Chancelier Pasquier*, t. II, p. 525.

éperdument éprise de son mari, un assez mauvais officier, tenta d'empoisonner sa belle-mère qui refusait de subvenir sans cesse aux dépenses de son fils ; pour accomplir son sinistre projet, la jeune M^{me} Levailant avait gagné, à prix d'argent, un vieux serviteur de sa belle-mère ; celui-ci n'eut rien de plus pressé que d'avertir sa maîtresse et de prévenir la police ; le préfet de police confia à deux agents le soin d'arrêter la coupable sur le fait ; ces agents furent dissimulés derrière une tapisserie dans la chambre où M^{me} Levailant avait donné rendez-vous à son complice pour lui remettre la boîte contenant le poison dont il devait se servir ; arrêtée à ce moment, M^{me} Levailant, après de longs et minutieux débats, fut acquittée par la Cour d'assises de la Seine, le 11 mai 1811, parce que « les actes constatés aux débats ne constituaient pas le commencement du crime d'empoisonnement ».

L'année suivante, la Cour impériale de Gênes condamnait à mort la femme Gadini qui avait empoisonné sa belle-mère, à l'aide de cantharides ; puis le terrible rôle que devait bientôt jouer l'arsenic dans cette matière se dévoile, en 1814, dans l'affaire Anne Chevalier ; c'est cette même substance qui devait servir à la femme Boursier, poussée par un amant, à empoisonner son mari ; puis viennent les grands empoisonnements ; les affaires du docteur Castaing, qui empoisonne avec de la morphine les personnes dont il convoite la fortune, de Palmer, le fameux empoisonneur de Londres, de M^{me} Lafarge.

La famille des empoisonneurs offre, dans ses repré-

sentants les plus célèbres, écrit Fouquier (1), des caractères constants, un type général toujours reconnaissable. Ces assassins hypocrites sont ordinairement bien doués, en apparence d'aspect séduisant, de mœurs faciles et sociables, gais, liants, ronds, souples, persuasifs, ils exercent sur ceux qui les entourent une singulière influence qui rappelle cette attraction mortelle exercée, dit-on, par certains reptiles. Si leurs crimes, car il est rare qu'il n'en commettent qu'un seul, à la fin se découvrent, ils opposent aux vengeances de la société, aux efforts de la justice, une habileté calme, un sang-froid de beau joueur ; et quand ils ont succombé dans la lutte, une résignation souriante, cynique dans ses aveux ou dramatique dans ses protestations d'innocence.

Chez l'empoisonneur le sens comique est souvent si développé, que le besoin de jouer un rôle, la passion des travestis, semble l'emporter comme chez Desrues, sur le mobile même du crime qui est trop souvent la cupidité. Quelquefois, la débauche est l'âcre excitant de cet instinct meurtrier ; la Brinvilliers empoisonnerait le genre humain tout entier au profit de son amant, de ce Saint-Croix qui l'a initiée au crime. Mais le plus souvent, l'empoisonneur est seul à ramper vers son but ; toute sa conduite ténébreuse, tout le système de ses artifices, toute sa mise en scène ingénieuse se développent secrètement, patiemment, vers un accroissement de fortune nécessaire à ses passions et à ses

(1) Fouquier, *Causes célèbres*.

vices. Le succès l'enhardit et l'assure, l'impunité l'entraîne à de nouveaux attentats et ce n'est que l'uniformité même de ses moyens et de ses intérêts, qui trahit sa marche souterraine. Il est rare de rencontrer ces habitudes tortueuses, dépouillées de l'intérêt qui les enfante ou les nourrit, et la perversité sans but apparent de l'empoisonneuse Anne Chevalier en fait un monstre parmi les monstres. Il est rare aussi de rencontrer, comme chez Bocarmé, la violence et l'énergie unies à la ruse cupide. Mais, des individus tels que le docteur Castaing [et Palmer sont bien les produits vénéneux particuliers à notre société moderne. Ce sont des calculateurs, des spéculateurs intelligents, qui font entrer dans leurs moyens la suppression adroite d'un parent, d'un ami. Castaing veut la fortune pour la femme et les enfants qu'il aime, la réputation pour lui ; c'est un travailleur acharné qui combine le crime et l'étude. Palmer est un joueur, un viveur, qui répare par la strychnine les pertes de ses paris et qui tient en partie double ses polices d'assurances, son carnet de course et ses empoisonnements.

Palmer appartenait à une riche et honnête famille du Staffordshire et exerçait la profession de médecin ; toutefois, en 1855, et depuis plusieurs années déjà, il négligeait presque entièrement sa profession pour les courses et il se bornait à soigner quelques amis et des parents ; il menait néanmoins un train de vie qui pouvait faire supposer une fortune assez considérable, puisqu'il faisait courir. Ne pouvant plus soutenir ces dépenses, car il avait perdu un procès dans

une affaire de succession qui eût pu lui assurer une grosse fortune, il se décida à avoir recours à la strychnine pour empoisonner son ami intime, le jeune Cook, qui mourut après une atroce agonie, accompagnée d'horribles convulsions. Palmer l'avait soigné avec un dévouement admirable, ne le quittant que pour préparer les médicaments qui devaient le rendre riche et heureux. Cependant de vagues soupçons d'empoisonnement, appuyés sur différents indices, circulèrent bientôt; une instruction judiciaire fut ouverte et Palmer ne tardait pas à être arrêté. En avançant, l'instruction découvrit bientôt, qu'en 1854, Palmer avait bénéficié, par la mort de sa femme, d'importantes polices d'assurances sur la vie qu'il lui avait fait contracter, puis en 1855, le frère de Palmer était mort subitement, juste à temps pour le sauver d'une ruine imminente; en ce qui concerne l'empoisonnement de Cook, Palmer dut avouer qu'il avait acheté peu de temps auparavant, trois grammes de strychnine chez un droguiste; enfin il était incontestable que Palmer avait fait des études spéciales sur les effets mortels de la strychnine et dans sa bibliothèque on retrouva un manuel de médecine en marge duquel était écrit de la main même de Palmer : « la strychnine donne la mort par l'action tétanique qu'elle exerce sur les muscles. »

Condamné à mort, Palmer fut exécuté le 14 juin 1856.

En Espagne, la Cour criminelle de Séville eut à juger, en 1837, la femme d'un chimiste qui était accusée d'une série d'empoisonnements.

Cette femme, Donâ Catalina de Viaritzza, avait un amant dont elle était follement éprise. Ayant appris que celui-ci allait la quitter pour se marier, elle fit parvenir à la fiancée, le jour de la noce, un magnifique bouquet. La malheureuse porta aussitôt les fleurs à son visage, mais à peine les eut-elle respirées qu'elle tomba raide morte : les fleurs étaient empoisonnées ; les chimistes de l'époque ne purent pas retrouver les traces du poison et Donâ Catalina de Viaritzza qui avait été un instant poursuivie, fut relâchée.

Elle reprit bientôt toute son influence sur son amant, mais enfin celui-ci, cédant aux sollicitations de ses parents, se décida à rompre avec sa terrible maîtresse ; mal lui en prit ! car dans une violente scène de reproches qu'elle lui fit, elle retira de sa coiffure une longue épingle et le piqua au bras. Aussitôt la vue du malheureux jeune homme s'obscurcit et il tomba comme foudroyé. Cette fois, les médecins découvrirent le poison ; l'épingle portait encore les traces du suc de la *vedegambre*, poison subtil dans lequel les chasseurs trempaient autrefois leurs flèches et produit par la distillation d'une herbe appelée : la *hierva de ballestero* — l'herbe du chasseur.

Obligée d'avouer cet attentat, Donâ Catalina de Viaritzza fut condamnée à la peine du garrot et mourut avec fermeté.

M^{me} Lafarge avait contracté un mariage de dépit ; âgée de vingt-quatre ans, orpheline, mal gardée, plus séduisante que belle, elle avait déjà noué diverses intrigues. Celle de toutes qui lui tenait le plus à cœur

avait été rompue récemment et elle s'était décidée à épouser Lafarge, croyant y trouver la réalisation de ses rêves de fortune. L'homme lui déplaisait, la fortune était plus que compromise. Elle s'était mariée au mois d'août 1839. Cinq mois après son mariage, au moment où il revenait d'une longue absence, Lafarge tomba subitement malade, après avoir mangé d'un gâteau que lui avait envoyé sa femme. Le début de la maladie présentait déjà tous les symptômes d'un empoisonnement. De retour à sa propriété du Glandier, il avait eu une rechute plus terrible encore. Sa femme avait été vue mêlant de la poudre blanche à ses boissons. L'infortuné vivait encore lorsque sa malheureuse mère, prise d'un étrange soupçon, envoya à un pharmacien quelques parcelles de cette poudre suspecte : c'était de l'arsenic ! Il y avait également de l'arsenic dans une bonbonnière que M^{me} Lafarge ne quittait jamais. Dès lors la mère se cramponna au lit du moribond, en le gardant à vue ; mais il était trop tard. « Je suis perdu, dit Lafarge lui-même, qui comprit avant de mourir l'horrible cause de ses souffrances ; j'en ai trop pris ! »

L'empoisonnement auquel il succombait n'avait pas duré un mois. Le gâteau empoisonné que sa femme lui avait envoyé lui était parvenu le 18 décembre 1839. De retour au Glandier, le 5 janvier 1840, il y mourut le 14.

Par une saisissante concordance de dates, l'instruction établissait et M^{me} Lafarge était forcée d'avouer qu'elle avait acheté de l'arsenic à diverses reprises, le 12 décembre 1839, les 5 et 8 janvier 1840.

La défense reposait sur les contradictions des experts qui avaient à plusieurs reprises fait des expériences sur les restes du malheureux Lafarge. Pour les départager, Orfila, assisté de deux autres experts, fit une dernière expérience le 14 septembre 1840, sept mois après la mort, pendant les débats de la Cour d'assises. Il fit bouillir, dans les dépendances mêmes du palais, les restes décomposés du mort ; sa conclusion fut formelle ; s'il n'avait pas pu retrouver en quantité considérable de l'arsenic qui avait disparu de l'estomac et qui s'était évacué peu à peu, il affirmait cependant la présence de l'arsenic ingéré comme matière toxique.

Grâce à l'habileté de Lachaud dont ce fut la première cause importante, M^{me} Lafarge évita l'échafaud, et malgré ses dénégations les plus formelles elle fut condamnée, le 19 septembre 1840, aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition sur la place publique de Tulle ; son pourvoi en cassation fut rejeté le 18 décembre suivant, sur les conclusions du procureur général Dupin. A la fin de 1842, la condamnée fut transférée à la maison centrale de Montpellier, où elle écrivit des Mémoires intitulés : *Heures de prison*. En 1851 elle adressa au prince Louis-Napoléon, président de la République, une lettre suppliante pour implorer sa clémence ; le prince fit grâce, et M^{me} Lafarge mourut quelques mois seulement après sa mise en liberté.

Si M^{me} Lafarge a été la plus célèbre empoisonneuse de son temps, elle n'a pas été la seule. Plusieurs femmes ont été condamnées à mort et exécutées à la même époque. En 1839, deux femmes montaient sur l'écha-

faud, à Tours et à Reims : l'une, véritable Messaline, avait empoisonné son mari pour épouser un de ses amants qui, à son instigation, avait lui-même empoisonné sa femme ; l'autre était une grand'-mère qui, par avarice, avait donné de l'acide chlorhydrique à l'enfant nouveau-né de son fils. Déjà quatre des petits enfants de cette horrible mégère avaient disparu de la même manière. En 1840, à Liège, une femme fut également exécutée pour avoir empoisonné son mari et sa belle-mère avec de l'arsenic, elle avait déterminé son amant à empoisonner en même temps sa femme. En 1842, à Orléans, une femme de quarante-quatre ans, mère de famille, qui avait une liaison adultère, donne de l'arsenic à son vieux mari et paie son crime de sa vie. En 1843, c'est la jeune M^{me} Lacoste qui, pauvre et jolie, mariée à vingt-un ans à un vieillard libertin, avare et jaloux, est accusée d'avoir employé l'arsenic pour s'en débarrasser ; elle fut acquittée. A Épinal, les empoisonneurs de Nicolas Noble montent sur l'échafaud en 1841 ; puis viennent devant les assises de la Seine-Inférieure, en 1845, l'affaire Loursel, ce malheureux ayant succombé à un mélange d'arsenic et de laudanum ; devant les assises du Bas-Rhin, en 1846, c'est Glœckler qui, accusé d'empoisonnement par l'arsenic, est condamné aux travaux forcés à perpétuité ; les travaux forcés à perpétuité frappent encore justement le curé Gotteland qui avait empoisonné sa servante, en 1849, pour l'empêcher de dévoiler les relations adultères qu'il entretenait avec une de ses paroissiennes.

En 1851, c'est l'atroce servante bretonne, Hélène Jé-

gado, qui fut guillotinée à Rennes après avoir passé son existence à faire pendant plus d'un demi-siècle des victimes dans toutes les maisons où elle avait servi ; cette servante de ferme que l'on a justement surnommée : une nouvelle Brinvilliers, a patiemment, obstinément, voué à la mort de 1833 à 1851 tous ceux qu'elle approchait ; froidement, sans intérêt appréciable dans la plupart des cas, elle a empoisonné plus de trente personnes. « Partout où je vais, disait-elle, la mort me suit. » En effet, elle ne changeait de place qu'après avoir marqué chacune des étapes de sa vie par de nouveaux empoisonnements. Sitôt que ses victimes étaient empoisonnées, Hélène Jégado leur prodiguait ses soins jusqu'au dernier moment ; et, après chaque décès elle témoignait la plus vive douleur, disant toujours : « Ce ne sera pas le dernier ». Une autre fois, elle s'écriait : « Que je suis malheureuse ! partout où je vais, à Seglien, à Guern, à Bubry, chez les Leboucher, on meurt. » Hélène avait raison ; en moins de dix-huit mois, treize tombes s'étaient déjà ouvertes et fermées derrière elle, et d'autres allaient encore s'ouvrir. Plus tard elle se rendit chez Anne Lecornec, bonne dame de soixante-dix-sept ans qui eut l'imprudence de l'engager ; quarante-huit heures après, elle était morte et Hélène Jégado de dire en pleurant : « Je porte malheur ! les maîtres meurent partout où je vais ».

On a recherché quel était le mobile des crimes d'empoisonnement ; quelques-uns, comme ceux d'Hélène Jégado, sont inexplicables.

Ils paraissent avoir été commis par une sorte de monomanie, par un instinct étrange de destructivité. Ici un garçon boulanger, irrité d'une observation, jette de l'arsenic dans le pain qu'il pétrit, au risque d'empoisonner tout un quartier. A Genève, une garde-malade, Jeanne Raies, commet douze empoisonnements, auxquels on ne peut trouver d'autre intérêt que la maigre prime payée par les pompes funèbres à celui qui leur apporte la première nouvelle d'un décès. On ne comprend pas davantage les empoisonnements d'une veuve Van den Linden qui vivait dans l'aisance à Rotterdam et qui, sans aucun motif de rancune, n'a pas fait moins d'une trentaine de victimes ; tel fut aussi la cas d'une femme Van der Burg qui, à l'âge de dix-neuf ans, fut condamnée à mort par la Cour provinciale de La Haye pour avoir commis des empoisonnements par l'acide arsénieux. En 1839, à Périgueux, une jeune fille de 15 ans fut empoisonnée par les deux servantes de son père qui avaient entendu parler d'un projet de mariage pour elle ; elles craignaient que ce mariage amenât une réforme dans la maison et leur fît perdre leur place.

A Cambrai, en 1840, une servante de vingt-quatre ans s'était attachée à l'enfant de ses maîtres, âgé de quatorze mois ; menacée d'être renvoyée, elle empoisonne la famille tout entière sans épargner l'enfant qu'elle aimait passionnément. La même année, c'est ici une fiancée, là, une nouvelle mariée qui sont empoisonnées par des servantes-maîtresses, craignant de perdre leur autorité dans la maison.

En 1889, dans le département de Vaucluse, une fille

de quarante-huit ans remettait à de petits enfants des gâteaux empoisonnés avec de l'acide sulfurique ; son seul mobile était sa haine pour leur mère qui avait été sa rivale. Enfin, à Bourges, une aubergiste a été condamnée aux travaux forcés à perpétuité pour avoir fait avaler de force de l'acide sulfurique à un petit garçon de six ans, fils d'un concurrent qui lui avait pris un pensionnaire.

D'après une statistique du ministère de la justice pour une période de cinquante-cinq ans, de 1825 à 1880, ces empoisonnements sans motif sérieux, par pure animosité, ne s'élèveraient pas à moins de 43 % du chiffre total de ces crimes.

Chose horrible ! un quart des empoisonnements ($24 \frac{0}{100}$) sont commis par des mères qui veulent se débarrasser de leurs enfants en bas-âge ; elles les ont épargnés lors de leur naissance, mais les charges devenant trop lourdes, elles les sacrifient.

Rien n'est navrant comme le procès d'une paysanne de l'île de Groix, jugée le 23 septembre 1892 par la Cour d'assises du Morbihan. Fille-mère, elle avait confié à ses parents sa petite fille âgée de deux ans ; ceux-ci la soignaient avec tendresse et recevaient de leur fille une pension de douze francs par mois. Celle-ci arrive un beau jour, prend sa fille qu'elle embrasse et couvre de caresses : « Ouvre la bouche, lui dit-elle, voilà du bonbon ». L'enfant obéit et tombe foudroyée : le bonbon contenait de l'acide sulfurique. La mère avait tué son enfant pour épargner douze francs par mois !

A Paris, en 1889, une fille-mère qui s'était placée

comme nourrice et dont le lait avait tari, furieuse d'avoir perdu sa place, empoisonne avec du laudanum son petit garçon de deux mois.

Si l'on en croit la statistique criminelle, l'adultère ne serait plus aujourd'hui la cause des empoisonnements que dans une proportion de 10 %. Est-ce parce que les grandes passions sont plus rares ou plutôt parce que l'amant et la femme s'accommodent mieux de l'existence du mari ?

Il y a cependant des exceptions, témoin le crime d'Aïn-Fezza, jugé en 1891 par la Cour d'assises d'Oran et quelques autres affaires que nous allons rapidement passer en revue.

M. Weiss, ancien officier, avait été en dernier lieu nommé administrateur civil dans la province d'Oran à Aïn-Fezza. Là, il avait fait la connaissance d'un ingénieur de passage dans cette localité, M. Roques ; celui-ci ne tarda pas à devenir l'amant de sa femme. Entre les deux amants la mort de Weiss fut bientôt résolue ; M^{me} Weiss avait écrit sur le carnet de Roques : « Je jure que j'assassinerai mon mari, pour être à toi seul. — Jane. »

A peu de temps de là, Roques dut partir pour l'Espagne ; pour qu'il pût revoir sa maîtresse, il fallait que celle-ci tint sa sinistre promesse. Il lui procura de la liqueur de Fowler, à base d'arsenic, très dangereuse quand elle est prise à haute dose, d'une manière continue ; cet empoisonnement, par sa lenteur, devait exciter moins de soupçons.

Weiss fut prévenu par un ami qui avait intercepté

une lettre de sa femme, dans laquelle celle-ci ne déguisait son crime en aucune façon.

Roques, arrêté en Espagne, se suicida. Traduite aux assises, M^{me} Weiss avoua son crime dans les termes suivants : « Quand j'ai voulu empoisonner mon mari, dit-elle, j'ai commencé par lui administrer six gouttes de la liqueur de Fowler, puis j'ai augmenté la dose à raison d'une goutte à chaque ingestion ; je mêlais la liqueur de Fowler à ses aliments liquides deux fois par jours, jamais plus. Quand je reprenais le traitement après l'avoir suspendu, je réduisais considérablement le nombre des gouttes absorbées en dernier lieu, afin que M. Weiss put les supporter. Dans les derniers temps, les doses de poison administrées à M. Weiss variaient entre dix et vingt-cinq gouttes ». Condamnée à vingt ans de travaux forcés, M^{me} Weiss s'empoisonna dans sa prison avec de la strychnine qui était cachée dans l'ourlet de son mouchoir.

C'est encore pour se débarrasser de son mari et pour pouvoir continuer ses relations adultères avec un amant que la femme Oulmière, à l'âge de vingt-un ans, tenta d'empoisonner son mari avec de l'arséniate de soude ; elle fut, pour ce fait, condamnée à dix ans de travaux forcés par la Cour d'assises du Tarn, le 30 avril 1894.

L'exemple de M^{me} Weiss ne devait pas être perdu et la liqueur de Fowler devait encore permettre à la femme Carmagnole d'empoisonner son mari ; donataire des biens de celui-ci, la femme Carmagnole espérait, devenue libre et riche, pouvoir épouser son amant,

un ami de son mari. Condamnée à mort, en mars 1893, par les assises des Bouches-du-Rhône, la veuve Carmagnole fut exécutée peu de temps après.

Enfin, si l'empoisonnement d'Aïn-Fezza a été longtemps considéré comme le type des empoisonnements lents, il n'est pas le seul et l'on n'a pas perdu la mémoire de ce pharmacien Danval qui fut condamné par la Cour d'assises de la Seine pour avoir empoisonné sa femme pendant dix-huit mois ; la mort était survenue à la suite d'empoisonnements successifs par des doses faibles à l'aide d'une substance arsénicale, administrée à intervalles variables.

La proportion des empoisonnements inspirés par un sentiment de vengeance serait de 9 %, par un amour contrarié de 5 % seulement ; dans la première de ces deux catégories on peut ranger les affaires Pastré-Beaussier, du docteur Estachy, de Collas ; dans la seconde l'affaire Raymond.

L'affaire Pastré-Beaussier a défrayé longtemps la chronique, et les journaux ont discuté passionnément le cas étrange de ce jeune élève en pharmacie qui, après une instruction minutieuse, fut accusé d'avoir, par l'arsenic, empoisonné ou tenté d'empoisonner treize personnes.

Pendant deux ans, les personnes qui habitèrent la pharmacie située n° 20, place de l'Hôtel-de-Ville, au Havre, furent atteintes de maladies graves présentant toutes les mêmes symptômes. A la suite d'expertises et de recherches multiples, le parquet acquit la conviction que ces maladies et que les décès qui en étaient résultés

tés avaient été provoqués par des empoisonnements et que le coupable était un élève en pharmacie nommé Pastré-Beaussier.

L'instruction avait cru voir dans la vengeance le mobile de tant de crimes. Pastré se vengeait lorsqu'il empoisonnait la femme du pharmacien Décamp qui, ayant soupçonné certaines infidélités, voulait le chasser; il se vengeait lorsqu'il tentait d'empoisonner le deuxième élève en pharmacie, chargé par son patron de le surveiller; il se vengeait encore lorsqu'il empoisonnait M. Décamp qui, effrayé des accidents étranges arrivés à sa mère et à l'un de ses élèves, lui avait signifié son congé.

Vengeances, les empoisonnements de la femme Morisse, de Heipe et de M. Delafontaine, tous trois atteints d'un mal mystérieux; les deux premiers, en effet, avaient dénoncé au troisième certaines infidélités dont Pastré se serait rendu coupable; sur ces avis, M. Delafontaine avait remercié Pastré. Vengeances enfin, les empoisonnements d'un garçon de laboratoire, d'une cuisinière et du successeur de Pastré.

Malgré toutes ces charges qui étaient plutôt à la vérité des présomptions morales que des preuves matérielles, Pastré fut acquitté par la Cour d'assises de la Seine-Inférieure.

Quant au docteur Estachy, c'était à un de ses confrères qu'il s'était attaqué en lui envoyant des grives empoisonnées avec de l'atropine. Moins heureux que Pastré-Beaussier, le docteur Estachy fut condamné à huit ans de travaux forcés par la Cour d'assises de Vaucluse, le 30 octobre 1885.

Pour se venger de son chef, le secrétaire de la mairie de Bar-sur-Aube, qui avait découvert les malversations qu'il pratiquait et allait les dénoncer, Collas, le secrétaire-adjoint de la mairie, se sentant perdu, ne recula pas devant le crime pour sauver sa place et il empoisonna son chef avec des chocolats dans lesquels il avait introduit de la strychnine.

Grâce à d'énergiques protestations, Collas fut acquitté le 9 mai 1893; le lendemain, le même jury eut à se prononcer sur une autre affaire d'empoisonnement et cette fois il se montra plus ferme : la femme Raymond qui avait empoisonné son mari et son beau-frère à l'aide d'acide arsénieux qu'elle avait mélangé à leurs aliments, afin de retrouver un amant qu'elle aimait, fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Les empoisonnements qui ont pour mobile la cupidité ne représenteraient qu'une proportion de 9 %. Cette cupidité revêt les formes les plus diverses.

En 1839, la Cour d'assises d'Angers condamna à mort un mari, véritable Barbe-Bleue, qui avait empoisonné successivement ses ~~trois~~ femmes. Il obtenait d'elles des donations ou des testaments, puis il s'empressait de s'en débarrasser.

En 1857, le comte de Bocarmé fut condamné à mort par la Cour d'assises de Mons pour avoir fait avaler de force à son beau-frère une dose de nicotine.

Le comte et la comtesse de Bocarmé habitaient le château de Bitremont où ils menaient un train dépensant de beaucoup leurs ressources. Ils comptaient sur l'héritage du frère de la comtesse, infirme et boiteux.

Or, depuis quelque temps, celui-ci avait manifesté l'intention de se marier; cette dernière ressource manquant à M. et M^{me} de Bocarmé, qui étaient criblés de dettes, leur déconfiture eût été irréparable; ils jurèrent alors de supprimer leur beau-frère et de faire disparaître ainsi le seul obstacle qui les empêchât d'être riches; ils eurent bientôt réalisé leur sinistre projet. Poursuivis tous deux, M^{me} de Bocarmé rejeta sur son mari toute la responsabilité du crime; celui-ci, quoique défendu par Lachaud, fut seul condamné et mourut avec courage.

En 1864, les combinaisons d'assurances sur la vie étaient peu connues en France. Un jeune médecin, Couty de la Pommerais, âgé de trente-quatre ans, les avait étudiées, en même temps qu'il étudiait les effets de la digitaline, poison très violent qui ne laisse pas de trace. En août 1861, il avait épousé une femme jeune et jolie qui lui apportait quelque fortune. A peine marié il avait perdu subitement sa belle-mère qu'il soignait lui-même et à qui il avait fait prendre, sous prétexte de palpitations, de la digitaline. L'épreuve ayant réussi, il résolut d'user de ce moyen pour faire fortune d'un seul coup; pour cela il lui fallait sacrifier une vie humaine; son choix fut bientôt fait. Il se rappela une ancienne maîtresse, M^{me} de Paüw, quittée lors de son mariage; créature dévouée et crédule qui lui était restée passionnément attachée; il alla la revoir; la malheureuse avait perdu son mari et avait à sa charge trois jeunes enfants qu'elle élevait comme elle pouvait; enfin elle était enceinte et l'avenir lui apparaissait assez

sombre. La Pommerais lui proposa de souscrire d'énormes polices d'assurances sur la vie ; il la leurrerait de l'espoir que, si elle consentait à feindre une maladie, il transigerait pour elle avec les compagnies et lui assurerait ainsi une petite pension. Confiante en son amant, M^{me} de Paüw signa des polices d'assurances, transférées au nom de La Pommerais pour 550,000 francs. C'était son arrêt de mort à brève échéance : il eût fallu payer chaque année 18,840 francs de prime ; La Pommerais, toujours aux expédients, n'en avait pas eu un seul instant la pensée. Il devint de plus en plus assidu ; il lui fit prendre en quelques jours d'énormes doses de digitaline dont la trace s'est retrouvée dans les vomissements de l'infortunée et sur les raclures du parquet autour de son lit. Défendu par M^e Lachaud, La Pommerais fut, néanmoins, condamné à mort et exécuté le 9 juin 1864.

Deux ans auparavant, un certain Jean Crépin, âgé de quatre-vingt-onze ans, ne se décidait pas à mourir et à enrichir de sa fortune les époux Favre qui avaient su capter la confiance du vieillard en employant, dans ce but, l'amour sénile et lubrique du vieil avare pour la femme Favre ; les deux époux, de concert, empoisonnèrent ce malheureux en lui faisant prendre des infusions de têtes de pavots ; malgré de remarquables plaidoiries de Jules Favre et de Peyronny, la femme Favre fut condamnée à douze ans de travaux forcés et son mari à cinq ans de réclusion.

En 1874, un herboriste de Saint-Denis, Moreau, a été condamné à mort et exécuté pour avoir empoisonné

successivement, avec du sulfate de cuivre, ses deux femmes dont il avait obtenu des donations d'usufruit.

En 1885, Pel, horloger à Montreuil, a eu le même sort. Sa mère, plusieurs servantes étaient mortes ou avaient disparu dans les circonstances les plus suspectes. Sa première femme mourait après trois mois de mariage d'une maladie qui présentait tous les symptômes de l'empoisonnement. Il s'était remarié quelques mois après : sa deuxième femme et sa belle-mère ne tardèrent pas à éprouver les mêmes symptômes ; elles échappèrent à la mort en le quittant. Il prit alors une maîtresse, vieille fille de quarante-deux ans, qui avait quelque bien ; elle tomba malade, puis disparut. La rumeur publique avertit tardivement la justice ; la première femme de Pel, morte trois ans auparavant, fut exhumée et le docteur Brouardel constata la présence de l'arsenic dans la partie des restes de cette malheureuse qui correspondait à l'abdomen, au foie et aux reins.

Le 3 avril 1894, c'est aux travaux forcés à perpétuité que la Cour d'assises de la Mayenne condamne Jules Janvier, cultivateur aisé, qui avait empoisonné, avec de la strychnine, sa maîtresse, qu'après avoir rendue enceinte il avait promis d'épouser ; mais, avide d'argent, Janvier ne pouvait se décider à épouser une servante sans dot, et c'est afin de pouvoir contracter un riche mariage qu'il avait sacrifié la malheureuse.

Ce qui est le trait caractéristique des empoisonneurs, quel qu'ait été leur mobile, c'est l'hypocrisie et la fausseté.

Un vigneron de Tours, condamné, en 1839, aux travaux forcés à perpétuité pour avoir empoisonné sa femme à l'instigation de sa maîtresse, se lamentait parce qu'au bagne il ne pourrait plus s'approcher aussi souvent des sacrements et s'apitoyait, d'une étrange façon, sur les souffrances de sa victime à laquelle il avait d'abord administré des cantharides, puis, « ayant vu, disait-il, que les cantharides faisaient bien souffrir ma femme, ça me faisait de la peine ; je voulais renoncer ; c'est alors que la femme Ribot, ma maîtresse, m'a poussé à l'arsenic ».

Hélène Jégado simulait une extrême dévotion ; sans cesse dans les églises, donnant des soins à ses victimes, priant pour elles et suivant leurs convois en pleurant.

La Pommerais avait sollicité, avec le zèle d'un fervent catholique, la croix de Saint-Sylvestre, tandis que, dans son testament, il suppliait sa femme de ne laisser entrer, sous aucun prétexte, un prêtre dans sa chambre quand il serait sur le point de mourir.

L'herboriste Moreau avait marqué avec une image de la Vierge, dans son livre de pharmacie, les passages relatifs au poison qu'il avait administré à sa femme.

Enfin, quand M^{me} Lafarge fut résolue à se débarrasser de son mari, elle simula, vis-à-vis de lui, la plus vive tendresse ; elle le pria de manger à heure dite, en communion avec elle, le gâteau empoisonné qu'elle lui envoyait.

De nos jours, à côté des empoisonnements qui ont lieu en France, les journaux étrangers nous apportent le récit de crimes retentissants.

A Naples, une mère fait périr son fils idiot qui lui est à charge en lui servant une galette où elle a pétri de l'arsenic.

A Londres, le docteur Thomas Neill est condamné à mort pour avoir empoisonné quatre jeunes filles.

A Rotterdam, une femme, sans mobile appréciable, commet une centaine d'empoisonnements et de tentatives d'empoisonnement.

Puis, c'est à New-York que se déroule le curieux procès de ce médecin Robert Buchanan, qui est accusé d'avoir empoisonné, avec de la morphine, sa seconde femme, afin de pouvoir se remarier avec la première dont il était divorcé; tenancière d'une maison de tolérance, la seconde M^{me} Buchanan avait une fortune considérable; sitôt qu'elle en eut disposé en faveur de son mari, elle mourut; peu de mois après, Buchanan convola de nouveau avec sa première épouse.

Enfin, en Belgique, dans le sein d'une honorable famille, plusieurs victimes sont sacrifiées à la cupidité d'un de ses membres, M^{me} Joniaux n'hésitant pas, pour sortir de la gêne, à empoisonner ses parents les plus proches.

A côté de ces virtuoses du poison, l'on peut encore citer, dans le courant de ce siècle, les affaires Desjardins (mars 1850), Venaud et Goupinel (septembre 1851), Martin Réau (décembre 1866), de La Meilleraye (mars 1868), Troppmann (1869), qui est accusé d'avoir empoisonné, par l'acide prussique, le père Kink, et, pour clore cette liste malheureusement bien longue, par deux causes récentes : l'affaire Ray (assises de la Dor-

dogne, 17 juillet 1894), et l'affaire Adamski (18 septembre 1894), plus connue sous le nom d'affaire des gâteaux empoisonnés de Troyes.

OBSERVATIONS STATISTIQUES

Depuis 1825, époque à laquelle commence notre statistique criminelle, jamais les empoisonnements n'ont été plus nombreux que de 1836 à 1840. Pendant cette période de cinq années, les cours d'assises de France ont été saisies, en moyenne, de 41 affaires par an, comprenant 50 accusés, tandis que de 1881 à 1890, en dix ans, les cours d'assises n'ont été saisies que de 9 à 10 affaires par an, comprenant de 10 à 12 accusés. C'est sous Louis-Philippe, vers 1840, que la lutte de la justice contre les empoisonneurs est arrivée à son maximum d'intensité. Après avoir compulsé les rapports officiels, M. de Cermenin compta 414 accusés d'empoisonnement de 1830 à 1839, outre 200 empoisonnements constatés, dont il avait été impossible de découvrir les auteurs. Le Dauphiné, l'Auvergne, le Languedoc, la Bretagne, la Haute-Loire, fournissaient un large contingent de crimes. « En Corse, remarquait M. de Cermenin, il y a un seul accusé en 10 ans : le stylet y remplace le poison. »

Nous croyons intéressant de reproduire ici le tableau

que MM. Briand et Chaudé ont mis en tête de leur étude si substantielle sur l'empoisonnement dans leur *Manuel de Médecine légale*; ce tableau s'arrête malheureusement en 1875.

De 1826 à 1830	la moyenne des poursuites	était de	29	et celle des accusés	de 38
De 1831 à 1835	—	—	27	—	33
De 1836 à 1840	—	—	41	—	50
De 1841 à 1845	—	—	33	—	43
De 1846 à 1850	—	—	31	—	40
De 1851 à 1855	—	—	36	—	42
De 1856 à 1860	—	—	31	—	38
De 1861 à 1865	—	—	24	—	29
De 1866 à 1870	—	—	22	—	28
De 1871 à 1875	—	—	18	—	21

De 1825 à 1854, pendant un espace de 30 ans, le nombre des accusations s'est élevé au total à 982, comprenant 1238 accusés, sur lesquels 564 ont été acquittés et 674 condamnés : savoir 87 à mort, 279 aux travaux forcés à perpétuité, 152 aux travaux forcés à temps, 44 à la réclusion et 112 à diverses peines moindres.

Avant 1832, sur un nombre donné d'accusations pour crime d'empoisonnement, les acquittements étaient plus fréquents que les condamnations; or depuis la loi du 28 avril 1832 qui a rendu les circonstances atténuantes admissibles en toute matière, le rapport se produit en sens inverse et ce sont les condamnations qui sont devenues relativement plus nombreuses que les acquittements. Ceci se comprend; en effet, avant la réforme de 1832 le jury était dans l'impuissance d'atténuer la répression; il était invariablement placé

devant l'expiation suprême ; la peine de mort était seule applicable en l'espèce ; de là des défaillances et l'impunité pour un certain nombre d'accusés matériellement convaincus, mais ayant droit à une certaine mesure de pitié que l'inflexibilité de la loi ne permettait pas de leur accorder ; cet inconvénient légal était encore aggravé par ce fait que le chef de l'État, vivement ému d'un attentat qui inquiète si particulièrement la sûreté publique, usait rarement en cette matière de son droit de grâce ; de telle sorte qu'un empoisonneur, condamné à mort, était presque toujours exécuté ; en effet, quand on se reporte aux données de la statistique pour les années de 1825 à 1832, on est frappé de voir combien la proportion des exécutions capitales par rapport aux condamnations à mort, est considérable. Depuis la loi du 28 avril 1832, au contraire, le jury peut faire la part de la miséricorde et des atténuations individuelles de culpabilité, tout en tenant compte des nécessités de la vindicte sociale ; la répression, en devenant moins extrême, est devenue plus générale et plus effective.

De 1856 à 1860, sur 150 accusés, 47 furent acquittés, 12 furent condamnés à mort, 49 aux travaux forcés à perpétuité, 61 aux travaux forcés à temps, 10 à la réclusion, 11 à des peines moindres.

Parmi les accusés les hommes sont plus nombreux que les femmes jusqu'en 1847 ; tandis qu'au contraire, à partir de cette époque, l'empoisonnement tend à devenir un crime féminin, et la proportion des empoisonneuses par rapport aux empoisonneurs est de 70 %.

contre 30 % (1); de 1856 à 1870 on compte 281 femmes accusées et seulement 199 hommes accusés ; aussi, en présence de cette effrayante multiplicité de crimes d'empoisonnement commis par des femmes, il a fallu, malgré leur sexe, donner le spectacle exemplaire de l'exécution des empoisonneuses ; d'ailleurs le remède a été salutaire ; l'empoisonnement, qui est le crime des hypocrites, est aussi le crime des lâches ; les exécutions capitales ont produit leur effet, en même temps que les progrès de la science permettaient de découvrir plus facilement les empoisonnements même les mieux dissimulés ; aussi, depuis 1840, ces crimes sont en décroissance continue ; de 40 par an environ ils sont tombés à 6 en 1888 pour se relever, il est vrai, l'année suivante à 12 et reprendre leur moyenne de 8 à 10. Il faut remarquer dans quelle proportion considérable les simples tentatives figurent dans les poursuites ; c'est ainsi que de 1861 à 1865, sur 120 accusations, on comptait 76 tentatives et que de 1871 à 1875 sur 87 accusations, on compte 48 tentatives, « fait heureux, ainsi que le font remarquer MM. Briand et Chaudé, qui atteste à la fois l'inexpérience d'un grand nombre de coupables et l'habileté des soins donnés aux victimes ».

Le crime d'empoisonnement est avant tout le crime de l'ignorance ; il croît en raison inverse du degré de culture. On se rend compte de ce phénomène, soit en examinant les conditions individuelles des accusés, soit en étudiant la répartition géographique de l'empoison-

(1) Henri Joly : *le Crime*.

nement. C'est ainsi que, dans le classement des départements par ordre de fréquence des crimes d'empoisonnement pour la période de 1825 à 1880, les Ardennes occupent le 86^e rang, le Nord le 85^e, la Seine le 84^e, le Pas-de-Calais le 83^e, le Rhône le 82^e, tandis que la Lozère occupe le 1^{er} rang, les Hautes-Alpes, le 2^e, le Gers le 3^e.

C'est à ce sujet que M. Tarde, dans sa *Philosophie pénale*, fait les réflexions suivantes : « L'empoisonnement est maintenant surtout le crime des illettrés. Au xvii^e siècle il était encore le crime des hautes classes, comme le prouve l'épidémie d'empoisonnement qui sévissait à la Cour de Louis XIV de 1670 à 1680. La marquise de Brinvilliers est l'aïeule directe des vulgaires Locustes de vos villages. A la table de tous les rois d'abord, et ensuite de tous les principaux seigneurs, au moyen âge et jusqu'au xvi^e siècle, l'usage constant était que nul plat n'était présenté au maître sans avoir été préalablement goûté, essayé, de peur qu'il ne fût empoisonné. Ce trait montre l'ancienne fréquence de ce crime dans les cours et les châteaux, surtout en Italie ».

L'empoisonnement étant un crime qui réclame une longue préméditation, on comprend qu'il soit rarement commis par les jeunes gens ; ainsi sur 100 poursuites, 82 sont dirigées contre des personnes âgées de plus de 25 ans et 18 seulement contre des inculpés plus jeunes.

Notons enfin que sur les 127 condamnations à mort qui ont été prononcées de 1876 à 1880, il n'y en a eu que 3 pour empoisonnement.

Il nous reste maintenant à entrer dans plus de détails et à faire connaître les données de la statistique telles qu'elles résultent du compte rendu de la justice criminelle pour l'année 1892, dernier document officiel qu'ait fait paraître le ministère de la justice au jour où nous écrivons ces lignes; nous allons donner une rapide analyse de ce document.

En 1892, les parquets ont relevé dix accusations pour crime d'empoisonnement, dont deux pour tentatives. Ces dix accusations comprenaient 11 accusés; 2 ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité, 4 aux travaux forcés à temps et 5 ont été acquittés. Ces 11 accusés ont été jugés par les Cours d'assises suivantes: 2 par la Cour d'assises de la Mayenne, 1 par celle de la Sarthe, de la Dordogne, du Gard, de la Marne, de la Seine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan et de la Haute-Loire. Sur ces 11 accusés il y avait 5 hommes et 6 femmes; 3 accusés avaient de 16 à 24 ans, 3 de 25 à 30 ans, 1 de 30 à 40 ans, 4 de 40 à 50 ans; aucun n'avait moins de 16 ans. Ces accusés étaient tous nés en France, 9 étaient domiciliés dans des communes rurales et 2 seulement dans des communes urbaines; 4 étaient célibataires, 6 étaient mariés et avaient des enfants, 1 était marié sans enfant. Sur les 11 accusés, 4 ne savaient ni lire ni écrire, 7 savaient lire et écrire, mais aucun n'avait reçu une instruction supérieure. Les mobiles apparents qui ont poussés les 6 individus convaincus d'empoisonnement à commettre leur crime sont les suivants: 2 ont eu pour but la cupidité, l'un des accusés voulait hâter la mort d'un de ses parents pour recueillir plus tôt son

héritage, l'autre voulait ainsi se faciliter l'exécution d'un vol; 2 ont eu pour cause des dissensions domestiques, 1 a eu pour mobile la jalousie et 1 a été commis par une mère naturelle sur son enfant en bas-âge; 3 des accusés étaient en état de récidive légale; aucune poursuite par contumace n'a eu lieu en cette matière.

Dans la même année, 5 individus dont 3 hommes et 2 femmes qui avaient été précédemment condamnés pour crime d'empoisonnement ont été l'objet de mesures gracieuses.

Le nombre total des accusés pour crimes en 1892 qui ont comparu devant les Cours d'assises de France s'est élevé à 1.728; c'est sur ce nombre qu'il n'y a eu que 11 accusés du crime d'empoisonnement et 5 acquittements sur les 577 qui ont été prononcés; remarquons qu'aucune condamnation à mort n'a été infligée à des empoisonneurs, quoique ce soit la peine portée par la loi et que cependant 27 condamnations capitales aient été prononcées par les Cours d'assises.

En Algérie, dans la même année, sur 630 accusés de crime il n'y en a eu que 3 pour empoisonnement; tous 3 ont été condamnés aux travaux forcés à temps.

Disons maintenant un mot de statistique, pour n'y plus revenir, sur le délit d'administration de substances nuisibles dont nous aurons à nous occuper un peu plus loin, car il complète notre législation répressive de l'empoisonnement; ce délit est prévu et puni par l'article 317, § 4 du Code pénal. — En 1892, sur 211.000 prévenus de délits, nous ne relevons que 16 poursuites en vertu de l'article 317, § 4; 14 de ces prévenus étaient

des hommes, tous âgés de plus de 21 ans et 2 étaient des femmes également âgées de plus de 21 ans. Sur ces 16 prévenus, 2 ont été acquittés, 1 a été condamné à plus d'un an de prison, 2 à moins d'un an, 11 n'ont subi qu'une amende ; parmi ces 14 condamnés, 6 ont bénéficié des circonstances atténuantes et 1 a profité de la loi Bérenger.

Le poison est aussi un instrument de suicide, assez communément répandu ; ainsi en 10 ans, de 1865 à 1875, le compte rendu officiel de la justice criminelle en France relevait le chiffre énorme de 56.273 suicides ; or dans ce nombre nous voyons que les dégoûtés de la vie ont eu recours 1.159 fois au poison pour mettre fin à leurs jours, ce chiffre comprenant 714 hommes et 445 femmes. En 1892, on a relevé 9.285 suicides dont 172 ont été accomplis à l'aide d'un poison ; sur ce nombre il y a eu 100 hommes et 72 femmes.

Enfin, sans vouloir traiter ici des empoisonnements par l'alcool, dont les ravages chaque jour croissant rentrent plutôt dans le domaine de la médecine ou de la législation, notons cependant qu'en 20 ans le nombre des morts que l'on doit attribuer aux excès alcooliques a doublé et celui des suicides a triplé.

ÉTUDE JURIDIQUE

L'empoisonnement est un crime particulièrement atroce qui, de tous temps, a attiré l'attention du législateur et a nécessité une répression spécialement sévère ; la loi romaine constatait déjà dans cette forme de l'homicide un degré plus grand de perversité et de noirceur et c'est au Code de Justinien que nous trouvons ces paroles célèbres : « *Plus est hominem extinguere veneno quam occidere gladio.* » (1) Au moyen âge Domat décide « qu'il n'y a point d'homicide plus noir et plus condamnable que celui qui se commet par le poison. » (2) — Développant la même idée, Muyart de Vouglans écrit (3) : « De tous les meurtres il n'en est point de plus énorme ni de plus dangereux que celui-ci, tant à cause de la noire trahison qu'il renferme, que de l'espèce d'impossibilité qu'il y a de s'en garantir, comme étant le plus souvent préparé par nos proches ou par des gens qui ont notre confiance la plus intime. D'ailleurs, les autres crimes sont ordinairement l'effet d'une volonté passagère, ou qui ne dure que

(1) Code, de *Malef*, et *Math.* l. 1.

(2) Domat, *Lois civiles*, t. II, p. 300.

(3) Muyart de Vouglans, *Institutes au droit criminel*.

peu de temps, au lieu que celui-ci renferme une fureur qui passe en nature et qui fait voir avec patience, pendant des années entières, distiller ces mortelles gouttes qui détruisent l'homme et le conduisent insensiblement au tombeau ; aussi il n'est point de crime contre lequel les législateurs aient cru devoir prendre des précautions plus multipliées... » Dans les *Lois criminelles* le même auteur définit l'empoisonnement : « Le crime de ceux qui, de propos délibéré, attentent à la vie d'autrui par vénéfices ou poison, mis dans leur boisson ou leurs aliments ». A la suite de ces auteurs, Merlin s'exprime encore ainsi : « Ceux qui emploient le poison pour faire mourir quelqu'un commettent une espèce d'homicide beaucoup plus criminel que celui qui le commet par le fer, attendu qu'on peut se garantir de celui-ci, au lieu que l'autre renferme toujours une trahison et est souvent commis par celui dont on se défie le moins ». Enfin, Cormenin, dans le style emphatique de l'époque, écrivait en 1842 dans un *Mémoire à l'Académie des Sciences morales*, à un moment où le crime d'empoisonnement n'était que trop à la mode : « Il est un crime qui se cache dans l'ombre, qui rampe au foyer des familles, qui épouvante la société, qui semble défier, par les artifices de son emploi et la subtibilité de ses effets, les appareils et les analyses de la science, qui intimide par le doute la conscience des jurés et qui se multiplie d'année en année avec une progression effrayante : ce crime est l'empoisonnement ».

Dans son rapport au Corps législatif, Monseignat exprimait la même idée et il justifiait par ces paroles, le projet du gouvernement qui frappait de mort l'empoison-

neur : « L'empoisonnement est un crime particulièrement redoutable, parce qu'il cause souvent la mort d'une famille entière, alors que l'auteur n'a pour but que l'homicide d'un de ses membres ; il est particulièrement dangereux par la multiplicité des combinaisons meurtrières que l'homme a inventées, par la facilité de préparer, de consommer l'attentat et d'en cacher la trace ».

Devant ces raisons, le législateur n'hésita pas à ériger l'empoisonnement en crime spécial et à le frapper de la peine capitale ; en conséquence, dans notre droit, l'empoisonnement est plus qu'un meurtre aggravé, c'est un crime *sui generis* qui se distingue du meurtre sous un double rapport : 1° au point de vue de la préméditation ; 2° au point de vue de la peine.

1° L'article 297 du Code pénal nous donne la définition légale de la préméditation : « La préméditation, dit cet article, consiste dans le dessein formé avant l'action d'attenter à la personne d'un individu déterminé ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition. » Le législateur estime donc que l'infraction est réfléchie, dès que le dessein de la commettre a été formé quelque temps avant l'action. Il suit de là qu'au premier abord il semble impossible de concevoir un empoisonnement non prémédité ; ce crime, en effet, ne suppose-t-il pas par excellence des préparatifs et des combinaisons qui révèlent un dessein réfléchi ? Et n'est-ce pas à bon droit que les rédacteurs du Code pénal ont pu écrire dans l'exposé des motifs : « Le crime d'empoisonnement est un véritable assassinat, car il suppose la prémédita-

tion » ? Ceci est parfaitement vrai ; le plus souvent pour ne pas dire toujours, en fait, l'empoisonnement est prémédité et cependant quelques lignes de Rossi, certains exemples de jurisprudence donnent à penser que, dans certains cas, exceptionnels sans doute, la question de préméditation pourra être discutée même en matière d'empoisonnement et qu'elle pourra être posée au jury.

Rossi suppose qu'un domestique, au moment où il va présenter une potion à son maître, soit gravement offensé par celui-ci ; fou de colère et trouvant sous sa main la substance dont une dose exagérée peut causer la mort, il jette dans la coupe ce qui est destiné à être pris en cinq ou six jours et cause ainsi la mort de son maître (1). Ces lignes montrent qu'il est possible d'imaginer des empoisonnements non prémédités, bien que cet exemple suppose à la vérité une combinaison de faits qui se rencontre rarement. Nous pouvons donc dire que si ce crime suppose la préméditation, celle-ci n'est cependant pas une circonstance constitutive de l'empoisonnement ; la préméditation ne peut pas être une circonstance aggravante de ce crime comme son absence ne peut pas en être une circonstance atténuante ; c'est là justement ce qui constitue une différence essentielle entre l'empoisonnement et l'assassinat qui est, par définition même, un meurtre prémédité (2). En matière d'empoisonnement, la préméditation n'est pas constitutive du fait légal ; elle n'a aucune espèce de valeur juridique. L'incrimination ne change pas, pour n'avoir pas été préméditée pour n'être que le résultat d'une

(1) Rossi, *Traité de Droit pénal*, t. III, p. 120.

(2) Voir article 296, Code pénal.

volonté instantanée et irréfléchie; concluons de là que c'est à bon droit que la jurisprudence décide « qu'en matière d'empoisonnement la question de préméditation ne doit pas être posée, puisque la loi n'a fait la distinction relative à la préméditation qu'à l'égard des homicides simples et qu'elle a fait une exception pour l'homicide commis volontairement par poison et puni de mort » (1). S'il est prouvé en fait qu'il y a eu absence de préméditation chez l'auteur du crime, tout ce que peut faire la Cour d'assises, c'est de modérer la peine et encore ne le peut-elle que si le jury a expressément accordé des circonstances atténuantes à l'accusé.

Que décider maintenant si la question de préméditation ayant été posée à tort au jury, celui-ci y répond négativement après avoir tranché par l'affirmation la question de culpabilité? En un mot n'y aura-t-il pas contradiction dans les réponses du jury qui déclarent un accusé coupable d'empoisonnement volontaire non prémédité?

La Cour de cassation, dans l'arrêt du 26 vendémiaire an XIV que nous avons cité plus haut, décide très nettement que « si le jury, après avoir répondu affirmativement sur la question d'empoisonnement, répond négativement sur celle de préméditation, ces deux réponses établissent une contradiction dans la déclaration du jury, contradiction qui l'anéantit et ne permet pas d'en faire la base d'un jugement... en conséquence, la Cour casse, etc... ». Cette décision de la Cour de cassation semble assez logique et l'on ne peut nier que ces deux réponses ne paraissent indiquer tout au moins une certaine hésitation dans l'intention des

(1) Cass., 26 vendémiaire, an XIV. *S. Coll. nouv.*, t. II, 1. 170.

jurés, hésitation dont il paraît juste de faire bénéficier l'accusé; en effet n'est-il pas exact de penser que les jurés, en écartant la préméditation, circonstance que la loi n'exige pas, mais que la nature du crime fait supposer, n'ont pas constaté avec la certitude nécessaire la volonté criminelle telle que l'exige la loi dans toutes les infractions?

Les principes malheureusement ne semblent pas ici d'accord avec la logique et nous croyons plus juridique de décider avec la majorité des auteurs (1), « que la préméditation étant sans influence dans la constitution du crime, il importe peu que le jury, après avoir répondu affirmativement à la question d'empoisonnement, réponde négativement à la question de préméditation, la loi n'ayant pas cru devoir faire de la préméditation une circonstance constitutive, voire même aggravante de l'incrimination; en conséquence la Cour doit faire abstraction aussi bien de la réponse du jury concernant la préméditation que de la question inutile qui lui a été posée à ce sujet » (2). Regrettons seulement avec MM. Chauveau et Faustin-Hélie que « la loi ne s'étant occupée que des faits les plus fréquents, elle les ait généralisés et en ait fait la base d'une disposition uniforme dont l'application peut consacrer de graves erreurs. »

2° D'après l'article 302 du Code pénal : « Tout coupable

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. IV, p. 270.

(2) Blanche, *Études pratiques de Droit pénal*. — Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III. — Dallos, *Répertoire alphabétique* (Crimes et délits contre les personnes), chap. VI, p. 600.

d'empoisonnement sera puni de mort » ; la peine capitale est donc applicable dès que les éléments constitutifs de l'empoisonnement, tels qu'ils sont énumérés par la loi, se trouvent réunis.

De tous temps, l'empoisonnement a été traité d'une manière particulièrement rigoureuse par les législateurs qui redoutaient ce crime par la facilité qu'éprouvent les coupables à le préparer et à le consommer et qui voulaient frapper des plus sévèrement un crime lâche et odieux entre tous.

Les lois romaines punissaient de la même peine le fait de préparer des poisons pour les vendre et l'homicide commis par l'emploi de ce procédé.

Dans notre ancien droit, l'édit de 1682 ne marquait pas de quel genre de peine devait être frappé l'empoisonneur ; aussi, suivant les circonstances et la qualité des parties, les parlements augmentaient ou diminuaient la rigueur du châtiment, les peines étant arbitraires en cette matière comme en toutes autres ; de là, tandis que certains coupables étaient simplement condamnés à la potence ou à la décapitation, d'autres étaient punis du supplice de la roue et leur corps était jeté au feu ; toutefois, au dix-huitième siècle, la jurisprudence sembla se former en ce sens que les empoisonneurs, comme les individus accusés de magie ou de sortilège, devaient être brûlés vifs.

Le Code de 1791 fit disparaître tous ces supplices ; cependant il ordonnait que l'empoisonneur pour lequel la peine de mort était maintenue fût conduit au supplice vêtu d'une chemise rouge et nu-pieds ; ce dernier vestige infamant a disparu de notre Code de 1810 qui ne

prononce contre l'empoisonneur que la peine de mort.

Au début de ce siècle, nous trouvons encore dans les codes étrangers certaines aggravations de peine qui frappaient les empoisonneurs ; ainsi, le code de Prusse ordonnait que le coupable fût traîné sur une claie jusqu'au lieu de l'exécution, tandis que les lois pénales des Deux-Siciles prescrivaient le transport du condamné sur le lieu de l'exécution, les pieds nus, vêtu de noir et avec un voile sur le visage (art. 6 et 352) ; notons, en passant, que tel est encore, en France, le mode d'exécution des parricides (art. 13, Code pénal).

Aujourd'hui, l'Europe comprend trois systèmes législatifs différents au point de vue de la répression de l'empoisonnement.

1° D'après la conception française traditionnelle, l'empoisonnement n'est ni une variété du meurtre, ni un meurtre aggravé, c'est un crime spécial, soumis à des règles particulières ; plus exactement : c'est une tentative de meurtre, un *attentat*, suivant l'ancienne phraséologie, *érigé en crime spécial* ; le seul fait de l'emploi du poison constitue le crime et le repentir du coupable est inopérant.

2° D'après un deuxième système, dit de l'*assimilation complète*, l'empoisonnement est un homicide ordinaire ; il y a eu mort d'homme, peu importe le moyen dont le coupable s'est servi, le juge n'est toujours en présence que d'un homicide ; le fait n'est pas plus grave que ce soit le poison ou un poignard qui ait causé la mort ; tel est le système législatif suivi par les codes hollandais, hongrois et allemand, qui passent sous silence l'empoisonne-

ment ; de ce principe on tire les conséquences suivantes :
1° en matière d'empoisonnement comme de meurtre, le crime n'est consommé que par la mort de la victime ;
2° l'empoisonnement sera puni comme un meurtre ou comme un assassinat, suivant qu'il n'y aura pas ou qu'il y aura préméditation, mais par lui-même l'empoisonnement ne comporte pas une peine plus sévère que celle qui frappe le meurtre.

3° Suivant un troisième système mixte adopté par le Code pénal belge (art. 397) et par le Code pénal italien (art. 346), l'empoisonnement ne constitue pas un crime spécial comme en France, et il n'est pas, d'un autre côté, assimilé complètement au meurtre : c'est un *meurtre qualifié* qui mérite une aggravation de peine par suite des moyens employés pour donner la mort ; le fait de s'être servi de poison, au lieu d'avoir eu recours à une arme, est particulièrement odieux et dangereux pour la sécurité publique, aussi attire-t-il sur le coupable, indépendamment de toute question de préméditation, une peine plus forte ; c'est ce qu'exprime l'article 346 du Code pénal italien en ces termes : « La peine de la réclusion ne peut être appliquée pour moins de vingt-deux ans, si le délit prévu dans l'article précédent (c'est-à-dire le meurtre) est commis... ; 3° au moyen de substances vénéneuses... » Dans ce cas le crime d'empoisonnement consiste à commettre un homicide par le poison et non plus à administrer une substance vénéneuse, donc la mort seule de la victime constitue le crime.

La commission de réforme du Code pénal français s'est ralliée au système, dit de *l'assimilation complète* et

propose de faire disparaître de nos lois le crime d'empoisonnement ; car, dit le rapport, l'empoisonnement est presque toujours prémédité, donc il constitue un assassinat et il sera toujours ainsi frappé de la peine capitale.

Dans les autres pays qui conservent la peine de mort, le châtimement suprême est généralement appliqué à l'empoisonneur (1).

DÉFINITION DU CRIME D'EMPOISONNEMENT

Suivant que l'on s'adresse à des gens du monde, à des médecins ou à des juristes, le mot *empoisonnement* revêt un sens tout à fait différent.

Pour Littré, « l'empoisonnement est l'ensemble des effets produits par un poison ».

D'après Tardieu, « l'empoisonnement est un état morbide accidentel qui résulte de l'action spéciale qu'exercent sur l'économie certaines substances minérales ou organiques délétères » (2).

Enfin, le Code pénal de 1810 dans son article 301, définit l'empoisonnement : « tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites ».

Cette définition n'est pas traditionnelle en France ; en effet, l'art. 5 de l'édit de 1682 appelait empoisonnement le

(1) Voir notamment Code pénal autrichien, art. 135 ; Code pénal espagnol, art. 418.

(2) *Étude médico-légale sur l'empoisonnement*, p. 12.

fait d'avoir « attenté à la vie de quelqu'un par vénéfice et poison », tandis que l'art. 12 sect. I, titre II, 2^{me} part. du Code pénal de 1791, portait « l'homicide commis volontairement par poison, sera qualifié de crime d'empoisonnement ».

En modifiant la définition légale de l'empoisonnement les législateurs de 1810 ont voulu établir avec plus de précision, les caractères de crime ; c'est ce qui résulte, à n'en pas douter, des paroles prononcées par le tribun Faure devant le Corps législatif, paroles que nous avons déjà citées. « Cette définition de l'empoisonnement (c'est-à-dire celle qui est contenue dans l'art. 301), a dit cet orateur, est plus complète que celle adoptée par la loi de 1791, en ce qu'elle comprend tout moyen dont on aurait fait usage pour commettre ce crime et ne borne pas les tentatives au cas où le poison aurait été présenté ou mêlé avec des aliments ou breuvages. Il est tant de moyens que la scélératesse peut inventer, et dont l'histoire offre l'exemple, qu'il était indispensable de recourir à des termes généraux. »

Voici quel a été le but ; examinons maintenant le résultat où nous conduit la définition légale.

Tout d'abord, remarquons que l'article 5 de l'édit de 1682 définit l'empoisonnement par ces mots : attentat à la vie... etc. Or, dans la langue juridique de l'époque les mots : attentat à la vie, avaient une signification particulière qu'il est bon de rappeler ici : dans notre ancien droit, le terme attentat était synonyme de l'expression tentative (1). Nos anciens criminalistes, au lieu de dire tentative, disaient constamment d'un crime que le simple attentat en était ou

(1) Voir à ce sujet *Ordonnance de Blois de 1579*, art. 195. — *Ordonnance de 1670*, titre XVI, art. 4, etc...

non punissable et recherchaient quels étaient les crimes où le simple attentat était punissable comme le serait le crime consommé lui-même (1). Or, comme ces derniers crimes étaient ceux qualifiés d'atroces, savoir les crimes de lèse-majesté au premier chef, de parricide, d'assassinat, d'empoisonnement, d'incendie, et comme dans ces sortes d'accusation l'effet consommé n'était pas nécessaire, mais que l'attentat suffisait à lui seul pour faire prononcer la peine du crime, de là est venu l'usage d'entendre le mot d'attentat dans la langue vulgaire, comme signifiant un grand crime et de l'appliquer non seulement à la tentative, mais même au crime consommé. Cependant, le criminaliste ne doit pas se laisser prendre à ces significations impropres ; il ne doit pas perdre de vue, lorsqu'il s'agit des solutions de droit, que l'attentat n'est autre chose que la tentative. Aujourd'hui, l'assimilation de la tentative au fait consommé, étant devenue la règle générale pour tous les crimes, en vertu de l'art. 2 du Code pénal, ce qui avait lieu autrefois quant à l'attentat des crimes atroces, s'es^t absorbé dans cette règle générale. Pour quelques-uns de ces crimes cependant, il en est resté quelque chose par tradition, soit dans le nom même, soit dans la définition du crime, et les mots *attentat*, *attenter*, *attentatoire*, ont figuré dans le Code, tantôt en leur acception véritable, quoique à demi oubliée, correspondant à l'idée de tentative, tantôt en une acception corrompue et sans caractère précis. Pour éviter les méprises et arriver à une saine interprétation de la loi, même quant aux questions d'appli-

(1) Voir Muyart de Vouglans, p. 7, n° 4 ; p. 130, n° 11 ; p. 187., Jousse, t. III, p. 250, n° 5 ; p. 49, n° 46 ; p. 674... etc.

cation pratique, il faut substituer au mot d'attentat partout où il se trouve dans nos articles, celui de tentative et l'on voit à l'instant les équivoques disparaître et les principes généraux commander avec autorité les solutions ; en y ajoutant cette réflexion qu'*a fortiori* le crime consommé sera puni comme l'attentat (1).

Quant à l'empoisonnement, le crime que notre Code pénal de 1810 a défini sous ce nom n'est pas le crime accompli dans son résultat préjudiciable : l'homicide par poison ; c'est l'*attentat*, c'est-à-dire la seule tentative de donner la mort par poison. Cette remarque est de grande conséquence dans la pratique, puisqu'elle porte sur les caractères nécessaires et suffisants à la fois pour constituer le crime défini par notre texte. Il en résulte aussi des difficultés particulières sur ce que peut être la tentative de ce crime, car cette tentative ne sera plus, à véritablement parler, qu'une tentative de tentative, c'est-à-dire un degré moins avancé dans les actes d'exécution ; aussi, croyons-nous, malgré les paroles du tribun Faure, que la science rationnelle ne saurait approuver cette manière de procéder de la loi pénale dans la définition du crime d'empoisonnement, et il nous paraîtrait préférable que chaque crime soit toujours défini par le mal qui en forme le but final.

Or, ceci étant établi, nous voyons que d'après la définition de l'empoisonnement donnée par l'édit de 1682 : attentat à la vie par vénéfice et poison, le crime est consommé par le seul fait qu'on s'est servi du poison, par conséquent la tentative existe avant que le coupable ait usé du

(1) Ortolan, *Éléments du droit pénal*.

poison et l'on peut dire qu'il y a commencement d'exécution du crime avant que le poison ait été absorbé par la victime. Cette législation subsista jusqu'en 1791 ; à cette époque l'art. 12, sect. I, tit. II, 2^{me} part. du Code du 25 septembre 1791, définit de nouveau l'empoisonnement : l'homicide commis volontairement par poison ; doit-on conclure de cette définition que l'empoisonnement n'est un meurtre consommé que par la mort de la victime et que, jusqu'à ce moment, il n'y a qu'une tentative qui serait impunie si, par exemple, l'agent se repentait avant que le poison ait accompli son œuvre meurtrière et sauvait sa victime en lui administrant à temps un antidote ? — Non, l'art. 15 de la même section corrigeait cette manière de voir en s'exprimant ainsi :

Art. 15. L'homicide par poison, quoique non consommé, sera puni de la peine de mort, lorsque l'empoisonnement aura été effectué, ou lorsque le poison aura été présenté ou mêlé avec des aliments ou breuvages spécialement destinés, soit à l'usage de la personne contre laquelle ledit attentat aura été dirigé, soit à l'usage de toute une famille, d'une société ou des habitants d'une maison, soit à l'usage du public.

Cet article, rapproché de celui que nous avons cité plus haut, prouve qu'aux yeux des législateurs de 1791, l'empoisonnement effectué c'est le fait d'avoir administré le poison ; l'empoisonnement consommé c'est la mort de la victime ; or, effectuer l'empoisonnement constitue le dernier acte de tentative, mais c'en est encore un ; en résumé, d'après le Code de 1791, effectuer l'empoisonnement, c'est-à-dire faire absorber le poison, constitue encore un acte

de tentative. Dans ses dernières lignes l'art. 15 indique au contraire le premier acte de tentative qui est atteint par la loi ; c'est le moment où le poison est mêlé à des aliments ou breuvages destinés à la victime.

L'article suivant marque jusqu'à quel moment le coupable peut arrêter l'effet de son crime et échapper à l'application de la peine.

Art. 16. Si toutefois, avant l'empoisonnement effectué, ou avant que l'empoisonnement desdits aliments ou breuvages ait été découvert, l'empoisonneur arrêta l'exécution du crime, soit en supprimant lesdits aliments ou breuvages, soit en empêchant qu'on en fasse usage, l'accusé sera acquitté.

D'après cet article, le repentir de l'accusé n'est valable que si, avant que l'empoisonnement ait été effectué, c'est-à-dire, quand par exemple le poison n'est encore que versé, le coupable renonce à son projet et fait disparaître le poison ou les mets empoisonnés ; mais qu'il n'attende pas ! après, il est trop tard, le crime est irrévocable et la peine capitale est encourue sitôt que le poison a pénétré dans les entrailles de la victime !

En résumé, le Code de 1791 ne veut pas dire autre chose que l'édit de 1682, mais il le dit mal et en termes peu clairs.

Le système du Code de 1791 a été reproduit par l'art. 301 du Code pénal de 1810 ; au point de vue rationnel, on comprend qu'en matière d'empoisonnement l'agent a fait tout ce qui dépendait de lui pour que le mal voulu soit consommé lorsqu'il a fait absorber le poison à la victime, c'est cet acte irrévocable qui consomme le fait actif de l'a-

gent ; dès que le poison a été absorbé, le crime est fini au point de vue de l'agent ; de plus, l'acte dangereux en lui-même, c'est le fait de verser le poison, c'est cet acte qu'il faut empêcher à tout prix ; dans notre droit, l'empoisonnement c'est *le fait d'administrer du poison en vue de donner la mort* ; l'attentat à la vie étant un fait de tentative, nous pouvons dire qu'aujourd'hui encore *l'empoisonnement est, d'après le Code, une tentative de meurtre érigée en crime spécial*. Mais ce fait d'administrer une substance vénéneuse peut ou conduire à la mort, ou produire dans l'organisme de la victime un simple trouble physiologique, aussi doit-on distinguer si l'agent a voulu ou non donner la mort ; dans le premier cas, il y a crime d'empoisonnement : dans le deuxième, ce fait constitue une infraction spéciale prévue par l'art. 317 § 4 du Code pénal.

En vertu de ces considérations, nous arrivons à définir le crime d'empoisonnement : un *homicide* commis à l'aide de *substances vénéneuses* administrées avec l'intention de donner la mort.

Comme toutes les infractions, ce crime contient un *élément matériel* et un *élément intentionnel* dont nous devons successivement nous occuper.

I. — ÉLÉMENT MATÉRIEL DE L'INFRACTION

En matière d'empoisonnement, l'élément matériel de l'infraction ne consiste pas, comme dans le meurtre : à tuer quelqu'un, mais bien à *faire absorber une substance vénéneuse à quelqu'un* et le crime est considéré comme consommé dès que le *poison a été absorbé par la victime*, même

si celle-ci ne meurt pas des suites de l'attentat parce qu'elle a pris, par exemple, un contre-poison à temps, tandis qu'en matière de meurtre, le crime n'est accompli que si la victime meurt des suites des coups qui lui ont été portés. ♦

Or cette action : faire absorber une substance vénéneuse à quelqu'un comprend plusieurs questions qu'il nous faut résoudre séparément ; ces questions peuvent se ramener aux trois propositions suivantes :

a). — Emploi, par le coupable, d'une substance vénéneuse ;

b). — Aptitude de cette substance à donner la mort ;

c). — Absorption de la substance vénéneuse par la victime.

1^o Emploi, par le coupable, d'une substance vénéneuse.
— Quelles sont les substances légalement vénéneuses ? Le Code pénal est muet à cet égard. La loi du 21 germinal an XI, sur l'organisation des écoles de pharmacie, en prescrivant les mesures à prendre pour la conservation et la vente des poisons, s'était bornée à désigner nominativement, comme substances vénéneuses : l'arsenic, le réalgar et le sublimé corrosif. Même au point de vue de la police de la pharmacie et du commerce des poisons, une telle nomenclature était évidemment incomplète, et cependant, malgré une pareille lacune, ce n'est qu'une loi du 19 juillet 1845 qui, après avoir établi une pénalité graduée avec plus d'efficacité que celle de l'an XI, abroge les art. 34 et 35 de cette dernière loi et charge une ordonnance de réglementer sur d'autres bases la vente des poisons et surtout d'en dresser une nomenclature légale ; c'est ce qui a été fait par l'ordonnance des 29 octobre-

6 novembre 1846. Le tableau des poisons, tel qu'il est dressé par cette ordonnance réglementaire, contient nominativement, abstraction faite des composés, soixante-treize substances réputées légalement vénéneuses. Le ministre affirmait, dans son rapport, que cette nomenclature avait été dressée avec la plus grande maturité; cependant, quatre années étaient à peine écoulées, qu'une nouvelle nomenclature des substances vénéneuses a été établie par un décret des 8-18 juillet 1850; et cette fois, chose curieuse! la liste des poisons est réduite à dix-neuf substances.

Au reste, il est certain qu'au point de vue du crime d'empoisonnement, cette nomenclature des substances vénéneuses est sans influence aucune : la loi du 19 juillet 1845 et les règlements d'administration publique qui en ont été l'exécution, n'ont trait, comme l'indique d'ailleurs leur énoncé, qu'à la police de la vente et du commerce des poisons; quant à la perpétration du crime par l'administration d'une substance, elle reste soumise à l'art. 301, et fort heureusement! En effet, si cette énumération eût été la liste légale des poisons, que serait-il advenu, en présence des incertitudes, des hésitations, de la mobilité extraordinaires avec lesquelles ces listes sont dressées? Tantôt l'administration de telle substance contenue dans la liste eût constitué le crime d'empoisonnement; tantôt la même substance ne figurant plus sur la liste, le même fait aurait été innocenté, bien que la mort s'en fût suivie. Cette étrange anomalie existe et s'est révélée depuis 1846, en ce qui touche la vente des poisons. Ainsi, par exemple, la noix vomique, justement considérée jusqu'à cette époque

comme un poison, ne figurant plus sur la liste légale, a pu être vendue impunément, sans l'accomplissement des formalités prescrites. Le Code pénal, auquel restent soumis les faits constitutifs du crime d'empoisonnement, a montré plus de prévoyance en qualifiant empoisonnement : *l'administration de toutes substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement*. Ces expressions, par leur portée générale, mais en même temps caractéristique du crime, donnent la mesure exacte de l'incriminabilité des actes. — En effet, donner l'indication précise des substances vénéneuses est chose impossible par le motif que, dans la science, il n'existe pas de démarcation exacte, ni même réelle, entre les poisons et les médicaments. La dose, les circonstances pathologiques décident souvent de l'action ou médicamenteuse ou toxique d'un même corps ; les aliments eux-mêmes, dans certains cas, peuvent agir, soit comme remèdes, soit comme poisons. En sorte que ce n'est souvent qu'*a posteriori* que telle substance en particulier peut être exactement qualifiée : aliment, médicament ou poison. D'un autre côté, la force du tempérament, l'âge des personnes sont le plus souvent des circonstances décisives en pareil cas. Telle substance qualifiée vénéneuse, donnée à faible dose à un homme robuste, pourra, selon les circonstances, ne lui occasionner aucun mal ; administrée à un homme d'une débile santé ou à un enfant, elle le tuera à la même dose ; aussi, est-ce dans des cas pareils qu'on reconnaît la sagesse de la disposition du Code pénal, d'après laquelle la seule question à résoudre est celle-ci : *Telle substance est-elle de nature à donner la mort ?*

Toutefois, si la loi n'a ni défini ni énuméré les substances qu'elle jugeait capables de donner la mort, elle a montré par la dénomination spéciale qu'elle donne au crime d'empoisonnement, qu'il s'agit d'un attentat à la vie au moyen de substances vénéneuses, c'est-à-dire par l'ingestion ou l'application d'un poison proprement dit. Si la substance capable de donner la mort n'était pas vénéneuse, il pourrait y avoir meurtre ou tentative de meurtre, mais non empoisonnement ou tentative d'empoisonnement. A ce point de vue, le domaine judiciaire de l'empoisonnement tenté ou consommé a été, depuis le commencement du siècle, restreint de plus en plus dans la pratique, tandis que celui du meurtre ou des blessures suivies ou non de mort était au contraire élargi. En effet, bien que les articles 301 et 317, § 4 punissent l'administration de substances capables de donner la mort ou simplement nuisibles à la santé, *de quelque manière qu'en ait eu lieu l'emploi*, on paraît n'avoir fait rentrer sous ces qualifications que l'attentat à la vie ou à la santé au moyen de toute substance qui, « prise à l'intérieur ou à l'extérieur du corps de l'homme, mais à petite dose, est capable d'altérer ou de détruire la vie sans agir mécaniquement ». La jurisprudence nous fournit deux exemples intéressants qui vont nous faire aisément saisir le système de la loi sur ce point.

Un certain Dumas, domestique au service de la famille Pélissier, avait volontairement mêlé au pain destiné à l'alimentation de ses maîtres une certaine quantité de verre plus ou moins grossièrement pilé, avec l'intention d'attenter à la vie de cette famille. Dumas aussitôt soup-

onné fut arrêté et bientôt il avoua son criminel dessein ; il fut tout d'abord inculpé de tentative d'empoisonnement, mais devant la Chambre des mises en accusation de la Cour de Riom un long débat s'engagea sur le point de savoir si le fait d'avoir mêlé du verre pilé à des aliments pouvait bien être considéré comme un empoisonnement et si le verre pilé pouvait vraiment être assimilé à un poison, ou bien si ce fait ne constituait pas plutôt une tentative d'assassinat au sens large du mot ? C'est à cette dernière solution que finit par se ranger la Cour de Riom dans son arrêt du 25 avril 1855 qui est ainsi motivé : « Attendu que s'il peut arriver que l'ingestion de cette substance (verre pilé) ne produise aucune lésion dans le tube intestinal lorsqu'elle est incorporée en poudre dans les aliments, il est évident que des fragments de verre du volume de ceux recueillis dans le pain de la famille Pélissier pouvaient, dans le travail de la digestion, léser, par leurs parties anguleuses, les parois de l'estomac ou de l'intestin, et soit par suite de ces lésions, soit par suite du séjour de ces fragments de verre dans les replis de ces organes, devenir la cause d'une inflammation ou même d'une perforation de nature à donner la mort ; qu'ainsi dans le fait imputé à l'inculpé, se trouvent réunies les deux circonstances d'un fait ou d'un acte volontaire et prémédité pouvant donner la mort avec l'intention de la donner. — Attendu que la qualification d'empoisonnement est réservée par la jurisprudence à l'attentat à la vie commis par l'effet d'une substance toxique de nature à ôter la vie par ses combinaisons chimiques ; qu'ici la substance administrée, dénuée en elle-même de toute propriété toxique, est

incapable de nuire comme poison et ne peut tuer que comme instrument déchirant les tissus du tube intestinal ; qu'il suit de là que cette tentative criminelle constitue moins une tentative d'empoisonnement qu'une tentative d'assassinat, renvoie Péliissier devant la Cour d'assises de... comme coupable de tentative d'assassinat, etc... (1). »

L'autre exemple nous est fourni par un arrêt de la Cour de Poitiers en date du 14 janvier 1850 (2). Une femme, s'aidant de la passion alcoolique de son mari, lui fait boire, à dessein de le tuer, une quantité d'eau-de-vie assez considérable pour lui donner la mort ; celle-ci ne tarde pas, en effet, à survenir. Poursuivie tout d'abord pour empoisonnement, la femme Moreau fut renvoyée devant les assises pour assassinat par un arrêt dont voici les principaux considérants :

« La Cour ; — Considérant que quelle que soit la généralité des termes de l'article 301, le mot empoisonnement qui le domine n'en implique pas moins la pensée que la substance administrée doit avoir, à certain degré, la propriété vénéneuse qui rend la perpétration du crime plus facile. — Considérant que c'est nécessairement en vue de combattre cette dangereuse facilité contre laquelle on ne peut se mettre en garde, et qui n'existe pas à un même point pour les autres attentats contre les personnes, que le législateur a fait de l'empoisonnement un crime spécial, toujours puni comme l'assassinat, par cela seul que la

(1) Riom, 25 avril 1885 rapporté dans Blanche, *Etudes pratiques de Droit pénal*, t. IV. *Conf*, Assises du Loiret : novembre 1826. *Contra*, Assises de l'Yonne : 12 décembre 1847 et Assises de la Meuse, 18 décembre 1844.

(2) Dallos 53, 2, 192.

substance a été administrée, qu'elle ait produit plus ou moins promptement la mort, ou que même elle ne l'ait pas occasionnée, sans même qu'il soit exprimé qu'il y ait eu préméditation. — Considérant que le crime défini par l'article 301 étant exceptionnel, il ne doit être fait application de cet article qu'au fait qui rentre évidemment et exactement dans son esprit, surtout lorsque ce fait peut être réprimé par des dispositions connues de la loi. — Considérant que dans l'affaire dont s'agit, c'est bien plutôt l'*emploi excessif* de la substance ou de la liqueur qui a produit la mort que la substance elle-même. — Considérant qu'il résulte de l'instruction que la femme Moreau, s'aidant de la passion alcoolique de son mari, lui aurait fait boire une quantité d'eau-de-vie assez considérable pour lui donner la mort, après en avoir formé le dessein ; ce qui constitue le crime de meurtre avec préméditation., etc., etc... »

A notre avis ces décisions s'expliquent fort bien ; en effet dans la langue courante ni le verre pilé, ni l'eau-de-vie ne peuvent être considérés comme des poisons ; le verre pilé, car il ne rentre pas dans la catégorie « des substances toxiques de nature à ôter la vie par ses combinaisons chimiques » ; son action sur l'organisme est toute mécanique ; il déchire les tissus, il ne se combine pas avec eux ; de même l'eau-de-vie est loin de constituer un poison, car prise en petite quantité, elle n'occasionne nullement la mort, ce n'est que son excès qui amène des désordres graves dans l'organisme car, si on la considérait comme un poison, on serait conduit à décider que chaque fois que l'excès d'une substance volontairement donnée pro-

cure la mort, le coupable devrait être poursuivi pour empoisonnement et l'on verrait ainsi l'eau glacée elle-même rangée bientôt dans la classe des poisons ; ce qui est inadmissible.

Nous comprenons moins bien un arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1835 (1) en vertu duquel tout attentat à la vie d'une personne, non pas seulement par l'effet de substances vénéneuses proprement dites, mais par l'effet de substances qui peuvent donner la mort, constitue le crime d'empoisonnement ; d'après cet arrêt en effet, il suffit que la substance dont on s'est servi pour attenter à la vie d'une personne, lui ait donné la mort, pour que l'article 301 devienne applicable ; voici d'ailleurs quelques considérants de l'arrêt :

« Attendu que Gaudon est accusé d'avoir attenté à la vie de sa mère par l'effet d'une substance qui lui a donné la mort ; que la loi répute empoisonnement : tout attentat à la vie d'une personne non pas seulement par l'effet d'une substance vénéneuse proprement dite, mais par l'effet de substances qui peuvent donner la mort ; que l'arrêt attaqué, déclarant en fait que la substance dont on s'est servi pour attenter à la vie de la femme Gaudon lui a donné la mort, cette énonciation ne laisse point de doute sur la qualité mortifère de la substance, qu'ainsi le fait pour lequel Gaudon est renvoyé devant la Cour d'assises réunit tous les caractères du crime prévu par l'article 301... etc... »

A notre avis le fait tout accidentel peut-être, que la victime a succombé à la suite de l'absorption d'un breuvage,

(1) Dallos, 36-1-227.

ne suffit pas pour prouver que ce breuvage contenait nécessairement un toxique et pour entraîner en conséquence l'incrimination si particulièrement sévère dont le législateur a frappé l'empoisonneur et nous croirions plus sûr en pareil cas de poursuivre le coupable sous l'inculpation de meurtre ou d'assassinat.

Serrant de plus près la question, il nous faut donc maintenant nous demander ce que c'est qu'un poison ou mieux ce que le législateur a entendu par ces mots de l'article 301 : substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement ; tel est l'objet de la seconde proposition que nous avons énoncée et à l'étude de laquelle nous arrivons.

2° Aptitude de la substance employée à donner la mort. — Les toxicologistes ne sont point d'accord sur la définition qu'il convient de donner au mot : poison.

D'après Orfila (1), est poison : tout corps qui détruit la santé ou anéantit entièrement la vie lorsqu'il est pris intérieurement ou appliqué de quelque manière que ce soit sur un corps vivant et à petite dose.

Est poison, écrit Devergie (2), toute substance qui, prise à l'intérieur ou appliquée à l'extérieur du corps de l'homme, mais à petite dose, est capable d'altérer la santé ou de détruire la vie sans agir mécaniquement.

Mahon a défini le poison : les matières qui, prises intérieurement ou appliquées de quelque manière que ce soit sur un corps vivant, sont capables d'éteindre les fonctions

(1) *Leçons de Médecine légale*, t. II, p. 4.

(2) *Médecine légale*, t. II, p. 430.

vitales ou de mettre les parties solides ou fluides hors d'état de continuer la vie.

Suivant Fœdéré, il faut définir les poisons : des substances reconnues par les médecins comme propres à altérer et à éteindre dans le plus grand nombre de cas les fonctions destinées à entretenir l'exercice de la vie toutes ensemble ou séparément.

Enfin Anglada a défini les poisons (1) : les substances qui, appliquées sur certaines surfaces du corps de l'homme ou des animaux, et agissant en vertu de leur nature, produisent habituellement, quoique à des doses faibles, des effets qui exposent la vie à de grands dangers et la détruisent même et cela sans que leur matière accroisse ou se reproduise.

« Au fond, dit Barse, il est bien difficile de donner la définition exacte du poison et de tracer la ligne démarcative qui sépare le toxique du médicament, puisque la même substance, dans des circonstances différentes, prend tour à tour les caractères du poison et du médicament. »

Ces définitions, qui sont sans doute exactes au point de vue scientifique, sont insuffisantes pour suppléer au silence de la loi ; d'abord parce qu'elles confondent les substances nuisibles à la santé et les substances capables de donner la mort ; ensuite parce qu'elles n'indiquent point les signes caractéristiques de ces dernières substances ni la distinction qu'il eût été fondamental d'établir entre le poison et le médicament ; au point de vue légal le *poison est donc simplement toute substance qui peut donner la mort*

(1) Voir à ce sujet Barse, *Manuel de la Cour d'assises dans les questions d'empoisonnement*.

plus ou moins promptement, et nous ne croyons pouvoir mieux faire que de le définir par ces mots : est poison toute substance étrangère à l'organisme et qui, prise en petite quantité, est capable de détruire la vie par sa combinaison avec les tissus.

Nous diviserons donc les substances toxiques en quatre catégories suivant les résultats que produise leur absorption par l'individu :

1° Certaines substances ont pour effet de produire une désorganisation des tissus qui, par elle-même, est mortelle : ce sont les poisons.

2° D'autres substances produisent dans l'organisme des troubles nuisibles à la santé ; ce sont les substances nocives ; leur effet rationnel n'est pas de donner la mort et ce ne peut être que par accident, par suite, par exemple, d'une prédisposition de la victime, inconnue de l'agent que la mort a été produite ; en ce cas, il ne saurait être question d'empoisonnement puisque ce crime réclame, comme tout homicide, le dol spécial, la volonté expresse de tuer ;

3° D'autres substances agissent à la façon d'une lésion mécanique et directe ; comme agit du verre pilé mêlé à des aliments ; ces substances ne sauraient être assimilées à des poisons, comme nous l'avons vu, puisqu'elles ne se combinent pas avec les tissus, mais les déchirent ; spécialement le verre pilé ne saurait être considéré comme vénéneux par lui-même, puisque de la poudre de verre très fine pourrait être absorbée sans inconvénient.

4° Enfin, d'autres substances inoffensives en soi, comme les alcools ou les boissons alcooliques, ne peuvent devenir

dangereuses que prises à hautes doses ; ces substances n peuvent être considérées comme des poisons au sens juridique du mot, puisque ce n'est que leur excès qui peut causer la mort.

Nous disons que ce n'est que si la substance se trouve dans la classe que nous avons indiquée en premier qu'une poursuite pour empoisonnement doit avoir lieu ; en un mot, ce n'est que lorsqu'il se trouve en face d'un poison que le parquet peut poursuivre en vertu de l'art. 301 du Code pénal ; et cependant cet article s'écartant de la tradition n'emploie justement pas le terme poison et se sert de cette périphrase : substance qui peut donner la mort plus ou moins promptement.

Nous avons vu que l'édit de 1682 et à sa suite le Code de 1791 définissaient l'empoisonnement : l'homicide par poison, terme technique qui n'admettait pas d'extension ; pour qu'il y eût empoisonnement, il fallait donc que le coupable se soit servi de poison, aussi, voyons-nous Jousse et Muyart de Vouglans s'efforcer de donner des définitions exactes du mot poison et ne pas arriver à un résultat satisfaisant ; devant cette difficulté le législateur de 1810 a hésité et craignant les interprétations abusives dans un sens ou dans l'autre, auxquelles pouvait prêter un terme aussi mal défini, il a préféré le remplacer par le résultat produit ordinairement par le poison, mais il n'a nullement entendu modifier la portée de ce terme, et il a, à ce point de vue, voulu rester fidèle à la tradition ; il est, par conséquent, toujours vrai que les substances absorbées doivent être mortelles par leur nature pour qu'il y ait lieu à empoisonnement ; ce n'est donc que s'il s'agit d'une substance

rentrant dans la première catégorie que l'on peut parler de crime d'empoisonnement.

L'emploi d'une substance simplement nocive, c'est-à-dire d'une substance qui est seulement capable de rendre malade, d'altérer la santé pendant un court espace de temps, ne constitue ni un empoisonnement ni une tentative d'empoisonnement, puisqu'il faut que la substance soit capable de donner la mort pour que le fait délictueux tombe sous le coup de l'art. 301, mais cela ne veut pas dire que le coupable échappera à toute répression, car, depuis la loi du 28 avril 1832, le parquet peut frapper l'agent en vertu de l'art. 317, § 4, qui punit le délit d'administration de substances nuisibles à la santé. Il est, du reste, assez malaisé, au point de vue scientifique, de poser une limite précise entre les substances qui peuvent donner la mort et celles qui sont simplement nuisibles à la santé. Telle substance, modérément nocive dans la majorité des cas, deviendra mortelle aux mêmes doses, par suite de prédispositions spéciales, provenant de causes pathologiques et physiologiques des plus variées, comme l'âge, par exemple, ou la suppression par la maladie des fonctions des reins. En fait, la plupart des substances nuisibles sont des poisons administrés en quantité insuffisante pour produire la mort; toutefois, la loi, se faisant l'interprète de l'ignorance classique et traditionnelle, a consacré cette distinction; or, cette distinction n'étant pas admise par la chimie, c'est à l'opinion, aux usages de la vie, à la pensée de l'agent qu'il faut s'en référer, en un mot le critérium de cette distinction, c'est le caractère irrévocable que doit avoir au point de vue de ses résultats la substance employée : est *poison*

la substance qui, suivant l'opinion commune, rend la mort inévitable.

Puisque, à différence de doses, la même substance peut être, tantôt vénéneuse, tantôt simplement nuisible à la santé, nous croyons que la qualification dépend ici d'une question d'intention; l'emploi ou l'administration de la substance constituera un empoisonnement, s'il est constaté tout à la fois et que l'agent avait le dessein de donner la mort, et qu'il avait déjà administré plusieurs doses dans ce but, et qu'une certaine quantité des doses administrées pouvait être mortelle; on comprend ainsi que le même fait puisse être qualifié suivant les cas, d'empoisonnement ou d'administration volontaire de substances nuisibles à la santé; ainsi, supposons qu'un remède contienne un poison et que l'agent connaissant ce fait donne de trop fortes doses de ce remède à sa victime en vue de lui donner la mort, nous sommes en présence d'un empoisonnement; de même, si l'agent connaissant les circonstances pathologiques ou physiologiques spéciales qui sont de nature à rendre mortifère telle substance pour telle personne, administre cependant cette substance à cette personne en vue de lui donner la mort, l'empoisonnement nous semble caractérisé; mais si l'une de ces conditions manque, l'art. 301 ne sera pas applicable et le fait pourra être incriminé, suivant les cas, soit en vertu de l'art. 317, soit en vertu de l'art. 309 du Code pénal. Supposons maintenant qu'il s'agisse d'un empoisonnement successif; par exemple, une substance toxique est administrée à très petites doses; chaque dose ne peut, isolée, causer la mort, cependant, la mort surviendra si les prises se répètent

pendant un assez grand nombre de jours ; ce mode d'empoisonnement est particulièrement dangereux, car il simule les effets et le cours d'une maladie ; or, si l'empoisonnement est découvert avant que la mort ait pu survenir, nous croyons, avec MM. Chauveau et Faustin-Hélie, que ce fait constitue une tentative d'empoisonnement pourvu qu'il soit constaté que l'agent avait le dessein de donner la mort, qu'il avait déjà administré plusieurs doses et qu'une certaine quantité de ces doses était mortelle.

En matière d'empoisonnement ordinaire la doctrine et la jurisprudence sont divisées sur la question de savoir si, pour qu'il y ait tentative d'empoisonnement, il est nécessaire que les substances administrées soient en quantité suffisante pour donner la mort, ou bien s'il suffit qu'elles soient mortifères, c'est-à-dire de nature à pouvoir donner la mort ; en d'autres termes est-il nécessaire d'interroger le jury sur le point de savoir si la quantité de substance administrée était suffisante pour donner la mort ?

La Cour de cassation, par des arrêts du 26 novembre 1812 et du 7 juillet 1814, s'est prononcée pour la négative sur cette dernière question et a décidé qu'il suffisait que la substance soit *mortifère* pour entraîner l'application de l'article 301 du Code pénal.

Cette décision, approuvée par Bourguignon (1), a pour elle l'autorité du tribun Monseignat et celle de Blanche, l'éminent criminaliste.

Monseignat, dans son rapport au Corps législatif, s'est exprimé ainsi : « L'empoisonneur est toujours présumé

(1) Bourguignon, *Jurisprudence criminelle*, t. III, p. 272.

avoir voulu donner la mort alors même que le *défaut de quantité* ou de qualité des substances délétères, la force du tempérament, les secours de l'art ou d'autres circonstances étrangères au coupable, ont sauvé l'objet de son crime » (1).

D'autre part, Blanche écrit (2) : « Du moment que le prévenu a eu la volonté de donner la mort et qu'il a administré des substances vénéneuses pouvant la donner, les deux éléments : intentionnel et matériel de l'infraction sont réunis et l'article 301 est applicable ; l'agent a tout fait pour que son projet reçût son exécution ; il en est responsable quelles qu'en aient été les suites ».

Nous nous rangeons cependant à l'avis contraire que MM. Chauveau et Faustin-Hélie ont proposé (3) ; en effet, aux termes de l'article 301, l'empoisonnement dérive de l'administration de substances qui peuvent donner la mort, il ne suffit donc pas que les substances administrées soient d'une nature *mortifère*, il faut qu'elles aient par elles-mêmes la *puissance* de tuer. Or, si elles sont administrées en quantité insuffisante, elles n'ont pas cette puissance, elles ne rentrent pas dans les termes de l'article 301, car elles ne peuvent donner la mort ; il n'y a pas même tentative de crime, car il n'y a pas de tentative punissable là où le crime ne peut exister ; la loi parlant de substances capables de donner la mort, nous croyons qu'il est nécessaire qu'intrinsèquement la substance soit de nature à donner la mort ; au reste il ne faut pas croire

(1) Voir Locré, *Travaux préparatoires du Code pénal*, t. XXX, p. 501.

(2) Blanche, *Études pratiques sur le Code pénal*, t. IV, p. 758.

(3) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III.

que si l'on admettait notre interprétation, l'auteur d'un acte certainement répréhensible restera impuni ; cette considération toute de fait qui a peut-être puissamment influé sur la décision de la Cour de cassation, en 1814 notamment, ne pourrait plus avoir de valeur aujourd'hui puisque la loi de 1832, complétant l'article 301, a permis de poursuivre l'auteur d'une maladie occasionnée par l'administration de substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé (1) et de le frapper d'une peine correctionnelle. Cette thèse paraît avoir été admise par la jurisprudence dans un arrêt que rapporte la *Gazette des Tribunaux* du 24 juillet 1842 dans l'espèce suivante : Une fille de ferme s'était procuré du vert-de-gris, en grattant une pompe de cuivre et l'avait mis dans la boisson d'une autre servante de la même ferme qui éprouva tous les symptômes de l'empoisonnement, mais que sauvèrent de prompts secours ; la coupable déclara n'avoir pas eu l'intention de lui donner la mort mais seulement de lui causer une maladie qui l'obligeât à sortir de la maison : « Dans l'hypothèse même, disait le défenseur, où l'accusée aurait eu l'intention de commettre un homicide, il ne suffit pas pour constituer un empoisonnement de la volonté de donner la mort, il est nécessaire qu'un acte matériel d'homicide concoure avec cette volonté ; or si la substance administrée s'est trouvée, même à l'insu de l'accusée, être inoffensive, le fait matériel disparaît ; il ne reste plus qu'une intention criminelle plus ou moins incertaine et qui échappe à

(1) Voir article 317, § 4, Code pénal.

l'action pénale, à moins, toutefois, que la substance administrée, sans être capable de donner la mort, ait cependant occasionné une maladie, auquel cas il y a lieu d'appliquer l'article 317. » Cette thèse fit impression sur la Cour et sur le jury et le président crut devoir poser comme résultant des débats la question subsidiaire de maladie occasionnée en administrant volontairement une substance nuisible. Déclarée coupable sur la question subsidiaire seulement, l'accusée ne fut condamnée qu'à cinq ans d'emprisonnement.

Nous avons dit que par *substance propre à donner la mort*, il faut entendre une *substance qui pourrait donner la mort d'après la manière dont elle a été administrée et dans la forme sous laquelle elle a été donnée*; en conséquence, à notre avis, il n'y aura ni empoisonnement, ni tentative d'empoisonnement si, ayant l'intention de donner la mort, l'agent a administré une substance vénéneuse mais qui a perdu sa qualité toxique par le fait que, pour masquer le poison en l'administrant, le coupable l'a mêlé à un liquide ou à un solide capable de le transformer en une matière non vénéneuse; en effet, dans ce cas, l'élément matériel de l'incrimination fait défaut et par suite le crime manque de l'un de ses éléments essentiels.

C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation par deux arrêts en date du 20 novembre 1812 (1). Dans la première affaire l'accusé avait mélangé de l'acide sulfurique à du vin; il fut renvoyé des poursuites par la Cour spéciale de Parme : « attendu que ce mélange avait cessé d'être une

(1) Ces arrêts sont cités par Blanche dans ses *Études pratiques sur le Code pénal*, t. IV.

substance propre à donner la mort ». Le pourvoi formé par le ministère public contre cet arrêt fut rejeté par la Cour suprême.

Dans la deuxième affaire l'accusé fut renvoyé absous du crime d'empoisonnement qui lui était imputé « attendu qu'il est constant que la dose d'oxyde rouge de mercure par l'acide nitrique, mêlé à 20 % de minium versé dans le café, ayant perdu par ce mélange de son activité et force, n'était plus une substance qui aurait pu donner la mort, et que, par suite l'accusé ne peut pas être poursuivi pour crime d'empoisonnement ». Le pourvoi contre cet arrêt, formé par le ministère public, fut rejeté : « attendu, dit l'arrêt de la Cour suprême, qu'il résulte de l'arrêt attaqué, que les substances que l'accusé s'était procurées pour commettre l'empoisonnement étaient, par l'effet de leur mélange avec d'autres substances, incapables de donner la mort ; d'où il suit qu'en prononçant l'acquiescement de l'accusé, la Cour n'a formellement contrevenu ni à l'article 301, ni à l'article 2 du Code pénal » (1).

Examinons maintenant une autre hypothèse, c'est celle où l'agent, croyant administrer du poison à sa victime, se trompe sur les qualités de la substance qu'il donne, et ne fait ingérer qu'une substance inoffensive, par exemple croyant administrer de l'arsenic, il donne du nitre ou bien il prête à telle substance des qualités toxiques qu'elle n'a pas ; par exemple, il fait ingérer à la victime du nitre, croyant que le nitre est un poison ? Cette question fort in-

(1) Voir dans le même sens, un arrêt plus récent de la Cour d'assises des Côtes-du-Nord, en date du 21 avril 1865, dans le *Répertoire de Dallos*, p. 407 (supplément).

intéressante qui soulève un problème des plus délicats du droit pénal sera par nous examinée dans tous ses détails dans un chapitre spécial de cette étude; bornons-nous pour le moment à déclarer qu'à nos yeux, quelle que soit l'intention de celui qui l'administre, il ne peut y avoir ni empoisonnement, ni tentative d'empoisonnement lorsque la substance administrée est inoffensive, car dans ce cas l'élément matériel de l'infraction fait complètement défaut et nous ne sommes plus en présence d'une substance capable de donner la mort, ainsi que le réclame l'article 301. Rappelons-nous, en effet, qu'il ne suffit pas, pour constituer l'empoisonnement, comme le meurtre ou l'assassinat, de la volonté de donner la mort, mais qu'il est nécessaire qu'un acte matériel d'homicide concoure avec cette volonté. Or si la substance administrée se trouve, même à l'insu de l'agent, être inoffensive, il ne reste plus qu'une intention criminelle plus ou moins certaine qui échappe à l'action de la loi pénale.

Tous les auteurs n'ont pas admis sans critique cette conséquence toute naturelle d'ailleurs, qui résulte à n'en pas douter du texte de l'article 301 et notamment M. Marc dans les *Annales d'hygiène* en juillet 1830, s'élevait avec force contre la loi : « Il résulte évidemment, écrit-il, du texte de l'article 301, que, pour être considéré comme empoisonneur, il faut avoir donné ou appliqué une substance capable de déterminer une mort plus ou moins prompte, et que, si une substance donnée ou appliquée n'est pas par sa nature, capable de produire plus ou moins promptement la mort, il n'y a plus crime, alors même que l'intention d'empoisonner aurait été bien manifeste.

Pourquoi donc cette indulgence à l'égard du plus lâche et du plus atroce des attentats ? L'empoisonneur qui se méprend sur les qualités plus ou moins délétères ou les combinaisons chimiques de la substance qu'il emploie, celui que son ignorance a trompé sur le choix du moyen est-il donc moins coupable que l'assassin dont le fer par un heureux hasard, rencontre un corps intermédiaire qui garantit la poitrine de sa victime ? Que le poison ait été neutralisé par un mélange, ou ait manqué son effet par toute autre cause c'est une circonstance fortuite qui ne peut effacer le crime ; autrement autant vaudrait dire qu'il n'y a pas crime non plus lorsque l'arsenic ou les acides vénéneux employés étaient mal préparés et de mauvaise qualité, ou bien quand la force du tempérament ou les secours de l'art ont sauvé la victime ».

La loi ne mérite pas cependant tous ces reproches et elle ne fait dans l'article 301 qu'une application de la règle générale en matière de tentative, règle énoncée dans l'article 2 du Code pénal : quand le bras d'un assassin qui dirigeait le canon d'un fusil a été détourné, quand le but qu'il visait n'a pas été atteint, quand le corps du crime existe, le fait matériel est constant. Peu importe également l'état de l'arme dont il s'est servi, la mauvaise qualité ou la quantité insuffisante de la poudre qu'il a employée. De même il y a tentative d'empoisonnement toutes les fois qu'une substance de nature à donner la mort a été administrée volontairement, de quelque manière qu'elle ait été employée et quelles qu'en aient été les suites ; il y a tentative d'empoisonnement quoique la substance de nature à donner la mort ait été mal préparée, car le fait

matériel est constant, le corps du crime existe; mais si la substance administrée n'est pas par elle-même de nature à causer la mort, si, par suite d'un mélange même involontaire, la substance vénéneuse a perdu ses propriétés pernicieuses, il n'y a plus de corps du crime, il n'y a pas même de commencement d'exécution que la loi pénale puisse saisir. Dans le cas, cité par Marc, ou l'assassin dont le fer, par un heureux hasard rencontre un corps intermédiaire qui garantit la poitrine de sa victime, le corps du délit est constaté, c'est un crime manqué, tandis que si l'on suppose que la substance administrée n'était pas un poison, on ne peut plus parler de commencement d'exécution du crime, puisque l'acte ne peut pas nuire. L'analogie existerait peut-être si l'assassin s'était servi d'un pistolet non chargé ou d'un poignard dépourvu de lame, et alors le fait matériel disparaissant ainsi le crime cesserait d'exister. Au reste nous savons que s'il était vrai en 1830 que l'article 301 laissât comme lacune le cas où la substance, sans être capable de donner la mort, pouvait toutefois causer quelque maladie, cette lacune a été comblée par la loi du 28 avril 1832 qui vient confirmer d'ailleurs le principe de l'article 301, puisque, dès que les substances sont seulement nuisibles à la santé, sans être de nature à donner la mort, l'action même commise avec l'intention de tuer devient l'objet d'une incrimination différente et d'une autre pénalité.

Prenons une hypothèse voisine de celle-ci mais qui nous conduira à un résultat tout à fait différent; supposons qu'un individu voulant donner la mort à telle personne lui administre une substance inoffensive en soi

mais qui, par hasard, se trouve mêlée à une substance qui la rend vénéneuse : le crime d'empoisonnement existera ; par exemple : un individu met de l'antimoine métallique en poudre dans du vin ; prise de suite, cette substance n'est pas nuisible ; mais l'agent ne trouve pas l'occasion d'administrer immédiatement ce mélange à la personne qu'il veut empoisonner : l'antimoine se transforme alors en une matière vénéneuse : chlorure d'antimoine et si la substance est administrée en cet état, le crime est consommé et la peine encourue ; de même il y aurait tentative d'empoisonnement ou mieux crime manqué d'empoisonnement passible en vertu de l'article 2 du Code pénal des peines portées contre le crime réalisé, si la victime avait pris, par hasard, à la même heure, quelque substance, quelque médicament qui ait neutralisé les effets du poison ; le crime bien que sans résultat n'en existerait pas moins.

Lorsque la loi parle de substances capables de donner la mort, elle entend des substances propres à la donner à toute personne, selon les règles ordinaires de la nature et si un individu avait tellement aguerri son estomac par l'usage d'antidotes, qu'il ne fût plus accessible à un certain poison comme l'arsenic par exemple, l'attentat qu'on ferait contre lui par le moyen de ce poison, quand même il resterait sans effet, n'en serait pas moins une tentative d'empoisonnement. Si, connaissant les habitudes du patient, l'agent avait voulu seulement l'éprouver, persuadé qu'il était de l'efficacité de l'antidote, il n'y aurait pas de tentative d'empoisonnement devant la loi pénale, si le patient avait consenti à l'épreuve ; si malgré l'antidote le

patient succombait, l'agent pourrait être poursuivi pour homicide par imprudence en vertu de l'article 319 du Code pénal. Si le coupable avait donné le poison à tout événement, nous serions en face d'une tentative d'empoisonnement.

La loi parlant de substances il s'ensuit que l'empoisonnement incriminé ne peut être que l'empoisonnement matériel ; aucune espèce de l'homicide moral ne peut donc être envisagée comme un empoisonnement ; ainsi ce ne serait point un empoisonnement que l'acte d'administrer à un homme une substance physiquement incapable de donner la mort, tout en lui faisant croire qu'elle a cette faculté et que cette persuasion qu'on lui donne dans ce but le tourmente de manière à amener sa mort ; et la tentative d'un tel homicide, quoiqu'interrompue seulement à la dernière extrémité et par une cause indépendante de la volonté de l'auteur, ne serait point une tentative d'empoisonnement.

Sans entrer ici dans l'examen de la théorie, dite de « l'homicide par omission », rappelons cependant que le refus de secours en vue de rendre la mort certaine, constitue un homicide punissable aux yeux d'un grand nombre d'auteurs ; supposons, par exemple, que l'homme qui a absorbé volontairement un poison, regrette immédiatement cet acte et réclame de l'agent un contrepoison ; l'agent voulant la mort du patient refuse de lui donner ou de lui laisser prendre cet antidote, quoiqu'il sache que cet antidote pourrait le sauver ; cet agent sera passible des peines qui frappent l'homicide si l'instruction établit un rapport de causalité directe entre la mort et le refus de l'antidote ;

toutefois cette solution nous laisse quelques doutes quand on la met en regard du système de notre loi qui n'admet pas la complicité par inaction ; n'est-il pas, en effet, bizarre de faire de cet agent que la loi ne permet pas de poursuivre comme complice, l'auteur d'un crime distinct, punissable des travaux forcés à perpétuité ? — Mais si, modifiant un peu l'espèce précédente, nous supposons que l'ons'en est remis à l'agent du soin de donner au malade l'antidote qui doit le sauver et que l'agent, voulant la mort du malade, ne lui donne pas le remède qu'il sait cependant devoir le sauver, nous serons certainement en présence d'un homicide, puisque le rapport de causalité direct et nécessaire existe entre le fait d'inaction de l'agent et le décès de la victime.

3°. Absorption de la substance vénéneuse par la victime. — L'article 301 nous prévient que quelle que soit la manière dont la substance vénéneuse ait été employée ou administrée, le crime d'empoisonnement est consommé et la peine encourue ; en conséquence peu importe au point de vue légal, le mode employé par l'agent pour faire absorber la substance vénéneuse à la victime. Le procédé matériel dont se sert l'agent pour faire avaler le toxique diffère suivant la nature de celui-ci. Les poisons peuvent être introduits dans l'organisme de différentes manières ; les uns seront introduits dans l'estomac par la bouche ou injectés sous forme de lavement dans le gros intestin ; d'autres produiront un effet meurtrier si on les applique devant la bouche, sous le nez, contre l'œil, le vagin ou sur l'orifice de l'utérus ; il en est d'autres qu'il suffit de mettre en contact avec la peau et d'autres qui agiront par injections

sous-cutanées; enfin l'empoisonnement peut se produire grâce à des frictions externes prolongées ou grâce à l'application d'un emplâtre dans la composition duquel entre une substance vénéneuse.

Les poisons peuvent être solides, liquides ou gazeux; les uns irritent, enflamment et détruisent les parties sur lesquelles ils ont été appliqués, d'autres agissent à peine sur les tissus, mais vont exercer leur influence délétère sur le système nerveux et sur les organes de la respiration ou de la digestion.

Il y a des poisons qui, administrés à très petite dose comme la strychnine, déterminent la mort de l'individu, tandis que d'autres, au contraire, ne manifestent leurs effets qu'au bout d'un certain temps, même lorsqu'ils sont employés à assez forte dose, comme le sulfate de zinc par exemple.

Remarquons enfin, après Orfila, que les poisons introduits dans le tube digestif, produisent d'autant plus d'effet que ce canal est plus vide et souvenons-nous, que suivant l'article 301, le crime d'empoisonnement est consommé sitôt que la substance vénéneuse a été absorbée de quelque façon que ce soit par la victime.

II. — ÉLÉMENT INTENTIONNEL DE L'INFRACTION

La deuxième condition nécessaire pour l'existence du crime d'empoisonnement, c'est qu'il y ait attentat à la vie, c'est-à-dire volonté de tuer, car il ne peut y avoir de crime sans qu'il y ait eu volonté de le commettre. Au point de vue intentionnel, d'ailleurs, deux situations peu-

vent se présenter ; nous allons les étudier l'une après l'autre :

1° L'intention de tuer peut exister seule sans que l'élément matériel de l'infraction se rencontre ;

2° Au contraire l'intention de tuer peut ne pas se rencontrer, les substances vénéneuses ayant été employées mal à propos.

a). Supposons tout d'abord que l'intention de tuer existe seule ; en conséquence il y aura empoisonnement même si le meurtre a été commis sur une personne autre que celle qui avait été visée par l'empoisonneur. Supposons que l'agent empoisonne une source où la victime doit venir puiser de l'eau, le crime existera même si ce n'est pas la personne visée par l'agent qui absorbe l'eau empoisonnée et si c'en est une autre ; tel est le système qu'a consacré la Cour de cassation dans un arrêt du 7 juillet 1814 ; toutefois dans la même hypothèse si, en fait, l'agent a pu prévoir et a prévu, en effet, que la victime désignée serait la seule à puiser à la source et si, pris de remords, il la prévient avant qu'elle ait touché au fatal breuvage, le repentir de l'agent sera efficace et le crime n'existera pas ; si cependant, contre ses prévisions, une autre personne avait par hasard bu de l'eau, il n'y aurait plus empoisonnement, mais ce fait constituerait un homicide par imprudence prévu et puni par l'article 319 du Code pénal. Supposons au contraire que l'agent ait pu ou dû prévoir que d'autres personnes viendraient puiser à la source empoisonnée, il ne suffira pas pour faire disparaître le crime qu'il ait prévenu une personne, il faudra qu'il ait pris les mesures nécessaires pour que tout le

monde soit averti du danger que peuvent présenter les eaux de la fontaine.

C'est encore à l'intention criminelle qu'il faut se reporter pour savoir si l'on est en présence soit du crime ou de la tentative du crime d'empoisonnement, soit du délit d'administration de substances nuisibles à la santé. Dans la plupart des cas, il est vrai, la résolution criminelle est déterminée ; mais pour pouvoir servir de base à une accusation de tentative, elle a besoin d'être constatée et, quand elle ne résulte pas de l'acte même, elle doit l'être soit par l'aveu de l'inculpé, soit par les circonstances du fait qui est l'objet des poursuites. Si l'on ne peut rattacher ce fait à un projet déterminé, si l'on ne parvient pas à prouver qu'en l'exécutant l'agent a eu le dessein d'accomplir tel crime, il est impossible de considérer l'acte comme une tentative de ce crime. Quoiqu'il soit certain que l'auteur a agi dans une intention coupable, le crime qu'il a voulu exécuter peut demeurer incertain, parce que le fait, étant susceptible d'explications différentes, ne manifeste pas un projet criminel déterminé ; or il est évident que la résolution criminelle, l'intention de délinquer, est un élément essentiel de la tentative et il n'est pas moins évident que cette résolution criminelle doit encore être déterminée pour qu'il y ait tentative ; il faut, par exemple, que l'agent ait eu l'intention de commettre un empoisonnement ou un meurtre, ou un vol. Mais quelquefois l'action qui forme communément un délit consommé, peut être aussi le commencement d'exécution d'un crime plus grave ; dans ce cas, l'auteur ne peut être accusé de tentative que si la résolution de commettre ce

crime est constatée. Exemple : des substances vénéneuses ont été administrées ; voilà un délit complet, mais ce même fait peut constituer le crime d'empoisonnement si les substances vénéneuses ont été administrées dans l'intention de donner la mort ; c'est donc cette intention qui imprime au fait le caractère de tentative ; d'où la conséquence que si le dessein de tuer ne résulte pas de l'aveu de l'accusé ou des circonstances de la cause, la justice doit abandonner l'accusation de tentative et se borner à condamner l'accusé pour le délit d'administration de substances nuisibles à la santé.

Supposons qu'un individu administre à une personne des substances capables de donner la mort dans le dessein de nuire mais non dans le dessein de tuer, ce fait, à notre avis, ne saurait constituer un empoisonnement puisque l'empoisonnement suppose un attentat à la vie, c'est-à-dire un acte accompli dans l'intention de donner la mort et nous l'incriminerions plutôt en vertu de l'article 309, dernier alinéa qui prévoit le cas où des blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée ; car nous assimilerions volontiers ce fait à l'hypothèse suivant laquelle un individu décharge une arme à feu sur quelqu'un et le tue, sans avoir cependant voulu attenter à sa vie.

Lorsque l'intention de tuer existe seule et que l'élément matériel de l'infraction manque, la substance employée par l'agent ne pouvant pas donner la mort, nous sommes en présence d'un crime impossible, hypothèse que nous envisagerons dans tous ses détails un peu plus loin ; si la substance employée par l'agent est nuisible à la santé ce

fait rentre dans les prévisions de l'article 317, § 4.

b). L'intention de tuer n'existe pas ; en pareil cas le fait coupable cesse d'être le crime d'empoisonnement tel qu'il est défini et prévu par l'art. 301 du Code pénal ; tantôt ce simple fait d'ingestion de poison ne sera pas punissable, tantôt il tombera sous le coup de l'article 319 qui prévoit l'homicide par imprudence ; ainsi le suicide par substance vénéneuse ne saurait en aucun cas être considéré comme un empoisonnement au point de vue légal ; de même si un cérusier ou un étameur de glaces meurt à la suite de coliques violentes, le médecin aura beau retrouver dans les organes du malheureux du plomb ou du mercure et déclarer qu'il y a eu empoisonnement, le juriste ne saurait y voir un cas d'application de l'art. 301 puisqu'il manque ce qui constitue le crime, c'est-à-dire la volonté de tuer.

Si le médecin, se trompant dans ses prescriptions, ou le pharmacien dans ses préparations, donnent la mort au client qu'ils voulaient assister, ce fait peut bien être puni pour homicide par imprudence mais non pour empoisonnement. Les personnes qui emploient des poisons n'en connaissent pas toujours la puissance et l'on ne saurait leur attribuer un événement accidentel qu'elles n'ont pu prévoir, mais quand il s'agit d'un homme de l'art une telle erreur constitue certainement un cas d'ignorance ou d'impéritie capable d'entraîner l'application de l'art. 319 du Code pénal.

C'était d'ailleurs déjà sous cet aspect que notre ancienne jurisprudence envisageait la responsabilité des médecins et elle ne songeait nullement à les poursuivre comme em-

poisonneurs ; le passage suivant emprunté à Jousse nous édifiera sur ce point (1) : « Les médecins, chirurgiens ou apothicaires qui, par ignorance, causent la mort d'un malade, doivent être punis comme meurtriers ; mais il faut faire ici une distinction entre l'impéritie grossière et une impéritie ordinaire. Lorsque, par impéritie grossière, le médecin cause la mort d'une personne, il doit être puni d'une peine corporelle. Si, au contraire, le médecin, par une simple négligence ou inhabileté, cause la mort de quelqu'un par ses remèdes, si les experts établissent qu'il en a fait un usage inconsidéré ou téméraire ou qu'il s'est servi de remèdes non autorisés ou contraires à sa profession, il doit être puni arbitrairement, suivant les circonstances et, en outre payer des dommages-intérêts envers la personne blessée ou envers les héritiers du défunt. Mais si le médecin avait donné exprès des remèdes pernicieux à un malade pour le faire périr, il serait puni comme assassin ; au reste cette mauvaise volonté ne se présume point et il faut nécessairement la prouver contre celui qu'on accuse ».

DE LA TENTATIVE EN MATIÈRE D'EMPOISONNEMENT

L'article 301, ainsi que nous l'avons vu, définit l'empoisonnement : « tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées et quelles qu'en aient été les suites ».

(1) Voir Jousse, *Traité de la Justice criminelle*, t. III.

En conséquence de cette définition, nous avons décidé que ce qui constitue le crime d'empoisonnement c'est le fait de l'absorption d'un poison ; le crime d'empoisonnement existe dès que la substance vénéneuse a été administrée, quel qu'en soit le résultat ; telle est une des particularités du crime d'empoisonnement ; en effet dans les homicides ordinaires qualifiés meurtre, assassinat, infanticide ou parricide, quelques graves qu'aient été les violences ou les blessures, si la victime n'a pas succombé, il n'y a que tentative ou crime manqué ; dans le cas d'empoisonnement au contraire, si des substances vénéneuses, si des mêts ou des liqueurs empoisonnés ont été absorbés par la victime, il y a attentat à la vie ou empoisonnement, quelles qu'en aient été les suites, d'après l'art. 301, *quelles que soient les conséquences*, selon l'expression de Carnot, c'est-à-dire quand la victime, non seulement n'aurait point succombé, mais encore n'aurait que peu ou pas souffert, soit à raison de certaines conditions physiologiques spéciales, soit à raison des soins qu'elle aurait reçus. Il ne faudrait donc pas, d'après cet événement heureux, ne voir dans le fait coupable qu'une simple tentative. Il ne peut y avoir de simple tentative d'empoisonnement que dans le cas où tout a été préparé, disposé pour atteindre le but que se proposait l'empoisonneur, sans que la victime se soit ingéré la substance toxique qui lui a été destinée ou même présentée, mais dont elle a été préservée ou s'est abstenue, soit par hasard, par précaution, par défiance, soit à la suite d'indications ou d'avertissements ; en d'autres termes le crime d'empoisonnement n'admet pas cette dernière forme de tentative

que l'on désigne dans la doctrine sous le nom de *délit manqué*; or, il y a délit manqué, écrivent MM. Chauveau et Faustin-Hélie, lorsque l'agent a achevé tous les actes qui avaient pour but d'accomplir une action criminelle, mais que cette action n'a pas eu l'effet matériel qu'il attendait; pour qu'il puisse y avoir crime manqué, il faut que l'infraction dont il s'agit consiste dans un effet déterminé par la loi, tel que la mort d'une personne; il faut ensuite que l'agent ait accompli l'acte ou les actes qui devaient produire ce résultat, qu'il ait fait tout ce qui était nécessaire pour l'obtenir, par exemple qu'il ait déchargé une arme à feu sur celui qu'il voulait tuer; il faut enfin que l'effet constitutif du crime n'ait pas été produit; par exemple, que le coup n'ait atteint personne; en matière de crime d'empoisonnement l'attentat consiste dans le seul fait d'administrer du poison, avec l'intention de donner la mort, par conséquent le crime est consommé quoique la personne empoisonnée ait été sauvée par la force de son tempérament, par les secours de l'art ou par tout autre événement fortuit; et alors même que, de son propre mouvement, par repentir ou par crainte, l'empoisonneur aurait prévenu les suites de son attentat, en administrant un antidote à la personne qu'il voulait empoisonner et en sauvant la victime qu'il condamnait peu auparavant à une mort rapide et sûre. Dès que le poison est avalé, dès qu'il a été volontairement employé ou administré, le crime est légalement consommé; il ne reste, en effet, plus rien à faire à l'agent; l'action criminelle est accomplie; elle ne changera point de nature, quelles que soient les suites de l'attentat. Ainsi, que par une circons-

tance quelconque, un médicament que la victime devait prendre à la même heure, à l'insu de l'empoisonneur, le poison soit neutralisé, le crime n'a pas d'effet ; mais il reste le même aux yeux de la loi, comme à ceux de la conscience. Que dans une autre hypothèse, l'agent, après avoir mis le poison à la portée de celui qu'il veut empoisonner et s'être éloigné, revienne tout à coup sur ses pas, saisi par les remords ou la crainte, pour empêcher la consommation du crime, et trouve que la potion fatale a déjà porté la mort dans les entrailles de la victime, le mourant peut lui pardonner, la justice humaine le condamne (1).

Si l'empoisonneur a lui-même prévenu l'effet de son crime ; si, après avoir laissé la personne, à la vie de laquelle il voulait attenter, prendre les aliments empoisonnés, il lui a administré de son propre mouvement, et saisi par le repentir, un antidote qui l'a sauvée, il n'en sera pas moins passible de la peine capitale ; sans doute, le repentir de l'agent, les actes auxquels il se livre pour arracher sa victime à la mort, peuvent lui concilier les sympathies du jury qui lui accordera des circonstances atténuantes ; il n'en est pas moins vrai que le crime est légalement complet en vertu de l'article 301 du Code pénal.

Cette conclusion est la conséquence si naturelle des termes employés par l'article 301 que l'on peut s'étonner, à juste titre, qu'elle ait été méconnue par Monseignat dans son rapport au corps législatif (2) ; celui-ci s'exprime ainsi : « L'Assemblée constituante, dit-il, avait proclamé dans son Code pénal la rémission de toute peine pour

(1) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. III, p. 57.

(2) Voir Loqué, t. XXX, p. 501. *Travaux préparatoires du Code pénal*.

l'empoisonneur qui arrêterait ou préviendrait volontairement les effets du poison. Les rédacteurs du nouveau projet n'ont pas méconnu l'utilité de cette disposition. Quoiqu'ils ne l'aient pas énoncée dans le titre qui nous occupe, elle se trouve dans un article préliminaire qui a déjà obtenu votre sanction. Ainsi qu'on vous l'a dit, on avait, dans le Code de 1791, oublié ou négligé de définir la tentative des crimes ; cette lacune de la législation ne fut remplie que par la loi du 22 prairial an IV. Vous en avez de nouveau consacré le dispositif dans l'article 2 du présent Code, et vous n'avez mis au rang des crimes que les tentatives manifestées par des actes extérieurs et suivies d'un commencement d'exécution, lorsqu'elles n'ont été suspendues ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté de l'auteur de ces tentatives. Il était donc inutile de rappeler dans l'espèce de l'empoisonnement, un principe qui, par sa généralité, s'adapte à tous les crimes ; et toutes les fois que l'empoisonneur aura volontairement et librement prévenu l'effet du poison, la société se félicitera de ne voir ni condamné, ni victime. »

Monseignat a évidemment substitué son opinion personnelle à celle de la loi. Il prétend, en effet, qu'en vertu de l'article 2, l'empoisonneur qui aura spontanément prévenu l'effet du poison, échappera à la peine. Mais que, dit l'article 2 du Code pénal : « Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime

même ». Il s'en suit de là que la tentative qui aura été suspendue ou qui aura manqué son effet par la volonté même de son auteur, n'est pas assimilée au crime. Mais, remarquons-le bien, l'article 2 parle de la *tentative* qui a manqué son effet. Ainsi, pour que celui qui a prévenu lui-même le résultat nuisible de son action criminelle demeure impuni, il faut nécessairement qu'il y ait encore tentative ou, en d'autres termes, que le délit soit manqué. Dès que le crime est légalement consommé, l'auteur doit en subir la peine, quoique par un changement tardif de volonté, il ait empêché lui-même toutes les suites de son acte. Le repentir postérieur au crime ne peut exclure la peine, ce n'est qu'une circonstance atténuante. Or le crime d'empoisonnement est légalement consommé, d'après la définition claire et précise de l'article 301, par l'attentat à la vie d'une personne, par le fait seul d'avoir administré des substances léthifères quelles qu'en aient été les suites. L'accusé invoquerait donc en vain le bénéfice de l'art. 2 quand même il aurait prévenu l'effet du poison.

Monseignat a confondu la consommation du crime avec la tentative et il se trompe étrangement lorsque, à l'appui de son système, il invoque le Code pénal de 1791. L'article 16, section I, titre II, 2^e partie, auquel fait allusion Monseignat, s'exprime ainsi :

Art. 16. — Si, avant l'empoisonnement effectué, ou avant que l'empoisonnement desdits aliments ou breuvages ait été découvert, l'empoisonneur arrêtaît l'exécution du crime, soit en supprimant lesdits aliments ou breuvages, soit en empêchant qu'on en fassé usage, l'accusé sera acquitté.

Les premiers mots de l'article : avant l'empoisonnement effectué, éclairés par ceux qui suivent, doivent être traduits ainsi : avant que le poison ait été administré ; c'est-à-dire que le législateur de 1791 avait en vue le cas où l'attentat n'est pas encore accompli, où la victime n'a pas encore avalé les aliments ou breuvages empoisonnés ; en un mot, où il y a simple tentative, c'est-à-dire cette espèce de tentative qui peut encore être suspendue ou interrompue, soit par des circonstances fortuites, soit par la volonté même de l'auteur. Cet article ne vise donc pas le cas où l'empoisonnement étant effectué, le poison avalé, l'auteur a prévenu l'effet de son crime. Aussi, le conseiller d'État Faure, en développant les motifs de l'article 301, se garde-t-il bien d'énoncer la même opinion que Monseignat. Il se borne à répéter la disposition du Code pénal de 1791 et à ajouter que cette disposition devient inutile par suite de l'article 2 du nouveau code ; voici comment il s'exprime : « Si nous ne trouvons pas dans l'article 302 une disposition analogue à celle de l'article 16 du Code de 1791, c'est que l'article 2 du nouveau Code a suffisamment prévu et défini les tentatives de crime ; et qu'il résulte évidemment de cet article 2 qu'aucune tentative ne sera considérée comme le crime même, lorsqu'elle aura été arrêtée par la volonté de l'auteur, et non par des circonstances fortuites et indépendantes de sa volonté ».

En résumé, la simple tentative reste impunie, si elle a été abandonnée spontanément par l'auteur ; mais, dès que l'exécution est terminée, dès que l'attentat est effectué, le repentir ne peut plus produire aucun effet, et c'est en

vain que l'agent administrerait à temps, à sa victime, un antidote qui la sauverait ; il n'échapperait pas ainsi à l'expiation suprême ; ceci est encore un défaut de la définition légale qui, au lieu de s'attacher au résultat, produit par l'infraction, ne s'est occupée que du procédé employé pour donner la mort ; aussi, le système de notre Code est-il déplorable au point de vue pratique, puisqu'il n'offre à l'agent aucun intérêt personnel à sauver sa victime ; au contraire, en administrant un antidote, en donnant ses soins à la victime, en la sauvant peut-être, il expose sa vie, car il court le risque de se dénoncer ; aussi, même s'il se repend avant la mort de sa victime, il fera sagement de ne rien faire pour lui conserver la vie. Quelques auteurs essaient de défendre le Code en invoquant le jeu des circonstances atténuantes et en disant qu'en pareil cas, l'empoisonneur ne manquera pas d'obtenir la clémence du jury ; mais cette réponse est insuffisante car la déclaration de circonstances atténuantes admises par le jury, n'existait pas en 1810, au jour de la promulgation du Code pénal et d'ailleurs, c'est méconnaître le but des circonstances atténuantes que d'en faire le correctif des dispositions légales. A ce point de vue le Code belge est plus prévoyant que notre Code français ; en définissant, comme il le fait, l'empoisonnement : *un homicide commis volontairement au moyen de substances vénéneuses* (1), il décide que la consommation du crime n'a lieu que par la mort de la victime ; en conséquence, le repentir de l'agent est efficace jusqu'à ce moment et si l'empoisonneur, pris de remords, sauve sa victime, le

(1) Code pénal belge, art. 397.

délit est manqué et reste impuni, car si la tentative n'a pas produit l'effet voulu, c'est grâce à la volonté de l'agent lui-même.

D'après l'article 2 du Code pénal, la tentative n'est impunie que si elle a manqué son effet par des circonstances dépendantes de la volonté de l'agent ; c'est donc la théorie de la tentative du crime manqué et non la théorie du crime manqué que prévoit la loi. Est-ce à dire que la tentative d'empoisonnement ne constitue qu'un fait préparatoire impuni, quand elle ne constitue pas le crime lui-même ? Évidemment non ; car si le poison n'a pas été employé ou administré, il peut y avoir, suivant la nature des faits qui sont la manifestation extérieure de l'intention criminelle, une tentative, ou seulement un acte préparatoire d'empoisonnement. Dans le cas où la tentative d'empoisonnement se sera manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, elle sera assimilée au crime même et punie de mort. Dans le cas où elle manquera d'un de ces caractères, elle échappera à l'action de la loi pénale. En d'autres termes, le droit commun de l'article 2 du Code pénal, est applicable à l'empoisonnement, qui peut, comme tout autre crime, être consommé ou être simplement tenté.

Deux fois la Cour de cassation a nettement posé le principe suivant lequel l'article 2 du Code pénal est applicable en matière d'empoisonnement comme en tout autre matière et elle a déclaré qu'il existait une tentative d'empoisonnement comme il existe une tentative

de tout autre crime. Parlant d'un crime manqué, la Cour suprême a décidé que ce crime devait être assimilé au crime consommé et qu'on ne devait pas l'envisager comme une simple tentative ; c'est ce qui résulte d'un arrêt en date du 16 janvier 1823 qui s'exprime ainsi (1) : « Attendu que l'article 301 qualifie crime d'empoisonnement l'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances vénéneuses qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement. Qu'il ne peut y avoir lieu à qualifier de simple tentative d'empoisonnement que dans le cas où les substances vénéneuses n'auraient point été, d'après une circonstance quelconque, prises par la personne à laquelle elles étaient destinées, etc... ».

L'arrêt de la Cour en date du 17 décembre 1874 est encore plus explicite (2) :

« Attendu qu'il n'est pas exact de prétendre que la tentative d'empoisonnement ne peut constituer qu'un fait préparatoire quand elle ne constitue pas le crime lui-même. — Attendu, en effet, que l'article 2 est applicable à toutes les tentatives de crimes ; qu'il ne cesse de l'être qu'aux crimes pour lesquels il est ainsi ordonné par une disposition formelle, ou tout au moins virtuelle, de la loi. — Attendu que si, dans le cas où le poison a été employé ou administré, le crime d'empoisonnement est consommé, quelles qu'en aient été les suites, il n'en résulte pas nécessairement que la tentative de ce crime ne puisse se manifester par un commencement d'exécution, indé-

(1) Dallos, répertoire, *Crimes et délits contre les personnes*.

(2) Sirey, 75-1-585.

pendant de l'emploi ou de l'administration du poison ; que ce commencement d'exécution peut résulter notamment de ce que le poison aurait été jeté dans les aliments qui devaient servir à la personne qu'on voulait empoisonner ; que c'est au jury qu'il appartient de reconnaître ce commencement d'exécution, et que lorsqu'il a déclaré, comme dans l'espèce, qu'il y a tentative manifestée par un commencement d'exécution et n'ayant été suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, sa décision est définitive et irrévocable ; nul n'a qualité pour la critiquer, elle n'est susceptible d'aucun recours, etc... »

Nous avons dit que l'article 2 était parfaitement applicable en matière d'empoisonnement ; or, comment s'exprime cet article ?

Art. 2. — Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même.

En un mot, la tentative manifestée par un commencement d'exécution est assimilée au crime consommé quand le hasard ou un cas fortuit ont seuls empêché l'agent de produire le mal voulu ; si, au contraire, l'agent, de son propre mouvement, s'est arrêté avant d'avoir consommé l'infraction, le législateur le fait bénéficier de ce bon mouvement et pour l'engager à ne pas marcher plus avant dans la voie du crime, il lui promet l'impunité complète, mais si la victime ne doit son salut qu'à une circonstance que ne pouvait prévoir l'agent, celui-ci

encourra la peine attachée par la loi au crime réalisé; c'est donc de la volonté de l'agent que le Code fait dépendre l'existence ou la non existence de la tentative, mais la loi ne s'occupe nulle part des motifs ou des mobiles qui ont pu influencer sur cette volonté ; du moment que la volonté de l'agent de ne pas commettre l'infraction est certaine, peu importe que ce soient la crainte, la menace ou le repentir qui aient arrêté la main du coupable ; dans tous les cas, il ne subira aucune peine ; donc, c'est avec raison que la jurisprudence a pensé que la femme qui, sous la dénonciation de sa domestique, avait retiré le poison qu'elle avait préparé et fait mettre à la portée de son mari, ne devait pas être inquiétée.

Pour être punissable, la tentative, aux termes de l'article 2, doit s'être manifestée par des actes constituant un commencement d'exécution du crime ; nous concluons de là que le commencement d'un fait qui ne pourra pas aboutir à un crime ne devra jamais être considéré comme une tentative punissable, quelle que soit l'immoralité de la pensée qui l'a inspiré ; nous touchons ainsi à la théorie dite « du crime impossible », qui soulève les plus vives controverses et qui reçoit des applications fréquentes en matière d'empoisonnement.

Par rapport à ce crime la question se pose ainsi : l'individu qui, dans le dessein de donner la mort à une personne, dispose dans des aliments préparés pour elle une substance inoffensive croyant lui administrer un toxique est-elle coupable de la tentative de crime d'empoisonnement ? Ou bien faut-il dire que, grâce au moyen employé par l'agent, le crime était impossible et que par consé-

quent la tentative de ce crime n'était pas punissable ?

La doctrine et la jurisprudence se sont divisées sur cette importante question.

A première vue l'article 2 du Code pénal semble bien exiger qu'à côté de l'élément intentionnel, le fait délictueux renferme un fait matériel pour que la théorie de la tentative soit applicable ; cet élément matériel nous le trouvons indiqué par ces mots de l'article 2 du Code pénal : *commencement d'exécution* ; la tentative n'est punissable que quand elle est manifestée par un commencement d'exécution ; qu'est-ce qu'un commencement d'exécution, si ce n'est le premier acte d'un fait qualifié crime par la loi ? Or, un fait ne constitue un crime au point de vue légal que lorsque, à l'intention coupable, élément tout intellectuel de l'infraction, se joint l'acte matériel qui révèle d'une façon éclatante cette intention, ce projet, et le rend en quelque sorte tangible. Eh bien ! dans l'exemple que nous avons pris, le fait d'administrer une substance inoffensive ne saurait constituer en aucune façon le crime d'empoisonnement, puisque celui-ci exige, comme nous l'avons démontré, qu'une substance capable de donner la mort soit employée par l'agent ; donc le fait qui tend à faire administrer une substance inoffensive ne peut constituer le commencement d'exécution du crime d'empoisonnement sans lequel la tentative de ce crime ne saurait exister ; telle semble bien être la solution à la quelle conduisent les principes de la matière.

Toutefois, si l'on se place au point de vue subjectif, on est un peu effrayé de l'impunité qu'une telle théorie assure à un homme qui est certainement des plus coupables au

point de vue moral et du danger qui résulte pour la société d'être désarmée devant de tels faits ; ces faits causent un trouble social par suite de l'effort mis en œuvre par l'agent pour réaliser le crime ; cet effort n'a nui à personne, mais menace tout le monde et a révolté chacun ; de plus nous sommes en présence d'un danger social provenant non du résultat obtenu, mais de l'état de perversité que cet acte délictueux révèle ; à la vérité cet acte n'a pas été exécuté, mais c'est par suite d'une erreur, d'un heureux hasard, d'un cas fortuit ; donc ce n'est que par une circonstance indépendante de la volonté de l'auteur que le crime a échoué, donc la loi peut intervenir et envisager ce fait comme une tentative punissable en vertu de l'article 2 du Code pénal.

Chez nos anciens auteurs c'est bien plutôt cette théorie subjective de la tentative qui semble en honneur ; en effet l'ancienne loi française ou plutôt les glossateurs posaient en principe l'axiome suivant : *cogitat et agit, sed non perficit*, l'agent a voulu et a agi, mais il n'a pas réussi ; de même les romanistes de l'école de Bologne décident que l'intention devient punissable dès qu'elle passe en acte ; aucune distinction ne doit donc être faite entre la tentative réalisable et la tentative impossible ; ce que la loi atteint, c'est la mise en œuvre par les faits d'une pensée punissable ; toutefois à cette époque la tentative n'était punie de la peine du crime consommé que s'il s'agissait d'un crime atroce ; pour les autres crimes on distinguait le *conatus proximus* du *conatus remotus*, et tous deux n'étaient pas frappés de la même peine (1). Au XVIII^e siècle

(1) Voir Ordonnance 1670, titre XXI, art. 4.

siècle on ne distinguait pas encore la tentative impossible de la tentative réalisable et cependant lorsque la tentative était frappée de la même peine que le crime consommé, Jousse semble bien exiger que la tentative soit réalisable pour que l'agent subisse la peine qui frappe le crime consommé.

En 1789 on pouvait établir les trois propositions suivantes qui résument l'état du droit sur ce sujet :

1° Toute tentative est punissable suivant l'arbitraire du juge ;

2° En matière de crimes atroces la tentative est punie comme le crime même ;

3° Dans ce dernier cas la tentative ne devait pas manquer d'objet ; c'est-à-dire qu'il fallait qu'il n'y eût pas d'impossibilité absolue à commettre le crime.

Le Code de brumaire an IV n'a fait que reproduire ce système : toutefois, comme les peines arbitraires avaient disparu, le législateur avait supprimé la pénalité attachée à la tentative pour les infractions légères et d'autre part ce code ne prévoyait comme crimes atroces que l'assassinat et l'empoisonnement dont la tentative était frappée à l'égal du crime consommé (1). C'est la loi du 22 prairial an IV qui, la première, donna une définition légale de la tentative et punit toute tentative de crime, quel que soit ce dernier ; cette loi s'exprimait ainsi :

L. 22 prairial an IV : Toute tentative de crime, manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le crime même si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu.

(1) *Code brumaire*, an IV, art 15, section I, titre II, 2^e partie.

Pour la première fois nous voyons apparaître ces mots : *commencement d'exécution* qui devaient passer définitivement dans l'art. 2 du Code pénal ; or, dans notre ancien droit où l'on s'était fort préoccupé de la question de savoir à partir de quel moment la tentative deviendrait punissable ou plutôt irrévocable, ces termes n'avaient pour but que de fixer le critérium qui donnait à la tentative son caractère d'irrévocabilité.

S'inspirant quelque peu sans doute de cette doctrine traditionnelle, mais préoccupée plus encore des nécessités de la répression sociale, la Cour de cassation et quelques Cours d'appel ont établi un système de distinctions plus subtiles que juridiques en présence de l'art. 2 qui n'en admet aucune. La jurisprudence donc vivement approuvée par M. Haus (1) distingue suivant qu'il s'agit : *de l'objet du délit* ou *du moyen employé pour le commettre* et suivant que l'impossibilité est *absolue* ou *relative*. Voici dans quelles circonstances la jurisprudence a été appelée à se prononcer sur cette question.

Le 4 novembre 1876, la Cour de cassation était saisie du pourvoi formé par deux malfaiteurs qui soutenaient que les peines du vol ne sauraient leur être appliquées, car ils avaient été arrêtés au moment où ils venaient de fracturer, dans une église, le tronc destiné à recevoir les offrandes pour les pauvres, tronc qui justement était vide au moment du vol ; la Cour rejeta leur pourvoi par les motifs suivants (2) :

(1) *Principes généraux du droit pénal belge.*

(2) Cass., 4 novembre 1876. S., 77-1-48.

« Attendu que si l'arrêt attaqué énonce que le tronc des pauvres se trouvait vide au moment où les voleurs ont fracturé ce tronc, il ne relève en cela qu'une circonstance étrangère à la volonté de l'agent et non une *impossibilité absolue d'atteindre le but* que les malfaiteurs s'étaient proposé à leur entrée dans l'église, but qui, d'après leurs aveux, était le vol. — Rejette, etc. »

L'année suivante, il s'agissait d'une femme, la veuve Charvey, qui, le soir, avait tiré un coup de pistolet par une fenêtre dans la chambre et à la place où elle croyait que se trouvait le nommé Ours auquel elle en voulait; Ours était justement sorti à cet instant et le but que se proposait la veuve Charvey n'avait nullement été atteint; s'inspirant de l'impossibilité où était ce projet de réussir, la Chambre des mises en accusation de la Cour de Chambéry avait déclaré qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer devant les assises la veuve Charvey.

Saisie de la question par le pourvoi du procureur général près la Cour de Chambéry, la Cour suprême cassa l'arrêt par les considérants suivants (1) :

« Attendu que la conséquence légale que l'arrêt dénoncé tire des faits qu'il constate est erronée; qu'en effet, c'est par une cause toute fortuite qu'Ours ne se trouvait pas dans sa chambre au moment où le coup de pistolet qui lui était destiné, a été tiré; que dès lors il n'y avait pas une *impossibilité absolue* à ce que le crime qu'elle se proposait de commettre pût être consommé; que si Ours n'a pas été atteint par le coup de pistolet tiré contre lui

(1) Cass., 12 avril 1877. S., 77-1-529.

avec intention de lui donner la mort, ainsi que le déclare l'arrêt, c'est par une circonstance extraordinaire dont l'agent du crime ne saurait bénéficier ; qu'il résulte donc des constatations de fait, que la veuve Charvey a commis volontairement une tentative d'homicide, tentative manifestée par un commencement d'exécution et qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur... Casse... etc... »

Nous allons exposer brièvement cette doctrine qui a été consacrée par la Cour de cassation à la suite des travaux d'Ortolan et de M. Haus (1). Toute tentative, écrit M. Haus, suppose la possibilité d'accomplir le crime que l'agent veut commettre. Un crime impossible à exécuter n'admet pas de commencement d'exécution, ni par conséquent de tentative. On ne commence que ce qui est possible ; on ne fait pas en partie ce qui est impossible en tous points ; on ne tente pas de produire un effet qui doit toujours et nécessairement manquer. Sans doute les actes commis pour exécuter le crime que l'agent croyait pouvoir accomplir, manifestent la résolution bien arrêtée de faire le mal ; mais aux yeux de la justice humaine, l'intention seule, quelque certaine et quelque perverse qu'elle soit, ne peut imprimer aux faits qui la révèlent un caractère de criminalité qu'ils n'ont pas par eux-mêmes.

Mais pour exclure l'idée de tentative, il faut une impossibilité absolue, radicale, une impossibilité qui existe et qui est insurmontable d'après les lois mêmes de la nature. Si dans l'ordre naturel des choses, le crime était possible

(1) Voir Ortolan, *Éléments du droit pénal*, p. 427 ; Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*, t. I, p. 318.

mais que les actes qui tendaient à le produire aient été interrompus ou aient manqué leur effet par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, cette impossibilité accidentelle ou purement relative ne peut enlever aux actes d'exécution leur caractère délictueux. La tentative n'est même punissable que lorsqu'elle a été suspendue ou a manqué son effet par de semblables circonstances. Quant à savoir si l'impossibilité est absolue ou relative, c'est une question de fait à résoudre dans chaque cas par les tribunaux.

L'impossibilité peut provenir *de l'objet du délit* ou du *moyen employé* pour le commettre. En ce qui concerne *l'objet du délit*, l'impossibilité est *absolue* lorsque cet objet n'existe point ou qu'il n'a pas la qualité essentielle pour l'existence du délit. Ainsi, l'agent frappe d'un coup de poignard une personne déjà morte, qu'il croit simplement endormie; ou bien, il soustrait sa propre chose, croyant voler celle d'autrui. L'impossibilité dans ces cas est essentielle; il est clair que la société n'a couru aucun danger; l'acte, si criminel que soit l'intention qui l'a inspiré, a été dès le principe nécessairement impuissant.

L'impossibilité est *relative* si l'objet existe réellement, mais qu'il n'existe pas ou qu'il n'existe plus là où l'agent croyait le trouver. Exemple : des voleurs glissent la main dans une poche qui, par hasard, ne contient pas de portemonnaie, ou fracturent le tronc d'une église qui ne contient point d'argent.

L'impossibilité qui résulte des *moyens employés* est *absolue* lorsqu'ils sont radicalement impuissants à produire le crime que l'agent a en vue. Exemple : un individu,

dans le dessein de donner la mort à une personne, met dans les aliments préparés pour elle du nitre, croyant lui administrer un poison ou croyant que c'est de l'arsenic.

L'impossibilité est *relative* toutes les fois que les *moyens mis en œuvre* sont de nature à pouvoir réaliser le projet criminel, mais que l'exécution est interrompue ou manque son effet par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent ; soit par une cause personnelle à ce dernier qui, par exemple, ne sait pas manier l'arme à feu ou les instruments dont il est muni ; soit par suite d'obstacles provenant de la personne, victime de l'attentat, et qui parvient à prendre la fuite ou à désarmer l'agresseur ; soit par suite d'obstacles provenant de la chose, objet de la tentative, comme dans le cas où les voleurs ne parviennent pas à forcer la serrure du coffre-fort ; soit, enfin, par toute autre circonstance, par exemple, l'arme à feu rate, les malfaiteurs sont mis en fuite par les cris des voisins ; le poison est jeté dans une boisson qui le neutralise et qui en détruit tout effet dangereux.

Tous les auteurs, partisans en principe de la doctrine de Haus, ne sont pas, d'ailleurs, d'accord avec lui sur les classifications qu'il propose ; ainsi, M. Villey qui, dans un article paru dans la *France judiciaire*, et intitulé : « du délit impossible », semble bien adopter cette théorie qu'il avait combattue auparavant, comme nous le verrons plus loin ; M. Villey, disons-nous, distingue entre deux cas que Haus a confondu (1). Celui qui administre une substance inoffensive, sachant bien quelle substance il administre,

(1) Voir la *France judiciaire* : « du délit impossible », t. II, p. 187.

mais croyant que cette substance est un poison, n'a pas fait une tentative d'empoisonnement, écrit M. Villey ; l'acte qu'a voulu l'agent, n'avait aucune tendance vers l'empoisonnement et on ne peut pas dire qu'il ait manqué son effet par une cause indépendante de la volonté de l'agent ; celui, au contraire, qui administre pareille substance, croyant administrer de l'arsenic, non seulement a voulu l'empoisonnement comme dans l'exemple précédent, mais a de plus voulu un acte tendant directement à l'empoisonnement ; le moyen qu'il voulait et qu'il croyait employer n'était pas intrinsèquement inefficace. Le danger social qui ne résulte dans la première hypothèse que de la manifestation d'une pensée criminelle impuissante, se révèle ici, en outre, par l'emploi d'un moyen qui n'a manqué d'efficacité que par une circonstance indépendante de la volonté de l'agent ; c'est, par exemple, le pharmacien qui, averti du dessein criminel de l'agent, lui aura livré, au lieu d'arsenic, un sel sans caractère nuisible.

Au reste, tandis que Haus ne distingue que deux impossibilités, l'une *par défaut d'objet*, l'autre par l'*inefficacité du moyen*, M. Villey en distingue une troisième résultant du *défaut de relation entre le moyen et l'objet* et il y fait rentrer les deux hypothèses suivantes que Haus classe dans la catégorie de l'impossibilité relative par défaut d'objet. Exemple : un individu tente de soustraire l'argent que peut renfermer le tronc des pauvres dans une église ; ce tronc est vide. Un individu tire un coup de pistolet, à travers une fenêtre, sur le lit qu'occupe habituellement à la même heure celui qu'il veut atteindre ; la victime désignée est absente ; dans ces deux cas, l'objet

existe et le moyen employé est efficace, seulement le moyen n'a pas été dirigé de manière à atteindre l'objet. L'objet existe, les espèces qui étaient hier, par exemple, dans le tronc, existent aujourd'hui, mais non là où l'agent croyait les trouver ; la victime que l'agent se proposait de tuer existe, mais elle n'était pas là où le coup a été dirigé. On suppose, en outre, que les moyens employés pour consommer le vol ou le meurtre étaient efficaces, mais il y a eu défaut de relation entre le moyen et l'objet.

Tandis que, en cas d'impossibilité par défaut d'objet, comme lorsque l'agent frappe un mort, l'acte est nécessairement impuissant puisque ce n'est pas par un cas fortuit que la société a été sauvegardée, mais que l'acte voulu et exécuté par l'agent était sans aucune condition un acte inoffensif, au contraire, lorsque l'agent a voulu administrer un poison, mais que, trompé, il n'a donné qu'une substance inoffensive, l'acte voulu était essentiellement dangereux. La condition, ici, porte sur l'exécution même de l'acte ; et, par suite, la société a couru un danger grave, puisque si cette condition, à laquelle était subordonnée l'efficacité de l'acte, se fût réalisée, le crime eût été consommé.

Il en est de même, à plus forte raison, de la troisième cause d'impossibilité, de celle qui résulte du défaut de relation entre le moyen et l'objet ; l'efficacité des actes pervers était soumise à une condition qui ne s'est pas réalisée, mais qui pouvait très bien se réaliser ; et, à ce point de vue, il est vrai de dire que la société a couru un grave danger. Ce danger consiste non dans les actes, tels qu'ils ont été exécutés, mais dans la possibilité qu'ils le fussent autrement. Donc, encore une fois, il y a eu

danger et trouble, par conséquent il y a prise à la pénalité.

Cette doctrine admise tout d'abord par la Cour de cassation et qui avait réuni, en doctrine, quelques suffrages, a été très critiquée et vivement combattue par un grand nombre d'auteurs (1). La distinction admise par la jurisprudence n'est guère fondée, écrit M. Lefort. L'on ne saurait, en effet, admettre des degrés dans l'impossibilité; cette dernière est une et l'on ne peut pas dire que la réalisation d'un but chimérique soit plus ou moins impossible. De plus, il n'existe en réalité aucune différence entre le cas où l'infraction ne peut être commise, soit parce que l'objet du crime n'existe point ou n'a pas la qualité essentielle pour l'existence du crime, et celui où le crime ne peut être accompli parce que l'objet, tout en existant bien réellement, n'existe pas ou n'existe plus là où l'agent pensait le trouver. Il est illogique de prétendre que, dans le premier cas, il y a impossibilité absolue, et dans le second impossibilité relative seulement; car, en somme, dans les deux cas, le dessein criminel ne peut être réalisé. Ainsi, M. Haus soutient qu'il y a impossibilité absolue lorsque l'agent frappe d'un coup de poignard un cadavre; l'objet du crime existait bien pourtant et le moyen employé était efficace. C'est qu'il faut quelque chose de plus et, pour que l'art. 2 soit applicable, il est essentiel qu'il y ait possibilité d'atteindre le but à l'aide du moyen employé.

(1) Notamment : Lefort, *Revue général de droit* : tentative des crimes impossibles, p. 161. — Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. I, p. 303. — Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 376. — Blanche, *Etudes pratiques de Droit pénal*, t. I, p. 8. — Lainé, *Traité élémentaire de Droit criminel*, t. I, p. 153. — Bertauld, *Cours de Code pénal*, p. 174.

En décidant qu'il y a une impossibilité relative lorsque l'agent force une caisse vide ou lorsqu'un individu tire un coup de feu dans une pièce où ne se trouve plus la personne contre laquelle était dirigée la tentative d'homicide, la Cour de cassation semble avoir méconnu la distinction qu'elle avait cru devoir établir et d'après laquelle l'impossibilité est absolue lorsque l'objet du délit n'existe point. Dans les deux espèces soumises à la Chambre criminelle, il n'y avait pas d'objet du délit; le vol et l'assassinat étaient impossibles faute d'objet, c'est-à-dire, dans un cas, faute d'argent dans la caisse et, dans l'autre, faute de personne dans la chambre.

La Cour suprême dit, il est vrai, que si le tronc se trouvait vide au moment de la tentative ce n'est là qu'une circonstance étrangère à la volonté du délinquant qui se proposait de commettre un vol, et que si la victime n'a pas été atteinte par le coup de pistolet tiré contre elle, c'est par suite de son absence accidentelle, c'est-à-dire grâce à une circonstance fortuite et extraordinaire dont l'agent ne saurait bénéficier. Il n'existe cependant aucun intérêt juridique à distinguer le cas où la victime ne se trouvait pas, par suite d'un événement accidentel dans la pièce où elle séjournait habituellement, car l'impossibilité n'en existe pas moins; l'idée de commencement suppose la possibilité d'atteindre un but et la raison se refuse à admettre que l'on puisse commencer à exécuter une chose qui est impossible.

Cette théorie se concilie mal d'ailleurs avec la jurisprudence de la Cour de cassation, qui admet, à juste titre ainsi que nous l'avons démontré, qu'en matière d'emploi-

sonnement, celui qui administre une substance vénéneuse dont l'effet a été neutralisé par son mélange avec une autre substance, ne se rend pas coupable de tentative d'empoisonnement malgré son intention d'attenter à la vie de la victime (1). Là, également, ce n'est que par une circonstance étrangère, inconnue de l'agent, que le résultat n'a pas été produit; l'empoisonnement était décidé, le criminel avait fait tout ce qui était nécessaire pour réaliser son dessein; c'est donc par suite d'une erreur involontaire que la mort n'a pas eu lieu.

La distinction proclamée par la Chambre criminelle est irrationnelle, car il est absolument impossible de voler de l'argent dans un tronc qui n'en contient pas, et de tuer une personne qui n'est pas présente; elle est même contraire au texte de la loi. Elle distingue, en effet, en matière de tentative alors que l'art. 2 ne contient qu'une règle absolue. A vrai dire, il ne peut admettre une distinction; il importe peu que l'impossibilité provienne de l'absence de l'objet ou du défaut de relation entre le moyen et l'objet, car dans tous les cas le dessein criminel ne peut être accompli. Puisque l'acte projeté ne pouvait être réalisé, les actes antérieurs n'ont rien de criminel en eux-mêmes; comme ils n'avaient et ne pouvaient avoir, en réalité, aucune tendance criminelle, ils ne doivent pas être punis. Il importe également de noter que l'art. 2 dit : toute tentative de crime; or, lorsque l'acte imaginé par l'agent est chimérique et ne peut être accompli, il n'y a pas crime, c'est-à-dire, fait dommageable; n'ayant pas

(1) Voir arrêts de cassation du 20 novembre 1812 et du 4 février 1814, cités plus haut.

de réalité physique possible et n'ayant pu exister que dans la croyance de l'agent, il est imaginaire. Le commencement d'exécution d'un acte supposant la possibilité de son achèvement, il ne saurait y avoir un commencement d'exécution lorsqu'il ne peut y avoir aucune exécution ; là où il n'y a rien à voler, il ne peut y avoir un commencement de vol ; là où il n'y a pas de substance vénéneuse, il ne saurait être question de commencement d'empoisonnement.

La victime se trouvait habituellement à l'endroit visé par l'agent, dit la Cour, et ce n'est qu'accidentellement qu'elle n'y était pas ; ce sont là les considérations de fait qui ont préoccupé la Cour, mais une telle distinction est-elle possible et juridique ? En fait, l'impossibilité provient toujours d'une cause accidentelle et fortuite. En droit on ne peut pas commencer à exécuter un crime qui, eu égard aux circonstances quelles qu'elles soient et d'où qu'elles proviennent, est inexécutable. Donc quelle que soit la cause de l'impossibilité absolue ou relative, habituelle ou accidentelle l'art. 2 du Code pénal n'est pas applicable.

La distinction admise par la Cour de cassation doit donc être écartée ; elle n'a rien de précis, de certain ; aussi voyons-nous que les auteurs qui la proposent, sont en désaccord pour l'appliquer. En effet, selon qu'on l'envisage à tel ou tel point de vue, l'impossibilité d'un délit est toujours absolue ou relative. Si l'on se place dans les conditions mêmes où les faits ont eu lieu, et c'est bien là, à notre avis, le point de vue où il faut se tenir, l'impossibilité est absolue ou elle n'est pas. On ne peut concevoir de moyen terme. Peut-être l'exécution du délit devait-elle

rencontrer des difficultés; peu importe : des difficultés peuvent faire manquer le délit, mais ne le rendent pas impossible. Que l'on se place donc dans les conditions où les faits ont eu lieu et l'on reconnaîtra que là où l'on ne voit qu'une impossibilité relative, il y a réellement impossibilité absolue. N'est-il pas aussi absolument impossible de commettre un empoisonnement en mêlant le poison à une substance qui le rend inoffensif, qu'en se servant de substances inoffensives par elles-mêmes? Ainsi ce qu'il faut examiner, c'est uniquement le point de savoir si, eu égard aux circonstances et aux intentions de l'agent, le délit était ou non actuellement possible; mais s'il y avait impossibilité, il n'y a pas à rechercher si elle était absolue ou relative, elle est toujours absolue. A l'inverse, quand on considère ce qui aurait pu arriver si tel ou tel accident ne s'était pas produit au moment même où ont eu lieu les faits, lorsqu'on s'attache au danger de retour des mêmes entreprises, il n'y a plus que des impossibilités relatives.

Le système de distinctions admis par la jurisprudence doit donc être condamné; c'est ce qu'ont pensé certains auteurs qui, désireux cependant de conserver les conséquences de ce système au point de vue pratique, ont imaginé de donner pour critérium à l'art. 2 le principe de la pénalité sociale : « La loi, écrit M. Villey dans une note insérée au *Sirey*, sous l'arrêt de cassation du 12 avril 1877, n'a pour mission que de maintenir l'ordre social; elle ne peut réprimer que les faits qui troublent cet ordre; les résolutions criminelles, isolées de tout acte constituant un danger social, ne relèvent que de la justice divine. Eh

bien ! il s'agit de savoir si les actes exécutés ont constitué, dans les circonstances où ils se sont produits, un danger social ; si un péril a été couru, s'il y a eu possibilité d'atteindre le but à l'aide du moyen employé ; si cette possibilité a existé, si incertaine, si fugitive qu'elle ait été, il y a eu péril et par conséquent trouble social, la pénalité est applicable ; mais si cette possibilité n'a pas existé un seul instant, il n'y a que la manifestation d'une résolution criminelle impuissante, l'art. 2 n'est pas applicable.

Cette théorie conduit à peu près aux mêmes résultats pratiques que le système admis par M. Haus et la Cour de cassation. En effet, pour M. Haus, il y a impossibilité relative, et par conséquent l'art. 2 du Code pénal est applicable si le meurtrier ne sait pas manier l'arme à feu ou les instruments dont il s'est muni ; d'après la théorie émise par M. Villey dans ce même cas, l'art. 2 du Code pénal est bien applicable, mais c'est parce que ce fait ne constitue pas un crime impossible ; le crime était possible dans les conditions où l'exécution a été commencée, mais la consommation en a été empêchée ; c'est le *crime manqué*.

Quant à l'espèce soumise à la Cour de cassation le 12 avril 1877, M. Villey arrive à une conclusion contraire à celle de l'arrêt ; en effet, étant donné que la personne que l'agent voulait atteindre ne se trouvait plus dans la pièce où le coup a été tiré, il est clair que l'homicide était absolument impossible et que, par suite, on ne peut pas dire qu'il y ait eu commencement d'exécution ; dès le principe, il n'y a pas eu chance de péril social ; il n'y a jamais eu d'*aléa*.

Le grand défaut de ce système, séduisant au premier

abord, c'est de confondre deux hypothèses qu'il convient essentiellement de distinguer : celle du crime impossible et celle du délit manqué. « Le crime manqué, écrivent MM. Chauveau et Faustin-Hélie, est celui qui peut être accompli suivant l'intention de l'agent, tandis qu'on appelle crime impossible celui qui, bien que projeté, ne peut, par suite de quelque circonstance, recevoir son exécution (1). » « Le crime impossible diffère du délit manqué et de la tentative, écrit de son côté M. Lainé, en ce que le résultat voulu ne peut pas être atteint. » (2) Le même auteur ajoute plus loin : « En prenant comme critérium le danger plus ou moins sérieux que le fait coupable a fait courir à la société, on ne s'aperçoit pas qu'en imaginant le délit relativement et accidentellement impossible, on perd de vue la notion même du délit impossible. » Qu'est-ce qu'un délit impossible, en effet ? — C'est un délit qui, tel qu'il est défini par la loi, avec les moyens employés pour le commettre n'a pu recevoir d'exécution. En conséquence, à notre avis, il faut poser comme règle qu'il n'y a pas délit manqué ou tenté, mais délit impossible toutes les fois que l'impossibilité de commettre le délit tient à l'objet ou que, tenant aux moyens employés par l'agent, elle est telle qu'aucun agent, avec les mêmes moyens et dans les mêmes conditions, n'aurait pu commettre le délit. Mais si l'impossibilité n'était qu'accidentelle, si elle provenait de l'inexpérience ou de la maladresse de l'agent, il y aurait dans le sens légal tentative, n'ayant manqué son effet

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 576.

(2) Lainé, *Traité élémentaire de droit criminel*, t. I, p. 128, 135.

que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur.

De son côté, la jurisprudence semble aussi abandonner la distinction entre l'impossibilité absolue et l'impossibilité relative et, imitant en cela une jurisprudence qui a pris jour en Allemagne, elle assimile la tentative irréalisable (c'est le nom donné au crime impossible) à la tentative **ordinaire**, faisant dans les deux cas application de l'art. 2.

Par deux arrêts en date du 24 mai et du 10 juin 1880, le tribunal **suprême** de l'empire allemand, s'appuyant sur l'art. 43 du Code **pénal** allemand qui ressemble fort à notre art. 2, a rejeté toute distinction entre l'impossibilité absolue et l'impossibilité relative, et a condamné dans les deux cas.

Or cette solution semble bien avoir inspiré la Cour de cassation dans un arrêt récent du 4 janvier 1895, cassant un arrêt de la Cour de Paris en date du 19 octobre 1894.

Déjà un arrêt ancien rendu par la Cour d'Agen, le 8 décembre 1849, avait décidé « qu'il y a tentative criminelle bien que le crime prémédité ait été impossible dans son moyen d'exécution, si d'ailleurs l'intention coupable est certaine ». Cet arrêt fut confirmé par la Cour suprême le 14 février 1850 (1).

L'arrêt de la Cour de cassation en date du 4 janvier 1895 s'exprime ainsi (2) :

« Attendu que les actes que l'arrêt constate avoir été accomplis par les prévenus, avec l'intention et dans le but de commettre un vol, constituent le commencement

(1) Sirey, 55-2-68.

(2) Sirey, 95-1-108.

d'exécution prévu par les articles 2 et 3 du Code pénal ; que le fait énoncé par l'arrêt que la poche par eux fouillée était vide n'a été qu'une des circonstances indépendantes de leur volonté par suite desquelles leur tentative a manqué son effet ; qu'il suit de là qu'en se refusant, en l'état des faits constatés, à appliquer aux prévenus les articles 2, 3 et 401 du Code pénal, l'arrêt attaqué a méconnu et violé les dispositions de ces articles. ... Casse ..., etc. »

La Cour d'Orléans devant laquelle l'affaire fut renvoyée a adopté la doctrine de la Cour suprême par arrêt du 19 février 1895 (1).

En résumé, la distinction entre l'impossibilité absolue et l'impossibilité relative fortement établie par l'arrêt du 12 avril 1877, n'est plus reproduite dans l'arrêt du 4 janvier 1895 et la Cour de cassation, en établissant qu'il suffit dans tous les cas pour l'application de l'article 2 que la tentative n'ait manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur, fait valoir une considération qui peut être invoquée même pour atteindre les cas où l'impossibilité est absolue.

Ces arrêts ne tiennent donc aucun compte de l'élément matériel qui est exigé par la loi pour toute infraction, et que l'art. 2 du Code pénal rappelle par ces mots : commencement d'exécution ; aussi croyons-nous plus juridique de nous en tenir à la stricte interprétation de l'art. 2 du Code pénal et de ne pas distinguer là où la loi n'a admis aucune distinction.

Sans contredit, il répugne à la morale aussi bien qu'à la conscience que des faits de la nature de ceux envisagés

(1) Sirey, 95-2-85.

par la Cour suprême, qui sont évidemment empreints d'un haut degré de perversité, puissent échapper à toute pénalité, car ils dénotent chez leurs auteurs une volonté criminelle ainsi que le désir de commettre un méfait. A ce titre, ils constituent une violation de la loi morale. Mais, on le sait, la loi pénale n'a pas la prétention d'atteindre tout ce qui est immoral ou pervers; elle ne punit que les actes criminels définis par elle-même : le crime accompli ou tenté mais non la pensée ou l'intention du crime. Or, comment voir le crime accompli ou tenté dans un acte qui ne pouvait le produire par l'impossibilité du but ou du moyen ?

Si les actes commis n'ont en réalité aucune tendance vers le crime spécial qu'on suppose avoir été projeté, comment les rattacher à ce crime ? Comment affirmer qu'ils le préparent et qu'ils en étaient le commencement d'exécution ? Ces actes d'eux-mêmes ne révèlent rien, ils sont muets; administrer du nitre croyant administrer de l'arsenic est un acte qui, de lui-même, n'indique point l'intention de donner la mort par empoisonnement. Pour le poursuivre, il faudrait donc chercher les moyens de preuve hors de l'acte, il faudrait agir comme si l'acte n'eût point existé. Mais alors ce ne serait plus conclure ainsi que le veut le bon sens, de l'existence des faits à celle du projet criminel, mais bien de l'existence du projet criminel à la criminalité des faits. Ce serait dire qu'il faut oublier un principe essentiel du système pénal pour retomber dans tous les dangers qui accompagnent la punition de la pensée. « D'ailleurs, écrit Rossi (1), lors

(1) Rossi, *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 310.

même que la résolution criminelle serait certaine, où est le danger pour la société? où est le mal matériel? Que lui importe qu'on essaie des actes impossibles? Ces actes prouvent, dira-t-on, une perversité qui est à craindre. On veut donc franchir les bornes de la justice pénale, poursuivre et punir la perversité en général, sous le prétexte d'un acte qui n'a produit aucun mal matériel, pas même un danger, une alarme raisonnable? Dès lors il y aurait plus de raison de ne pas punir les hommes notoirement vicieux et livrés à de funestes habitudes, ils sont cependant plus à craindre qu'une espèce de fou qui essaie de faire un acte impossible ».

Exécuter c'est réaliser le but que l'on avait en vue ; un commencement d'exécution c'est une exécution partielle qui suppose que les moyens employés ont été efficaces ; de là le crime impossible est légalement écarté par l'article 2 et n'est pas punissable ; de plus, la tentative est constituée par un fait délictuel et un fait n'est délictuel que lorsqu'il peut aboutir à léser un droit, par conséquent le crime impossible ne pouvant jamais léser un droit ne saurait constituer une tentative punissable.

« Il n'y a pas commencement d'exécution d'un crime impossible, écrit de son côté Bertauld (1). La volonté criminelle existe bien alors, mais le résultat final ne pouvait pas être obtenu. Sans doute, si le résultat eût été réalisable, sa non réalisation n'eût pas affranchi l'agent de la pénalité, car la société aurait alors couru la chance d'un préjudice, parce qu'il y aurait un commencement

(1) Bertauld, *Cours de Code pénal*, p. 174.

d'infraction qui légitimerait l'application de la loi pénale ; il n'en est pas de même en matière de crime impossible ; l'agent n'a pas pu commencer à violer la loi. En effet, la loi défend certains faits comme l'empoisonnement et le meurtre et partant les actes qui peuvent aboutir à l'empoisonnement ou au meurtre, mais elle n'a pas pu défendre sous les peines de l'empoisonnement et du meurtre, des actes qui ne peuvent, dans aucune hypothèse, aboutir à l'empoisonnement ou au meurtre, puis qu'elle n'a pas puni la volonté d'empoisonner ou d'assassiner. »

L'intention criminelle en elle-même et par elle seule ne peut jamais donner lieu à une répression, ce que la loi doit punir c'est l'acte qui, par lui-même, est illégal, anti-juridique ; elle le punit non pas comme manifestant une intention coupable mais parce qu'il a porté atteinte à un droit ; en effet, si la loi ne punissait l'acte qu'à cause de l'intention, ce serait cette dernière qui, en réalité, serait visée. Dans toute infraction, le fait et l'intention sont deux éléments distincts qui doivent être envisagés séparément l'un de l'autre ; par conséquent, l'acte qui ne peut nuire à personne, n'aboutir à aucun résultat dangereux n'est pas punissable.

En résumé, nous croyons qu'il faut dans tous les cas se demander si, dans les conditions où le fait a eu lieu, le délit était ou non actuellement possible, et, dans ce dernier cas, accorder l'impunité.

La jurisprudence, d'ailleurs, s'est quelquefois prononcée en notre sens ; c'est ainsi que nous trouvons dans un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour

de Montpellier, en date du 26 février 1852, les remarquables considérants que voici (1) :

« La Cour ;

Considérant que le commencement d'exécution, condition essentielle et nécessaire de toute tentative criminelle, implique la possibilité d'atteindre le but à l'aide du moyen employé pour réaliser le crime ; qu'il ne saurait dès lors y avoir commencement d'exécution ni par conséquent tentative légale si l'agent et la victime supposée se trouvent placés dans de telles conditions que la consommation du crime soit actuellement impossible. — Qu'il est de principe que la tentative, vaine par l'impossibilité du moyen et du but, ne peut constituer la tentative légale d'aucun crime et d'aucun délit ; — Considérant que si de tels actes supposent une perversité plus ou moins profonde de leurs auteurs, il y a lieu de reconnaître que dans l'état actuel de la législation, ils ne sont pas du ressort de la justice humaine ; — qu'ainsi, quelle que soit la criminalité de la pensée qui a inspiré ces actes, on ne saurait trouver en eux le commencement d'exécution d'un crime dont la consommation était matériellement impossible, etc., etc... »

La Cour de Chambéry, dont l'arrêt a été cassé par la Cour suprême le 12 avril 1877, s'était aussi rangée à notre opinion par les motifs suivants (2) :

« Attendu qu'il ne suffit pas que, de la part de l'agent, tout ce qui était nécessaire à la perpétration du crime ait été consommé ; qu'il est de plus nécessaire, au point de

(1) Sirey, 1852-2-464.

(2) Chambéry, 20 janvier 1877. S., 77-1-529.

vue de l'objet du crime, qu'il y ait eu possibilité de le commettre, non seulement d'une manière absolue, mais encore par la corrélation entre le moyen employé et l'objet lui-même ; — qu'ici l'agent a voulu le crime, a tiré sur le point où il croyait que se trouvait le but de ce crime, mais en réalité n'a tiré que sur un lit, dans une chambre où ne se trouvait aucun objet passible du crime d'homicide ; — Par ces motifs, déclare qu'il n'y a lieu de suivre sur ce chef, etc., etc..... »

D'autre part, la Cour de Paris, dont l'arrêt a été également cassé par la Cour suprême le 4 janvier 1895, avait admis notre système le 19 octobre 1894.

Blanche cite dans notre sens un arrêt de la Cour de Rouen qui a statué dans l'espèce suivante (1). Un habitant de l'arrondissement de Pont-Audemer conçut le projet d'empoisonner sa femme. Il communiqua sa pensée à un médecin de l'arrondissement et lui demanda les moyens d'en assurer l'exécution. Le médecin lui remit une potion tout à fait inoffensive et s'empessa d'informer le ministère public de la confidence qui lui avait été faite et des moyens qu'il avait employés pour en détourner l'accomplissement. Le mari fut immédiatement poursuivi. Il résulta de l'information qu'il avait administré à sa femme la potion qui lui avait été remise et qu'il l'avait administrée avec la pensée qu'elle devait produire un empoisonnement. La Cour reconnut néanmoins que, si le prévenu avait eu l'intention d'empoisonner sa femme, le fait dont il avait commencé l'exécution n'aurait jamais pu aboutir au crime

(1) Blanche, *Etudes pratiques de droit pénal*, t. I, p. 9.

d'empoisonnement défini par l'article 301 du Code pénal : l'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement.

En conséquence, la Cour décida que le fait poursuivi, ne renfermant que l'élément intentionnel du crime d'empoisonnement et n'en présentant pas en même temps l'élément physique, il ne pouvait y avoir lieu à renvoyer le prévenu devant la Cour d'assises comme coupable de la tentative de ce crime. L'inculpé fut donc remis en liberté.

En matière d'empoisonnement, en effet, l'argument tiré de l'article 2 du Code pénal se trouve renforcé par les termes mêmes de l'article 301 qui exige, pour qu'un fait délictueux soit qualifié empoisonnement, que l'agent ait fait usage des substances pouvant donner la mort ; toutefois nous répugnons un peu à nous servir de cet argument, car, s'il est vrai que l'article 301 ne semble que corroborer la doctrine énoncée par l'article 2, nous croyons cependant qu'il n'a pas eu en vue de résoudre cette question ; à notre avis, l'article 301 n'est pas applicable en la matière, car il n'a pas eu pour but de trancher la question de la tentative d'empoisonnement, matière suffisamment réglée et d'une manière générale par l'article 2, mais il n'a voulu parler que de la consommation du crime et il a entendu caractériser la substance au point de vue de sa nature et non au point de vue de son efficacité.

Nous reportant au début de ces explications, nous dirons donc que la saine interprétation de l'article 2 du Code pénal nous oblige à déclarer que l'individu qui administre à une personne du nitre croyant lui administrer de l'arsenic ou croyant que le nitre est un poison, échappe à l'applica-

tion de la loi pénale, par suite du principe général suivant lequel, dans notre législation, le crime impossible est impuni.

DISTINCTION DES ACTES PRÉPARATOIRES ET DE LA TENTATIVE EN MATIÈRE D'EMPOISONNEMENT

« Il y a tentative, au sens légal du mot, écrit M. Haus (1), lorsque la résolution de commettre un crime ou un délit a été manifestée par des actes extérieurs qui forment un commencement d'exécution de ce crime ou de ce délit. »

Plus simplement on dit souvent que la tentative est le premier acte d'exécution du crime.

Par opposition aux actes d'exécution les criminalistes ont distingué les actes internes et les actes préparatoires.

Les actes internes sont le désir, la pensée, la résolution même arrêtée de commettre un crime ; en effet, quelque certaine que puisse être la volonté criminelle, un immense intervalle sépare le moment où elle se forme et celui où elle peut se laisser ébranler par un obstacle, intimider par un péril, vaincre par un repentir. « La loi, écrivent MM. Chauveau et Faustin-Hélie (2), ne peut atteindre une résolution qui va se rétracter, un projet qui peut s'évanouir. D'ailleurs, les moyens d'action manqueraient à la justice pour frapper la résolution criminelle. La pensée est libre, elle échappe à l'action matérielle de l'homme ; la loi ne peut sonder les consciences et incriminer la pensée ; elle ne marche qu'en s'appuyant sur des actes extérieurs.

(1) Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*, t. I, p. 255.

(2) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 364.

Les actes préparatoires ont pour objet de faciliter l'accomplissement de la pensée criminelle; ils précèdent l'exécution même du crime, ils ne le commencent pas : tel est le fait de marcher avec un poignard ou de se munir d'une fausse clef. Ces actes peuvent toujours s'expliquer de différentes manières ; leur liaison avec une résolution criminelle n'est pas nécessaire et immédiate ; ils peuvent la faire supposer, ils ne la prouvent pas. On ne peut les rattacher à un délit déterminé, qu'à l'aide de présomptions hasardées, de fragiles conjectures qui ne peuvent servir de base à une pénalité.

D'ailleurs, la société peut incriminer certains actes préparatoires lorsqu'ils menacent sa sûreté ; mais ces actes ne peuvent alors être punis que comme délits particuliers, d'après leur valeur intrinsèque, et abstraction faite des crimes qu'ils avaient pour but de préparer. C'est d'après cette règle que les lois pénales ont incriminé les menaces, le complot, le port et la détention de certaines armes, etc. ; ces faits, qui peuvent être considérés comme de véritables actes préparatoires de délits plus graves, sont cependant punis comme des délits *sui generis*.

Les actes d'exécution sont les seuls qui révèlent suffisamment à la justice l'intention de commettre un crime ; seuls, ils causent un trouble à l'ordre social, aussi sont-ils seuls à constituer une tentative punissable. Tout crime se compose d'un ensemble d'actes qui concourent au même but ; car ce n'est que lorsqu'un de ces actes est accompli qu'il y a tentative, or, la tentative est le commencement d'exécution. Jusque-là la pensée de l'agent est incertaine, elle peut reculer devant l'exécution ; mais si l'exé-

cution est commencée, cette présomption cède à une autre présomption, c'est que l'agent l'eût achevée, si quelque cause accidentelle ne l'eût troublé. C'est sur cette dernière présomption qu'est assise la peine ; car s'il y avait impossibilité pour l'agent de se désister, d'interrompre le crime, ce ne serait plus une simple tentative, mais un crime consommé. La possibilité d'un désistement volontaire est de l'essence de la tentative. Si ce désistement a lieu par la seule volonté du coupable, la loi ferme les yeux et pardonne, à moins que l'acte d'exécution accompli ne constitue en lui-même un délit *sui generis*. Mais si cet agent est surpris par un événement au milieu de son crime, la loi ne peut connaître quel eut été le mouvement de sa volonté dans l'instant qui a suivi cet événement ; peut-être eût-il lui-même suspendu l'exécution du crime, peut-être la crainte ou le repentir l'eussent arrêté ; mais il est certain qu'il avait résolu de commettre un crime, il est certain qu'il en avait commencé l'exécution : ces deux actes suffisent pour légitimer la peine ; l'agent ne peut se couvrir de la possibilité d'un regret tardif qui ne s'est point manifesté.

Ainsi deux caractères essentiels indiquent la tentative qui est punissable : le commencement d'exécution du fait matériel, car jusqu'à cet acte il n'y a point encore de tentative ; la possibilité de suspendre volontairement cette exécution, car lorsque cette faculté a cessé d'exister, ce n'est plus une tentative, le crime est consommé. Ces deux caractères ont été exprimés avec beaucoup de netteté dans le Code pénal de 1810. Ce Code ne punit la tentative qu'autant : 1° qu'elle a été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution ; 2° qu'elle

n'a été suspendue que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

La résolution ferme et arrêtée de commettre un crime ne se manifeste avec certitude que pour les actes d'exécution, au contraire les actes préparatoires par lesquels l'agent se procure, apprête et dispose les moyens qui doivent servir à l'accomplissement du projet criminel peuvent être le résultat tantôt d'un dessein criminel, tantôt d'un projet irréprochable et ne révèlent pas avec certitude l'intention de délinquer.

Quand les actes préparatoires sont achevés, l'action n'est pas encore commencée; la tentative se prépare peut-être, mais légalement elle n'existe pas encore. Elle prend naissance, elle devient passible d'une peine, lorsque le premier des actes dont l'ensemble compose le crime a été commis; elle continue sans distinction de degré de culpabilité, jusqu'à la perpétration de l'acte qui l'achève et commence ce crime. L'acte préparatoire peut répandre quelque alarme, mais sans péril actuel; la tentative met le droit en péril, mais sans le violer; le crime consommé viole le droit et blesse la sécurité publique (1).

L'acte préparatoire n'a rien de l'infraction, il n'en fait pas partie, il est en dehors, il n'a pas de liaison nécessaire avec elle. L'acte d'exécution est le commencement de l'infraction, il en est partie intégrante, il n'en peut pas être séparé. Prenons dans son ensemble l'infraction que l'agent se proposait de commettre, telle qu'elle est qualifiée par la loi, et demandons-nous si l'acte en question en

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 388.

fait partie; si oui, c'est un acte d'exécution, si non, ce n'est qu'un acte préparatoire (1). Mais entre l'achèvement des préparatifs et le commencement du fait constitutif du crime, s'ouvre un intervalle rempli souvent par une série d'actes intermédiaires qui approchent plus ou moins du fait principal. Or, pour qu'il y ait tentative, d'après le système du Code pénal, il n'est pas nécessaire que l'acte constitutif du crime soit déjà commencé, de telle sorte que l'auteur, s'il avait achevé cet acte, aurait consommé le crime ou fait du moins tout ce qui était nécessaire pour le produire. Ainsi, il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait tentative d'assassinat ou d'incendie, que l'agent ait donné un coup à la personne qu'il veut tuer ou qu'il ait apposé le feu sur les objets qu'il veut incendier. Ce serait évidemment trop reculer l'instant où se produit la tentative que d'exiger que l'agent soit déjà arrivé au dernier acte du crime, qu'il ne lui reste plus rien à faire qu'à accomplir cet acte pour achever son entreprise. La loi exige, pour l'existence de la tentative, que les actes extérieurs, qui manifestent le projet résolu, forment un commencement d'exécution du crime que l'auteur a en vue, c'est-à-dire que l'agent ait déjà commencé, non pas le crime même, mais l'exécution de ce crime, ce qui n'est pas toujours la même chose. En effet, l'exécution se compose souvent d'une série de faits plus ou moins longue; or la tentative existe dès que l'agent commence à exécuter son projet, dès qu'il met en œuvre les moyens qu'il a disposés pour son accomplissement.

(1) Cour d'Aix, 1^{er} février 1877, S., 78-2-304.

« Les actes constituant le commencement d'exécution diffèrent de l'infraction elle-même, écrit Bertauld, en ce que cette dernière nécessite l'accomplissement d'une série d'actes dont ils ne sont qu'une fraction, et que leur existence ne met pas obstacle à son inachèvement ; au contraire la suspension possible de l'infraction est de l'essence de la tentative. »

Le commencement d'exécution est tout acte extérieur d'où résulte l'actualité du péril pour le droit auquel l'agent a la volonté d'attenter immédiatement ; c'est ce qui ressort d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 20 juillet 1861 (1).

« L'auteur des actes préparatoires, s'il s'arrête, n'a rien fait encore de matériel et de direct contre le droit qu'il voulait attaquer, écrit de son côté Rossi ; au contraire, l'auteur de la tentative a commencé son attaque ; celui-ci peut se repentir, se désister ; mais l'auteur des actes préparatoires a une bien autre latitude pour changer de volonté ; le premier peut se dire : je veux cesser ; le deuxième : je ne veux pas commencer. »

En un mot, la tentative est un effort matériel destiné à réaliser l'infraction que l'on a en vue ; c'est un acte qui constitue une mise en œuvre positive indiquant que l'agent a non seulement voulu le crime, mais qu'il est capable de réaliser l'action et qu'il a voulu la réaliser.

Après avoir expliqué la différence qui sépare l'acte préparatoire de la tentative et nous être efforcé de mettre en lumière ce que c'est en droit que la tentative, nous

(1) Dallos, 61-1-405.

devons répondre à la question de savoir s'il peut exister en présence de l'article 301 du Code pénal, une tentative d'empoisonnement. — Non, répondent certains auteurs ; il ne peut pas y avoir de tentative d'empoisonnement car ce crime étant un attentat c'est-à-dire une tentative, tout acte antérieur à l'absorption du poison est une tentative de tentative, c'est-à-dire un acte préparatoire qui doit être impuni, tandis que l'absorption du poison consomme l'exécution du crime. — Ce raisonnement serait logique si le crime d'empoisonnement était, comme l'assassinat ou le parricide, consommé par la mort de la victime ; mais nous avons vu qu'il n'en était rien, et qu'en vertu de l'article 301, c'est le fait d'administrer une substance vénéneuse qui constitue dans notre droit un crime spécial appelé : empoisonnement ; donc toute la question se ramène au point de savoir s'il peut y avoir une tentative du fait d'administration de substances vénéneuses. Eh bien ! à cette question il faut répondre sans hésiter par l'affirmative. Oui, sans doute, l'agent peut avoir commencé à exécuter le crime avant l'absorption du poison, puisque généralement c'est la victime qui fait le dernier acte d'exécution, c'est-à-dire qui absorbe elle-même le poison, donc l'exécution de la part de l'agent ou mieux la tentative consistera à avoir rendu inévitable le fait d'absorption par la victime, comme, en matière d'attentat à la dynamite, la tentative consistera à placer un engin explosible au passage inévitable de la victime.

Les précédents historiques sont d'ailleurs conformes à notre système et le droit romain, l'édit de 1682, le Code pénal de 1791 parlaient de la tentative d'empoisonnement

que l'article 15, section I, titre II, deuxième partie du Code de 1791 avait même définie.

Ainsi, d'après la loi 3 ad. leg. Corn. de *sicariis* au Digeste, le fait seul de composition, de vente, d'achat ou de possession du poison constituait le crime d'empoisonnement, mais les commentateurs s'étaient élevés contre cette interprétation rigoureuse et distinguaient s'il avait été fait ou non usage du poison (1). Dans notre ancien droit, Jousse s'est conformé à l'opinion de ces auteurs : « Il faut cependant observer, dit-il, à l'égard de ceux qui préparent, apprêtent ou disposent du poison pour empoisonner quelqu'un ou qui en achètent dans la même intention, qu'ils ne doivent être punis de la peine de mort que lorsqu'ils réduisent leur dessein en acte en faisant quelque chose qui puisse tendre à causer la mort ». (2) De son côté, l'article 15, section I, titre II, deuxième partie du Code pénal de 1791, définissait ainsi la tentative d'empoisonnement, montrant par là qu'on ne la confondait point soit avec l'acte préparatoire, soit avec le crime consommé.

Art. 15. — L'homicide par poison, quoique non consommé, sera puni de la peine de mort, lorsque l'empoisonnement aura été effectué, ou lorsque le poison aura été présenté ou mêlé avec des aliments ou breuvages spécialement destinés, soit à l'usage de la personne contre laquelle ledit attentat aura été dirigé, soit à l'usage de toute une famille, d'une société ou des habitants d'une maison, soit à l'usage du public.

(1) Balbus, Menochius, *de arbit. jud. casu*, 360, n° 47 ; Farinacius, *quæst.* 122, n° 40.

(2) Jousse : *Jurisprudence criminelle*, t. IV, p. 43.

Enfin, le tribun Monseignat s'exprimait ainsi devant le Corps législatif (1) : « Sans doute, celui qui a conçu le dessein d'un empoisonnement n'est pas coupable aux yeux de la loi ; la morale l'accuse et le condamne, la justice ne peut lui demander compte de sa pensée ; mais si celle-ci se manifeste par des faits, la loi s'en saisit, elle les caractérise ; et cependant, comme elle aime mieux empêcher le crime que le punir, les actes qui l'ont préparé ne sont, le plus souvent, passibles d'aucune peine si leur auteur, par un sentiment libre et spontané, s'est arrêté sur le bord de l'abîme ; c'est un appel aux remords, une rémission, une grâce accordée au repentir volontaire. Mais si la tentative du crime, manifestée par des actes extérieurs, ne manque son effet que par des circonstances fortuites, indépendantes de son auteur, alors le fait décèle l'intention ; le coupable a voulu le crime autant qu'il était en lui, il doit donc être puni comme s'il l'avait consommé. »

Carnot, l'un des premiers interprètes du Code pénal, qui, par cela même, connaissait bien l'opinion de ces auteurs, écrivait aussi (2) : « De ce que l'art. 301 n'a parlé que d'attentat à la vie par l'effet de substances administrées ou employées, il n'en résulte pas que ces substances doivent nécessairement avoir été employées ou administrées pour rendre applicable à l'accusé la peine de l'empoisonnement ; il suffit que ces substances aient été préparées dans le dessein de donner la mort et qu'elles aient été placées de manière à faire présumer que la personne

(1) Monseignat. Rapport fait au Corps législatif, le 17 février 1810, dans Loaré, t. XXX, p. 501.

(2) Carnot : *Commentaire sur le Code pénal*.

à laquelle elles étaient destinées les emploierait à son usage. »

Rien n'est plus difficile que de déterminer, dans le crime d'empoisonnement, la ligne de démarcation qui sépare les actes préparatoires des actes d'exécution ; essayons cependant, à l'aide des principes que nous avons posés, de donner une solution claire et nette aux différentes hypothèses qui peuvent se présenter et que nous allons rapidement passer en revue.

« Concerter l'empoisonnement d'une personne, acheter du poison, le confier à l'individu chargé de l'administrer, ce n'est encore, dit Rossi, que préparer l'empoisonnement, il n'y a pas encore commencement d'exécution » (1).

Cette doctrine a reçu son application dans l'affaire Levaillant qui a été jugée par la Cour d'assises de la Seine, le 11 mai 1811 (2).

La femme Levaillant, furieuse contre sa belle-mère qui refusait de subvenir incessamment aux dépenses de jeu de son mari, avait formé le dessein d'empoisonner celle-ci ; dans ce but elle avait gagné à prix d'argent un domestique, mais celui-ci n'avait pas hésité à tout révéler à sa maîtresse qui, pour prendre la coupable sur le fait, avait prié le préfet de police de lui envoyer deux agents qu'elle cacherait derrière une tapisserie le jour où l'empoisonneuse confierait le poison à son complice ; peu de jours après, en effet, dans un entretien secret, la femme Levail-

(1) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. II, p. 501.

(2) Dallos, *Crimes et délits contre les personnes*, répertoire, n° 100.

lant remettait à ce domestique une boîte contenant le poison dont il devait se servir quand, entendant tout à coup quelque bruit derrière la tapisserie, et craignant d'avoir été écoutée, elle changeait de résolution et s'écriait : « Rendez-moi la boîte, je renonce à tout ». Au même instant elle était arrêtée. Traduite devant la Cour d'assises, il semble que le désistement volontaire eût dû entraîner *ipso facto* l'absolution de l'agent ; mais à cette époque la jurisprudence n'admettait pas sans réserve que le désistement volontaire quand il avait un mobile intéressé, put entraîner l'absolution de l'agent ; la question de savoir si les faits incriminés constituaient des actes d'exécution, restait donc entière. Interrogé, le jury, tout en déclarant que ce n'était pas un sentiment libre et spontané qui avait dicté à l'accusée sa rétractation, répondit que les actes constatés aux débats ne constituaient pas le commencement d'exécution du crime, et que l'achat du poison, le salaire donné à l'intermédiaire, la remise même du poison à cet agent, ne formaient que des préparatifs du crime. En conséquence, la Cour prononça l'acquittement de l'accusée.

Nous approuvons fort cette solution ; en effet aucun des actes qui constituent le crime n'est encore accompli ; le fait de remettre le poison à un tiers qui est dans le secret et qui doit faire prendre le poison à la victime ne saurait être un acte d'exécution, car aux yeux de la loi, d'après l'article 60 du Code pénal, si le crime eût été consommé, ce domestique serait devenu l'agent principal du crime, l'instigateur n'étant qu'un complice ; or, tant que l'agent principal n'a fait que recevoir le poison, il n'y a pas exécu-

tion de sa part, car il peut, malgré la parole donnée, ne pas empoisonner son maître.

La Cour d'Amiens a suivi la même jurisprudence et a décidé, le 2 avril 1840, que « l'achat de substances vénéneuses dans le but d'empoisonner quelqu'un et la remise de ces substances à un tiers pour qu'il commette le crime, ne constituent pas la tentative du crime punie par la loi, alors même que la tentative n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'inculpé : ces faits d'achat et de remise des substances n'ont point le caractère de commencement d'exécution, nécessaire pour constituer la tentative criminelle ».

La Cour, d'ailleurs, s'exprime ainsi (1) :

Attendu que le crime d'empoisonnement n'a, à la vérité, manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de Lombard et de Rousselle. Mais attendu que la remise faite par Lombard à Ozanne de substances vénéneuses pour les administrer au sieur Tourneur, n'est qu'un acte extérieur et préparatoire qui ne constitue pas le commencement d'exécution, qu'il aurait fallu qu'à la suite de cette remise les substances eussent été présentées au sieur Tourneur ou mêlées aux aliments ou aux breuvages qui lui étaient destinés, ou qu'elles eussent été placées de manière qu'à son insu il pût s'en servir ; que dès lors la tentative est privée d'un des deux caractères nécessaires pour la faire rentrer dans l'application de la loi ; — Qu'ainsi, quelque condamnable que soit vis-à-vis de la morale l'action commise par Lom-

(1) Sirey, 1840-2-272.

bard et par Rousselle, cette action n'est point punissable, etc., etc. »

Nous ne donnerions pas la même solution dans le cas où le tiers ignore que le breuvage qu'il est chargé de faire prendre est un poison ; en effet, en pareil cas, il n'y a pas de raison pour que le tiers n'administre pas le breuvage, c'est-à-dire le poison ; telle est, par exemple, l'hypothèse où une personne chargée, de faire prendre un remède à un malade, donne la potion qu'on lui présente et qu'elle croit être celle que le médecin a désignée. A notre avis nous sommes alors en présence d'un acte d'exécution, constitutif d'une tentative punissable, car l'agent a disposé tous les instruments du crime. Le seul fait de remettre le poison à un tiers peut, à notre avis, constituer, suivant les circonstances, un acte d'exécution du crime d'empoisonnement ; telle est la doctrine qui a été suivie par la Cour de cassation dans un arrêt du 2 juillet 1886 où nous trouvons les considérants suivants (1) :

« Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué qu'après avoir fait infuser des allumettes phosphoriques dans de l'eau chaude et avoir mélangé ce poison à une tisane préparée depuis longtemps, la demanderesse a remis à sa belle-sœur, chargée de la garde de sa fille, âgée de quinze mois, le flacon contenant le breuvage empoisonné, en le lui présentant comme contenant un breuvage utile à la santé de l'enfant, et en lui recommandant d'administrer tous les matins une cuillerée de ce médicament et de le donner pur ; que la femme Garivier et son mari, frappés

(1) Cass., 2 juillet 1886, (D. J. G. Supplément n° 91).

de l'odeur aliacée qui se dégageait du flacon, firent examiner le liquide qu'il contenait par un pharmacien et qu'il fut reconnu que ce liquide était mélangé de phosphore. — Attendu, en droit, qu'en énumérant les caractères de la tentative du crime pour être assimilée au crime, la loi n'a pas déterminé en même temps les faits et les circonstances nécessaires pour constituer cette tentative; qu'elle en a laissé l'appréciation aux magistrats chargés de prononcer sur la prévention ou l'accusation. — D'où il suit que la Cour d'appel de Lyon, en considérant la remise du flacon contenant le breuvage empoisonné à un tiers chargé de l'administrer comme un commencement d'exécution, en décidant, dans ces circonstances, que la demanderesse avait volontairement tenté de commettre un attentat à la vie de Jeanne Garivier, sa fille, à l'aide de substances pouvant donner la mort, et que cette tentative n'ayant manqué son effet ou n'ayant été suspendue que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, constitue un crime, loin d'avoir violé les articles 2 et 301 du Code pénal, en a fait, au contraire, une saine application. — Rejette....., etc. »

Le mélange du poison dans les aliments ou les breuvages destinés à la victime constitue-t-il un acte d'exécution punissable ? Rossi, dans son *Traité de droit pénal* (1), répond sans hésiter à cette question par l'affirmative : « Le poison est versé, on va le présenter à la victime : évidemment il y a tentative ; elle dure tant que le coupable est encore en état d'empêcher la consommation

(1) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. II, p. 301.

du crime, ou qu'un événement quelconque peut le suspendre ; le crime est consommé du moment que le poison passe dans les entrailles de la victime ».

Cette hypothèse avait été expressément prévue par l'article 16, section I, titre II, deuxième partie du Code pénal de 1791, ainsi conçu :

Art. 16 — Si toutefois, avant l'empoisonnement effectué, ou avant que l'empoisonnement desdits aliments ou breuvages ait été découvert, l'empoisonneur arrêta l'exécution du crime, soit en supprimant lesdits aliments ou breuvages, soit en empêchant qu'on en fasse usage, l'accusé sera acquitté.

Cette disposition n'a pas été reproduite par le Code de 1810, et, à juste titre, parce que, ainsi que le faisait remarquer le tribun Faure dans l'exposé des motifs, « l'article 2 du nouveau Code a suffisamment prévu et défini les tentatives de crime ».

La Cour de cassation a sanctionné, par arrêt du 17 décembre 1874, l'opinion énoncée par Rossi et a décidé : « Que le commencement d'exécution (du crime d'empoisonnement) peut résulter notamment de ce que le poison aurait été jeté dans les aliments qui devaient servir à la personne qu'on voulait empoisonner » (1).

Sans nous prononcer d'une manière absolue sur la question, nous aimons mieux suivre à ce sujet la doctrine professée par Bertauld (2) et par Calmètes (3), suivant laquelle « le point de savoir si le fait que le poison a été

(1) Cass. 17 décembre 1874. S., 75-1-385.

(2) Bertauld, *Cours de Code pénal*.

(3) Calmètes. Voir *Gazette des Tribunaux* des 24-25 octobre 1831.

versé dans la coupe est un acte préparatoire ou un commencement d'exécution, n'est pas susceptible d'une solution absolue mais est subordonné aux circonstances. La victime était-elle là, lui présentait-on la coupe ? Ou bien la victime devait-elle venir plus tard, chercher elle-même le breuvage commandé, attendu et qui restait à sa disposition ? Il y alors tentative d'empoisonnement. Mais supposons que le poison soit jeté dans la coupe et que cette coupe ne soit ni offerte encore, ni laissée à la disposition de la victime désignée ; un long intervalle doit s'écouler avant le moment fixé pour la consommation de l'empoisonnement, l'agent peut donc paralyser à temps ce qu'il a commencé et conjurer tout danger en faisant disparaître le poison ; c'est sans doute un grand pas vers le crime, mais le point d'arrivée est trop loin pour dire que le dénouement soit commencé ».

En effet, on ne peut pas dire que le fait de jeter le poison dans les aliments fasse partie intégrante de l'attentat à la vie. C'est le cas d'un individu qui charge une arme à feu pour tuer son ennemi ; or il est certain que le fait de charger une arme à feu n'est qu'un acte préparatoire. Rossi le reconnaît lui-même. « L'existence de l'individu que veut mettre à mort le sicaire, *ambulans cum telo*, n'a encore reçu aucune atteinte, écrit cet auteur » (1). Est-ce que dans notre hypothèse l'existence de la victime désignée a reçu une atteinte ? Non, puisqu'il est encore au pouvoir de celui qui médite l'empoisonnement de dire : « Je ne veux pas commencer ».

Constitue, au contraire, une tentative punissable le fait

(1) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. II, p. 118.

de l'individu qui laisse le poison à la disposition de celui dont il veut la mort, lors même que ce dernier ne devrait pas nécessairement l'absorber. Mais tant que le poison n'est ni présenté, ni mis à la disposition de la victime, tant qu'il est encore au pouvoir du coupable de commencer ou de ne pas commencer l'attentat, nous ne voyons dans ces faits que des actes préparatoires, qui doivent être impunis.

Une femme a résolu d'empoisonner son mari; elle prend des informations sur les substances qui sont de nature à donner une mort certaine et immédiate; elle se rend chez divers pharmaciens, enfin elle obtient une substance vénéneuse. Elle rentre chez elle, répand le poison sur les mets destinés au repas de son époux et elle sort de la maison. Cependant, le pharmacien qui a vendu le poison, a conçu quelques craintes; il a suivi la femme, il la voit rentrer dans la maison, puis en sortir quelques instants après; il connaît l'inimitié qui existe entre elle et son mari; enfin, poussé par l'idée qu'un crime va être commis, il se rend auprès de ce dernier, lui fait part de ses craintes; la vérité est découverte, y a-t-il tentative punissable?

A notre avis, cette question n'est pas susceptible d'une réponse uniforme pour tous les cas; si la femme n'est pas dans l'habitude de servir elle-même les mets à son mari, l'acte d'exécution est commencé dès qu'elle a répandu le poison sur le repas que devait absorber son mari et par conséquent elle est punissable; mais si, au contraire, elle avait l'habitude de présenter elle-même les plats à son mari, il n'y a pas acte d'exécution dans le seul fait d'avoir

versé le poison et la femme n'est pas punissable, car elle peut se repentir encore et détruire les mets empoisonnés avant de les avoir offerts à son époux.

En résumé, on peut dire d'une manière générale et sous bénéfice des restrictions que nous avons présentées qu'il n'y a tentative d'empoisonnement que dans le cas où tout a été préparé pour atteindre le but proposé, sans que la victime se soit ingéré la substance empoisonnée de nature à donner la mort qui lui a été destinée ou même présentée, mais dont elle a été préservée ou s'est abstenue, par suite d'une circonstance indépendante de la volonté de l'auteur. L'agent qui a mis la substance vénéneuse à la portée de celui qu'il veut empoisonner peut se désister et effacer le crime par un acte volontaire ; c'est l'application de l'art. 2 du Code pénal, dont la disposition ne punit la tentative que lorsqu'elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

POSITION DES QUESTIONS AU JURY

Formulons tout d'abord quelques règles générales sur le sujet. — Un principe qui domine la position des questions au jury, c'est la prohibition des questions *complexes*, c'est-à-dire, comprenant dans une même formule soit plusieurs individus, soit plusieurs faits, soit même un seul fait muni de plusieurs circonstances aggravantes. Le vice de ces questions consiste en ce que, si le jury veut répondre oui sur un point et non sur l'autre, il est dans

l'impossibilité de donner une réponse exacte et sincère. La division des questions est un principe substantiel, dont la violation est une cause certaine de nullité.

En conséquence, on s'est demandé, en matière d'empoisonnement, si, à supposer que l'attentat fût composé d'empoisonnements successifs, la même interrogation pourrait les comprendre tous sans qu'il y eût complexité, ou bien s'il faudrait poser autant de questions distinctes qu'il y a eu de doses de poison administrées.

La Cour de cassation a tranché cette difficulté en rejetant le pourvoi de M^{me} Lafarge et elle a décidé (1) que « lorsque, d'après l'arrêt de renvoi, il s'agissait d'un seul et même empoisonnement commis en plusieurs fois sur la même personne, ce crime, bien que résultant d'actes répétés, ne formait qu'un seul chef d'accusation, qu'un seul empoisonnement et qu'ainsi le président des assises n'était pas tenu de poser deux questions distinctes au jury ».

En effet, comme le faisait remarquer le procureur général Dupin, il n'y avait pas deux crimes dans l'accusation, mais un seul crime, celui d'empoisonnement ; il y avait un seul corps de délit : la mort de Lafarge par le poison ; la preuve de cette mort résultait d'ailleurs de plusieurs tentatives qui constituaient autant de charges contre l'accusée, mais sans faire qu'il y eût autre chose qu'un seul crime, un seul corps de délit, un seul chef d'accusation.

En souscrivant à cette manière de faire, la question, dans ce cas, pourrait être ainsi posée au jury :

(1) Cass. 12 décembre 1840. S., 40-1-948.

N... est-il coupable d'avoir, de telle époque à telle époque, à une ou plusieurs reprises, en tel endroit, ou en tels ou tels endroits, volontairement attenté à la vie de X... par l'effet de substances pouvant donner la mort?

De même, en matière de tentative, une question n'est pas entachée du vice de complexité lorsqu'elle interroge le jury tout à la fois sur le commencement d'exécution et sur les causes interruptives du fait criminel; en effet, elle ne comprend pas deux faits distincts dont l'un et l'autre exigent une réponse séparée. Le commencement d'exécution et les causes interruptives du crime, ne sont, au contraire, que les éléments constitutifs et nécessaires d'un même fait. Sans eux, sans leur réunion, la tentative n'existerait pas, ou, du moins, elle ne pourrait pas être assimilée au crime. Le président des assises, en ne posant au jury qu'une seule question, comprenant tous les caractères constitutifs de la tentative du crime, objet de l'accusation, non seulement ne pose pas une question complexe, mais ne fait que se conformer ponctuellement aux prescriptions de la loi, qui n'autorise pas la division de la question. En effet, contrairement au Code de brumaire an IV qui proscrivait toute réunion dans une même formule de plusieurs faits ou de plusieurs éléments du crime, l'art. 337 du Code d'instruction criminelle ordonne de comprendre le crime tout entier avec toutes les circonstances qui le caractérisent dans une seule et même question. Or, puisqu'il n'y a tentative punissable que là où se rencontre le concours des éléments énoncés par l'art. 2 du Code pénal, il faut que ces éléments soient déclarés dans

leur ensemble à la charge de l'accusé dans une question unique (1).

La question doit être formulée dans les termes mêmes de la loi; mais lorsque tous les éléments de la tentative punissable ont été réunis dans la même question, il est complètement inutile d'interroger le jury sur le point de savoir si l'accusé s'est volontairement désisté de son entreprise ou si lui-même l'a fait échouer, puisque cette question est nécessairement comprise dans la question générale. Par exemple, la question pourra être ainsi rédigée :

N... est-il coupable d'avoir, le..., tenté de (indication du crime)... X...; laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ?

Le jury doit donc déclarer que la tentative a été manifestée par un commencement d'exécution et qu'elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Ces expressions, qui énoncent les deux circonstances élémentaires de la tentative punissable : le commencement d'exécution et la suspension involontaire, ne sauraient, à notre avis, être remplacées par des termes équipollents (2). Ainsi, il a été décidé d'une part que la déclaration affirmative du jury sur la question de guet-apens ne peut

(1) Cass., 8 septembre 1855, *Bull.* n° 510. — 6 avril 1838. Dalloz, n° 2819.

(2) Conforme : Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, et Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*.

suppléer la déclaration sur la tentative, bien que le guet-apens semble supposer la tentative (1), et d'autre part que la déclaration que la tentative a manqué son effet par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ne suffit pas, il faut constater qu'elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur (2). Après quelques incertitudes, ce principe est aujourd'hui parfaitement reconnu (3). Et, en effet, si des expressions équipollentes étaient admises, comment reconnaître que ces expressions ont identiquement la valeur des termes de la loi ? Quelle interprétation serait assez infaillible pour en être assurée ? Et comment asseoir une peine sur une interprétation ? Rien ne peut être abandonné au raisonnement en matière pénale, car le résultat d'un raisonnement ne peut être que la solution d'un doute, et il doit suffire du plus léger doute sur la culpabilité de l'accusé pour faire prononcer son acquittement. La question doit donc être posée aux jurés dans les termes mêmes de la loi ; Nouguiier admet cependant (4) que la question serait régulière si elle portait que la tentative a manqué son effet *seulement par...* ; la Cour de cassation va plus loin, et, contrairement à notre opinion, elle a décidé, le 17 septembre 1846 (5), que « les expressions dont se sert l'art. 301 ne sont point sacramentelles et peuvent être remplacées par des expressions équivalentes qui retracent la substance et les éléments du crime

(1) Cass., 17 décembre 1835. *Bull.* n° 459.

(2) Cass., 1^{er} septembre 1853. *Bull.* n° 441.

(3) Cass., 22 août 1811, 22 janvier et 1^{er} juillet 1815.

(4) Nouguiier, *Cour d'assises*, t. IV, n° 2958.

(5) Dalloz, 46-4-115.

d'empoisonnement, et attendu que la question posée au jury et répondue par lui affirmativement, sans être expressément et littéralement conçue dans les termes de l'art. 301, a cependant reproduit d'une manière équipollente et suffisante la substance et les éléments de ce crime; Rejette..., etc. »

De même, par arrêt du 17 décembre 1874, la Cour suprême a décidé que le président des assises peut, dans la position des questions au jury, remplacer, en matière d'empoisonnement, la définition du crime d'empoisonnement donnée par l'art. 301, par le terme défini sans encourir la cassation; l'arrêt est ainsi motivé :

« Attendu qu'il a été demandé au jury si « l'accusé Busnel était coupable d'avoir tenté d'empoisonner Marie Renault, par l'effet de substances pouvant donner la mort, tentative qui, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. » — Attendu qu'en posant en ces termes la question, conformément à l'acte d'accusation, le président a suffisamment caractérisé le crime; qu'il eût été plus régulier, il est vrai, de rappeler les termes mêmes de l'art. 301 et de demander si l'accusé était coupable d'avoir tenté de commettre un attentat à la vie de Marie Renault par l'effet de substances pouvant donner la mort. — Mais attendu que le mot empoisonnement emporte virtuellement et nécessairement l'idée d'un attentat à la vie, que la question, telle qu'elle a été posée, satisfait dès lors entièrement aux prescriptions de l'art. 337 du Code d'instruction criminelle... Rejette... etc. »

Cette doctrine n'est pas sans danger car elle est propre à induire les jurés en erreur sur le véritable sens de l'incrimination légale. Qui peut affirmer, en effet, que les jurés auront une conception absolument identique du mot empoisonnement et des termes : attentat à la vie par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement ? Il est vrai que dans l'espèce, les éléments constitutifs du crime avaient été énoncés et qu'il y avait eu seulement substitution du mot *empoisonnement* aux mots *attentat à la vie*, toutefois nous regrettons que la Cour suprême n'ait pas adopté un moyen radical de ramener dans tous les cas la position des questions aux termes rigoureux de la définition légale. « Les mots attentat à la vie, écrit M. Villey (1), ne tracent-ils pas à l'esprit quelque chose de plus spécial, de plus restreint, de mieux déterminé que le mot empoisonnement qui représente tout un drame dont le premier acte commence à l'achat et à la préparation du poison et le dernier finit avec la victime ? Si, dans la question, le président n'eût pas précisé cet élément constitutif du crime « par l'effet de substances pouvant donner la mort », il est fort probable que la Cour aurait cassé et elle aurait bien fait. La position de la question est, en effet, très grave, puisque la décision du jury qui y répond est définitive et irrévocable, et n'est susceptible d'aucun recours. »

Nous croyons de même qu'il ne suffirait pas, pour l'application de la peine, que la tentative fût déclarée constante, mais il nécessaire qu'il soit reconnu qu'elle réunit

(1) Villey, *Note sous l'arrêt de cassation*, du 17 décembre 1874, dans Sirey, 1875, 1-385.

tous les caractères déterminés dans l'art. 2 du Code pénal; car l'accusé peut être déclaré coupable d'une tentative, mais qui, n'étant pas celle du Code pénal, ne serait en réalité qu'une intention, un projet, dont la répression n'appartient point à la justice sociale. Le jury, en effet, n'est pas tenu de connaître les conditions légales de la tentative punissable, et, s'il n'avait pas la définition de la loi sous les yeux, il serait exposé à des erreurs. La jurisprudence n'a pas dévié de cette règle (1), et c'est en l'appliquant que la Cour de cassation a successivement jugé que la réponse du jury qui n'a prononcé que sur deux caractères de la tentative et a gardé le silence sur le commencement d'exécution est incomplète (2); et que la déclaration portant qu'il y a eu tentative de crime, mais que cette tentative n'a pas réuni les caractères spécifiés en l'art. 2 ne présente, au contraire, aucune obscurité; dans cette double hypothèse, il n'y a pas tentative légale, le crime s'est effacé (3). C'est ainsi que la Cour suprême a décidé qu'il y a déclaration incohérente et contradictoire dans la réponse qui déclare un individu coupable de tentative et qui, cependant, déclare que cette tentative n'a été exécutée que par une cause étrangère à la volonté de l'accusé (4).

Nous savons que la loi n'a ni énuméré, ni indiqué les substances de nature à donner la mort et qu'elle n'a pas défini les caractères grâce auxquels on pourrait reconnaître les poisons, aussi les auteurs se sont demandé si

(1) Cass. 26 juin 1811; 30 mars 1816; 25 juin 1827.

(2) Cass. 10 décembre 1818, *Bull.*, n° 146.

(3) Cass. 9 juillet 1829, *Journ. dr. crim.*, 1829, p. 252.

(4) Cass. 22 décembre 1815. *Bull.*, n° 146.

c'était à la Cour ou au jury qu'il fallait donner le droit de décider si telle substance était ou non vénéneuse.

Carnot qui, le premier, a abordé cette question, s'est prononcé sans hésiter en faveur de la Cour et a décidé que « ce n'est pas à des jurés qu'il peut appartenir de décider si telle ou telle substance est vénéneuse ou non et que le seul point qui rentre dans leurs attributions est de décider si telles ou telles substances ont été employées ou administrées, sauf aux juges du droit à en apprécier le véritable caractère » (1).

Cette opinion qui est restée isolée dans la doctrine, a été réfutée avec succès par un grand nombre d'auteurs, notamment par Bourguignon (2); en effet, du moment que la loi pénale n'a ni énuméré ni déterminé les substances vénéneuses, l'appréciation de leur caractère ne peut évidemment constituer une question de droit; car les juges ne pourraient la résoudre qu'en pesant la valeur des déclarations des experts et des hommes de science et non en se basant sur les règles du droit et les dispositions de la loi; donc l'appréciation du caractère toxique ou innocent de la substance employée ne peut être qu'une question de fait. Il peut et doit appartenir aux jurés, écrit de son côté Nouguier, d'apprécier, d'après les défenses de l'accusé, la possibilité de l'effet des substances mêlées dans les aliments et l'intention dans laquelle on a

(1) Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*.

(2) Bourguignon, *Jurisprudence criminelle*, t. III, p. 272. — Voir également Nouguier : *Cour d'assises*, t. IV, — 1, n° 2654-4. — Dalloz, *Répert. Crimes et délits contre les personnes*, p. 603; Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 586; Garraud : *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. IV, p. 285.

employé ces substances. Toutefois, en appréciant cette question de fait, les jurés ne doivent pas perdre de vue que c'est seulement sur les rapports des hommes de l'art qu'ils peuvent la décider, et que les preuves doivent se puiser dans deux ordres de faits qui se rapportent à l'existence matérielle du poison et aux symptômes morbides qui en sont le résultat.

La Cour suprême s'est prononcée en ce sens dans une espèce où la question était exactement la même, quoique la prévention portât sur un empoisonnement commis sur des animaux, empoisonnement qui était un crime, d'après le Code pénal de 1791; elle a décidé que lorsque l'individu accusé d'empoisonnement à l'aide de certaines substances, notamment de saumure d'anchois, prétend que ces substances ne sont point un poison, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur le fait proposé pour excuse (1).

Nous avons établi, en tête de cette étude, que l'empoisonnement était un crime *sui generis*. En effet, à la différence du parricide et de l'infanticide, la loi qualifie l'empoisonnement non de meurtre, mais d'attentat à la vie au moyen de substances propres à donner la mort, quelles qu'aient été les suites. L'empoisonnement ne peut donc pas être considéré comme un meurtre aggravé. En conséquence, il n'y a pas complexité à comprendre dans une question unique le fait de l'attentat à la vie et le procédé employé dans ce but.

La question peut donc être posée au jury en ces termes :

N... est-il coupable d'avoir... le... à... attenté à la vie

(1) Cass., 17 juin 1810; 11 septembre 1817; D., n° 2439.

de X... par l'effet de substances vénéneuses, pouvant donner la mort ?

Un attentat à la vie impliquant nécessairement la volonté de son auteur, nous venons de voir qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer dans la question que l'attentat a été *volontaire*, mais l'insertion de ce mot, surabondamment faite par le président, ne saurait vicier la déclaration du jury ; c'est d'ailleurs ce qu'a jugé la Cour de cassation le 20 mars 1862 (1).

« Attendu que l'article 301 qualifie d'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, le crime d'empoisonnement, sans parler de la volonté de l'accusé qui se trouve implicitement comprise dans le mot attentat ; que l'introduction du mot *volontairement*, quoique surabondant, ne pouvait modifier les conséquences légales de l'article précité et préjudicier aux droits de l'accusé, que dès lors l'article 337 n'a pas été violé... »

La Cour de cassation a aussi admis que le mot : *vénéneuses* n'étant pas compris dans la définition légale, pouvait être retranché de la question, sans qu'il y ait, par ce fait, omission d'un des éléments du crime d'empoisonnement (2).

Dans une accusation d'empoisonnement, le président des assises ayant cru devoir poser deux questions, la première conforme à l'acte d'accusation, ainsi conçue : *L'accusée est-elle coupable d'avoir attenté à la vie de X... par l'effet de substances pouvant lui donner la mort plus*

(1) Dalloz, 62-5-95.

(2) Cass., 15 janvier 1846 ; D., 46-4-112.

ou moins promptement et qui l'ont, en effet, donnée? et la deuxième comme résultant des débats portant : *L'accusée est-elle coupable d'avoir attenté à la vie de X... par l'effet de substances qui pouvaient lui donner la mort plus ou moins promptement?* Et le jury ayant répondu négativement à la première question, et affirmativement à la seconde, une condamnation fut prononcée. Sur le pourvoi, on faisait observer que les deux questions ne différaient l'une de l'autre que parce que la première question contenait ces mots : *et qui l'ont, en effet, donnée*, qui ne se retrouvaient pas dans la seconde ; que ces mots ne présentaient pas une circonstance constitutive du crime d'empoisonnement ; qu'ils étaient inutiles, puisqu'il est certain que le crime d'empoisonnement ne change pas de nature quelles que soient les suites ; qu'en conséquence, les deux questions étaient identiques et qu'il y avait contradiction entre les deux réponses ; mais la Cour rejeta le pourvoi : « Attendu que le jury, juge exclusif du fond, ne doit jamais se préoccuper du caractère légal des faits soumis à son appréciation ni de leur pénalité ; que dans la première question le crime d'empoisonnement était considéré comme ayant occasionné la mort, et que dans la deuxième question le même crime se représentait indépendamment de tout résultat obtenu ; que le jury pouvait donc, sans contradiction, répondre « non » sur la première et « oui » sur la deuxième... Rejette..., etc. (1).

La tentative d'empoisonnement, avons-nous dit, est distincte du crime lui-même et ne se confond pas avec lui,

(1) Cass., 21 juin 1850 ; D., 50-5-102.

aussi ne saurait-on voir une contradiction dans la réponse du jury qui répond négativement sur une question posée au sujet du crime d'empoisonnement et affirmativement sur la question de tentative de ce crime (1). En conséquence, quand un inculpé est poursuivi pour crime d'empoisonnement, le président des assises peut poser comme résultant des débats une question subsidiaire de tentative du même crime ; en effet, comme le dit la Cour suprême « la tentative du crime n'est qu'une modification du fait principal, qui peut résulter des débats et sur laquelle il est permis de poser une question » (2).

Par contre, nous avons vu l'importance que joue, dans l'incriminabilité du fait, la qualité de la substance, puisque, suivant qu'elle sera reconnue toxique ou simplement nuisible, le fait sera tantôt un crime, tantôt un simple délit ; aussi déciderons-nous qu'il y a contradiction lorsque le jury déclare d'un côté que les substances mêlées dans les aliments sont *de nature à donner la mort*, et d'un autre côté *qu'elles ont seulement l'effet d'être nuisibles à la santé* (3).

Il ne suffirait pas à notre avis que la déclaration du jury portât que les substances étaient *vénéneuses*, il est nécessaire que le jury constate *qu'elles étaient de nature à donner la mort*, car il n'est pas certain que toutes les substances *vénéneuses* doivent nécessairement *donner la mort* dans un temps plus ou moins rapproché, et il nous paraît toujours dangereux de s'écarter des termes rigou-

(1) Cass., 51 mai 1866. *Bull.*, n° 228.

(2) Cass., 5 février 1821. S., 21-1-216.

(3) Voir Nouguié, *Cour d'assises*, t. IV., 2., n° 5294.

reux de la loi lorsqu'il s'agit de prononcer une condamnation à des peines (1).

La Cour de cassation a jugé (2) qu'« il n'est pas besoin d'énoncer dans la question posée au jury que les substances *ont été administrées à la victime*, car cette proposition est virtuellement contenue dans l'imputation d'avoir attenté à la vie par l'effet de substances pouvant donner la mort ». De plus, cette proposition ne serait pas toujours très exacte, car on peut n'avoir pas littéralement administré les substances, — en ce sens qu'on les aurait directement fait absorber, mais les avoir seulement disposées de telle sorte que la victime a dû se les ingérer ou y a été entraînée ; d'ailleurs, l'article 301 exprime formellement qu'il n'importe pas de quelle manière les substances ont été employées ou administrées.

En règle générale, le président des assises doit poser deux questions au jury lorsque l'objet du crime porte sur deux personnes (3) ; toutefois, il a été jugé qu'en matière d'empoisonnement, notamment, un individu peut être accusé cumulativement d'homicide sur plusieurs personnes à la fois ; en effet, l'inculpé a pu, par un seul acte, donner la mort à plusieurs personnes réunies ; en pareil cas il n'y aurait nulle raison de diviser l'imputation du crime, puisque celui-ci a porté non sur des personnes séparées, mais contre un groupe ou une collection de personnes, contre un être collectif. Au surplus, comme il n'y aurait jamais irrégularité à diviser les articulations qui

(1) Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*. — *Contrà*. Cass., 7 juillet 1814.

(2) Cass., 7 juillet 1811.

(3) Cass., 15 mai 1840. *Bull.* n° 135.

comprennent plusieurs personnes, nous croyons que dans le doute, il sera toujours plus prudent de séparer les imputations que de les réunir.

Il est, enfin, une question très controversée en doctrine et en jurisprudence, c'est celle de savoir si la Cour de cassation a le droit de contrôler les réponses des juges du fait décidant que tel acte constitue un acte d'exécution ou un fait simplement préparatoire ; ou bien, faut-il dire que la question de savoir si tel acte est le commencement d'exécution de telle infraction ou n'en est que la préparation, sera apprécié souverainement par les juges du fait ? L'examen de cette difficulté ne rentre dans le cadre de cette étude qu'en ce qui concerne la Cour d'assises et, à cet égard, presque tous les auteurs sont d'accord avec la jurisprudence pour décider qu'en vertu de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, « c'est au jury qu'il appartient de reconnaître, dans chaque cause, le commencement d'exécution, et que, lorsqu'il a déclaré qu'il y a tentative manifestée par un commencement d'exécution et n'ayant été suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, sa décision est définitive et irrévocable ; nul n'a qualité pour la critiquer, elle n'est susceptible d'aucun recours.... (1). »

(1) Cass., 17 décembre 1874. S., 75-1-385. — Conforme Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. I, p. 290. — Duverger, *Manuel des juges d'instruction*, t. III. — De Villargues, *Codes criminels*, p. 564. — Lainé, *Traité élémentaire de Droit criminel*, t. I, p. 109.

L'EMPOISONNEMENT EST COMMIS PAR PLUSIEURS INDIVIDUS

Sans vouloir étudier ici dans tous leurs détails les multiples problèmes que soulève la complicité, nous croyons utile de dire quelques mots des principales difficultés auxquelles donne lieu l'étude des articles 59 et 60 du Code pénal principalement en matière d'empoisonnement.

Tout d'abord la Cour de cassation a décidé, le 26 décembre 1839, que « l'accusation du crime d'empoisonnement comprend virtuellement celle de complicité par aide et assistance du même crime ; en sorte que si la question de complicité, quoique non posée dans l'acte d'accusation, vient à résulter des débats, elle doit être posée au jury ». Ceci n'est que l'application d'un principe général ; il est, en effet, admis que la complicité n'est pas un fait nouveau dans une accusation, mais un accessoire du fait compris dans l'arrêt de renvoi, et que, lorsqu'un individu est poursuivi comme auteur d'un crime et que cette accusation disparaît on, peut demander si l'accusé n'est pas coupable comme complice du crime dont il n'est pas l'auteur.

Le Code pénal distingue les différents modes de complicité, mais quel que soit ce mode, le complice est toujours frappé de la même peine que l'auteur principal (article 59 du Code pénal).

En premier lieu, le conseil ou le mandat de commettre un crime, par exemple un empoisonnement, constituera un fait de complicité légale, s'il émane d'une personne ayant de l'autorité sur l'agent, comme un père ou un mai-

tre, par exemple, ou bien s'il a été accompagné de dons, de promesses, de menaces, de machinations ou d'artifices coupables ; mais le conseil ou le mandat gratuit même s'ils ont été suivis d'effet, ne tombent plus par eux-mêmes, sous le coup de la loi pénale qui ne leur suppose pas assez d'influence pour les punir (1).

La complicité peut aussi résulter du fait d'avoir fourni des moyens moraux de commettre un crime ou mieux un empoisonnement. Ces moyens moraux peuvent être des instructions, des renseignements sur les habitudes de la victime, sur l'heure de ses repas, par exemple.

La complicité consiste encore dans le fait d'avoir fourni les moyens matériels pour commettre le crime, avec la connaissance qu'ils devaient servir à son accomplissement ; dans le fait, par exemple, d'avoir fourni du poison, sachant que ce poison devait porter la mort dans les entrailles d'une victime désignée (2).

Enfin la loi punit comme complices tous ceux qui ont participé personnellement aux actes, qui ont ou préparé ou facilité, ou consommé le crime, mais si l'agent participe au fait même du crime, il devient alors coauteur et non plus seulement complice.

Les faits de complicité prévus par la loi sont donc des faits essentiellement actifs ; les faits négatifs, qui peuvent cependant présenter un grand caractère d'immoralité, ne sauraient en aucun cas tomber sous le coup de la loi pénale. Ainsi, l'individu qui voit accomplir un empoisonne-

(1) Cass., 14 octobre 1825.

(2) Rouen, 18 juillet 1856. S. 57-2-544.

ment alors qu'il pourrait en empêcher l'accomplissement, n'est pas complice de ce crime (1).

A plus forte raison les faits de complicité, empruntant leur criminalité légale au crime ou au délit dont ils ont préparé, facilité ou secondé la consommation, il ne saurait être question de condamnation lorsque le fait, auquel se rattachent les actes de complicité, n'est pas puni par la loi. Ainsi, l'auxiliaire d'un suicide, qui a fourni sciemment le poison au malheureux qui voulait en finir avec la vie, ne saurait être condamné à titre de complice, puisque le suicide n'est pas punissable dans notre droit. Mais si, à la prière de l'ami qui veut mourir, l'agent lui a fait absorber le poison, il n'est plus question de suicide, il y a un homicide dont l'agent est l'auteur matériel ; si l'on suppose que par violence, sous la menace d'un mal imminent, l'agent ait forcé la victime à absorber elle-même le poison, nous sommes en présence d'un homicide dont l'agent est le véritable auteur intellectuel.

Nous avons dit que, pour être punissables, les actes de complicité doivent se rattacher à un fait principal prévu par la loi pénale ; toutefois, la punition de la complicité n'est pas subordonnée à la condition que le crime ou le délit soit puni. Peu importe que l'auteur principal du crime ou du délit soit absent ou inconnu, du moment où le fait punissable est constaté. Il en est de même si l'auteur principal est décédé. En effet, l'art. 2 du Code d'instruction criminelle, qui déclare l'action publique éteinte par la mort de l'agent, ne fait pas obstacle à cette solution,

(1) Cass., 8 janvier 1863. S., 63-1-277.

car cet article signifie simplement que le crime ou le délit ne peut, au point de vue pénal, être imputé à l'agent qui n'est plus là pour se défendre et qui ne relève plus de la justice sociale ; mais l'art. 2 du Code d'instruction criminelle ne dit pas que l'existence du crime ou du délit ne pourra être vérifiée. Le complice peut être condamné malgré l'acquittement de l'agent comme auteur principal ; l'acquittement ne suppose pas nécessairement, en effet, qu'il n'y a pas eu de crime ou de délit ; il suppose seulement que l'accusé principal n'est pas l'auteur de ce crime, ou, tout au moins, qu'il n'avait pas d'intention coupable. Cette solution serait encore applicable au cas où l'auteur principal aurait été déclaré irresponsable, à raison de son âge ou de son état de démence, car le fait punissable n'en existe pas moins, et de ce que ce fait n'est pas réputé l'œuvre d'un agent libre et responsable, il ne faut pas en conclure que celui qui a abusé d'une volonté inintelligente et qui l'a égarée, doive être pour cela exempt de responsabilité (1).

Supposons maintenant que le complice ait donné mandat à l'auteur principal de commettre le délit prévu par l'article 317, § 4 du Code pénal ; celui-ci commet un empoisonnement, le complice pourra-t-il être poursuivi en vertu de l'article 301 du Code pénal ? Nous croyons avec Rossi et M. Bertauld (2) qu'il faut répondre à cette question par l'affirmative, car la loi doit présumer que le complice a donné une sorte de blanc-seing aux agents d'exé-

(1) Cass., 5 mars 1841. S., 41-1-198. — 27 juin 1846. S., 46-1-799.

(2) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. III, p. 41. — Bertauld, *Cours de Code pénal*.

cution ; toutefois, le complice pourrait écarter la responsabilité qui pèse sur lui s'il prouvait avoir changé d'avis et avoir révélé ce changement d'opinion à l'auteur principal avant que le crime ait été exécuté, par exemple s'il établissait qu'il a expressément défendu à l'agent d'utiliser une substance capable de donner la mort ; dans ce cas, en effet, le lien de la solidarité n'existe plus et si l'agent exécute le crime projeté, il en est l'auteur unique. A défaut de cette preuve le complice reste sous le coup d'une présomption que l'intérêt social commande ; d'ailleurs le complice qui profite de l'inaction de l'auteur principal, que cette inaction dérive du repentir ou qu'elle soit l'effet de toute autre cause, doit subir les conséquences de l'action de l'auteur principal ; au reste ce serait un fâcheux encouragement aux criminels qui se cachent et qui sont souvent les plus dangereux que d'obliger la société à leur prouver que leur volonté a été adéquate aux actes d'exécution. En effet si, à l'inverse, le complice avait donné mandat à l'auteur principal de commettre un empoisonnement et que celui-ci n'exécute que le délit prévu par l'art. 317, § 4, le complice ne serait certainement poursuivi qu'en vertu de cet article.

Le fait principal, auquel se rattachent les actes de participation, peut être une infraction consommée ou une tentative d'infraction. Ceux qui sciemment et volontairement ont participé de la manière déterminée par la loi à la tentative de crime ou de délit, doivent donc être punis comme complices de cette tentative. A la vérité les termes du Code pénal qui parlent de la participation de plusieurs personnes au même crime ou au même délit (1) semblent

(1) Art. 59 et 60 du Code pénal.

supposer une infraction consommée et exclure, par conséquent, la participation à une tentative ; mais ces expressions désignent tout fait que la loi punit de peines criminelles ou correctionnelles ; les complices de tentative sont donc coupables au même titre que ceux qui coopèrent à une infraction consommée (1).

Par contre, la tentative de complicité n'est jamais punissable (2). En effet il y a tentative de complicité lorsque les actes par lesquels on a voulu prendre part à l'infraction commise ont manqué leur effet. Ainsi cette espèce de tentative suppose un crime ou un délit sur l'exécution duquel les actes qui devaient la préparer ou la faciliter n'ont exercé aucune influence. Si l'infraction, à laquelle on a eu le dessein de participer, n'a pas même reçu un commencement d'exécution, une tentative de complicité ne peut se concevoir, parce qu'il est impossible de coopérer à une entreprise qui n'a jamais été commencée.

D'après l'art. 59 du Code pénal « les complices doivent être punis de la même peine que les auteurs principaux ». Ce qui signifie que les complices seront punis de la même peine que celle prononcée par la loi contre le crime ou le délit commis par l'auteur principal ; faut-il conclure de là que le complice bénéficiera de toutes les excuses, des exceptions ou des motifs purement personnels qui devraient entraîner le non-lieu, l'acquittal ou l'absolution en faveur de l'auteur principal ? — Non, et la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider

(1) Cass., 23 avril 1810, 6 février 1812.

(2) Cass., 23 vendémiaire an VIII.

notamment que le complice ne pourrait pas se prévaloir de l'excuse de l'âge invoquée par l'auteur principal (1).

A l'inverse, la jurisprudence décide que les motifs personnels d'aggravation qui existent contre les auteurs principaux à raison de leur qualité, réfléchissent contre les complices (2). Ainsi, supposons qu'un individu fournisse, en vue d'un empoisonnement, des substances vénéneuses, capables de donner la mort ; l'auteur principal du crime est le fils de la victime, le complice doit-il supporter l'aggravation de peine résultant du parricide commis par l'agent d'exécution (3) ?

La jurisprudence, contrairement à l'opinion presque unanime de la doctrine, se prononce pour l'affirmative (4). M. Bertauld, qui approuve la jurisprudence sur ce point, s'exprime ainsi dans son *Cours de Code pénal*, p. 456 : « La qualité personnelle de l'auteur du crime constitue une circonstance aggravante, inhérente au crime lui-même, parce qu'elle en augmente l'immoralité ; le complice en participant au crime s'est associé à son caractère aggravant. On objecte que la qualité de fils est incommunicable au complice ; oui, mais elle est pour ainsi dire communicable au crime ; elle réagit sur lui et lui imprime tout à la fois une qualification spéciale et une nature plus

(1) Cass., 21 novembre 1839, 27 novembre 1845. — Le Sellyer, *Traité de la Criminalité*, t. II, n° 685.

(2) Cass., 22 novembre 1816. S., 17-1-83, 9 juin 1848. D. 48-1-154.

(3) Voir art. 15 du Code pénal.

(4) Cass., 3 décembre 1812, S. 15-1-208 — 20 sept. 1827. S. 28-1-109. — 25 mars 1843. S. 43-1-544. — 6 octobre 1871, S. 72-1-255. — Le Sellyer, *Traité de la Criminalité*, t. II, p. 447, n° 682. — Boitard, *Leçons de droit criminel*, 12^e Leçon, n° 165. — Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. II, p. 465.

odieuse. Le complice du parricide ne participe pas à un simple empoisonnement. Vainement se prévaudrait-on contre notre solution de l'art. 196 du Code de justice militaire, aux termes duquel les complices non militaires des infracteurs militaires, lorsque l'infraction est prévue par la loi commune, ne subissent que la pénalité du droit général. Vainement, ajouterait-on, que l'art. 268 du même Code, n'édicte contre les complices non militaires la pénalité prévue contre les auteurs principaux que dans des cas spéciaux et limités ; nous répondrons avec l'art. 197 de ce Code que si les individus non militaires et non assimilés militaires, sont déclarés coupables d'un crime non prévu par les lois pénales ordinaires, ils sont condamnés aux peines portées par le Code de justice militaire. L'art. 268, bien loin d'exclure nos idées, leur a fait une part en déterminant dans quelles hypothèses la qualité de l'agent principal déteint en quelque sorte sur le fait, et entraîne à l'égard des auxiliaires quels qu'ils soient, la pénalité des lois militaires (1). » Toutefois Bertauld, contrairement à l'opinion de Rauter, décide que le complice ne subira l'aggravation de peine résultant du parricide que s'il a connu le rapport de filiation unissant la victime à l'agent principal ; « en effet, écrit M. Bertauld, si le complice subit l'aggravation résultant de circonstances intrinsèques à l'infraction, bien qu'il n'y ait pas participé et même ne les ait pas connues, c'est qu'il est présumé s'être associé à toutes les chances d'exécution, qu'il les a prévues ou pu prévoir ; or, la qualité de l'agent n'est pas une éventualité, c'est un

(1) Cass., 19 janvier 1856. *Bull.*, n^{os} 27 et 28, p. 52.

fait; c'est, d'ailleurs, un fait sans rapport avec le but poursuivi, quand le complice a ignoré la qualité de l'agent. Ceci est si vrai que l'auteur principal lui-même ne subit l'aggravation résultant d'une relation entre lui et la victime que s'il a connu cette relation.

La jurisprudence décide encore que la qualité de l'agent principal ne peut réagir sur le sort du complice qu'autant que l'auteur principal a agi sciemment et à dessein de nuire et, par conséquent, est déclaré coupable (1).

La doctrine s'élève fortement contre cette théorie; est-il juste, en effet, de punir de la même peine le complice du fils parricide et ce fils lui-même, le crime n'étant pas aussi grave pour l'un que pour l'autre, puisque l'agent, fils de la victime, a méconnu des sentiments et violé des devoirs qui sont étrangers au complice et il est clair que l'aggravation de peine, résultant d'une qualité personnelle à l'auteur, ne doit produire d'effet que pour celui là seul en qui cette qualité se rencontre? La Cour de cassation a décidé (2) que « le fait que l'empoisonnement ait été commis par une fille sur sa mère constitue une circonstance *aggravante* et non *constitutive* du crime; ce fait exige donc une question spéciale, distincte de celle posée sur le fait principal ». Nous concluons de là que le fait pour l'empoisonneur d'être le fils de sa victime, aggrave la criminalité du crime, sans le transformer en un autre genre de crime; or, si le complice est puni de la peine qui est prononcée par la loi contre le fait de l'infraction,

(1) Cas., 22 janvier 1835. D. 35-1-421. — 10 juillet 1851, *Bull.* n° 272.

(2) Cass., 19 septembre 1839.

c'est parce qu'il participe à ce fait ; mais, puisqu'il ne participe pas à la qualité qui l'aggrave, il ne peut être plus sévèrement puni à raison de cette qualité ; en conséquence, nous croyons que le complice d'un fils empoisonneur de son père ne devrait pas subir les peines accessoires qui frappent dans notre droit le parricide et qui sont prévues par l'art. 13 du Code pénal et que la théorie des excuses pourrait lui être appliquée (1).

Deux arrêts de la Cour de cassation particulièrement intéressants en ce qu'ils prévoient le cas de concours du crime d'empoisonnement et du crime de parricide, méritent de nous arrêter quelques instants.

Le 4 avril 1845 (1), la Cour suprême a décidé que « le parricide constitue un crime *sui generis* à l'égard duquel le jury doit être interrogé par question distincte et séparée, quand bien même il aurait été commis simultanément avec attentat à la vie d'autres personnes, par un fait unique, tel qu'un empoisonnement dans lequel ont en même temps péri des frères et des sœurs ; il y a donc nullité de l'arrêt de condamnation si la question comprend, outre les père et mère, l'attentat commis sur les frères et sœurs ».

M. l'avocat-général Quénault s'était efforcé de faire prévaloir une opinion contraire, qu'il fondait sur ce que ce crime ayant été commis par un fait unique et indivisible qui avait consisté à verser du poison dans un mets préparé pour toute la famille, il n'y avait pas lieu de diviser

(1) Voir, à ce sujet, l'art. 525 du Code pénal.

(2) Dalloz. 45-1-245.

la question soumise au jury. A cette théorie, l'arrêtiste répond que « le mode de perpétration du crime ne paraît mériter d'être pris ici en aucune considération ; en effet, si l'on eût dû voir dans la prévention qu'un crime unique et indivisible, comme l'avait été le moyen employé pour le commettre, et que le jury eût admis des circonstances atténuantes, sur lequel des crimes eût porté cette déclaration et quelle est celle des peines qui en eût pu être atténuée ? On ne pourrait le dire. »

Il s'agissait de l'espèce suivante : un arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne, en date du 4 mars 1845 avait condamné Lacomme à mort comme coupable d'empoisonnement sur la personne de ses père et mère, de son frère et de sa sœur.

Le pourvoi soutenait que le président avait réuni dans une seule question des chefs d'accusation qui devaient être présentés d'une manière distincte et séparée.

La Cour, contrairement aux conclusions de M. l'avocat-général Quénault, a admis le pourvoi par l'arrêt suivant :

La Cour. — « Attendu que la loi veut que le jury vote par scrutins distincts sur le fait principal d'abord et sur chacune des circonstances aggravantes. — Attendu qu'il y a, par conséquent, nécessité, pour obéir à cette prescription légale, de poser aux jurés une question distincte et séparée sur chaque chef d'accusation principal, afin qu'ils puissent y faire aussi une réponse distincte et séparée. — Attendu que le crime d'empoisonnement, lorsqu'il est commis sur la personne des père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime, constitue le crime de parricide défini et prévu par l'art. 299 du Code pénal et

que ce crime, objet d'une disposition particulière et distincte de la loi à raison de sa nature spéciale et de son énormité, est puni de la peine de mort portée par l'art. 302 et aggravée, dans son exécution, par les dispositions de l'art. 13 du même Code. — Attendu que ce crime spécial constitue un fait principal qui doit toujours être l'objet d'une question posée aux jurés d'une manière distincte et séparée ; attendu néanmoins que, dans l'espèce actuelle, contrairement aux principes ci-dessus établis, les questions ont été posées, ainsi qu'il suit :

1° *Lacomme est-il coupable d'avoir, le 1^{er} décembre dernier, attenté à la vie de Jeanne Sanarcus, sa mère légitime, de François Lacomme, son frère, de Dominique Lacomme, sa sœur, par l'effet d'une substance pouvant donner la mort plus ou moins promptement ?*

2° *Lacomme est-il coupable d'avoir, le 11 décembre dernier, attenté à la vie de Bertrand Lacomme, de Jeanne Sanarcus, ses père et mère légitimes, de François et Dominique Lacomme, ses frère et sœur, par l'effet d'une substance pouvant donner la mort plus ou moins promptement ?*

Attendu que le jury a répondu affirmativement, à la majorité, à chacune de ces deux questions, mais que ces deux questions étaient évidemment complexes, puisqu'elles réunissaient et confondaient dans un seul et même contexte les crimes de parricide par empoisonnement commis sur la personne des père et mère de l'accusé et les crimes d'empoisonnement commis sur la personne des frère et sœur dudit accusé. — Attendu que les réponses du jury, s'appliquant aux dites questions, se trouvent par

voie de conséquence entachées du même vice de complexité que ces questions ; d'où il suit qu'il y a eu violation formelle de l'art. 1 de la loi du 13 mai 1836 ; en conséquence casse..., etc... »

D'autre part, le 27 avril 1876, la Cour de cassation a décidé (1) « qu'après avoir interrogé le jury sur le point de savoir si l'accusé est coupable d'avoir, conjointement avec le fils de la victime, attenté volontairement à la vie de celle-ci par l'effet de substances mortifères, le président des assises peut, sans qu'il y ait nullité, lui demander par une question subsidiaire, si l'accusé est coupable d'avoir attenté volontairement à la vie de cette même victime par l'effet de substances propres à donner la mort ».

Dans cette affaire, la Chambre des mises en accusation avait renvoyé devant la Cour d'assises non seulement l'accusé de parricide, mais une deuxième personne, accusée de complicité ; c'est à l'égard de cette dernière que le président des assises a fait une notable application du droit qui lui appartient de poser comme résultant des débats toute question qui, quoique formulant une accusation distincte, en ce sens qu'elle est prévue par une autre disposition de la loi, n'est toutefois que la reproduction du fait primitif, envisagé sous un autre point de vue et présentant un autre caractère pénal. Cette décision était justifiée par la circonstance que la seule différence entre la question primitive et la question subsidiaire consistait en ce que cette dernière, tout en relevant également le crime d'empoisonnement, faisait abstraction de la participation du fils de la victime au crime,

(1) Dalloz, 1877-1-92.

La Cour suprême a tranché cette intéressante question dans les termes suivants :

La Cour : « Attendu que la question posée dans les termes de l'arrêt de renvoi interrogeait le jury sur le point de savoir *si l'accusée, veuve Garrigue, était coupable d'avoir, conjointement avec Guillaume Garrigue, fils légitime de Garrigue (Jacques), attenté volontairement à la vie de ce dernier par l'effet de substances mortifères*; que cette question ainsi posée, mais résolue négativement, constituait l'accusée, complice d'un crime de parricide par empoisonnement. — Attendu que le président, usant des pouvoirs que lui conférait la loi, a posé comme résultant des débats une question subsidiaire ainsi conçue : « *L'accusée, veuve Garrigue, est-elle coupable d'avoir... attenté volontairement à la vie de Jacques Garrigue par l'effet de substances propres à donner la mort ?* » Que cette deuxième question, résolue par l'affirmative, impliquait seulement l'existence d'un crime d'empoisonnement sans participation du fils de la victime. — Attendu qu'envisagée à ce nouveau point de vue, la question d'empoisonnement n'était qu'une modification ou dégénérescence de l'incrimination primitive, et qu'à ce titre elle a pu être légitimement posée sans altérer la substance de l'accusation. — Attendu, d'un autre côté, que le jury, après avoir écarté l'accusation de complicité de parricide à l'aide de substances propres à donner la mort, a pu, sans contradiction, déclarer l'accusée coupable d'empoisonnement, crime différent du parricide, à raison de l'absence de tout rapport de filiation entre la victime du crime et son auteur; en conséquence rejette... etc... »

Cette décision nous montre que, tout au moins en principe, le fils, coauteur de l'empoisonnement de son père doit être poursuivi comme parricide et que sa qualité personnelle, aggravant le caractère du crime, doit peser sur le coauteur quoique ce dernier ne soit uni à la victime par aucun lien du sang (1).

Si au contraire le fils ne jouait dans l'empoisonnement de son père que le rôle de complice ; la peine du parricide n'atteindrait ni l'auteur principal ni le fils, complice du crime ; en effet les circonstances aggravantes ne remontent pas du complice à l'auteur principal, le complice étant puni à raison du fait d'autrui, donc lorsque ce fait ne constitue qu'un empoisonnement, le complice ne saurait être puni d'une peine plus grave que celle qui est portée par la loi contre l'empoisonnement (2).

DE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION PUBLIQUE EN MATIÈRE D'EMPOISONNEMENT LENT

Une intéressante question mérite de nous arrêter quelques instants sur la matière de la prescription. — La prescription de l'action en matière criminelle repose, nous le savons, sur cette idée qu'après un certain temps le trouble causé dans la société par le fait coupable a cessé et que l'oubli a effacé, en quelque sorte, le mal produit ; l'intérêt social commande donc, au législateur, de pardonner plutôt que de réveiller, par des poursuites tardives, le scandale qu'a causé une main coupable alors que le souvenir

(1) Cass., 27 avril 1815., S. 15-1-414. — 16 juillet 1855., S. 35-1-895.

(2) Cass., 2 octobre 1856. *Journ. Palais*, 57, p. 839.

du mal produit s'est perdu. En matière d'empoisonnement, la question de la prescription se pose de la manière suivante : Supposons un empoisonnement lent, c'est-à-dire un empoisonnement qui dure plusieurs jours, plusieurs semaines, plusieurs mois peut-être, tel que celui qui fut commis en Algérie, à Aïn-Fezza, il y a quelques années et qui passionna si vivement l'opinion publique, eh bien ! à partir de quel moment la prescription commencera-t-elle à courir ? Sera-ce après l'administration de la première dose de poison ? Mais cette dose n'était pas mortelle à elle seule et ne constituait peut-être pas un poison au sens juridique du mot. Si le coupable s'était arrêté dans ses projets criminels ou si la justice avait mis la main sur lui, peut-être le ministère public n'aurait-il pu poursuivre qu'en vertu de l'article 317, § 4 pour administration de substances nuisibles à la santé ; — ou bien faut-il décider que la prescription ne courra que lorsque la substance sera devenue vénéneuse aux termes de l'article 301 c'est-à-dire, quand la dose de toxique administrée aura permis de qualifier le fait d'attentat à la vie par l'ingestion d'un poison proprement dit ? Telle est, croyons-nous, la véritable solution. En effet, pour déterminer le jour où commence la prescription, il faut tenir compte de deux idées essentielles, ainsi que le fait remarquer M. Garraud (1). La première, c'est qu'un délit, même commis par plusieurs personnes, reste *un* au point de vue de la prescription ; ainsi, en cas de participation de plusieurs personnes, auteurs ou complices, à une infraction punissable,

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. II, p. 94.

la prescription reste indivisible dans son point de départ et sa durée ; pour fixer le point de départ de la prescription, on considère, non pas la date même des actes de participation imputés aux complices, mais la date des actes d'exécution, imputés à l'auteur principal. Cette solution s'applique non seulement aux actes antérieurs, mais encore aux *actes postérieurs* auxquels la loi donne la qualification d'actes de complicité. De ces décisions, nous tirerons un argument d'analogie, car, puisqu'un délit commis par plusieurs personnes reste *un* au point de vue de la prescription ; il nous semble que la même solution doit être donnée lorsque le délit est composé de plusieurs actes.

La seconde idée essentielle sur laquelle repose la prescription, c'est que l'oubli ne peut commencer son œuvre que du jour où l'activité criminelle a fini de s'exercer et où le délit est, par conséquent, achevé. Toute la question est donc de savoir à quel moment on doit considérer l'infraction comme accomplie ou, en d'autres termes, nous devons nous demander si l'empoisonnement lent constitue un délit continu ou un délit d'habitude ? Or, nous croyons fermement que l'empoisonnement lent constitue un délit continu, et nous ne voyons pas les raisons juridiques qui nous permettraient de faire, de ce délit, un délit d'habitude, rien dans la définition légale de l'empoisonnement ne nous autorisant à isoler, en quelque sorte, les différents actes qui doivent constituer le crime unique d'empoisonnement ; telle est bien d'ailleurs la solution à laquelle vont nous amener les définitions données par les auteurs au sujet du délit continu et du délit d'habitude.

Le délit continu, écrit M. Garraud (1), se compose d'un fait unique qui, dès qu'il est accompli, se prolonge sans interruption, et non pas d'une suite de faits distincts et séparés; aussi la prescription de l'action publique ne peut commencer à courir que du moment où cet état permanent de criminalité est venu à cesser, car c'est alors seulement que le délit est terminé (2); tandis que l'infraction d'habitude résulte d'actes dont chacun pris isolément est impuni, mais qui deviennent punissables dès qu'ils sont réitérés et dénotent ainsi une habitude chez leur auteur.

Or, le crime d'empoisonnement ne constitue jamais qu'un seul délit même s'il y a des actes successifs; aucun des actes qui le constitue ne doit être isolé pas plus au point de vue de la prescription qu'au point de vue de la poursuite ou des questions à poser au jury; la jurisprudence qui s'est prononcée en ce sens sur ces deux derniers points, sanctionnerait certainement aussi notre manière de voir si jamais la question lui était posée (3) au point de vue de la prescription.

EXPLICATION ET INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 317, § 4
DU CODE PÉNAL

Nous avons parlé à plusieurs reprises du délit d'administration de substances nuisibles à la santé; il convient maintenant de serrer les textes de plus près, de les interpréter en un mot, afin de montrer les étroits rap-

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. II, p. 96.

(2) Cass., 30 janvier 1879, S., 82-1-41.

(3) Cass., 12 décembre 1840, S., 40-1-950 et Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. IV, p. 282.

ports qui unissent cette infraction au crime d'empoisonnement tel qu'il est prévu et puni par l'art. 301 du Code pénal.

D'après le Code pénal de 1810 l'administration de substances nocives n'était punissable qu'autant que ces substances pouvaient donner la mort; dans ce cas le fait coupable était qualifié crime d'empoisonnement et, en vertu de l'art. 302, puni de mort; mais cet article exigeant que la substance administrée soit de nature à donner la mort, l'emploi d'une substance capable seulement de rendre malade, d'altérer la santé ne constituait pas une tentative d'empoisonnement et par conséquent demeurerait impunie; le parquet était désarmé puisque le législateur n'avait pas prévu le cas où la substance administrée était simplement nuisible à la santé et cependant ce fait peut avoir des conséquences très graves.

La loi du 28 avril 1832 a comblé cette lacune en ajoutant à l'art. 317 du Code pénal les trois paragraphes ainsi conçus ;

Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou une incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement de quelque manière que ce soit, des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de seize à cinq cents francs; il pourra de plus être renvoyé sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et dix ans au plus. — Si la maladie ou incapacité de travail personnel a duré plus de vingt jours, la peine sera celle de la réclusion. — Si le coupable a commis, soit le

délit, soit le crime spécifiés aux deux paragraphes ci-dessus, envers un de ses ascendants, tels qu'ils sont désignés en l'article 312, il sera puni, au premier cas, de la réclusion, et au second cas, des travaux forcés à temps

Remarquons tout d'abord que ce délit se trouve peu à sa place dans le dernier paragraphe de l'art. 317; en effet, les premiers alinéas de cet article traitent de l'avortement et il est assez difficile de comprendre comment on a été amené à accoler à ce crime le délit qui consiste dans l'administration volontaire de substances nuisibles à la santé; le système de la loi du 28 avril 1832 consiste à mettre ce délit sur la même ligne que les coups et blessures volontaires, infraction à laquelle l'art. 317, § 4 renvoie même explicitement, il eût donc été plus naturel de rapprocher matériellement ces deux délits; ceci n'eût pas été sans intérêt; en effet, tous les auteurs se sont justement étonnés que le législateur de 1863 qui remplaçait la peine de la réclusion, par celle de l'emprisonnement dans le premier alinéa de l'art. 309 (coups et blessures ayant entraîné une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours), n'ait pas modifié, de la même manière et dans les mêmes proportions, la pénalité de l'art. 317, § 5 (maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, occasionnée par l'administration volontaire de substances nuisibles) puisque ces deux faits sont de même nature et que la loi n'a pas manqué de les assimiler; or, ne peut-on expliquer et excuser jusqu'à un certain point, ce véritable oubli du législateur de 1863 en pensant que la responsabilité atteint certainement les auteurs de la loi du 28 avril 1832 qui, sans souci des règles de

la logique, n'avaient pas placé le délit d'administration de substances nuisibles à la santé, près des infractions avec lesquelles il avait de grands rapports ; quoi qu'il en soit, l'art. 317, § 5 n'ayant pas été modifié en 1863, il en résulte une *inelegantia juris*, regrettable à tous les points de vue.

Si l'on rapproche l'art. 317, § 4 de l'art. 301 on voit que l'incrimination d'administration de substances nocives offre actuellement trois degrés :

1° Elle ne constitue qu'un simple délit, puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans, et d'une amende de 16 à 500 francs, si les substances administrées sont nuisibles à la santé, sans être de nature à donner la mort, et si l'administration de ces substances n'a occasionné qu'une maladie ou incapacité de travail de vingt jours ;

2° Ce fait prend le caractère d'un crime puni de la réclusion, si les mêmes substances ont causé une maladie de plus de vingt jours ;

3° Enfin, il est puni de mort, si les substances étaient de nature à donner la mort, quelles qu'aient été les suites de leur administration.

Ce système législatif contient une lacune, la loi n'a pas prévu le cas où les substances administrées, quoique incapables par leur nature de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée à raison de circonstances casuelles, par exemple, par suite de l'état débile de santé de la victime. Quelle peine sera applicable dans une pareille hypothèse ? Sera-ce celle qui est édictée par l'art. 301 ? Mais il manquerait à ce crime deux de ses éléments : la volonté de donner la mort, et une substance de nature, en général, à la donner ;

en un mot : un poison. Sera-ce l'une des deux peines portées à l'art. 317, § 4 et § 5 ? Mais cet article n'a prévu que la maladie et non la mort, aussi, MM. Chauveau et Faustin-Hélie (1) pensent que ce serait en forcer les termes que de l'appliquer ; toutefois, il nous semble que le cas de mort se trouve implicitement compris et même *a fortiori* dans les prévisions de la loi, et qu'on peut dès lors appliquer la peine édictée par l'alinéa 5 de l'art. 317, c'est-à-dire : la réclusion (2).

Notons que ce cas est explicitement prévu par plusieurs législations étrangères, notamment par l'art. 229 du Code pénal allemand, par l'art. 183 du Code pénal bavarois, enfin, par les art. 404 du Code pénal belge et 309 du Code pénal hongrois.

Remarquons enfin, que l'art. 317, § 4, prononce contre l'individu reconnu coupable du délit d'administration de substances nuisibles à la santé, outre l'emprisonnement et l'amende, la peine facultative de la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et dix ans au plus ; la peine de la surveillance de la haute police ayant été supprimée par la loi du 27 mai 1885, art. 19, et remplacée par l'interdiction de séjour, c'est cette dernière peine qui serait actuellement applicable.

Pour constituer le délit prévu par l'article 317, § 4, trois conditions sont nécessaires. Il faut :

1° Que des substances aient été administrées volontairement à autrui ;

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. IV, n° 1580.

(2) Conf. Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. IV, p. 285. — Dalloz, *Répertoire Crimes et Délits contre les personnes*.

2° Que ces substances, sans être de nature à donner la mort, soient nuisibles à la santé ;

3° Qu'elles aient occasionné une maladie ou une incapacité de travail personnel.

Reprenons successivement ces trois points :

1° Administrer *volontairement* une substance, dans l'esprit de la loi, c'est l'administrer *avec l'intention de nuire*. Ici, il faut le remarquer ces deux expressions qui, ailleurs, se confondent dans le même sens, doivent être soigneusement distinguées. On peut, en effet, administrer même volontairement des substances nuisibles sans intention criminelle, par exemple si l'agent n'en connaît pas la nature, s'il les donne comme médicaments ; en pareil cas, il n'y a pas de délit punissable et la peine ne serait pas encourue, puisque l'agent n'a pas commis avec une mauvaise intention le fait auquel on voudrait rattacher la culpabilité ; au contraire, un homicide commis ou des blessures faites *volontairement* impliquent l'*intention criminelle* de leurs auteurs, car ceux-ci ne peuvent jamais ignorer, à moins d'être en état de démence, toute la gravité de pareils actes. En résumé, en matière de délit d'administration de substances nuisibles à la santé, il faut que la volonté coupable de l'agent soit caractérisée par l'intention de nuire.

2° Les substances administrées, sans être de nature à donner la mort, doivent être nuisibles à la santé. — De la nature des substances administrées dépend la qualification du fait punissable. En effet, si ces substances sont toxiques, le fait est un empoisonnement ; ce n'est donc que si elles sont simplement nuisibles à la santé que le

fait tombe sous le coup de l'article 317. D'ailleurs, le tribunal correctionnel ou la chambre des appels correctionnels, lorsqu'ils reconnaissent un individu coupable d'avoir volontairement administré une substance qui, sans pouvoir donner la mort, a produit une incapacité de travail, font une appréciation souveraine des faits, et l'on ne peut soutenir devant la Cour de cassation que la substance administrée était de nature à causer la mort et que dès lors il s'agissait d'un empoisonnement qui devait être soumis à la Cour d'assises. Telle est la solution qui résulte d'un arrêt de la Cour suprême en date du 2 mai 1867 (1) :

La Cour. — « Attendu que par l'arrêt attaqué la demanderesse a été déclarée coupable d'avoir volontairement, avec intention de nuire, administré à F. Libersat, son mari, une substance qui, sans pouvoir donner la mort, était nuisible à la santé et a produit chez lui une incapacité de travail personnel de moins de vingt jours et qu'il lui a été fait, en conséquence, application des dispositions de l'article 317. — Que le pourvoi, dirigé contre cet arrêt, prétend qu'il a été fait une fausse application de cet article, et que, à l'appui de cette prétention, il soutient que la substance administrée par la demanderesse était de nature à causer la mort, ce qui donnait aux faits incriminés le caractère du crime d'empoisonnement ; — mais, attendu que la déclaration de l'arrêt attaqué, sur la nature de la substance administrée et sur les conséquences possibles de cette administration, repose exclusivement sur une appréciation de faits, laquelle rentre dans les

(1) Dalloz, 69-5-255.

pouvoirs dont les cours impériales sont investies souverainement par la loi ; — que dès lors le pourvoi manque de base légale ; — rejette, etc. ».

La loi ne [définit nulle part ce qu'il faut entendre, au point de vue légal, par une *substance nuisible à la santé* ; il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'il serait bien difficile, sinon impossible de donner une définition satisfaisante de ces termes ; il n'en est pas moins vrai que le vague des expressions légales peut ouvrir une large porte aux poursuites arbitraires. Quelles substances, en effet, ne peuvent pas être considérées comme nuisibles ? Quels aliments ne peuvent pas, dans certains cas, avoir des effets nuisibles ? Toutefois, ce danger trouve son correctif sinon dans la lettre, du moins dans l'esprit de la disposition légale ; la loi, cela est certain, n'a eu en vue que les substances de nature à causer des accidents graves ; son but a été de suppléer à l'insuffisance de l'art. 301 qui n'avait prévu que l'emploi de substances capables de donner la mort ; elle a prévu le cas d'une altération grave de la santé, causée avec ou sans intention de donner la mort, par l'emploi d'une substance non capable de la produire ; au surplus, l'esprit de la loi se manifeste en exigeant que la substance soit de nature à entraîner une maladie plus ou moins grave. C'est aux hommes de l'art, c'est aux chimistes qu'il appartient de déterminer les caractères des substances et leurs effets probables, non sur telle personne, mais sur tous les hommes en général, car la loi veut que la substance soit nuisible à la santé par sa nature intrinsèque.

Nous avons déjà dit que la science médicale réprouvait la distinction admise par la loi entre le poison et la subs-

tance simplement nuisible à la santé, car, suivant la dose, la même substance, de simplement nuisible à la santé peut devenir toxique et occasionner la mort ; en pareil cas, nous avons pensé que la qualification du fait dépendait d'une question d'intention et que là où l'on ne rencontrait pas l'intention de tuer, le parquet ne saurait poursuivre en vertu de l'art. 301, mais qu'il lui serait alors loisible d'incriminer le fait délictueux sous l'inculpation prévue par l'art. 317, § 4 du Code pénal.

3° Les substances administrées doivent avoir occasionné une *maladie* ou une *incapacité de travail personnel*. — Par ces mots : maladie ou incapacité de travail personnel, la loi montre bien que le danger couru par la victime, le mal qui lui a été causé, doivent être réels et sérieux ; une indisposition momentanée ne suffirait donc pas pour entraîner l'application de la loi.

La loi ne s'étant pas expliquée sur la nature de l'incapacité de *travail personnel* qu'exige l'art. 317, § 4, des divergences se sont produites en doctrine sur l'interprétation qu'il convient de donner à ces expressions.

Rauter (1), s'appuyant sur la jurisprudence, a conclu des mots : *travail personnel*, employés par l'art. 317, § 4 qu'il s'agissait du travail personnel de la victime, c'est-à-dire de son travail *habituel*.

La Cour de cassation avait déjà admis cette manière de voir dans un arrêt du 21 mars 1834 (2) et elle avait notamment décidé « qu'il y a incapacité de travail par cela seul

(1) Rauter, *Traité de droit criminel*, § 457.

(2) Sirey, 34-1-581.

que la victime n'a pu reprendre son travail *habituel* avant l'expiration du délai fixé par la loi ; peu importe qu'avant l'expiration de ce délai, la victime eût pu faire un travail de surveillance ».

Voici les termes mêmes de l'arrêt :

La Cour. — « Attendu qu'il y a incapacité de travail personnel toutes les fois que l'individu malade ne peut pas, sans commettre une imprudence, se livrer à son travail habituel ; que le travail habituel d'un garçon jardinier, comme dans l'espèce, est un travail de ses mains dans les jardins ; que la simple surveillance d'ouvriers, sans participation personnelle à leurs travaux, ne caractérise pas le travail personnel d'un homme de cet état, puisque cette surveillance, purement passive, peut être exercée par tout individu qui peut, sans danger, s'exposer au contact de l'air extérieur... »

Certains auteurs (1) citent encore dans le même sens un autre arrêt de la Cour de cassation qui statue sur l'interprétation de l'art. 309 du Code pénal ; cet article, ainsi que nous l'avons dit, prévoit le cas de blessures ou violences ayant occasionné une incapacité de *travail personnel* pendant plus de vingt jours, incrimination qui a plus d'un rapport avec le délit prévu par l'article 317, § 4, mais cet arrêt ne nous paraît pas très explicite sur l'hypothèse particulière qui nous occupe, il s'exprime ainsi (2) :

La Cour. — « Attendu que l'art. 309 ne distingue pas les divers genres de travaux qu'un individu peut avoir à exé-

(1) Notamment Blanche, *Études pratiques de droit pénal*, t. IV, n° 572

(2) Cass., 2 juillet 1835. S., 35-1-861.

cuter, de manière à exclure l'application dudit article dans le cas où les coups et blessures n'auraient occasionné que l'incapacité de se livrer à de certaines occupations; et, qu'au contraire le sens dudit article est que la peine qu'il prononce soit applicable lorsque l'incapacité de travail pendant plus de vingt jours, est constatée par le jury, puisque ce travail ne peut s'entendre que du travail personnel de l'individu blessé. — Rejette...., etc. »

Nous croyons avec MM. Garraud (1), Chauveau et Faustin-Hélie (2) que cette interprétation doit être repoussée et que c'est à l'incapacité du travail qu'un homme peut faire de ses mains, de ses membres, en un mot à l'incapacité du *travail corporel* que le Code pénal français a fait allusion dans les articles qui nous occupent.

En effet, si l'incapacité de travail ne s'appliquait qu'au *travail habituel*, on arriverait aux conséquences les plus bizarres; la gravité du délit dépendrait alors, non de l'intensité de la blessure, mais de la nature de la profession ou de la position sociale de la victime. Ainsi l'homme de lettres qui pourrait continuer dans son lit ses études habituelles, ou le rentier qui ne se livre en général, à aucune espèce de travail, n'éprouveraient pas l'incapacité de travail prévue par la loi. L'action puiserait alors sa pénalité, non dans sa gravité intrinsèque, mais dans une circonstance étrangère à l'agent; elle serait motivée par la position sociale de la victime, par ses habitudes, par son genre de vie; ce ne serait plus ni la moralité du fait, ni

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, t. IV, p. 367.

(2) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. IV, n° 1540.

le fait matériel lui-même qui servirait de base à la peine, mais un fait accidentel, pris en dehors de l'action et qui lui est complètement étranger ; ce qui est inadmissible.

L'incapacité du *travail personnel* ne doit s'entendre que de l'incapacité du *travail corporel* de la personne lésée. C'est là le sens naturel de l'expression légale et ce n'est que dans ce sens qu'elle peut être appliquée, car cette incapacité corporelle est la seule qui puisse être appréciée par le juge, la seule qui puisse être produite comme conséquence immédiate et directe de l'infraction. Il suit de là que l'incapacité doit s'étendre à tous les travaux de même nature, car l'impossibilité de vaquer à un seul de ces travaux ne serait pas une mesure suffisante de la gravité du mal, si la personne malade pouvait en même temps accomplir d'autres travaux ; il faut que l'incapacité soit complète, car si on la restreint au travail habituel de la personne lésée, ce travail étant différent suivant les habitudes et la profession de cette personne, la gravité du fait dépendrait entièrement du hasard de ces circonstances. L'interprétation de la loi doit être entendue avec les tempéraments que la raison et l'équité commandent d'apporter ; il ne faut donc ni en exagérer ni en restreindre la portée. Ainsi, d'une part, l'aggravation de peine prévue par le cinquième alinéa de l'article 317 ne résultera pas du seul fait que la victime a été dans l'impuissance de vaquer pendant plus de vingt jours aux travaux les plus pénibles, par exemple de piocher la terre, si elle a pu se livrer à certains autres travaux moins pénibles, bien qu'exigeant encore un certain déploiement de force musculaire. D'un autre côté, la circonstance que le malade a pu, avec modération, se

livrer à quelque occupation, tandis qu'il était forcé de s'abstenir de tout travail fatigant, n'empêchera pas l'aggravation de peine d'être encourue. En un mot, ce qui est nécessaire, mais ce qui est suffisant, c'est qu'il soit bien constaté que la victime a été, ou a pu être, pendant plus de vingt jours, dans l'impuissance de se livrer à un travail véritablement corporel.

Cette interprétation se fonde sur le véritable esprit de la loi et sur la tradition juridique ; en effet, l'article 21, titre II du Code pénal de 1791, parlait en termes exprès d'un *travail corporel*. Or, nulle parole au moment de la discussion du Code de 1810 n'indique que le législateur ait entendu modifier cette sorte d'incapacité. Le rapporteur de la loi au Corps législatif, après avoir rappelé les dispositions du Code de 1791, parle de l'empêchement pour le malade de vaquer à un travail *corporel* ; ce n'est donc que d'un travail corporel qu'il s'agit et, dès lors, l'incapacité doit être absolue.

Le législateur en a lui-même posé le principe dans son exposé des motifs : la victime, disait l'orateur du gouvernement, doit avoir essuyé une maladie ou s'être trouvée dans l'*incapacité absolue de se livrer à aucun travail personnel*. Enfin l'orateur du Corps législatif répète qu'il faut que le malade soit dans l'*impuissance de vaquer à aucun travail corporel*. La Cour de cassation est dans le même sens (1) ; toutefois elle a décidé, à juste titre, selon nous, que le fait pour la personne malade, d'avoir été quelquefois pendant les vingt jours garder les brebis, semer

(1) Cass., 14 décembre 1820.

un peu de blé et une fois au marché, ne saurait être regardé comme un travail corporel (1).

Il faut évidemment établir un rapport de causalité entre l'administration de substances nuisibles et la maladie ou l'incapacité de travail, et c'est à l'accusation de prouver que ces deux états sont la conséquence du fait délictueux.

La loi, en exigeant qu'il y ait maladie ou incapacité de travail, n'a point fixé le *minimum* de la durée de l'une ou de l'autre ; le fait seul d'une maladie, pourvu qu'elle soit réelle, d'une incapacité de travail quelconque à condition d'être complète, peut donc autoriser l'application de l'article 317, § 4.

Le fait délictueux, d'administration de substances nuisibles devient un crime dans les cas suivants :

1^o Si la maladie ou l'incapacité de travail personnel a duré *plus* de vingt jours ; ce fait devient alors un crime puni de la réclusion et justiciable comme tel de la Cour d'assises. — Dans le délai fixé par la loi se trouvent compris et le jour où la substance nuisible a été administrée et le jour de l'expiration du terme ; il ne suffirait pas d'ailleurs que l'incapacité de travail eût duré exactement vingt jours ; la loi exigeant plus de vingt jours, il en faut au moins vingt-un ; c'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation en date du 9 juillet 1812 (2).

La durée de la maladie ou de l'incapacité de travail se constate habituellement par les rapports des médecins, toutefois n'oublions pas que le juge ne déléguant jamais

(1) Cass., 30 juillet 1815.

(2) Sirey, 1815-1-66.

qu'une partie de ses pouvoirs aux experts, doit lui-même vérifier les faits et juger les rapports ; il rentre dans son rôle d'apprécier les motifs des conclusions des experts et ces conclusions elles-mêmes ; en conséquence il faut décider que la durée de l'incapacité doit résulter clairement de la déclaration du jury.

Si le malade décède avant l'expiration des vingt jours, d'un mal accidentel, nous croyons que le parquet ne devrait pas poursuivre le coupable devant la Cour d'assises en vertu du paragraphe 5 de l'article 317, quand même les hommes de l'art attesteraient que les substances administrées étaient de nature à entraîner nécessairement une maladie de plus de vingt jours, car la probabilité que la maladie durera plus de vingt jours ne serait pas suffisante pour constituer une circonstance aggravante du délit d'administration de substances nuisibles, il faut la certitude ; et la certitude ne peut résulter que du fait accompli (1).

2° Si le coupable a administré une substance nuisible à l'un de ses ascendants et que la maladie qui en est résultée ait duré moins de vingt jours, ce fait délictueux devient un crime puni de la réclusion ; il sera puni des travaux forcés à temps si la maladie a duré plus de vingt jours.

Aux termes de l'art. 312 du Code pénal auquel l'art. 317, §6 renvoie, pour que la cause d'aggravation de peine qui a trait à la qualité de la victime soit encourue, il faut qu'il s'agisse des père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou autres ascendants légitimes de l'agent, ce qui exclut les ascendants naturels ou adoptifs autres que les père et mère, solution qui s'imposait d'ailleurs en présence des

(1) Conforme, Cass., 18 mars 1854., D., 54-1-163.

art. 756 et 350 du Code civil, suivant lesquels la filiation naturelle ou adoptive ne rattache les enfants naturels ou adoptifs qu'à leurs père et mère et non aux parents de ceux-ci. Au reste, il est nécessaire que la filiation naturelle soit judiciairement constatée ou qu'elle ait fait l'objet d'une reconnaissance émanée de la victime ; l'aggravation de peine ne serait pas encourue si l'agent ignorait le lien de parenté qui le rattachait à sa victime.

Du dernier alinéa de l'art. 317 on peut tirer les conséquences suivantes :

1° La seule qualité de la victime rend l'agent justiciable de la Cour d'assises ; cette qualité étant constitutive du crime, c'est au jury qu'il appartient de décider sur la question (1).

2° La question de tentative peut être posée au jury, puisque la tentative légale de tous les faits qualifiés crimes par la loi est punissable comme le crime même (2).

3° La qualité de la victime forme une circonstance aggravante qui doit faire l'objet d'une question distincte posée au jury (3).

La jurisprudence a été appelée à faire l'application de l'art. 317, § 4 dans une hypothèse intéressante, en décidant que cet article frappe celui qui remet sérieusement à une personne, en lui en conseillant l'usage, des substances nuisibles que celle-ci absorbe de son plein gré, alors même que les substances, cause de la maladie, n'auraient été prises qu'en dehors de sa présence ; celui qui a remis

(1) Cass., 28 avril 1824. D., t. III, p. 416. 27 juin 1845. *Bull.*, n° 212.

(2) Cass., 3 février 1821. *Bull.*, n° 26.

(3) Cass., 5 mars 1848. *Bull.*, n° 66. — 17 février 1849. *Bull.*, n° 37.

les substances dans ces circonstances n'en doit pas moins être considéré comme les ayant administrées dans le sens attaché à cette expression par l'art. 317, § 4.

L'arrêt s'exprime ainsi (1) :

La Cour. — « Considérant qu'il résulte de la procédure et des débats que Marie Falissard étant grosse, reçut des mains de l'inculpé une substance nuisible (de la poudre de cantharides) préparée par celui-ci, et que ladite Marie Falissard absorba la poudre de cantharides délayée dans unetisane, ce qui lui occasionna une maladie ou incapacité de travail de moins de vingt jours ; — que vainement Candol soutient-il n'avoir pas administré la poudre de cantharides, mais l'avoir seulement remise à la personne qui la lui demandait ; qu'on ne saurait admettre la distinction subtile dont l'inculpé veut se prévaloir, alors qu'il a lui-même remis la substance nuisible dans un but déterminé, sachant et conseillant l'usage qui devait en être fait, et en prévoyant nécessairement les conséquences ; que le législateur n'a pas entendu parler seulement de l'administration directe de la substance nuisible au moment même où la personne qui la reçoit va en faire usage, mais de l'administration ou de la remise volontaire de cette substance préparée à dessein, et qui va être employée soit en présence de l'agent, soit en son absence ; — qu'interpréter autrement les dispositions de l'art. 317, ce serait le plus souvent rendre impossible la répression du fait que le législateur a voulu atteindre, et réduire à une simple contravention à la loi sur la vente des substances vénéneuses

(1) Montpellier, 6 décembre 1869. D., 70-2-179.

un acte d'une certaine gravité qui se produit presque tous les jours dans des circonstances identiques à celles qui sont ramenées dans la plainte... condamne... etc. »

L'INDIVIDU POURSUIVI POUR CRIME D'EMPOISONNEMENT ET ACQUITTÉ DE CE CRIME, PEUT-IL ÊTRE TRADUIT EN POLICE CORRECTIONNELLE ET CONDAMNÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 317, § 4 DU CODE PÉNAL ?

De graves discussions se sont élevées sur le point de savoir, si l'article 360 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : « Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise, ni accusée à raison du même fait », faisait obstacle à ce que le même fait à raison duquel l'accusé a été acquitté, ne puisse plus être repris sous une qualification différente et devant une nouvelle juridiction.

Sans vouloir entrer ici dans l'examen de cette importante question qui comporterait des développements trop considérables, contentons-nous de dire qu'à l'avis de tous les auteurs et même de la jurisprudence une nouvelle poursuite ne sera jamais possible si les éléments des deux qualifications restent les mêmes, car en ce cas l'art. 360 du Code d'instruction criminelle conserve toute son application et le principe de la chose jugée s'oppose à un second jugement, mais plusieurs auteurs pensent au contraire (1), spécialement au point de vue qui nous occupe, qu'un indi-

(1) Notamment : Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. IV, p. 278. — Dalloz, *Répert. alphabétique*. — Briand et Chaudé, *Traité de médecine légale*, t. I, p. 655.

vidu poursuivi pour empoisonnement et acquitté de ce chef par la Cour d'assises, pourrait être jugé et condamné en police correctionnelle à condition cependant, non seulement que le fait ait reçu une autre qualification, mais aussi que les circonstances qui ont servi à donner au fait cette qualification nouvelle, soient autres que celles qui avaient servi à lui donner la première qualification; qu'il y ait des éléments nouveaux sur lesquels le jury n'ait pas eu à se prononcer et que ces éléments soient eux-mêmes constitutifs du délit prévu par l'article 317, § 4 du Code pénal.

En effet, puisqu'il n'y a pas de différence générique entre les substances toxiques et celles qui sont simplement nuisibles à la santé, la qualification du fait délictueux dépend ici d'une question d'intention, c'est surtout la volonté de tuer qui distinguera l'empoisonnement du délit d'administration de substances nuisibles à la santé; si donc le jury, par sa réponse négative, ne constate pas l'existence de cette volonté, on comprend que le même individu puisse être traduit devant le tribunal correctionnel et condamné par lui.

La jurisprudence a eu deux fois à se prononcer sur cette question et ses réponses qui semblent au premier abord contraires à l'opinion que nous avons exposée, nous paraissent surtout des solutions d'espèce nullement en opposition avec les principes que nous venons d'établir.

Le nommé Politot, accusé d'avoir volontairement administré, à plusieurs personnes, dans une soupe au lait, du vert-de-gris (acétate de cuivre), substance qui pouvait donner la mort, avait été acquitté par la Cour d'assises de la Moselle; il fut ensuite poursuivi en police correctionnelle

sous l'inculpation d'avoir administré une substance non mortifère, mais nuisible à la santé, ayant occasionné une incapacité de travail, et condamné à cinq ans de prison et dix ans de surveillance. Sur l'appel, la Cour de Metz rendit, le 18 janvier 1854, l'arrêt suivant :

« Attendu qu'il est constant que Politot a volontairement jeté dans la soupe au lait 10 grammes d'acétate de cuivre en poudre; que, renvoyé pour ce fait devant la Cour d'assises, sous l'accusation d'avoir volontairement attenté à la vie de plusieurs personnes par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement, il a été acquitté; qu'ensuite il a été traduit devant la police correctionnelle sous l'inculpation d'avoir occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel en administrant volontairement des substances qui, sans être de nature à donner la mort, étaient nuisibles à la santé; qu'il oppose à cette seconde poursuite, une exception tirée du principe qui veut que toute personne acquittée légalement ne puisse être reprise à raison du même fait; attendu qu'il y a identité entre le fait matériel dont Politot était accusé devant la Cour d'assises, et celui qui fait l'objet de l'inculpation devant la juridiction correctionnelle; que dans les deux poursuites il s'agit toujours de l'ingestion d'une substance malfaisante faite par Politot; mais que, si le fait matériel est exactement le même, il n'en est pas ainsi du fait qualifié, qui est entièrement différent; qu'en effet, au premier cas Politot était accusé d'un attentat à la vie par l'effet de substances pouvant donner la mort, crime qualifié d'empoisonnement par l'art. 301 et réprimé par l'art. 302, tandis que dans le second cas il est seulement inculpé d'avoir

occasionné à ces mêmes personnes une maladie en leur administrant des substances qui, sans être de nature à donner la mort, étaient nuisibles à la santé; que, considéré sous cet aspect, le même fait matériel constitue simplement le délit réprimé par l'art. 317, § 4; qu'il faut donc reconnaître que, recevant une qualification nouvelle et se trouvant soumis à une autre pénalité, le fait ainsi modifié a complètement changé de caractère, d'où il suit que sans qu'il y ait violation de la règle *non bis in idem*, Politot a pu être traduit devant le tribunal correctionnel; qu'il s'agit d'examiner uniquement si Politot peut être déclaré coupable du délit dont il est inculpé;

Attendu que, pour donner lieu à l'application de l'art. 317, § 4, trois conditions sont nécessaires, qu'il faut : 1° que des substances malfaisantes aient été volontairement administrées; 2° qu'il en soit résulté une maladie ou une incapacité de travail personnel; 3° que les substances soient nuisibles à la santé, sans pourtant être de nature à donner la mort; que cette dernière condition, relative au degré de nocuité des substances administrées, est, aussi bien que les deux premières, un des éléments constitutifs du délit; qu'en exprimant que des substances doivent être nuisibles, sans être de nature à donner la mort, l'art. 317, § 4, a nécessairement exclu du nombre de ces substances celles qui sont reconnues léthifères et qui doivent être classées parmi les poisons dont l'administration criminelle est réprimée par l'art. 301; — que s'il en était autrement, il s'ensuivrait que, malgré les termes de l'article précité, qui punit l'empoisonnement de quelque manière que le poison ait été administré, et

quelles qu'en aient été les suites, il faudrait arriver à cette conséquence que les tentatives d'empoisonnement qui n'auraient occasionné qu'une maladie devraient ou pourraient toutes être réduites aux proportions du délit prévu par l'art. 317, § 4, puisque le poison, évidemment nuisible à la santé, n'aurait pas été, à la vérité par une circonstance indépendante de la volonté de l'agent, de nature à donner la mort ; que telle n'a pu être l'intention du législateur, lorsqu'en 1832 il a introduit dans l'art. 317 un quatrième alinéa, destiné à combler une lacune ; que cette disposition nouvelle a eu pour objet d'atteindre et de réprimer le fait jusqu'alors impuni de celui qui, faisant usage de substances nuisibles à la santé mais non léthifères, a, dans une intention mauvaise, mais non pour attenter à la vie, occasionné une simple maladie ; qu'il est manifeste que l'art. 317, § 4, a, par opposition à l'art. 301, envisagé les effets moins graves pouvant résulter de l'administration de substances autres que celles dont il est question dans ce dernier article ; que la nature des substances administrées dans l'un ou l'autre cas est donc caractéristique, et forme, abstraction faite de l'intention plus ou moins criminelle de l'agent, une des conditions essentielles servant à qualifier le fait ou à le classer parmi les crimes ou les délits ;

Attendu qu'à défaut d'un tableau légal ou d'une nomenclature officielle des substances toxiques pouvant donner la mort plus ou moins promptement, et dont l'emploi criminel est réprimé par l'art. 301 du Code pénal, la désignation des substances de cette nature est abandonnée à l'appréciation des magistrats, qui, d'après les indications

du Codex, les effets possibles desdites substances, l'opinion des hommes de l'art ou la notoriété publique ont à qualifier le fait matériel incriminé et à traduire son auteur devant la juridiction compétente ; qu'en ce qui concerne l'acétate de cuivre ou vert-de-gris, le ministère public dans ses réquisitions, et après lui la Cour de Metz, dans l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ont considéré cette substance comme étant du nombre de celles qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement ; qu'il est certain, en effet, et qu'il résulte d'un rapport fait par les experts dans le procès criminel que la quantité de vert-de-gris dépassait d'un tiers environ celle qui aurait suffi, si elle eût été absorbée, pour tuer, dans les vingt-quatre heures, quatorze à quinze personnes ; qu'ainsi, tant à raison des qualités qui lui sont propres qu'à cause de la quantité administrée, la substance était essentiellement propre à donner la mort ; qu'en vain dirait-on que le vert-de-gris, quoique propre originairement et par lui-même à donner la mort, avait, au moment où il a été administré, perdu cette qualité par suite de son mélange avec le lait, et aussi par suite de la répugnance inspirée par la saveur désagréable qui a empêché d'en avaler une quantité suffisante ; que les circonstances étrangères à la qualité primitive et intrinsèque du vert-de-gris ne sauraient exercer aucune influence sur le caractère qu'il convient d'attribuer à ce poison ; — Attendu, qu'il n'est pas juste de dire que Politot, ayant soutenu mal à propos devant la Cour d'assises que le vert-de-gris, tel qu'il l'avait administré, était impropre à donner la mort ; qu'il est évident que les considérations tirées, soit des moyens de défense de l'accusé

devent une juridiction, soit des suppositions hasardées au sujet de la décision non motivée du jury, ne sont d'aucune valeur, — attendu que la substance par l'administration de laquelle Polinet a occasionné une maladie ne pouvant, sous aucun rapport, être considérée comme seulement nuisible à la santé, c'est mal à propos que les premiers juges lui ont fait l'application de l'art. 317, § 4 du Code pénal. — décharge Polinet des condamnations prononcées.

Le ministère public s'étant pourvu en cassation, en se basant sur ce que l'alinéa 4 de l'art. 417 ne serait qu'épouvantail, et sur ce que, s'il est édicté principalement pour les cas où la substance administrée est simplement nuisible, il n'en résulte pas qu'il cesse d'être applicable au cas où un poison véritablement mortel de sa nature aurait été administré seulement dans l'intention de nuire à la santé et dans l'ignorance de sa propriété létifère, et où il ne serait résulté de cette action qu'une maladie: la Cour : « Attendu que si l'art. 316 du Code d'instruction criminelle est applicable quand le fait incriminé se trouve qualifié autrement dans la seconde poursuite, ce n'est que dans le cas où les éléments de cette qualification diffèrent des circonstances constitutives de la première qualification, que si les éléments des deux qualifications restent les mêmes, s'il y a identité dans leur ensemble, l'art. 316 conserve toute son autorité. — En conséquence... Rejette... etc. » (1).

L'autre arrêt, en date du 28 avril 1866, émane de la Cour d'Amiens (2).

(1) Cass., 23 février 1864. D., 34-1-136.

(2) Oulès, 96-1-115.

Dans l'espèce, il y avait eu une première accusation de tentative d'empoisonnement par l'administration d'une substance léthifère, et cette accusation avait abouti à un acquittement. Mais la cause offrait cette particularité, que la substance employée ne constituait un poison qu'autant qu'elle avait été administrée à la dose d'un gramme, et donnée à une dose inférieure, elle cessait d'être léthifère et ne constituait plus qu'une substance malfaisante. Or, il était possible que le jury n'eût rendu un verdict négatif que parce qu'il avait pensé que la substance avait été administrée à une dose insuffisante pour donner la mort. Rien donc ne s'opposait à ce que, l'acquittement prononcé, des poursuites correctionnelles fussent exercées pour le fait d'avoir administré une substance nuisible à la santé. Mais la juridiction correctionnelle qui se trouvait alors saisie de l'affaire, avait à examiner, pour vérifier sa compétence, à quelle dose la substance avait été réellement administrée. S'il résultait de cet examen qu'elle avait été administrée à une dose simplement malfaisante, le tribunal correctionnel pouvait prononcer une condamnation en vertu de l'article 317, § 4; si, au contraire, il reconnaissait que la substance avait été administrée à une dose léthifère, il se trouvait en présence, non plus d'un simple délit, mais de la tentative de crime qui avait été purgée par l'accusation antérieure, et il devait déclarer l'action du ministère public non recevable, comme portant atteinte à l'autorité de la chose jugée, comme tendant à faire revivre, sous une qualification nouvelle, le fait à raison duquel l'inculpé avait déjà été poursuivi et jugé.

L'arrêt est ainsi conçu :

La Cour. — « Attendu que Berthaut a reçu un panier renfermant diverses primeurs et notamment sept grosses fraises ; — Que Berthaut et deux personnes qui ont diné chez lui ont mangé chacune une de ces fraises ; qu'après les avoir mangées ces personnes ont été prises de coliques, de vomissements et de diarrhée et ont été plus ou moins malades pendant un ou deux jours. — Attendu qu'il est constant que les fraises contenaient une certaine quantité d'huile de croton tiglium et que c'est à l'action de cette substance qu'il faut attribuer les désordres physiques dont Berthaut et ses convives ont été victimes. — Que traduite à raison de ce fait devant le jury pour tentative d'empoisonnement, la femme Berthaut a été acquittée. — Attendu que le ministère public soutient pour établir que l'action correctionnelle dirigée contre la femme Berthaut est recevable, que l'huile de croton tiglium n'est un poison que lorsqu'elle est administrée à la dose d'un gramme au moins et qu'au-dessous de cette dose, elle n'est plus qu'une substance nuisible à la santé ; qu'en fait les fraises ne renfermaient que 0 gr. 80 environ d'huile de croton tiglium, que, dès lors, la prévention actuelle repose sur le fait d'avoir administré, non une substance toxique, mais une substance qui, à raison de la dose administrée, ne pouvait produire et n'a, en effet, produit qu'une maladie. — Attendu que l'huile de croton tiglium est classée par l'ordonnance du 29 août 1846 parmi les substances vénéneuses ; que les hommes de l'art affirment qu'administrée à la dose d'un gramme seulement, elle est de nature à donner la mort. — Attendu que non seulement il n'est pas démontré que les fraises envoyées à Berthaut conte-

naient moins d'un gramme d'huile de croton tiglium, mais qu'il résulte au contraire du rapport des experts et de leurs dépositions à l'audience que la fraise sur laquelle ils ont opéré avec efficacité recélait 0 gr. 20 d'huile, qui, suivant eux, a été introduite dans la partie inférieure du fruit après l'enlèvement du pédoncule; — Qu'en supposant même qu'il n'en ait pas été introduit dans deux autres fraises qui avaient conservé leur pédoncule, ce qui n'est pas établi, il n'en faut pas moins conclure que, même dans cette hypothèse cinq fraises contenaient ensemble un gramme au moins de cette substance et que, dans le doute on peut évaluer à 1 gr. 40 la quantité d'huile de croton tiglium renfermée dans les sept fraises réunies, ce qui constitue un poison essentiellement mortel; — Attendu que, la substance administrée étant restée la même, sans variation dans son essence, dans sa composition, dans ses quantités et dans son mode d'administration, le fait qui sert de base à la poursuite actuelle ne présente aucun élément nouveau distinct de l'élément constitutif du crime de tentative d'empoisonnement délégué au jury et souverainement apprécié par lui; — Que, par conséquent, le ministère public n'est pas recevable dans son action fondée sur l'article 317, § 4, du Code pénal, l'en déboute... etc... »

Notons en terminant que, tout en déclarant les secondes poursuites non recevables, ces arrêts prennent soin d'établir qu'il n'apparaissait, dans la nouvelle incrimination, aucun élément nouveau distinct de ceux déjà appréciés; c'est ainsi, notamment, que l'arrêt de la Cour d'Amiens constate que la substance prétendue administrée était restée la même sans variation dans son

essence, dans sa composition, dans ses qualités et dans son mode d'administration.

DÉLIT DE FALSIFICATION DE SUBSTANCES ALIMENTAIRES
(ANALYSE RAPIDE)

Il est un autre délit, chaque jour réprimé par les tribunaux, qui, à côté de l'article 317, § 4, complète notre législation sur les moyens employés pour prévenir les maladies occasionnées par des boissons ou des comestibles dont la mauvaise qualité peut nuire à la santé ; c'est le délit de falsification des substances alimentaires et médicamenteuses et des boissons.

Le Code pénal de 1810 réprimait, d'une manière incomplète, les falsifications. Les articles 318, 475 § 6, 476, 477 § 2, 478, ne punissaient que la falsification des boissons ; ils ne s'occupaient pas de la vente des autres substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées. La loi du 28 avril 1832 s'était bornée à ajouter aux articles 475 et 477 un quatrième alinéa qui, reproduisant une disposition de notre ancienne législation que la jurisprudence avait, dans le silence de la loi, continué d'appliquer (1), prononçait une peine de simple police contre ceux qui exposaient en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. Enfin, l'article 423 punissait quiconque aurait trompé sur la nature ou la quantité de toutes marchandises. Cette législation était imparfaite : la falsification des boissons était seule punie sans qu'il

(1) Loi du 19 juillet 1791, art. 20 et Code du 3 brumaire an IV art. 605, § 5

fût possible de s'expliquer pourquoi il n'en était pas de même des autres substances alimentaires. Si la falsification des boissons contenant des mixtions nuisibles à la santé, était punie par l'article 318 d'un emprisonnement de six jours à deux ans, d'une amende de 16 à 50 francs et de la confiscation, les articles 475 § 6, 476, 477 et 478 ne prononçaient contre les falsifications de boissons non nuisibles à la santé que les peines insuffisantes de simple police : une amende de 6 à 10 francs et la confiscation, avec un emprisonnement facultatif de 3 jours au plus qui, même en cas de récidive, ne pouvait dépasser 5 jours.

La falsification des substances alimentaires solides n'était atteinte que par l'art. 423, qui, par ses termes généraux, punit la tromperie sur la nature {de toutes marchandises ; mais il résulte des termes mêmes de l'article qu'il n'est applicable que lorsqu'il y a tromperie sur la *nature* de la chose ; il fallait donc que la falsification changeât la nature de la chose ; et elle n'était pas réprimée lorsqu'elle en changeait seulement la *qualité*, lorsqu'elle n'avait pas rendu la chose tout à fait impropre à sa destination. Enfin l'article 423 ne réprimait en aucun cas la simple tentative ; et si la mauvaise foi du débitant pouvait quelquefois être atteinte, l'auteur de la falsification restait toujours impuni. La loi du 27 mars 1851 a eu pour but de modifier cette législation et de réprimer la falsification des substances alimentaires et médicamenteuses ; une autre loi du 5 mai 1855 en a étendu l'application aux boissons, qui se trouvent ainsi régies par les mêmes dispositions. L'article 423, les lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, réglementent donc aujourd'hui la

matière et punissent les falsifications de toutes les substances alimentaires et médicamenteuses. Citons encore la loi du 23 juin 1857 qui fait un délit spécial plus sévèrement puni de la tromperie sur la nature de la marchandise à l'aide d'une marque mensongère ; le Code de justice militaire du 9 juin 1857 et celui de justice maritime du 4 juin 1858 qui punissent la distribution aux troupes des substances falsifiées ou corrompues.

La base de la loi, c'est l'érection en délit de tous les faits dont elle poursuit la répression et la substitution de peines correctionnelles aux peines de simple police.

La loi de 1851 s'applique à la tromperie par la falsification des substances alimentaires ou médicamenteuses, quand même elle n'aurait altéré que la *qualité* ; enfin elle prévoit la tentative. La falsification frauduleuse de denrées alimentaires et médicamenteuses ou de boissons peut donc tantôt constituer le délit prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 quand elle ne porte que sur la qualité, tantôt constituer à la fois le délit de falsification prévu par cet article et le délit de tromperie prévu par l'article 423, lorsqu'elle est assez grave pour altérer la nature même de la denrée vendue.

Les lois de 1851 et de 1855 ne répriment que les falsifications des substances alimentaires et médicamenteuses et des boissons ; or il peut quelquefois s'élever des difficultés sur la question de savoir si la substance falsifiée ou corrompue est ou non une denrée ou substance alimentaire ; car si la substance alimentaire peut être employée à un usage industriel, il n'y a pas délit dans le fait de la vendre pour cette destination.

Quant aux substances qui servent à l'alimentation de l'homme et des animaux ; il suffit qu'elles puissent être employées à la nourriture de l'homme pour que la loi s'y applique, le marchand ne pouvant savoir à quel usage l'acheteur les destine ; toutefois, pour que la loi de 1851 soit applicable, il faut que la substance alimentaire ou la boisson soit vendue ou destinée à être vendue.

La loi de 1851 assimile aux substances falsifiées celles qui sont corrompues ; le marchand qui, ayant en sa possession des substances alimentaires ou médicamenteuses, s'aperçoit qu'elles se sont corrompues, soit spontanément soit accidentellement, et continue à vouloir les vendre, tombe sous le coup de la loi ; quant à la vente ou mise en vente de comestibles qui ne sont ni gâtés, ni corrompus mais qui sont cependant malsains naturellement, tels que des fruits non suffisamment mûrs, elle n'est plus réprimée ; elle ne peut plus l'être que par un arrêté de l'autorité municipale, arrêté qui aurait pour sanction l'art. 471, § 15.

Il suffit, pour qu'il y ait lieu d'appliquer la loi de 1851, de la vente ou de la mise en vente de denrées alimentaires corrompues, il n'est pas nécessaire que ces denrées soient en outre nuisibles à la santé (1).

Les infractions réprimées par la loi de 1851 étant des délits, il faut que le marchand sache qu'il met en vente, qu'il vend ou détient des substances falsifiées ou corrompues pour tomber sous le coup de la loi ; cependant ce serait rendre impossible toute application de la loi que d'admettre trop facilement comme excuse l'allégation que l'on ignorait la falsification ou la corruption et que de vou-

(1) Cass., 29 août 1857.

loir imposer à l'accusation la preuve que le prévenu en avait connaissance ; c'est au juge à apprécier les circonstances d'ignorance probable, les présomptions de connaissance et d'attention nécessaires que toute profession suppose chez celui qui l'exerce, car quoique aucune épreuve ne précède plus l'exercice d'une profession commerciale, ceux qui s'y livrent sont présumés avoir ces connaissances et la vigilance qu'elle impose.

La loi de 1851 punit non seulement la vente, mais encore la mise en vente, l'exposition en vente, non seulement ceux qui trompent en vendant des substances falsifiées ou corrompues mais encore ceux qui tentent de tromper ; la tentative de vente et la mise en vente constituent un délit ; dès qu'il est constaté, en fait, que le prévenu connaissait la falsification, et que la substance était destinée à être vendue, la mise en vente et la tentative de vente sont punies comme la vente consommée.

La détention dans les magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, de substances alimentaires ou médicamenteuses, ou de boissons falsifiées ou corrompues tombe sous le coup de l'art. 3 de la loi de 1851. Seulement comme cette détention n'est pas encore la vente ni la mise en vente la peine est moindre ; pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 3, il faut que le marchand sache que les substances étaient corrompues ou falsifiées, et que de plus cette détention ne puisse s'expliquer par des motifs légitimes ; telles seraient la réception en dépôt d'un objet que l'on doit restituer, ou bien la nature de l'industrie du détenteur qui, de ces substances alimentaires, falsifiées ou corrompues, tire des matières premières qu'il emploie

pour la confection de produits non alimentaires ; mais c'est au prévenu à justifier de ce motif légitime.

Avant les lois de 1851 et de 1855, pour que la falsification des boissons, la seule punie alors, constituât un délit, il fallait, aux termes de l'art. 318, qu'elle contint des mixtions nuisibles à la santé ; aujourd'hui toute falsification nuisible ou non de substances alimentaires ou médicamenteuses, ou de boissons, constitue un délit, mais l'art. 2 de la loi de 1851 prononce une aggravation de peine lorsque la substance falsifiée contient des mixtions nuisibles à la santé. L'aggravation de peine ne sera encourue, d'après la jurisprudence, que lorsque, par suite de l'introduction de la substance nuisible dans la denrée, celle-ci sera devenue malfaisante (1).

Le Code pénal a réprimé d'une manière spéciale l'altération des vins ou de toute autre espèce de liquides ou de marchandises par les voituriers, bateliers ou leurs préposés auxquels le transport était confié. La peine est d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende de 25 à 500 francs si l'altération a été commise par un mélange de substances malfaisantes ; en outre les coupables pourront être privés de l'exercice des droits civiques, civils et de famille pendant 5 à 10 ans et subir la peine de l'interdiction de séjour (qui a remplacé la peine de la surveillance de la haute police) pendant le même nombre d'années. S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 16 à 100 francs. Il est à remarquer qu'ici la loi semble

(1) Amiens, 4 avril 1862.

s'attacher à la nocuité de la substance mélangée, sans exiger que la marchandise elle-même soit devenue dangereuse ; dans ce cas également la peine doit être appliquée même lorsque l'acheteur a été averti de la falsification, car le législateur doit empêcher qu'on ne livre au consommateur, attiré par l'appât du bon marché, une substance alimentaire préjudiciable à la santé.

La peine prononcée par la loi de 1857 et par l'art. 423 pour la falsification des substances alimentaires ou médicamenteuses, la vente ou la mise en vente de substances falsifiées ou corrompues est celle de trois mois à un an de prison, une amende et enfin la confiscation. Si ces substances sont nuisibles à la santé, ces différentes pénalités sont aggravées. Dans tous les cas, que ces substances soient nuisibles ou non, le juge doit nécessairement (art. 5) prononcer la confiscation, quand même le prévenu serait acquitté à raison de sa bonne foi.

La confiscation qui a pour but de punir par une aggravation de peine pécuniaire la cupidité de ceux qui falsifient ou vendent des substances falsifiées, a pour but aussi de protéger la santé publique et de mettre hors du commerce des substances alimentaires nuisibles ; il n'y a donc pas lieu de distinguer si le vice de la chose provient d'une mixtion opérée par la main de l'homme ou d'une corruption naturelle. Si la substance falsifiée peut encore servir à un usage alimentaire ou médical, le tribunal peut la mettre à la disposition de l'administration pour être attribuée aux établissements de bienfaisance, sinon elle doit être détruite.

La poursuite des délits de falsification, de vente ou mise

en vente de substances falsifiées peut avoir lieu d'office par le ministère public ; elle peut avoir lieu aussi directement par la partie civile, par l'acheteur, qui a été victime de la fraude, ou bien encore par l'inventeur d'un produit frauduleusement imité ; la victime de la fraude a le choix soit de poursuivre directement, soit de se porter partie civile dans l'action intentée par le ministère public, pour obtenir des dommages-intérêts.

Pour établir que les mixtions sont nuisibles à la santé, le ministère public peut invoquer les procès-verbaux qui ont été dressés ou recourir aux lumières des hommes de la science, mais les rapports des experts pas plus que les procès-verbaux n'enchaînent l'opinion des juges qui ne sont pas tenus d'y conformer leur sentence.

L'amende prononcée ne peut (art. 1 de la loi de 1851) être inférieure à 50 francs, ni excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ; elle repose sur les mêmes bases, mais sa quotité est augmentée si les substances sont nuisibles ou s'il y a récidive (art. 2 et 4). Lorsque le tribunal correctionnel ne veut pas se borner à appliquer l'amende fixe de 50 francs (art. 1^{er}), de 50 à 500 francs (art. 2), mais qu'il veut appliquer une amende proportionnelle, il doit, pour prononcer cette dernière amende, déterminer dans son jugement le chiffre des restitutions et dommages-intérêts au quart desquels il peut élever l'amende ; il n'est autorisé à porter le chiffre de l'amende à un taux supérieur, à 50 francs, par exemple, qu'autant que cette fixation a pour base l'existence d'un préjudice qui est reconnu, par le jugement, s'élever au moins au quadruple de l'amende appliquée.

L'emprisonnement peut ne pas être prononcé, l'art. 463 permettant d'appliquer seulement une amende; mais si l'emprisonnement est prononcé, ce ne peut être pour moins de vingt-quatre heures.

En cas de récidive dans les cinq ans la peine peut être aggravée (art. 4). — Enfin, le tribunal, s'il le juge convenable, peut même, lorsque le prévenu n'est pas en état de récidive et même lorsqu'on ne lui applique qu'une amende, ordonner l'insertion de tout ou partie du jugement de condamnation dans les journaux et son affiche en certains lieux, par exemple à la porte du domicile ou de l'établissement du coupable.

D'après l'art. 8, les deux-tiers du produit des amendes prononcées en cette matière reviennent aux communes.

La vente d'une substance alimentaire contenant une mixtion nuisible à la santé, par exemple, des bonbons recouverts d'une couche de jaune de chrome ou chromate de plomb, constitue certainement le délit puni par l'art. 2 de la loi du 27 mars 1851; il est bien évident aussi qu'on ne saurait appliquer à cette hypothèse l'art. 317, § 4 qui s'occupe du cas où l'on administre volontairement, avec l'intention de nuire, une substance malfaisante, d'ailleurs il pourrait y avoir lieu à l'application des art. 319 et 320 du Code pénal si cette vente avait eu pour résultat la mort ou des blessures (1).

En principe, le tribunal compétent est celui du lieu où le délit a été commis; en principe, encore, le délit de vente de substances alimentaires falsifiées, lorsqu'il s'agit

(1) Trib. de Mulhouse, 25 février 1865.

d'une substance déterminée seulement par son espèce et la quantité demandée, se commet dans la localité où à eu lieu la livraison effective; par suite, c'est le tribunal de cette localité et non celui du lieu où la fraude a été constatée qui doit connaître des poursuites (1).

La falsification des substances médicamenteuses, la vente, la mise en vente et même la simple détention sans motifs légitimes de substances médicamenteuses falsifiées ou corrompues sont réprimées par la loi du 27 mars 1851, qui a placé sur la même ligne les substances alimentaires et médicamenteuses.

DE L'EMPOISONNEMENT DES ANIMAUX

Si le Code pénal de 1810 a fait de l'empoisonnement des personnes un crime spécial, puni de peines particulièrement rigoureuses, il n'a point oublié non plus, dans la liste des délits, l'empoisonnement des animaux, qu'il a puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de seize à trois cents francs, sans compter la peine facultative de la surveillance de la haute police (aujourd'hui interdiction de séjour) que les tribunaux correctionnels peuvent prononcer pendant deux ans au moins et cinq ans au plus (2).

Le Code pénal de 1810 se caractérise d'ailleurs au point de vue de la répression de l'empoisonnement des animaux par un notable adoucissement de la pénalité; en effet, le Code pénal de 1791 (3) considérerait ce fait comme un

(1) Cass., 10 août 1861.

(2) Voir art. 452 du Code pénal.

(3) Code pénal 1791, 2^e partie, titre II, section II, art. 36.

crime déferé à la Cour d'assises et punissable de six années de fers.

A côté de l'art. 452 rappelons que, même en cette matière, l'art. 301 doit nous intéresser ; ce dernier article exclut certainement les animaux domestiques qui ne sont point dans sa teneur, « mais, comme le dit très judicieusement Clément, ce serait commettre une erreur que de croire qu'il n'intéresse pas le vétérinaire ; l'art. 301, en effet, ne saurait être ignoré du médecin des animaux ; il le concerne au point de vue de son art, tout aussi bien que le médecin de l'homme au point de vue du sien, et la raison, c'est que l'acte d'empoisonnement, qu'il ait pour objet l'homme ou les animaux domestiques, comporte la même définition, bien que, relativement à ces derniers, il n'entraîne pas après lui la même pénalité ».

Tout ce qui peut, dans notre législation, avoir rapport à l'empoisonnement des animaux est contenu dans l'art. 452, ainsi conçu :

Art. 452. — Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 16 à 300 francs. Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Les dispositions de cet article sont limitatives comme toutes celles qui ont pour but d'établir des peines ; aussi, la jurisprudence a-t-elle décidé qu'elles ne sauraient être

étendues au cas d'empoisonnement de volailles (1), de chiens ou de chats malgré le préjudice que l'empoisonnement de ces animaux peut porter à la propriété d'autrui. Cependant l'empoisonnement d'un individu appartenant à l'une de ces espèces, peut encore être atteint par la loi. En effet, indépendamment des art. 1382 et 1383 du Code civil, qui prévoient d'une manière très explicite les dommages causés à la propriété d'autrui, quelle que soit la nature de ces dommages, l'art. 454 du Code pénal établit que :

Art. 454. — Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus. — S'il y a eu violation de clôture, le maximum de la peine sera prononcé.

Il n'y a donc pas de doute sur la possibilité de l'action publique dans le cas d'empoisonnement des chiens, chats ou des volailles ; d'ailleurs, la Cour de cassation a décidé que l'art. 454 prévoit tous les modes de destruction, même l'empoisonnement (2) et qu'il fallait entendre par animaux domestiques « tous ceux qui vivent, s'élèvent, sont nourris et se reproduisent sous le toit de l'homme et par ses soins : tels que les chiens, les chats, les pigeons de volière, les oiseaux de basse-cour (3). »

De ce que le Code pénal de 1810 fait de l'empoisonne-

(1) Cass., 17 août 1822. *Bull. cass.*, n° 111.

(2) Cass., 14 mars 1861.

(3) Cass., 17 août 1822. *Bull. cass.*, n° 111.

ment des animaux un délit nous tirerons les deux conséquences suivantes :

1° Pour que la peine soit encourue il faut que l'agent ait connu les effets de la substance vénéneuse donnée aux animaux, car il s'agit ici non pas d'une contravention matérielle, mais d'un délit moral qui ne peut exister que par la volonté de nuire (1).

2° L'article 452 ne serait pas applicable si la substance vénéneuse n'avait été que placée auprès des animaux auxquels elle était destinée ; en effet, du moment que les animaux n'absorbent pas la substance vénéneuse, nous sommes en présence d'une tentative de délit, tentative qui est impunie puisqu'elle n'est pas prévue par une disposition spéciale et expresse de la loi (2).

Notons enfin que l'article 452 réprime l'empoisonnement volontaire des poissons, s'il s'agit de poissons placés dans des étangs, viviers ou réservoirs : ces poissons constituent alors une véritable propriété. Quant aux poissons des fleuves et des rivières navigables ou flottables, des canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, ils sont protégés par l'article 25 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale qui s'exprime ainsi :

Article 25, loi du 15 avril 1829. — Quiconque aura jeté dans les eaux des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire, sera puni d'une amende de trente à trois cents francs et d'un emprisonnement d'un à trois mois.

(1) Cass., 7 octobre 1847. *Bull.*, cass. n° 255.

(2) Voir article 5 du Code pénal.

IMPORTANCE DE L'ÉTUDE DE LA MÉDECINE LÉGALE
EN CETTE MATIÈRE

« C'est surtout dans les cas d'empoisonnement, écrivent MM. Chauveau et Faustin Hélie, que les magistrats doivent réunir à l'étude de la loi l'étude de la médecine judiciaire, car les médecins sont experts et ne sont pas juges, et leurs rapports doivent être vérifiés et jugés (1) ». Cette remarque nous semble si juste que nous croyons devoir ajouter à cette étude, afin de la compléter, quelques notions sommaires de médecine légale empruntées aux ouvrages de nos médecins-légistes et de nos toxicologistes les plus réputés.

Les questions d'empoisonnement présentent le plus souvent de fort graves questions de médecine légale; aussi les données de la science sont-elles assurément aussi précieuses aux magistrats qui ont à prononcer sur la prévention qu'aux jurés qui doivent fixer le montant de la condamnation. L'existence du poison, constatée par des analyses chimiques est un puissant indice d'empoisonnement; il y a donc le plus souvent, dans une expertise d'empoisonnement, nécessité d'opérations multiples également importantes qui ne sont pas toutes du domaine exclusif du médecin et qui réclament les lumières spéciales et l'expérience pratique du chimiste; le concours de l'un et de l'autre est indispensable et quelque distinct que soit leur rôle, il est bon que leur action soit commune et qu'ils se prêtent un mutuel appui; aussi la justice a-t-elle

(1) Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 587.

soin, dans les affaires qui présentent quelque difficulté, de nommer deux experts.

La toxicologie recherche les changements que subissent les poisons dans leur mélange avec nos aliments, les modes d'analyse à adopter, le mode d'action exercé par le poison sur l'économie animale, les phénomènes et les altérations déterminés, la dose qui peut amener la mort. Si le médecin rencontre les lésions caractéristiques de certains poisons, il peut être affirmatif; s'il ne les trouve pas, il doit se borner à admettre la possibilité de l'ingestion d'un poison et confier au chimiste le soin d'en reconnaître la nature.

Quand l'expert a découvert le poison et indiqué sa nature, il doit montrer que c'est bien à sa présence que sont dus les accidents signalés et la mort qui a suivi; une fois ces constatations faites, une fois le rapport qui existe entre les lésions découvertes par le médecin et la substance trouvée par l'analyse chimique établi, alors, mais alors seulement, il est possible de conclure à un empoisonnement.

NOTIONS DE MÉDECINE LÉGALE

Histoire des poisons. — Il y a, dans l'histoire des poisons, une évolution bien curieuse. Les empoisonneurs ont eu recours d'abord aux poisons animaux, au venin des reptiles, dont ils avaient appris à leurs dépens les funestes

effets. Puis les poisons végétaux succédèrent aux poisons animaux ; leur usage témoigne déjà de certaines connaissances botaniques. Le colchique, l'aconit furent, dit-on, les poisons de Médée. Mais il ne semble pas, à l'exception de quelques virtuoses de l'empoisonnement comme Locuste, que les anciens aient utilisé les propriétés vénéneuses des corps minéraux (1). Ainsi, tandis que Cléopâtre, dans l'antiquité, n'employait guère que le venin des aspics, au XVII^e siècle les poisons de la Brinvilliers étaient le sublimé, l'antimoine, le vitriol (2) ; toutefois la célèbre marquise dut avouer que dans la composition de ses poisons entraient des animaux venimeux tels que des crapauds et des serpents ; la Voisin, de son côté, déclara que les fameuses poudres pour l'amour, qu'elle fabriquait pour les plus grandes dames de la cour, étaient composées avec des cantharides ; mais déjà les substances minérales semblent détrôner les poisons végétaux, et par l'édit de juillet 1682 Louis XIV interdit presque complètement la vente de l'arsenic, du réalgar, de l'orpiment et du sublimé.

Depuis lors, et jusqu'au milieu de ce siècle, les poisons minéraux ont été à peu près exclusivement choisis. Mais la chimie s'employa activement à la recherche de ces substances vénéneuses dans l'organisme. Toute l'histoire médico-légale de la première moitié de ce siècle semble constituée par des expertises ou des études roulant sur les conditions de recherches chimiques des poisons minéraux dans l'organisme. Les affaires célèbres de Boursier

(1) Voir Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, t. IV, p. 280.

(2) Clément, *la Police sous Louis XIV*, p. 107, 109, 118.

(1823), de M^{me} Lafarge (1840), de M^{me} Lacoste (1843), d'Hélène Jegado (1851), donnent à l'arsenic une célébrité qui a tout d'abord pour résultat de multiplier les cas d'empoisonnement par cette substance ; à cette époque, comme l'écrivit de Cormenin, « le poison c'est l'arsenic ; » (1) ; aussi les pouvoirs publics s'émurent-ils des dangers que faisait courir cette substance et une ordonnance ministérielle, publiée dans le *Moniteur* du 30 mai 1844, institua une commission spéciale pour examiner si la vente de l'arsenic ne pourrait pas être prohibée d'une manière absolue sans inconvénients graves pour la médecine et l'industrie. La commission démontra l'impossibilité d'une prohibition et l'on dut se borner à remplacer par un règlement nouveau les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI qui édictaient les précautions que devaient prendre les pharmaciens, épiciers et droguistes, pour la vente des substances vénéneuses. Tel a été le but de la loi du 19 juillet 1845 et de l'ordonnance royale du 29 octobre 1846.

Aux termes de cette ordonnance, l'arsenic et ses composés ne peuvent être vendus par les pharmaciens (si ce n'est pour l'usage de la médecine) que combinés avec d'autres substances ; sur la demande du ministre de l'agriculture les formules des préparations qui peuvent servir à la destruction des animaux nuisibles ou à la conservation des objets d'histoire naturelle, doivent être rédigées par les professeurs de l'École de pharmacie, tandis que les professeurs de l'École d'Alfort sont chargés de dresser celles qu'on emploie dans le traitement des animaux do-

(1) De Cormenin, *Mémoire à l'Académie des sciences morales*, 1842.

mestiques (1) ; de plus la vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes (2). Ces prescriptions et ces formules ont été publiées à la suite d'un arrêté du 28 mars 1848 et adressées à tous les pharmaciens qui doivent s'y conformer. Pour assurer l'efficacité des mesures prises en ce qui concerne la vente des substances vénéneuses la loi du 21 germinal an XI et le décret du 23 mars 1859 ont créé des postes d'inspecteurs des pharmacies, drogueries et épiceries qui rendent les plus grands services dans la lutte de la société contre l'empoisonnement.

De son côté, la science faisait des progrès et se préparait à déclarer une guerre acharnée à l'empoisonnement par l'arsenic ; c'est ainsi qu'en 1836, Marsh, découvrait, à Londres, l'appareil qui porte son nom et qui permet de déceler les moindres traces d'arsenic dans l'organisme.

Cet appareil est basé sur le principe suivant lequel si, dans un bocal dégageant de l'hydrogène on introduit un composé oxydé d'arsenic, il se dégage, outre de l'hydrogène, de l'*hydrogène arsénié* gazeux, d'une odeur aliacée très forte ; ce gaz hydrogène arsénié se décompose par la chaleur seule en hydrogène et en arsenic. Ce gaz brûle avec une flamme blanchâtre et produit une fumée blanche d'acide arsénieux. Si l'on place dans la flamme un corps froid, une soucoupe de porcelaine par exemple, il se dépose de l'arsenic sous forme de taches brunes ou noires, selon leur épaisseur. Fort de ces expériences, Marsh a

(1) Art. 8, Ordonnance du 29 octobre 1846.

(2) Art. 10, Ordonnance du 29 octobre 1846.

construit l'appareil suivant qui se compose d'un flacon à deux ouvertures ; à l'une de ces ouvertures est adapté un tube droit, descendant jusqu'au fond du vase ; à l'autre se trouve un tube recourbé à angle droit, et communiquant avec un tube plus large rempli d'amiante. A ce tube, on en adapte un autre de verre peu fusible, de deux à trois millimètres de diamètre et effilé à son extrémité. Il est enveloppé d'une feuille de clinquant sur une partie de sa longueur, destinée à être chauffée par une lampe ou une grille à charbon. Dans le flacon on dégage de l'hydrogène au moyen du zinc, de l'acide sulfurique et de l'eau. Après avoir laissé dégager assez de gaz pour chasser l'air de l'appareil, on chauffe le petit tube entouré de clinquant pendant un quart-d'heure environ. Si après ce temps il ne s'est formé aucune tache dans le tube, on retire le feu et on enflamme le gaz ; on approche une soucoupe de porcelaine et on l'incline de manière à aplatir la flamme ; si aucune tache ne se dépose sur la soucoupe, cela indique que les réactifs sont exempts d'arsenic. On chauffe de nouveau le clinquant et l'on introduit le liquide à examiner par le tube qui plonge au fond du flacon. Il se forme dans le tube, et à petite distance de la portion chauffée, un anneau brillant d'arsenic ; on peut même obtenir des taches sur la porcelaine en enflammant le gaz à l'extrémité du tube et en retirant le feu qui chauffe le clinquant. Les anneaux brillants obtenus peuvent être reconnus pour de l'arsenic en chauffant l'anneau dans un courant d'air ; l'arsenic se transforme alors en acide arsénieux, et une odeur caractéristique d'ail se dégage.

En présence de cette découverte importante, l'arsenic

jugé trop dangereux fut bientôt abandonné par les empoisonneurs et remplacé par le phosphore qui, grâce à la découverte des allumettes chimiques, se trouvait justement en abondance dans toutes les mains, aussi une circulaire ministérielle, en date du 9 avril 1852, a-t-elle compris au nombre des substances vénéneuses, dont la nomenclature est annexée aux ordonnances des 29 octobre 1846 et 8 juillet 1850, la vente des pâtes phosphorées; de son côté la science fait de nouveaux progrès, Mtscherlich découvre une méthode excellente pour retrouver les traces du phosphore en utilisant la propriété que possède ce corps de luire dans l'obscurité. D'après cette méthode, il faut introduire les matières acidulées par l'acide sulfurique dans un ballon que l'on met en communication à l'aide d'un tube avec un réfrigérant de verre. Ce réfrigérant, auquel on avait d'abord donné la forme d'un serpentín très fragile, peut être formé par un tube étroit traversant un tube plus large dans lequel on fait circuler de l'eau; à l'extrémité de l'appareil on place un flacon destiné à recueillir les produits condensés. L'appareil étant porté dans un lieu très obscur, on chauffe le ballon, et, s'il y a la moindre trace de phosphore dans les matières suspectes, on aperçoit des lueurs phosphorescentes à l'endroit du tube où les vapeurs commencent à se condenser. Cette phosphorescence se prolonge pendant tout le temps de l'ébullition du liquide, si la proportion de phosphore s'élève à quelques milligrammes. Un point essentiel à observer, c'est de placer le réfrigérant à l'abri des réflexions de la lumière émise par le fourneau sur lequel repose le ballon; aussi convient-il d'isoler le fourneau par un grand écrin

muni d'une petite ouverture par laquelle passe le tube à dégagement.

Cette découverte déconcerte à nouveau les criminels, et fait suspendre ce procédé d'empoisonnement. La science paraît avoir triomphé et il se produit, à l'actif des médecins légistes, une diminution progressive et continue de l'empoisonnement. Mais bientôt la science elle-même est mise à profit par les criminels. Ceux-ci délaissent les poisons minéraux ; ils les remplacent par les poisons végétaux, parfois administrés sous formes d'extraits, d'une assez grande activité pour produire les troubles les plus graves et même la mort sans lésions anatomo-pathologiques appréciables. On appelle *alcaloïdes* ces extraits redoutables, bien connus sous les noms de morphine, d'atropine, de digitaline, de strychnine. C'est alors que Stas découvre à son tour pour la recherche des alcaloïdes une méthode qui repose : 1° sur la solubilité dans l'eau et l'alcool des sels acides formés par les alcaloïdes avec l'acide tartrique ou l'acide oxalique ; 2° sur la décomposition de ces sels acides en solution par les alcalis caustiques, par le bicarbonate de potasse ou de soude et la solubilité des alcaloïdes au sein du liquide ; 3° sur la faculté que possède l'éther, employé en quantité suffisante, de s'emparer des alcaloïdes ainsi mis en liberté (1).

La transformation des procédés d'empoisonnement n'est pas le seul fait qui ait compliqué les conditions de la lutte qui se poursuit, depuis le commencement du siècle,

(1) Nous avons emprunté la description de cette méthode, ainsi que la description des appareils de Marsh et de Mtscherlich au *Manuel de Médecine légale*, de MM. Briand et Chaudé, t. II, p. 280, 289 et 359.

entre les médecins légistes et les criminels sur le terrain de l'empoisonnement. Des travaux d'un intérêt capital pour l'ensemble de la science semblent démontrer qu'une grande partie de nos actes vitaux aboutissent à la production de substances très toxiques, inoffensives dans les conditions normales de fonctionnement de l'organisme, mais susceptibles, à un moment donné, de provoquer des auto-intoxications redoutables; ce sont les *leucomaïnes*. D'un autre côté les phénomènes putrides, dont le corps humain est le siège après la mort, peuvent donner naissance à des corps toxiques, dont l'action est plus ou moins identique à celle des poisons végétaux alcaloïdaux, et qu'on a désignés sous le nom de *ptomaïnes*. Ces découvertes imprimant à l'évolution de la toxicologie une phase critique et jettent une incertitude, fâcheuse pour la répression, sur les résultats des expertises en matière d'empoisonnement par les alcaloïdes végétaux. De là, double danger pour la société; d'un côté, difficultés chaque jour nouvelles que rencontre l'analyse chimique en présence des alcaloïdes végétaux et de l'autre, grandes facilités que donne pour se procurer un poison végétal, la flore de nos jardins et de nos prés.

Il est curieux de remarquer que l'empoisonnement qui peut cependant être produit par un grand nombre de substances soit organiques, soit inorganiques n'est, en général, perpétré que par un petit nombre d'entre elles.

C'est ainsi que pendant douze ans, de 1851 à 1862, on n'a relevé l'emploi que de vingt-six substances différentes et encore six seulement ont été d'un usage plus ou moins fréquent, ce sont: l'arsenic, le phosphore, le sulfate de

cuivre, le vert-de-gris, l'acide sulfurique et les cantharides. Cette statistique ne s'occupe que de l'empoisonnement criminel; le suicide a recours le plus souvent à l'opium et à ses composés. Notons enfin que c'est toujours à l'empoisonnement aigu que recourt le suicide, tandis que l'on trouve de nombreux exemples d'empoisonnement lent en matière de crime prémédité.

DIVISION DES POISONS

C'est au point de vue des *effets* des poisons, c'est-à-dire au point de vue des phénomènes que produisent les substances vénéneuses sur l'organisme humain, que les médecins-légistes ont essayé d'établir une classification rationnelle et complète des poisons; ils ont rencontré à ce travail de grandes difficultés; Orfila, Fodéré, Guérin, Devergie, ont, tour à tour, proposé des divisions que les progrès de la science ont bientôt fait rejeter; la plus récente, croyons-nous, la plus connue tout au moins, est celle qu'a donnée Tardieu dans son importante étude sur l'empoisonnement; c'est elle que nous reproduirons ici sans nous dissimuler qu'elle peut ne plus être exacte à l'heure présente (1).

Tardieu divise les poisons en : 1° irritants; 2° hyposthénisants; 3° stupéfiants; 4° narcotiques; 5° névrosthéniques.

1° L'empoisonnement, par les poisons *irritants*, a pour caractère essentiel une action locale irritante qui peut aller jusqu'à l'inflammation la plus violente, la corrosion et la

(1) Tardieu, *Etude médico-légale sur l'Empoisonnement*, p. 167. Paris 1866.

désorganisation des tissus atteints par la substance vénéneuse ingérée dont les effets sont presque exclusivement bornés à la lésion des organes digestifs ; tels sont les effets de l'acide sulfurique ou de l'ammoniaque.

2° L'empoisonnement, par les poisons *hyposthénisants*, a pour caractère essentiel les accidents généraux résultant de l'absorption ; ceux-ci sont tout à fait disproportionnés avec les effets locaux qui manquent d'ailleurs très souvent, et complètement opposés à l'irritation et à l'inflammation ; ils consistent, en effet, en une dépression rapide et profonde des forces vitales, et sont liés à une altération souvent manifeste du sang ; cette catégorie comprend l'arsenic, le phosphore, le sublimé-corrosif, la digitale, etc...

3° L'empoisonnement, par les poisons *stupéfiants*, a pour caractère essentiel une action directe spéciale sur le système nerveux, action dépressive qui répond à ce qu'on nomme la stupeur, accompagnée parfois d'une irritation locale peu intense ; dans cette classe, on range le plomb, la belladone, l'atropine, etc...

4° L'empoisonnement par les *narcotiques* est caractérisé par l'action toute spéciale et distincte que l'on ne peut définir que par son nom même : le narcotisme ; ex : l'opium.

5° Enfin l'empoisonnement par les poisons *névrosthéniques* a pour caractère essentiel une excitation violente des centres nerveux, dont l'intensité peut aller jusqu'à produire instantanément la mort ; ex : strychnine, acide prussique, cantharides, etc...

Notons aussi que certains gaz peuvent être considérés

comme des poisons, car lorsqu'ils sont mis en contact avec le sang par la membrane pulmonaire ils peuvent produire presque instantanément une asphyxie bientôt mortelle.

Les poisons gazeux se distinguent des autres poisons en ce que ces derniers agissent avec plus ou moins de promptitude, par quelque voie qu'on les fasse absorber ; les gaz, au contraire, ne produisent la mort que lorsqu'ils sont absorbés par le poumon, à moins toutefois que celle-ci ne soit la conséquence d'une irritation locale.

On peut distinguer quatre groupes parmi les gaz : 1° Les gaz *irrespirables*. — 2° Les gaz *irritants*. — 3° Les gaz *délétères*. — 4° Les gaz *complexes*.

Le premier groupe comprend les gaz agissant pour ainsi dire mécaniquement, en produisant l'asphyxie : ce sont l'hydrogène, l'azote, le protoxyde d'azote, les carbures d'hydrogène.

Le deuxième groupe renferme les gaz *irritants* ; tels sont le chlore, l'ammoniaque et la plupart des gaz acides.

Le troisième groupe contient les gaz *toxiques* proprement dits : l'acide carbonique, l'oxyde de carbone, le cyanogène, l'acide sulfhydrique.

Enfin sous le nom de gaz *complexes*, on comprend l'air confiné, altéré par la respiration ou par la combustion, le gaz d'éclairage, celui qui se dégage des fosses d'aisances, des égoûts et des tombeaux (1).

On peut aussi distinguer au point de vue de sa *marche* trois formes distinctes d'intoxication : l'empoisonnement *suraigu*, l'empoisonnement *aigu*, l'empoisonnement *chro-*

(1) Briand et Chaudé : *Manuel de médecine légale*, t. II, p. 552.

nique ; une des formes les plus insidieuses de l'empoisonnement chronique est la forme *intermittente* que l'on peut aisément confondre avec le cours d'une maladie.

DROITS ET DEVOIRS DES EXPERTS ; LEUR NOMINATION ;
LES ÉCUEILS QU'ILS PEUVENT RENCONTRER DANS
L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR MISSION.

En arrivant sur les lieux où il soupçonne qu'un empoisonnement a été commis, le magistrat instructeur doit chercher à savoir quels symptômes ont accompagné la maladie, quels breuvages, quels aliments ont été administrés, quels médicaments ont été prescrits à la victime, quelles étaient ses habitudes, sa profession : en un mot il s'efforcera d'entourer l'homme de l'art de tous les documents qui peuvent le diriger dans la recherche de la nature du crime. Puis il désignera un ou trois experts, se réservant de faire procéder à une contre-expertise si la conclusion des experts nommés ne lui paraît pas satisfaisante. Avant de commencer leurs opérations, les experts doivent prêter serment de faire leur rapport en leur honneur et conscience (1).

D'après Barse, qui a maintes fois été désigné comme expert dans des affaires d'empoisonnement, il est bon que le juge d'instruction, dans l'ordonnance par laquelle il a enjoint de faire une expertise, appelle l'attention du médecin légiste sur les points qu'il aura à élucider par des questions ainsi posées (2) :

(1) Art. 44. Code d'Instruction criminelle.

(2) Barse : *Manuel de la Cour d'assises dans les questions d'empoisonnement*, p. 228.

1° Les matières soumises à l'examen des experts contiennent-elles une substance vénéneuse ? Les organes ont-ils conservé des traces de l'action de cette substance ?

2° Le poison, au moment de l'expertise, existait-il dans les matières à l'état soluble, ou insoluble dans l'eau ? A-t-il été découvert dans des parties où l'absorption seule peut l'avoir porté ? (Il y a, en effet, des poisons qui ne peuvent tuer que par absorption, tandis que d'autres tuent sans être absorbés.)

3° La substance vénéneuse trouvée peut-elle se rencontrer dans les parties analysées soit naturellement, soit accidentellement, par une cause quelconque ; en un mot, en dehors des cas d'empoisonnement ?

4° Tous les composés de la substance toxique sont-ils capables d'occasionner la mort ?

5° La substance vénéneuse peut-elle avoir pris naissance dans l'économie animale à une époque quelconque par suite de la combinaison de deux ou plusieurs corps non délétères ?

6° Quels sont les symptômes de l'empoisonnement ? Quelles sont les lésions de tissus que produit d'ordinaire le poison trouvé ?

7° Peut-il arriver qu'un individu soit mort empoisonné sans qu'on ne puisse retrouver aucune trace de poison soit dans le canal digestif, soit dans les organes où la préparation avait été portée par la voie de l'absorption ?

8° Une substance vénéneuse ne peut-elle pas, par suite des combinaisons contractées avec d'autres corps ou par suite des décompositions éprouvées, se transformer en un des composés inertes trouvés dans l'analyse ?

9° Quels sont les poisons qui produisent les effets constatés dans les pièces du procès ?

10° Quelles sont les maladies qui produisent les effets constatés dans les pièces du procès ?

Ce formulaire, un peu sec, nous montre quels sont les points que le médecin légiste devra particulièrement étudier. Pour se guider dans ses recherches, cet expert peut avoir recours à trois sources d'informations ; ce sont :

1° *L'examen des symptômes*, si le malade existe encore ; un grand nombre de poisons manifestent, en effet, leur action par des signes si tranchés qu'il est impossible de s'y méprendre ; mais ces précieuses indications manquent souvent ; la mort a eu lieu, la maladie n'a pas été observée par un homme de l'art, le temps s'est écoulé et c'est à travers des réticences quelquefois volontaires, des récits plus ou moins véridiques, des déclarations plus ou moins incertaines ou incomplètes, qu'on doit chercher la vérité.

2° *L'examen des lésions* que l'autopsie a révélées ; mais ces données, malgré leur importance, seront rarement suffisantes à elles seules pour amener une conviction absolue et il faut rechercher si les lésions observées sur le cadavre, bien que de nature à fournir des présomptions d'empoisonnement, ne seraient pas de simples phénomènes morbides et des lésions purement pathologiques, s'il n'y a pas à tenir compte aussi des altérations qu'engendre la décomposition quand le corps a été exhumé après un séjour prolongé dans la tombe.

3° *La découverte et la démonstration de l'agent vénéneux lui-même*. — Assurément extraire le poison des

organes de la victime et le montrer avec ses caractères palpables, constater sa présence soit dans l'estomac, soit dans les intestins, soit dans les tissus organiques, soit enfin dans les produits des vomissements ou des selles, c'est beaucoup ; mais il faut se souvenir que la découverte même d'un poison ne prouve un empoisonnement qu'autant que l'on peut rattacher la présence du poison aux symptômes observés pendant la vie ou aux lésions constatées sur le cadavre. Trop de causes diverses peuvent, en effet, faire apparaître, lors de l'analyse, une substance vénéneuse, et il importe, avant de conclure à un crime, de corroborer cette présomption par d'autres preuves.

Un grand nombre de considérations s'imposent d'ailleurs au médecin légiste avant de conclure à un empoisonnement ; il doit se souvenir que l'empoisonnement est plus rapide chez les sujets affaiblis par des saignées ou par une maladie ; qu'il est plus lent lorsqu'il est absorbé en pleine digestion que chez les sujets à jeun, car, de même que les médicaments, les poisons mélangés avec les aliments ingérés au milieu d'un repas copieux, perdent de leur violence et de leur efficacité.

Le poison employé à trop forte dose peut provoquer le vomissement qui prévient l'empoisonnement ; si, au contraire, il est employé à dose très minime, il peut servir de médicament ; continuée pendant longtemps à la dose médicamenteuse, l'administration de substances toxiques, sans entraîner les symptômes remarquables de l'empoisonnement aigu, altère la nutrition, compromet la santé, et constitue sous une forme particulière la *forme chronique*, un empoisonnement véritable. Ce qu'il y a de plus

redoutable dans cette forme d'empoisonnement, c'est que, lorsque la mort survient, les empoisonnements chroniques ne laissent souvent après eux aucune des lésions anatomiques que l'on a l'habitude de regarder comme caractéristiques. Le tartre stibié, par exemple, l'un des poisons les plus capables de produire des lésions étendues et apparentes, n'a laissé, chez les victimes du docteur Pritchard, aucune trace caractéristique sur les organes, après que l'administration prolongée du poison à petites doses, n'avait donné lieu qu'à des symptômes généraux sans signification précise.

Le médecin légiste doit aussi tenir compte de la *tolérance* que l'habitude du poison fait acquérir à l'organisme. Ainsi les fumeurs d'opium absorbent, dans l'Inde, des doses prodigieuses de ce poison sans éprouver aucun inconvénient toxique aigu. De même, en Autriche, dans la Styrie, un grand nombre de paysans, pour se donner de l'embonpoint, de fraîches couleurs et de la résistance à la course, mangent des préparations arsénicales et arrivent, sans accident, à tolérer jusqu'à des doses de 10 centigrammes d'acide arsénieux par jour ! Enfin, le tabac qui provoque, chez les sujets qui n'en ont pas l'habitude, des accidents toxiques complets, à la dose d'une simple cigarette, peut être impunément toléré à la dose de 20, 40 et même 50 grammes par jour. Mais lorsqu'un sujet est accoutumé à une forte dose, il suffit que cette dose soit dépassée pour que l'organisme éprouve les signes de l'empoisonnement. L'accoutumance aux poisons n'est jamais absolue ; pour les substances qui nous en fournissent les exemples les plus frappants comme l'opium ou l'arsenic,

il arrive, tôt ou tard, des accidents lentement préparés par l'usage chronique de ces poisons. Un fait plus étonnant c'est que la suppression brusque de l'arsenic et de l'opium détermine, chez les individus adonnés à l'usage de ces substances, des accidents identiques à ceux de l'empoisonnement aigu avec ces mêmes substances, accidents que l'on arrête avec une étonnante facilité en ordonnant la reprise de l'habitude interrompue.

L'organisme malade absorbe dans certaines circonstances les médicaments sous une dose qui serait toxique à l'état de santé. Ainsi les individus en proie aux excitations du délire alcoolique tolèrent impunément 10, 12 et 15 grammes de teinture de digitale, quand le quart ou le cinquième de cette dose occasionnerait des accidents redoutables chez les hommes bien portants.

L'âge exerce sur l'absorption des poisons une influence aussi considérable que l'état de santé ou de maladie. Ainsi l'opium est pour l'enfant un poison énergique à toutes les doses ; de même quelques gouttes de laudanum suffisent pour faire périr un enfant. tandis qu'un adulte peut en tolérer impunément, en dehors des conditions de l'accoutumance, jusqu'à 50 gouttes et même davantage ; le sexe, le tempérament jouent certainement aussi un rôle considérable dans l'histoire des empoisonnements.

Les experts sont constamment sollicités devant la Cour d'assises d'indiquer la quantité de substance vénéneuse qu'ils estiment nécessaire pour tuer la victime et de plus on les prie de répondre si la quantité de poison qu'ils ont recueillie était suffisante pour donner la mort ; or cette question toute naturelle si l'on admet, comme nous l'a-

vous fait, que la substance toxique doit être intrinsèquement capable de donner la mort pour qu'il y ait crime d'empoisonnement, peut quelquefois fort embarrasser l'expert ; tout d'abord, comme nous l'avons vu, la dose de poison nécessaire pour donner la mort varie suivant l'âge, la constitution, l'état sain ou malade du sujet, la tolérance de la victime au poison qui lui a été donné... etc. ; de plus l'expert, même pour des cas d'empoisonnement certains, peut se trouver dans l'impossibilité de déceler la moindre trace de la substance vénéneuse ou bien il ne peut en extraire, quoi qu'il fasse, que des quantités infinitésimales, le poison ayant pu être expulsé par les urines, par les selles ou par les vomissements ; toutefois, dans certains cas, l'expert pourra se prononcer sur cette question et il devra alors certainement le faire ; c'est, par exemple, lorsque la quantité de poison trouvée est très considérable et assez abondante pour dénoncer en quelque sorte par elle-même l'intention homicide, ou bien lorsqu'il s'agit d'une substance qui entre naturellement, mais en très petite quantité, dans la composition intime du corps et dont la proportion extraite des organes peut, jusqu'à un certain point, révéler l'origine ; enfin lorsqu'il est avéré que la personne décédée avait fait usage quelque temps avant la mort, *comme médicament*, du toxique décelé par l'analyse ; encore, dans ce cas, la dose de poison recueillie peut fournir à l'expert un élément susceptible de l'aider dans ses recherches ; en conséquence, l'expert devra s'efforcer, à l'aide des moyens que la science met à sa disposition, de dire si la substance vénéneuse a été ingérée en quantité suffisante pour donner la mort ; mais il n'oubliera pas que la quan-

tité de poison extraite par l'analyse, ne représente pas celle qui a été ingérée et il devra tenir compte des causes qui rendent difficile et parfois impossible le dosage du poison.

L'autopsie du cadavre est faite par l'expert dans le but de constater la nature, le siège et l'étendue des lésions que la substance vénéneuse a pu déterminer, de rechercher cette substance dans les organes avec lesquels elle a été mise en contact, et de mettre à part les viscères et les tissus organiques qui doivent être soumis à une analyse chimique. L'expert commencera alors par examiner les caractères physiques des matières suspectes en notant toutes les particularités qu'il observe. Aucun détail quelque insignifiant qu'il paraisse, ne doit être omis. L'odeur des matières, exaltée souvent en chauffant légèrement, est un indice qui peut mettre sur la trace du poison. Ainsi la présence du chlore est souvent dévoilée par l'odeur; il en est de même de la couleur, de la saveur; ces remarques suffisent quelquefois pour constater à quel genre de poison la victime a succombé. Si elles n'ont donné aucune indication sérieuse, l'expert séparera toutes les matières étrangères: les aliments non digérés pour les examiner à part; il doit indiquer l'état de conservation des divers organes, car l'on sait que certains poisons antiseptiques préservent de la putréfaction, tandis que d'autres l'activent, et l'on peut avoir besoin de ces données dans la discussion de l'affaire. Dans l'examen des différentes substances il faut, autant que possible, commencer par les procédés qui n'altèrent pas la matière, rechercher les matières organiques et conserver les résidus pour les matières minérales.

Les opérations terminées, l'expert doit remettre, avec

son rapport, les matières cachetées sur lesquelles il n'a pas opéré ainsi que les poisons en nature, s'il a pu les isoler, ou les produits servant à les caractériser. Après avoir accompli tout ce qui a rapport à l'autopsie, l'expert devra procéder à des investigations dans le domicile du défunt et rechercher des matières vomies ou des déjections alvines soit sur le plancher, soit sur les parois du lit, soit dans le linge de la victime. S'il trouve dans l'appartement de la victime des médicaments, des poudres, des bouteilles contenant des liquides, il ne manquera pas de les emporter pour les soumettre à l'analyse.

Le magistrat instructeur doit surveiller l'emploi des pièces destinées aux experts ; il doit toujours agir comme si une contre-expertise ultérieure était certaine ; en conséquence, présent à l'ouverture des caisses et vases renfermant les organes, il fera faire une division par moitié de chacune des pièces de conviction de sorte que, quand les experts auront terminé leur rapport, s'il le trouve nécessaire, le juge d'instruction pourra transmettre la deuxième moitié des organes à de nouveaux experts qui se livreront à une contre-expertise.

La tâche du médecin légiste en matière d'empoisonnement est particulièrement périlleuse et sa route est semée d'écueils ; tout d'abord il doit examiner si l'empoisonnement est *criminel*, *involontaire* ou *simulé* ou encore s'il est le résultat d'un *suicide* ; en second lieu il doit s'informer des *remèdes* qu'a pu absorber la victime dans les derniers temps de sa vie, de la *profession* qu'elle exerçait ; il étudiera la *nature du sol* dans lequel elle a été enterrée, l'*embaumement* qui a pu être pratiqué ; il comparera les

symptômes qui ont précédé la mort de la victime avec ceux que laissent certaines maladies trop facilement confondues avec l'empoisonnement, enfin il s'attachera à distinguer le poison qu'il a obtenu des *ptomaïnes* et des *leucomaïnes*.

Qu'un individu en pleine santé soit pris d'accidents graves et croissants, que des vomissements surviennent violents, abondants et répétés, accompagnés de douleurs épigastriques ; ou qu'en l'absence de vomissement ou de diarrhée une altération profonde de la face, une prostration complète des forces, une transpiration abondante, apparaissent et annoncent une mort qui ne tarde pas à survenir, on est en mesure de soupçonner un empoisonnement dont les recherches anatomiques et chimiques sont appelées à démontrer l'existence et à préciser l'agent, aussi, le premier devoir du médecin légiste, en matière d'empoisonnement, est-il de déterminer, d'une manière exacte, la cause de la maladie ou de la mort (1) et de trancher la question de savoir s'il y a eu homicide, suicide ou simple accident. Quelquefois, des taches aux mains, aux lèvres ou sur les vêtements de l'individu empoisonné peuvent induire à penser qu'il a lui-même préparé ou manié la substance vénéneuse, en même temps qu'elles indiquent, dès le premier aperçu, la nature du poison ; de là, probabilité de suicide.

Au contraire, de semblables taches sur un individu que l'on saurait avoir été en rapport avec la victime, soulèveraient une présomption d'homicide.

(1) Briand et Chaudé, *Manuel de médecine légale*.

L'expert ne saurait être trop circonspect ; il doit avoir la ferme conviction que s'il existe en réalité un empoisonnement criminel, l'auteur aura tout mis en œuvre dans la prévision d'une enquête, pour mettre la science en défaut ; et comme le crime d'empoisonnement suppose une forte somme de réflexion et de préméditation chez ceux qui s'en rendent coupables, les difficultés de l'expertise croîtront en raison de l'habileté et de l'instruction de l'assassin. Une fraude très fréquente consiste dans la suppression ou la substitution des déjections ou des matières vomies. En outre, s'il découvre du poison dans les organes, l'expert doit encore prouver que ce poison est le seul et que seul il était capable de causer la mort.

La présence constatée dans le corps du défunt d'une substance capable d'avoir donné la mort ne peut servir de preuve péremptoire d'empoisonnement, car il y aura alors lieu de rechercher si la présence de la substance incriminée ne peut être expliquée par une autre cause que l'empoisonnement ; ainsi, il est certain que les cas d'introduction d'un poison après la mort pour simuler l'empoisonnement sont rares, mais cependant le médecin légiste ne doit omettre aucune des circonstances propres à éclairer cette question. Si une substance vénéneuse, susceptible d'être rapidement absorbée, avait été introduite dans les organes immédiatement après la mort, lorsque le corps conservait sa chaleur et qu'il y avait encore un reste de circulation, il serait peut-être difficile de reconnaître par l'analyse que l'ingestion du poison est postérieure à la mort ; mais un pareil cas suppose un tel concours de circonstances, qu'il peut difficilement se

présenter : il faudrait d'abord que les symptômes de la maladie à laquelle le défunt a réellement succombé eussent présenté quelque analogie avec ceux que détermine ordinairement la substance vénéneuse subrepticement introduite ; il faudrait surtout que dans les derniers instants de la vie l'ensemble des phénomènes prêtât à cette simulation. Celle-ci apparaîtrait bien plus clairement encore pour peu qu'il y ait eu d'intervalle entre la mort et l'introduction du poison ; car si une substance vénéneuse, dissoute dans l'eau, est injectée dans l'estomac ou dans le rectum d'un cadavre déjà refroidi, les tissus, devenus complètement inertes, n'éprouvent aucune des altérations que cette substance détermine lorsque ces tissus jouissent de leurs propriétés vitales.

Il sera souvent fort difficile pour l'expert d'établir, après une longue inhumation, que le défunt a succombé à un empoisonnement ou bien qu'il est décédé d'une mort naturelle après avoir subi un traitement médical toxique longtemps soutenu ; l'expert doit s'informer si le défunt n'était pas soumis à un régime alimentaire exceptionnel, car les ustensiles culinaires, les vins, le cidre, la bière, le vinaigre, le sel de cuisine, les bonbons sont des causes d'introduction d'une foule de substances métalliques dans le corps de l'homme. Il doit établir que le poison trouvé dans les organes ne tire pas son origine du traitement suivi dans l'ombre par un malheureux tombé victime de sa crédulité dans des annonces perfides. Tous les prétendus remèdes secrets qu'un charlatanisme éhonté propose comme panacées universelles contiennent du plomb, du mercure, du cuivre, de l'arsenic en proportion plus ou

moins considérable ; concluons de là qu'il ne suffit pas au médecin de trouver dans les viscères de l'arsenic pour déclarer qu'il y a eu empoisonnement ; il faut qu'il acquiert la certitude que cet arsenic, loin de procurer des effets salutaires, a causé la mort de la victime ; aussi le médecin légiste, sachant que presque tous les poisons entrent dans la composition des remèdes à condition d'être administrés à des doses convenables, doit étudier la ligne démarcative entre la proportion sanitaire et la proportion délétère de toutes les substances vénéneuses.

L'expert doit être en état d'éclairer la justice dans les questions d'origine de la substance vénéneuse ; il ne doit point se contenter d'établir par certaines preuves matérielles la possibilité d'une intoxication, il doit mettre les juges et les jurés en état d'apprécier si l'intoxication est le fait d'une action criminelle ; toutefois qu'il ne se pose point en arbitre, car sa mission consiste, non pas à appliquer la loi pénale, mais à préparer les moyens de conviction qui sont du ressort de la science, à discuter la valeur des faits de médecine légale et à éclairer les jurés sur toutes les phases de la perpétration du crime, ou sur ses conséquences.

« Aussitôt nommé, l'expert, écrit M. Barse (1), devra constater la situation respective des fosses dans le cimetière, la profondeur de la fosse où se trouve le cadavre, la nature du terrain qui recouvre la bière, la position du cadavre, son degré de putréfaction ; enfin il devra conserver les moyens de résoudre la question d'imbibition cada-

(1) Barse, *Manuel de la Cour d'assises dans les questions d'empoisonnement*, p. 78.

vérique... » et plus loin. « Comme on peut avoir à rechercher si de l'arsenic ou quelque autre substance minérale provient réellement du cadavre lui-même ou du sol dans lequel il a été inhumé, l'expert doit recueillir des échantillons de la terre et les prendre à diverses places pour qu'on puisse les soumettre au besoin à des analyses comparatives. »

Ces phrases font allusion à la théorie, émise notamment par Flandin et Danger, suivant laquelle l'expert doit toujours craindre que l'arsenic ne pénètre dans les corps inhumés dans des terrains contenant de ce toxique ; de telle sorte qu'au bout d'un certain temps si l'on venait à exhumer ces corps et à les soumettre à une analyse chimique, on croirait y trouver la preuve d'un crime qui, cependant, n'aurait jamais existé. Orfila a combattu ce système et a victorieusement établi, après une série d'expériences que même, si le cercueil est brisé et tombé en pourriture, et le cadavre nu dans la terre, l'arsenic ne passe pas du terrain dans les tissus et qu'il est impossible qu'un sol arsenifère communique de l'arsenic aux corps qui y sont inhumés. Un terrible drame vint confirmer cette opinion. En 1841, Nicolas Noble et la femme Jérôme que l'on soupçonnait être morts empoisonnés, avaient été inhumés à deux mètres l'un de l'autre dans le cimetière d'Épinal dont la terre contient de l'arsenic. L'exhumation fut ordonnée : on ne trouva pas chez la femme la moindre trace d'arsenic ; il en existait, au contraire, dans l'estomac et les intestins de Nicolas. Les débats, ayant nécessité une seconde exhumation six mois après la première, les résultats furent les mêmes ; et cependant, après la première

exhumation, le corps de la femme Jérôme avait été déposé nu dans la fosse, il avait été immédiatement recouvert avec la terre du cimetière, détrempee ce jour-là par une pluie abondante, et cette terre était tout aussi arsenifère autour de la femme Jérôme qu'autour de Nicolas, cependant le cadavre de la femme Jérôme ne contenait pas une parcelle d'arsenic, tandis que celui de Nicolas en contenait. Au reste, une double condamnation à mort amena des révélations qui sanctionnèrent les conclusions des experts.

Citons encore, parmi les points qui doivent attirer l'attention de l'expert, le cas d'embaumement qui a pu être pratiqué par injection d'un liquide contenant, malgré les prescriptions contraires de l'autorité, quelques-unes des préparations minérales très vénéneuses qui sont propres à conserver les matières animales.

L'expert doit aussi s'informer si le défunt n'exerçait pas, de son vivant, une profession dont les émanations dangereuses ont pu laisser des traces dans les tissus. Ainsi, les ouvriers qui fabriquent des fleurs et des feuillages artificiels, des papiers et des étoffes de fantaisie, contractent souvent des maladies occasionnées par l'arséniate de cuivre (vert de Scheele, vert anglais) qui sert à colorer ces matières. L'arsenic, trouvé dans les entrailles d'un individu lors d'une autopsie, peut provenir d'une alimentation dans laquelle rentraient des produits arsénieux. Les ouvriers employés à la fabrication de certaines bougies stéariques, ceux qui nettoient les cheminées des hauts fourneaux, de même que ceux qui sont employés à l'extraction du minerai arsénifère, sont souvent victimes de phé-

nomènes d'intoxication (1). De même, la *maladie jaune*, ou maladie des mineurs, doit être considérée comme un empoisonnement lent, produit par la respiration à petite dose d'un mélange d'hydrogène sulfuré et de gaz des marais (2).

Le plomb, qui est d'un usage si fréquent aujourd'hui, expose les ouvriers qui le travaillent à des intoxications nombreuses ; or, d'après le *Dictionnaire de médecine et de chirurgie pratiques* (3), le nombre des professions qui exposent les ouvriers à l'intoxication par le plomb est de plus de cent ; nous ne citerons ici que les principales ; ce sont : la fabrication du minium et de la céruse, le dessoudage des boîtes de fer blanc, le polissage des glaces et des camées, l'émaillage, la fabrication des cartouches, le broyage des couleurs, la peinture en bâtiments, l'étagage, la typographie, etc.

Les doreurs, chapeliers, constructeurs de baromètres et de thermomètres ont souvent donné des signes d'intoxication par le mercure, tandis que le phosphore cause d'affreux ravages parmi les ouvriers qui travaillent à la fabrication des allumettes.

Le médecin légiste doit encore se rappeler que la marche et les symptômes de certaines maladies offrent de grandes analogies avec ceux que l'on rencontre généralement en matière d'empoisonnement criminel ; nous citerons seulement : le choléra, la fièvre typhoïde, la périto-

(1) *Traité de Médecine* de Charcot, Bouchart et Brissaud, t. II, p. 601.

(2) Briand et Chaudé, *Manuel de Médecine légale*, t. II, p. 345.

(3) Article de Manouvrier.

nite, la congestion cérébrale, la méningite, l'entérite, la gastro-entérite, l'angine de poitrine, l'étranglement intestinal ; telles sont les affections qui peuvent le plus aisément faire croire à un empoisonnement (1).

Nous avons déjà dit un mot des difficultés que l'expert peut rencontrer en présence des poisons qu'entraîne la putréfaction des cadavres (*ptomaïnes*) et des substances très toxiques que peuvent produire, à un moment donné, la plupart de nos actes vitaux (*leucomaïnes*) ; c'est maintenant le moment d'entrer dans quelques détails sur cet intéressant sujet (2).

Les travaux de Selmi, de Gautier, de Briéger, ont établi que, dans la putréfaction des cadavres, il se forme des alcaloïdes toxiques ayant, avec ceux que l'on peut retirer des végétaux, les plus étroites analogies ; ce sont ces alcaloïdes cadavériques que Selmi a appelés *ptomaïnes*.

Les alcaloïdes sont les principes actifs de la plupart des plantes toxiques. Ils ont, leur nom l'indique, des propriétés qui les ont fait rapprocher de l'ammoniaque, autrefois appelé *alcali* ; les uns, comme la *nicotine* ou la *cicutine*, sont liquides, d'autres, tels que la *strychnine* ou la *morphine*, sont cristallisés ; leur toxicité est extrême ; quelques milligrammes de ces corps dangereux provoquent, chez l'homme, des phénomènes d'empoisonnement. Or, il est souvent facile de se procurer de ces poisons redoutables ; ainsi, il est peu d'ordonnances de médecins dans

(1) Tardieu, *Etude médico-légale sur l'empoisonnement*, p. 30.

(2) Voir sur ce sujet, Linossier, *les Ptomaïnes et les Leucomaïnes* (*Archives de l'Anthropologie criminelle*, 1886, p. 507).

laquelle ne soit formulé un de ces précieux remèdes ; avec une telle ordonnance présentée chez plusieurs pharmaciens, on peut se procurer, sans éveiller le moindre soupçon, une quantité de strychnine, d'atropine, plus que suffisante pour un empoisonnement. Au reste, le colchique se trouve dans tous les prés, la belladone dans chaque buisson, la digitale pourprée sert de plante d'ornement dans bien des jardins, les champignons vénéneux infestent nos campagnes. Une infusion de ces différents végétaux, surtout dans une eau acide, présente les mêmes propriétés toxiques que l'alcaloïde lui-même.

La toxicité des matières animales corrompues est un fait de connaissance vulgaire ; on sait quels accidents suivent l'ingestion de viandes gâtées. Dès l'antiquité on employa comme poison le sang de taureau corrompu et, si l'on en croit Plutarque, c'est avec du sang de taureau corrompu que Thémistocle se donna la mort.

De tous temps on semble donc avoir su que les substances animales acquièrent en se putréfiant des propriétés vénéneuses, mais c'est récemment que l'on s'est préoccupé d'extraire et d'étudier les produits toxiques de la putréfaction.

A la suite de plusieurs expériences la science a pu démontrer que les ptomaïnes sont généralement des liquides huileux, incolores, fortement alcalins, répandant soit une odeur cadavérique, âcre et vineuse, soit au contraire un parfum agréable, pénétrant et tenace, rappelant l'aubépine, le musc, le syringa ; en un mot ces poisons se rapprochent beaucoup, par leurs propriétés, sans qu'il y ait pourtant identité complète, des alcaloïdes artificiels ; ainsi il est pos-

sible que le parfum de certaines fleurs soit dû à des ptomaines très vénéneuses ; on s'expliquerait de cette manière le danger de coucher dans une chambre renfermant des plantes odorantes.

De son côté, le professeur Gautier a établi que, dans l'organisme sain et par le fonctionnement normal de l'économie il se forme des alcaloïdes physiologiques, auxquels il a donné le nom de *leucomaines*, voulant rappeler ainsi qu'ils dérivent des matières albuminoïdes (λευκωμα: blanc d'œuf) ; c'est ainsi qu'il a retiré du corps humain vivant certains poisons ; du foie la choline, du poumon la névrine, de l'urine la créatinine et la bétaine ; enfin Gautier releva des traces d'alcaloïdes dans la salive humaine et Kossel a extrait du pancréas et de la rate un poison extrêmement énergétique, l'adénine.

En présence de ces faits aujourd'hui indiscutables, les savants se sont demandé comment la vie humaine pouvait résister à tant de substances capables de la détruire et voici l'explication qu'on a imaginé : dans l'état de santé les leucomaines ne peuvent s'accumuler dans le sang en quantité suffisante pour être nuisibles ; une partie s'élimine soit par les reins ; soit par le tube digestif, l'analyse de l'urine et des matières fécales en fournit la preuve, une autre partie est probablement brûlée et détruite dans le sang même par l'oxygène, mais que, sous une influence quelconque, les leucomaines soient secrétées en proportion anormale ou que le rein fonctionne mal ou que l'activité des phénomènes respiratoires se ralentisse, l'accumulation dans le sang de ces corps dangereux peut se produire et des phénomènes d'intoxication apparaître.

On conçoit qu'en face de ces découvertes il puisse être fort difficile à un expert de distinguer si le défunt a succombé par l'effet des ptomaines ou par l'absorption d'un poison qui lui a été administré ; ainsi Linossier déclare qu'il est impossible de distinguer des ptomaines les alcaloïdes des champignons dont les caractères se ressemblent fort.

Quant aux autres alcaloïdes, leur recherche est une opération fort difficile puisque le corps toxique se mélange avec les matières organiques. Ces matières contractent avec les poisons des combinaisons très stables ; or les alcaloïdes sont des substances altérables, facilement destructibles ; pour les distinguer on ne peut pas employer de réactif qui, capable de détruire les matières animales, détruirait en même temps le corps toxique ; il faut recourir à l'emploi de dissolvants capables de s'emparer de l'alcaloïde ou des sels d'alcaloïde sans dissoudre les matières animales au milieu desquelles se fait la recherche. On emploie suivant les circonstances : l'alcool, l'éther, la benzine, le chloroforme, etc... mais ces dissolvants ont un double inconvénient : ils ne séparent pas de la masse organique tout l'alcaloïde qui a contracté des combinaisons avec elle, et ils entraînent toujours avec eux une certaine quantité de matières étrangères, si bien que l'expert ne retire jamais du cadavre qu'une partie de l'alcaloïde qui y est contenu et que cet alcaloïde est toujours souillé d'impuretés, capables d'en masquer, jusqu'à un certain point, les réactions.

Ajoutons que les alcaloïdes, étant généralement d'une toxicité extrême et d'un prix élevé, sont toujours ingérés à doses minimales ; qu'une fois ingérés, ils peuvent subir par

le fait des combustions extraorganiques des modifications profondes sur lesquelles nous sommes mal fixés, et qu'enfin, après la mort, le travail de la putréfaction peut les détruire pour la plupart et nous serons amenés à conclure que, même en l'absence des ptomaines, la recherche des alcaloïdes végétaux est une des opérations les plus délicates de l'analyse chimique.

Enfin il sera encore plus difficile de savoir si le corps toxique obtenu est le résultat d'un alcaloïde ou d'un ptomaine, car ces poisons présentent à peu de chose près les mêmes caractères et il sera souvent presque impossible de les distinguer. Ces analogies peuvent mettre l'expert dans un embarras extrême que peut toutefois dissiper un examen méticuleux. Il ne semble, en effet, jamais y avoir, sauf pour les alcaloïdes des champignons, identité absolue entre toutes les réactions d'un alcaloïde végétal et toutes les réactions d'une ptomaine. Si la base extraite du cadavre présente nettement toutes les réactions d'un alcaloïde végétal déterminé, l'expert peut conclure avec certitude à un empoisonnement, mais il faut qu'il ait multiplié les expériences, qu'il n'ait négligé aucune de celles qui pouvaient apporter une confirmation quelconque à ses conclusions. L'analogie entre une ptomaine et un alcaloïde peut, en effet, se poursuivre dans un grand nombre de réactions. Ainsi MM. Brouardel et Boutmy ont extrait du cadavre putréfié d'un individu qui était tombé dans la Seine en pêchant à la ligne, une ptomaine qui possédait absolument toutes les réactions de la vératricine sauf une seule. Si donc il se fût agi d'une expertise d'empoisonnement, cette seule expérience négligée eût pu faire conclure à un crime

là où il n'y avait qu'un phénomène de putréfaction.

Malheureusement, la faible quantité de matière extraite d'un cadavre ne permet pas toujours un examen bien approfondi et dans ce cas l'expert est condamné à la plus expresse réserve.

« Toutefois, écrit encore M. Linossier, si le chimiste ne s'écarte pas des règles prudentes que nous venons de tracer, il ne sera jamais exposé à prendre une ptomaïne pour un alcaloïde végétal ; mais il pourra arriver qu'il conclue à la présence d'une ptomaïne ou qu'il refuse de conclure dans un cas où l'empoisonnement existe ; on ne saurait, en effet, se montrer trop réservé dans ses conclusions quand le résultat d'une expertise peut être la mort d'un homme. »

En présence de toutes les difficultés que nous venons d'énumérer et qui assaillent à chaque pas le médecin légiste, nous devons reconnaître à ce dernier le droit de ne pas répondre catégoriquement par l'affirmative ou par la négative aux questions qui lui sont posées devant le jury ; bien plus, nous considérons qu'il est de son devoir, s'il conserve le plus léger doute de l'exprimer hautement, alors même que ce doute est assez léger pour n'avoir qu'une portée à peu près insignifiante.

Ce droit pour le médecin légiste de ne pas répondre catégoriquement aux questions qui lui sont posées, est aujourd'hui reconnu sans difficulté ; mais il n'en a pas toujours été ainsi et jadis des présidents d'assises se sont refusés à admettre des conclusions dubitatives. Barse cite à ce sujet l'anecdote suivante(1) : Le 9 décembre 1843,

(1) Barse, *Manuel de la Cour d'assises dans les questions d'empoisonnement*, p. 77.

André Rocher et Marie Camus étaient accusés devant la Cour de Riom d'avoir empoisonné Jacques Pouchon ; Orfila, appelé à se prononcer, conclut en disant : qu'il était *extrêmement probable* que Pouchon était mort empoisonné. M. Smith, président de la Cour d'assises, lui fit alors remarquer que c'était là une conclusion qui ne concluait pas : « Vous avez été appelé devant le jury, lui dit-il, pour l'éclairer sur le corps du délit ; après votre conclusion que voulez-vous que réponde un juré ? Par votre empoisonnement extrêmement probable, que voulez-vous dire ? Voulez-vous exprimer un doute, un demi-doute, un tiers, un quart de doute ? Expliquez-vous ; traduisez et formulez juridiquement votre pensée et votre opinion, concluez enfin ; la toxicologie ne saurait admettre un doute quelconque ; il y a ou n'y a pas empoisonnement. »

A cette observation, Orfila répondit qu'il serait, en effet, à désirer qu'il fût toujours possible de donner une solution affirmative ou négative, mais qu'à l'impossible nul n'est tenu. « Au reste, dit-il, les conclusions que je viens d'avoir l'honneur d'exposer devant MM. les jurés ne sont pas insignifiantes. En déclarant que l'empoisonnement est possible, je laisse au ministère public le soin de faire valoir les preuves morales qui mettent hors de doute la criminalité du prévenu et MM. les jurés peuvent alors rechercher dans les éléments moraux des débats des preuves suffisantes de la culpabilité de l'accusé. » Ces quelques paroles mettent, à notre avis, dans leur vrai jour le rôle, en matière d'empoisonnement, du ministère public et du médecin légiste ; celui-ci a rempli sa mission dès qu'il s'est conformé aux préceptes les plus rigoureux de la science ; en

concluant d'une manière dubitative, l'expert fournit au ministère public un élément qui, pour n'avoir pas toute la valeur désirable, n'en conserve pas moins une réelle, en venant corroborer les arguments produits contre les prévenus.

Vu, le Président de la Thèse,

M. PLANIOL.

Vu par le Doyen,

E. GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Cours de M. Planiol, 1891-92. — *Etude des principales infractions.*
- Cours de M. Saleilles, 1895-96. — *Etudes des principales infractions.*
- Textes au Digeste : *Ad legem Corneliam de sicariis*, l. 3 pr. ; § 1 et § 3.
- au Code : liv. IX, tit. 48, l. 1 : *de Maleficiis et Mathematicis et ceteris similibus.*
- Cicéron : plaidoyer : *Pro Scamandro.*
- Grellet-Dumazeau : *le Barreau romain. — Recherches et études sur le barreau de Rome depuis son origine jusqu'à Justinien et particulièrement au temps de Cicéron.*
- Tite-Live : *Histoire romaine* : décade I, liv. VIII, n° 18.
- Livres saints : *Lévitique*, chap. XIX, vers. 31. — *Deuteronomie*, chap. XVIII, vers. 10, 11 et 12.
- Duperray : *Traité de l'état et de la capacité des ecclésiastiques*, l. V, chap. VII.
- Religieux de St-Denis* : Edition Bellaguet, t. I.
- Registre criminel du Châtelet de Paris.
- Dubois : *Histoire du droit criminel*, t. V.
- Bouteiller : *Somme rurale*, liv. I. fol. 89.
- Guyot : *Répertoire de jurisprudence*, mot : Poison.
- Domat : *Lois civiles*, t. II.
- Muyart de Vouglans : *Lois criminelles.*
- *Institutes au droit criminel.*

Jousse : *Traité de la justice criminelle*, t. III et IV.

Clément : *la Police sous Louis XIV* (2^e édit., Paris, 1866).

M^{me} de Sévigné : *Lettres*. Édition des Grands écrivains de France.

La Fontaine : fable : *les Devineresses*.

Thomas Corneille : comédie en 5 actes : *la Devineress*, en collaboration avec de Visé.

Iung : *la Vérité sur le Masque de fer* (les empoisonneurs).

Larousse : *Dictionnaire universel : Empoisonnement*.

Robinet de Cléry : *les Crimes d'empoisonnement* (article paru dans la revue : *la Vie contemporaine*, 1^{er} juin 1894, p. 575).

Mémoires du chancelier Pasquier, t. I et II.

A Fouquier : *Causes célèbres*.

Sabattier : *la Tribune judiciaire*, t. II.

Revue des grands procès contemporains : année 1890.

Albert Bataille : *Causes criminelles et mondaines*.

Jules Jolly : *Eloge de Lachaud*.

Henri Jolly : *le Crime*.

Tarde : *Philosophie pénale*.

Compte rendu de la justice criminelle en France et en Algérie publié annuellement par le ministère de la justice.

Carnot : *Commentaire sur le Code pénal*,

Bourguignon : *Jurisprudence criminelle*, t. III.

Beccaria : *Traité des délits et des peines*.

Locré : *Travaux préparatoires du Code pénal*, t. XXX.

Legrauverand : *Traité de législation criminelle*, t. I.

De Villargues : *Codes criminels*.

Rossi : *Traité de droit pénal*, t. II et III.

Rauter : *Traité théorique et pratique du droit criminel français*, t. II.

Calmètes : article paru dans la *Gazette des tribunaux* des 24-25 octobre 1831.

Nouguier : *Cour d'assises*, t. IV.

Le Sellyer : *Traité de la criminalité*, t. II.

Duverger : *Manuel des juges d'instruction*, t. III.

Ortolan : *Eléments du droit pénal*.

- Orlolan et Ledeau : *le Ministère public en France*.
- Boitard : *Leçons de droit criminel*.
- Bertauld : *Cours de code pénal*.
- Lainé : *Traité élémentaire de droit criminel*, t. I.
- Blanche : *Etudes pratiques sur le code pénal*, t. I et IV.
- Chauveau et Faustin-Hélie : *Théorie du code pénal*, t. I, III et IV.
- Garraud : *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. I, II, IV.
- Villey : *Précis d'un cours de droit criminel*.
- *du Délit impossible*, article paru dans *la France judiciaire*, t. II, p. 187.
- Lefort : *la Tentative des crimes impossibles*. (*Revue générale de droit*, p. 161.)
- Gazette du Palais* : Répertoire général, t. VI, p. 311.
- Le Poittevin : *Dictionnaire formulaire des Parquets*, t. II.
- Lautour : *Code pénal d'audience*.
- Dalloz : *Répertoire alphabétique de législation*, t. XIV, v. Crimes et délits contre les personnes, chap. VI, p. 600, et chap. XII, p. 624.
- *Supplément au Répertoire de législation*, t. IV, v. Crimes et délits contre les personnes, chap. VI, p. 404, et chap. XII, p. 428.
- *Recueil périodique et critique de jurisprudence*.
- Sirey : *Recueil général des lois et des arrêts*.
- Législation criminelle de la Belgique*, t. III, p. 206
- Haus : *Principes généraux du droit pénal belge*, t. I.
- Briand et Chaudé : *Manuel de médecine légale*, t. I et II.
- Grande Encyclopédie*, mot : INTOXICATION.
- Orfila : *Traité de médecine légale*, t. II.
- Barse : *Manuel de la Cour d'assises dans les questions d'empoisonnement* (1845, in-18).
- Devergie : *Médecine légale*, t. III.
- Tardieu : *Etude Médico-légale sur l'empoisonnement*.
- Linossier : *Les Ptomaïnes et les leucomaïnes*. (*Archives de l'anthropologie criminelle*, 1886, p. 507.)
- Charcot, Bouchard et Brissaud : *Traité de médecine*, t. II.
-

Paris. — Imp. V. Giard et E. Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot
